



## **TABLE DES MATIERES**

N° de page

|   |         |
|---|---------|
| <b>EXPOSE GENERAL DES MOTIFS</b>  | 1-12    |
| EXPOSE DES MOTIFS PAR ARTICLE   | 13      |
| <i>PREMIERE PARTIE : CONDITIONS GENERALES DE L'EQUILIBRE FINANCIER</i>  | 14      |
| <i>TITRE PREMIER : Dispositions relatives aux ressources et aux charges</i>   | 15-16   |
| <i>TITRE II : Dispositions relatives à l'équilibre des ressources et des charges</i>  | 16-17   |
| <i>DEUXIEME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS DIVERSES</i>   | 18      |
| <i>TITRE PREMIER : Moyens des services</i>  | 19-27   |
| <i>TITRE II : Dispositions diverses</i>   | 27-31   |
| TABLEAUX RECAPITULATIFS   | 32      |
| Budget Général  | 33      |
| I – Recettes 2014 et situation d'exécution recettes 2012  | 34-36   |
| Dépenses  |         |
| II – Comparaison par titre et par pouvoir public ou ministère des crédits ouverts par la loi de finances 2013 et ceux prévus dans la loi de finances pour 2014. | 37-54   |
| Situations provisoire d'exécution budgétaire : gestion 2013 au 31/12/2013 et gestion 2014 au 31/08/2014.  | 55-80   |
| III – Evolution des dépenses du Budget général  | 81-82   |
| IV – Comptes spéciaux du Trésor   | 83-84   |
| V – Déficit budgétaire standard   | 85-86   |
| <b>PROJET DE LOI</b>  | 87-96   |
| Annexes législatives  |         |
| • Annexe 1 : Prévisions de recettes du budget général   | 97-98   |
| • Annexe 2 : Comptes spéciaux du Trésor   | 99      |
| • Annexe 3 : Réévaluation des services votés  | 100-110 |
| • Annexe 4 : Répartition des mesures nouvelles  | 111     |
| • Annexes 5 et 5 bis : Dépenses d'Investissement Répartition des ( AP et CP) et ( FA et PT)   | 112-116 |
| • Annexe 6 : Taxes parafiscales   | 117     |
| • Annexe 7 : Tableau des dépenses auxquelles s'appliquent des crédits évaluatifs  | 118     |
| • Annexes 8, 8 bis et 8 ter: Encours et Service de la dette – Etat détaillé des encours et des échéances  | 119-121 |
| • Annexe 9 et 9 bis: liste détaillée des dépenses PPTE - IADM   | 122-123 |
| • Annexe 10 et 10 bis : Crédits de fonctionnement et d'investissement transférés aux Agences  | 124-128 |
| • Annexe 11 : Opérations budgétaires des agences bénéficiant d'une subvention de plus de cinq (5) milliards   | 129-130 |
| • Annexe 12 : Risques budgétaires   | 131     |
| • Annexe 13 : Mise en œuvre du plan de restructuration des agences d'exécution  | 132     |
| • Annexe 14 : Soutien budgétaire direct et indirect au secteur de l'énergie   | 133     |

## EXPOSE GENERAL DES MOTIFS

Le projet de loi de finances pour l'année 2015 est élaboré en parfaite cohérence avec le Plan Sénégal Emergent (PSE), cadre unique de référence de la politique économique et sociale du Gouvernement à l'horizon 2035.

Il opérationnalise, pour la deuxième année, le Plan d'Actions Prioritaires (PAP) 2014-2018 du PSE et devra permettre de poser les bases d'une croissance économique plus forte, équitablement répartie dans un environnement de bonne gouvernance, de paix et de sécurité nationale.

Ainsi, la politique budgétaire qui sous-tend le projet de loi de finances pour l'année 2015 s'appuie sur les orientations qui suivent.

En matière de mobilisation des **recettes budgétaires**, l'objectif majeur poursuivi par le Gouvernement repose sur l'amélioration du recouvrement des recettes internes et externes, en vue de dégager une plus grande marge de manœuvre budgétaire pour le financement des dépenses prioritaires.

A cet effet, des axes stratégiques ont été déclinés en matière d'amélioration des recettes. Ils portent sur l'identification des pistes probables de recettes, tant au niveau du cordon douanier qu'au niveau interne, l'élargissement de l'assiette et du contrôle ainsi que la modernisation de la gestion foncière, domaniale et cadastrale.

Ainsi, pour les services de **l'administration fiscale**, l'année 2015 s'annonce décisive. Elle devra coïncider avec le plein effet des mesures prises en 2014, relatives, notamment, à l'application des recommandations de l'audit des crédits de TVA et des prises en charge, la rationalisation des droits de timbre, la taxation globale des secteurs financiers (banques et assurances) et des télécommunications.

S'agissant des **recettes douanières**, elles devront s'améliorer en 2015, à la faveur, principalement, du renforcement du recouvrement de la TVA suspendue, du contrôle des régimes suspensifs, du recouvrement des arriérés de paiement (particulièrement de la SENELEC et des attendus du FSE) et de la maîtrise de l'assiette fiscale.

Par ailleurs, la mobilisation des **ressources extérieures** connaîtra un regain de dynamisme avec la concrétisation des annonces de financement des partenaires techniques et financiers, à la réunion du groupe consultatif pour le financement du PSE. Aussi, est-il attendu que les financements des projets et programmes du PAP du PSE soient conclus, pour plus de 60%, au courant de l'année 2015.

Au chapitre des **dépenses budgétaires**, l'option de rationalisation des dépenses de fonctionnement et d'amélioration de la qualité de l'investissement public est maintenue et renforcée.

A cet effet, les efforts de maîtrise des dépenses courantes sont poursuivis, notamment avec la mise en œuvre de mesures administratives ayant conduit à des économies sur certaines dépenses de fonctionnement. Il s'agit, entre autres, de la réduction, de moitié, de la facture téléphonique de l'administration, du gel de toutes les conventions de location de bâtiments à usage de logement et du maintien de la baisse opérée, en 2014, sur certaines lignes de dépenses de fonctionnement.

En outre, un travail de restructuration du budget a permis d'améliorer sensiblement la qualité de l'allocation des ressources entre les dépenses de fonctionnement et celles d'investissement. C'est ainsi qu'une enveloppe d'un montant de **37,386 milliards FCFA** issue des crédits d'investissement relevant en toute rigueur du fonctionnement, de par leur nature, a été transférée au niveau des dépenses courantes. A cela s'ajoute la suppression progressive des projets dits d'appui institutionnel, figurant dans le budget d'investissement, pour un montant de **25,165 milliards FCFA**.

Ce transfert laisse apparaître une hausse de 17,186 milliards FCFA des dépenses de fonctionnement qui, sans cette opération, baisseraient de 23,2 milliards FCFA.

Ce travail de restructuration traduit ainsi la priorité accordée par le Gouvernement au volume et à la qualité des investissements publics.

L'allocation des ressources, par **grandes catégories de dépenses**, dans le cadre du présent projet de loi de finances, est essentiellement orientée vers les secteurs prioritaires du PSE.

Ainsi, en ce qui concerne les **dépenses de personnel**, le Gouvernement s'est inscrit dans une dynamique de gel des augmentations de salaire, de création ou de revalorisation d'indemnités et de contrôle des effectifs par l'adossement des recrutements aux sorties définitives. Toutefois, il est prévu en 2015, de recruter 4902 agents dont 1000 pour le secteur de la santé et 3000 pour les forces de défense et de sécurité.

Quant aux **dépenses de fonctionnement** hors personnel, les efforts de rationalisation des dépenses courantes et d'amélioration de la qualité de la dépense publique seront poursuivis.

Au plan sectoriel, les allocations budgétaires pour le ministère de la **Santé et de l'action sociale** sont revues à la hausse.

L'enveloppe budgétaire destinée à ce secteur permettra d'assurer, entre autres, la gratuité des séances de l'hémodialyse, de renforcer les moyens de lutte contre les épidémies et de prendre en charge les autres maladies

à soins coûteux, notamment, les programmes du VIH/Sida, le suivi des accouchements et césariennes, la drépanocytose et le cancer.

Elle permet d'améliorer les conditions socio-économiques des groupes vulnérables, à travers la montée en puissance de la Couverture Maladie Universelle (CMU) et l'amplification du Programme national de bourses de sécurité familiale (PNBSF) qui bénéficiera d'une dotation budgétaire de 20 milliards de FCFA pour permettre de toucher 100.000 nouvelles familles sénégalaises ; ce qui fera, en 2015, un total de 200.000 familles bénéficiaires.

La réduction de la dette des hôpitaux est également prise en charge, afin de permettre à ces structures de retrouver progressivement leur équilibre budgétaire.

En outre, dans le cadre de l'élargissement de la carte sanitaire, le présent projet de loi prévoit des dotations budgétaires pour le démarrage effectif du fonctionnement des établissements publics de santé nouvellement créés tels que le centre hospitalier régional de Fatick, l'hôpital de la paix de Ziguinchor et l'hôpital Dalal Diam de Guédiawaye.

Pour le secteur de **l'Éducation**, une attention particulière est accordée à la maîtrise des salaires des corps émergents et leur intégration dans la fonction publique va se poursuivre. L'amélioration de la qualité, de l'équité et de la transparence des enseignements sera au cœur de la politique éducative à travers le Projet d'Amélioration de la Qualité et de l'Équité de l'Éducation de Base (PAQUEEB). Dans ce cadre, la subvention accordée aux écoles élémentaires sera renforcée avec une implication plus active des communautés dans la gestion des établissements scolaires.

Pour la formation professionnelle, ses ressources ont globalement augmenté avec la révision à la hausse de la part de la Contribution Forfaitaire à la Charge de l'Employeur (CFCE), affectée à ce sous secteur, qui passe de 5% à 10% et la mise en place du fonds de financement de la Formation professionnelle et technique qui permet d'harmoniser les interventions de l'État et des Partenaires.

Au niveau de l'enseignement supérieur, la couverture des charges de fonctionnement des universités et le paiement des bourses et allocations scolaires restent une priorité. Pour ces dernières, l'enveloppe de 2014 est maintenue avec une révision des conditions d'attribution, fondée sur la transparence, l'équité et l'excellence, en vue de faire de la bourse un véritable instrument au service de la promotion des études.

Relativement au secteur **agricole**, le Gouvernement continuera d'accompagner les producteurs à travers le programme de facilitation d'accès aux intrants agricoles d'un montant de 8,8 milliards FCFA.

Concernant le secteur de **l'énergie**, la politique de subvention de l'État sera prolongée (66 milliards FCFA) en attendant que la mise en œuvre du

plan de production 2013-2017, validé par le Gouvernement en 2014 et basé sur une politique de mix énergétique, puisse engendrer une baisse du prix de l'électricité. En outre, le plan d'urgence d'électrification rurale sera poursuivi, en vue d'atteindre l'objectif de 60% en 2016.

Dans le domaine **de la sécurité**, le Gouvernement continuera d'accompagner davantage les forces de défense et de sécurité et de rehausser le moral des troupes au front, avec, notamment, le renforcement des effectifs et des moyens matériels d'intervention ainsi que la révision à la hausse des primes journalières. L'octroi d'aides et de secours aux grands blessés de l'Armée sera également poursuivi.

En matière de **gouvernance**, l'accent a été mis sur le renforcement des crédits destinés aux services techniques déconcentrés et à ceux de l'Administration territoriale, pour un meilleur accompagnement de la territorialisation des politiques publiques. De même, le fonds de dotation de la décentralisation a été porté à 20,41 milliards, au-delà des 3,5% de la TVA de 2013.

Les crédits destinés à l'alimentation des détenus et au fonctionnement des maisons de justice connaissent une augmentation substantielle, en vue, d'une part, d'améliorer les conditions de vie en milieu carcéral et de prise en charge des mineurs en danger ou en conflit avec la loi et d'autre part, de rapprocher la justice des justiciables.

S'agissant des **crédits d'investissement**, ils prennent en compte, pour un montant de 166 milliards FCFA, les projets inscrits dans le PAP du PSE intégrant les vingt sept (27) projets phares. Ces projets, listés ci-dessous, devront contribuer à la transformation de la structure de l'économie dans le sens de soutenir une dynamique de croissance forte et durable. Il s'agit des projets suivants :

|   |                |
|---|----------------|
| - Développement de Corridors Céréaliers (Programme National d'Autosuffisance en Riz): | 20 000 000 000 |
| - Programme d'Équipement du Monde Rural :   | 4 000 000 000  |
| - Restructuration de la filière arachide :  | 12 000 000 000 |
| - Programme des Domaines Agricoles Communautaires :                                   | 2 500 000 000  |
| - Projet de réhabilitation du Ranch de Doli :   | 1 800 000 000  |
| - Programme de réalisation des pistes :   | 6 500 000 000  |
| - Programme de réalisation de 300 forages :   | 3 000 000 000  |
| - Programme National de Développement Local (PNDL) :                                  | 2 100 000 000  |
| - Plan sectoriel pilote : artisanat d'art :   | 1 500 000 000  |
| - Création de Centres de développement artisanal :                                    | 1 000 000 000  |
| - Plateformes industrielles intégrées :   | 17 900 000 000 |
| - Construction de Collèges de proximité :   | 2 000 000 000  |
| - Programme de Renforcement de la Nutrition :   | 2 400 000 000  |
| - Plan sectoriel de développement du micro-tourisme :                                 | 200 000 000    |
| - Service Universel de l'énergie (Programme d'urgence d'Électrification rurale):      | 16 000 000 000 |

|  |                        |
|--|------------------------|
| - Plan de relance intégré de l'électricité (programme de renforcement et de densification des réseaux de transport et de distribution) | 2 000 000 000          |
| - Fonds Sénégal Emergent :   | 3 000 000 000          |
| - Investissements Aéroportuaires AIBD  | 13 500 000 000         |
| - Projet d'autoroute Thiès-Touba   | 8 000 000 000          |
| - Construction autoroute AIBD-Mbour-Thiès  | 3 500 000 000          |
| - Programme d'entretien routier  | 25 000 000 000         |
| - Prolongement de la Voie de Dégagement Nord (2 <sup>ème</sup> et 3 <sup>ème</sup> section)  | 3 500 000 000          |
| - Prolongement de l'autoroute de Diamniadio à AIBD   | 5 000 000 000          |
| - Programme de Construction et d'Equipped de Laboratoires Scientifiques  | 3 000 000 000          |
| - Projet de construction de lycées professionnels (Fatick, Sandiara, etc.)   | 4 000 000 000          |
| - Création de l'Université Virtuelle du Sénégal  | 1 600 000 000          |
| - Projet de construction de la cité du savoir  | 1 000 000 000          |
| - <b>TOTAL</b>   | <b>166 000 000 000</b> |

En outre, dix autres projets du PSE seront financés sur une réserve dite de précaution d'un montant de 52 milliards FCFA, mobilisable au fur et à mesure de la disponibilité des études financières, économiques et d'exécution. Il s'agit des projets ci-après :

| Ministères   | Projets  | Montant               |
|--|--|-----------------------|
| Infrastructures, Transports Terrestres et Désenclavement | Tramway  | 500 000 000           |
|  | Train rapide Dakar-AIBD  | 10 000 000 000        |
|  | Réhabilitation du chemin de fer Dakar-Bamako   | 10 000 000 000        |
|  | Elargissement, Réhabilitation et aménagement de la route des Niayes y/Cc voiries Urbaines de Connexion | 4 500 000 000         |
| Tourisme et Transports Aériens                           | Zones Touristiques Intégrées   | 4 000 000 000         |
| Renouveau Urbain, Habitat et Cadre de vie                | Programme Spécial Villes Vertes pour l'emploi  | 2 500 000 000         |
| Agriculture et Equipement Rural                          | Mise en place de projets d'agrégation ciblés sur les filières Haute Valeur Ajoutée (HVA) et Elevage    | 3 000 000 000         |
| Renouveau Urbain, Habitat et Cadre de vie                | Programme d'Accélération de l'Offre en Habitat Social  | 5 000 000 000         |
|  | Programme de Business Park : centre des sièges sociaux de la région et base de vie                     | 10 000 000 000        |
| Pêche et Economie Maritime                               | Projet de Dragage de l'embouchure du Saloum  | 2 500 000 000         |
| <b>TOTAL</b>   |  | <b>52 000 000 000</b> |

## **I- LES RESSOURCES**

Les ressources de la loi de finances initiale pour l'année 2015 sont arrêtées à 2869,032 milliards FCFA contre 2732,020 milliards FCFA dans la loi de finances initiale pour 2014, soit une hausse de 137,012 milliards FCFA en valeur absolue et 5,02% en valeur relative.

Ce montant comprend :

- les ressources du budget général projetées à 2776,782 milliards FCFA contre 2 646,410 milliards FCFA pour les prévisions de la loi de finances initiale pour 2014, soit une hausse de 130,372 milliards FCFA en valeur absolue et 4,93% en valeur relative ;
- les recettes des comptes spéciaux du Trésor sont fixées à 92,250 milliards FCFA contre 85,610 milliards FCFA en 2014, soit une progression nette de 6,640 milliards FCFA en valeur absolue et 7,76% en valeur relative.

Les ressources du budget général pour l'année 2015 se décomposent comme suit :

### **A. LES RECETTES FISCALES**

Elles sont arrêtées à 1601,700 milliards FCFA dans la loi de finances initiale pour 2015 contre 1561 milliards FCFA dans la loi de finances initiale pour 2014, soit une hausse de 40,700 milliards FCFA en valeur absolue et 2,6% en valeur relative. Cette hausse est due à l'impact positif escompté de la mise en œuvre du PSE sur différents segments de l'économie.

Les principaux postes de recettes fiscales s'établissent comme suit :

- Impôts directs : 486,7 milliards FCFA pour 2015 contre 459,900 milliards FCFA dans la loi de finances initiale pour 2014, soit une progression de 26,8 milliards FCFA en valeur absolue et de 5,83% en valeur relative ;
- Impôts indirects : 1115 milliards FCFA dans la loi de finances initiale pour 2015 contre 1101,100 milliards FCFA en 2014; soit une hausse de 13,9 milliards FCFA en valeur absolue et 1,26% en valeur relative.

### **B. LES RECETTES NON FISCALES**

Elles s'élèvent à 78 milliards FCFA dans la loi de finances initiale pour 2015 contre 72 milliards FCFA dans la loi de finances initiale pour 2014, soit une hausse de 6 milliards FCFA en valeur absolue et de 8,3% en valeur relative.

## **C. LES RECETTES EXCEPTIONNELLES**

Elles sont projetées, dans la loi de finances pour 2015, à un montant de 84 milliards FCFA, avec une hausse de 25 milliards par rapport à l'année 2014. Cette hausse est due aux recettes exceptionnelles tirées de la compensation versée à l'Etat par la multinationale indienne Arcelor Mital, qui s'ajoutent aux ressources PPTÉ-IADM.

## **D. DONS BUDGETAIRES (dons-programmes)**

Ils sont estimés à 35 milliards FCFA dans la loi de finances initiale pour 2015 contre 42 milliards FCFA dans la loi de finances initiale pour 2014, soit une baisse de 7 milliards FCFA due à la fin de certaines conventions d'appui budgétaire.

## **E. LES EMPRUNTS**

Ils sont projetés à 570,082 milliards FCFA dans la loi de finances initiale pour 2015 contre 544,410 milliards FCFA dans la loi de finances initiale pour 2014, soit une hausse de 25,672 milliards FCFA en valeur absolue et de 4,72% en valeur relative découlant du besoin de financement induit par la prise en charge de projets prioritaires du PSE. Il s'agit des emprunts programmes pour un montant de 38 milliards FCFA et des émissions de bons et obligations du Trésor pour un montant de 532,082 milliards FCFA.

## **F. LES RESSOURCES EXTERIEURES**

Elles sont évaluées à 405 milliards FCFA dans la loi de finances initiale pour 2015 contre 365 milliards FCFA dans la loi de finances initiale pour 2014, soit une hausse de 40 milliards FCFA en valeur absolue et de 11% en valeur relative due à l'augmentation du volume des engagements des partenaires au développement souscrits dans le cadre du PSE.

Les ressources extérieures sont ainsi réparties :

### **➤ DONS-PROJETS ET LEGS :**

Il s'agit de subventions allouées à l'Etat, par les partenaires au développement, pour financer des projets d'investissement. Pour 2015, ils sont prévus pour un montant de 194 milliards FCFA contre 181 milliards FCFA en 2014; ils connaissent une hausse de 13 milliards FCFA (7,2%) à la faveur de l'augmentation des dons alloués à notre pays dans le cadre de la coopération bilatérale.

### **➤ EMPRUNTS-PROJETS :**

Ce sont des prêts accordés à l'Etat, à des conditions concessionnelles, conformément à la stratégie de gestion de la dette à moyen terme, pour financer les projets et programmes de développement du Sénégal. Ils sont projetés à un montant de 211 milliards FCFA en 2015 contre 184 milliards FCFA pour 2014, soit une hausse de 27 milliards FCFA (14,7%). Cette progression fait suite à

l'effectivité des engagements financiers nouveaux des Partenaires Techniques et Financiers multilatéraux au groupe consultatif pour le financement du PSE.

## **G. LES REMBOURSEMENTS DE PRETS ET AVANCES**

Ils sont estimés à 3 milliards de FCFA en 2015 et n'ont pas évolué par rapport à l'année 2014.

## **II. LES CHARGES**

Les charges totales de la loi de finances initiale pour l'année 2015 sont arrêtées à 2869,032 milliards FCFA contre 2732,020 milliards FCFA dans la loi de finances initiale pour 2014, soit une hausse de 137,012 milliards FCFA en valeur absolue et de 5,02 % en valeur relative.

Ce montant comprend les charges du budget général et les charges des Comptes spéciaux du Trésor.

### **A- BUDGET GENERAL**

Les charges du budget général sont estimées à 2776,782 milliards FCFA en 2015 contre 2646,410 milliards FCFA en 2014, soit une augmentation de 130,372 milliards en valeur absolue et 4,93% en valeur relative. Elles sont réparties entre les dépenses courantes et les dépenses d'investissement.

#### **A-1. Les dépenses courantes**

Les dépenses courantes sont projetées à 1814,596 milliards FCFA dont 598,010 milliards FCFA de dette publique, 510 milliards FCFA de dépenses de personnel et 706,586 milliards FCFA au titre des autres dépenses courantes.

Elles sont en hausse de 110,186 milliards FCFA en valeur absolue et de 6,46% en valeur relative, par rapport à la loi de finances initiale pour 2014. Cette augmentation concerne la dette publique, les dépenses de personnel et les autres dépenses courantes.

##### **A-1-1. La dette publique**

Elle est projetée à 598,010 milliards FCFA dans la loi de finances pour 2015 contre 523,410 milliards FCFA dans la loi finances initiale pour 2014, soit une hausse, en valeur absolue, de 74,600 milliards FCFA et de 14,25% en valeur relative.

Les intérêts et commissions sur la dette publique sont projetés à 158,55 milliards FCFA dont 84,58 milliards FCFA au titre de la dette extérieure et 73,97 milliards FCFA pour la dette intérieure. Comparativement à l'année

2014, les intérêts et commissions payés sur la dette publique extérieure connaissent une forte hausse de 19,72 milliards FCFA (+30,4%) du fait des eurobonds, tandis que ceux payés sur la dette publique intérieure augmentent de 7,29 milliards FCFA par rapport à l'année précédente (+10,94%).

#### **A-1-2. Les dépenses de personnel**

Elles sont projetées à 510 milliards FCFA en 2015 contre 491,600 milliards FCFA en 2014, soit une hausse de 18,400 milliards FCFA en valeur absolue et une variation relative de 3,74%.

Cette hausse se justifie par l'impact du recrutement de nouveaux agents, particulièrement pour le secteur de la santé et les forces de défense et de sécurité, par la prise en charge des glissements annuels pour avancement ainsi que par les intégrations, dans la fonction publique, des contractuels de l'éducation.

#### **A-1-3. Les autres dépenses courantes**

Elles sont projetées en 2015 à 706,586 milliards FCFA contre 689,400 milliards FCFA dans la loi de finances initiale pour 2014, soit une hausse de 17,186 milliards FCFA en valeur absolue et 2,49% en valeur relative.

Ce montant prend en charge, entre autres, les rubriques suivantes :

- les frais d'actes et de contentieux (AJE) pour un montant de 20,05 milliards ;
- les bourses nationales et étrangères pour un montant de 35,129 milliards ;
- le fonds de soutien à l'énergie pour un montant de 19,4 milliards ;
- le fonds de dotation de la décentralisation pour un montant de 20,41 milliards ;
- les locations de bâtiments à usage de bureau ou de logement à l'étranger pour un montant de 11,41 milliards et au niveau national pour un montant de 8,24 milliards
- les salaires des contractuels de l'éducation pour un montant de 115 milliards ;
- des primes de motivation de la santé pour un montant de 8,59 milliards ;
- le fonctionnement des universités publiques pour un montant de 54,773 milliards ;
- les dépenses permanentes pour un montant de 42,6 milliards ;
- la rémunération des services publics pour un montant de 27,97 milliards ;
- le programme agricole volet facilitation de l'accès des producteurs aux intrants agricoles de 8,8 milliards ;
- les impôts et taxes payés sur les marchés pour un montant de 8 milliards ;
- les indemnités d'expropriation pour un montant de 4 milliards ;

- la couverture maladie universelle (CMU) pour un montant de 6 milliards ;
- la subvention du gaz butane pour un montant de 7,5 milliards dont 3,5 milliards pour les arriérés ;
- la subvention de la Société Africaines de Raffinage (SAR) pour un montant de 9 milliards ;
- les frais de formation des étudiants dans les universités privées pour un montant de 5 milliards ;
- les ristournes aux collectivités locales 4,4 milliards ;
- le programme de vérification des importations (PVI douane) 10,3 milliards ;
- les subventions d'exploitation des établissements de santé 13,1 milliards.

## **A-2 Les dépenses d'investissement**

L'enveloppe globale des investissements publics s'élève à 962,186 milliards FCFA en 2015 contre 942 milliards de FCFA en 2014, soit une hausse de 20,186 milliards de FCFA en valeur absolue et de 2,14% en valeur relative.

Ces prévisions d'investissements publics sont financées sur ressources internes et externes ainsi réparties:

### **A-2-1 Financement intérieur**

Le financement intérieur, d'un montant de 557,186 milliards de FCFA, représente 57,9% du volume de financement des investissements publics, ce qui traduit la poursuite de l'effort de financement interne des projets et programmes de développement. Ces ressources internes (crédits de paiement) prennent en charge : (i) les dotations budgétaires aux projets du PSE pour un montant de 166 milliards de FCFA ; (ii) les contreparties aux financements extérieurs des projets et programmes de développement pour un montant de 77,042 milliards de FCFA; (iii) les engagements en cours constitués de projets et actions financés entièrement par l'Etat pour un montant de 237,144 milliards de FCFA (conseils interministériels de développement et autres engagements financiers de l'Etat) ; (iv) la réserve de gestion pour un montant de 28 milliards de FCFA pour faire face à des dépenses soudaines imprévues en cours de gestion et ; (v) la réserve de précaution, d'un montant de 52 milliards de FCFA pour financer des projets du PSE dès la disponibilité des études y relatives.

### **A-2-2 Financement extérieur**

Le financement extérieur, d'un montant de 405 milliards de FCFA, assure à hauteur de 42,1% le financement des dépenses en capital. Il est constitué de prêts à des conditions concessionnelles pour un montant de 211 milliards de FCFA (52,1%) et de subventions pour un montant de 194 milliards de FCFA (42,9%). Ce financement extérieur qui provient d'une cinquantaine de Partenaires Techniques et Financiers du Sénégal, est

cependant optimisé à travers une division du travail en fonction des compétences distinctives de chaque partenaire.

En définitive, l'allocation de l'enveloppe des investissements publics de la loi de finances initiale pour 2015 s'est inscrite parfaitement dans les orientations de politique du Gouvernement définies dans le Plan Sénégal Emergent avec la priorité accordée aux secteurs de l'agriculture, des infrastructures et services de transport, de l'énergie, du tourisme, de l'habitat social, de l'Industrie, de l'éducation, de la santé et de la protection sociale et de l'hydraulique.

### A-2-3 Répartition sectorielle des dépenses en capital

Par axe stratégique du PSE, la répartition des dépenses en capital (toutes ressources confondues) est la suivante :

| <b>AXES STRATEGIQUES</b>                                    | <b>MONTANT</b>         | <b>RATIO</b> |
|---|------------------------|--------------|
| Transformation structurelle de l'économie et croissance     | 626 481 000 000        | 65,1%        |
| Capital humain, Protection sociale et Développement durable | 246 018 000 000        | 25,6%        |
| Gouvernance, Institutions, Paix et Sécurité                 | 89 687 000 000         | 9,3%         |
| <b>TOTAL</b>  | <b>962 186 000 000</b> | <b>100%</b>  |

Ainsi la répartition par axe stratégique du PSE montre la prépondérance de l'axe 1 « transformation structurelle de l'économie et croissance » qui concentre 65,1% des investissements programmés en 2015 et s'appuie sur : (i) les infrastructures et services de transport et de l'énergie, (ii) le développement de l'agriculture et de l'agro-alimentaire, de l'élevage, de la pêche et de l'aquaculture, (iii) le développement de l'habitat social, (iv) l'émergence de plateformes industrielles intégrées et (v) l'aménagement de pôles touristiques intégrés.

Ensuite, une proportion de 25,6% des investissements public de 2015 est absorbée par l'axe 2 « le capital humain, la protection sociale et le développement durable » pour la satisfaction des besoins sociaux des populations, portant essentiellement sur l'éducation, la santé, l'eau potable et l'assainissement et la protection sociale avec l'amplification du Programme national de bourses de sécurité familiale.

L'axe 3 « la gouvernance, les institutions, la paix et la sécurité » reçoit 9,3% des investissements publics programmés en 2015 pour poursuivre (i) la promotion de la bonne gouvernance, des principes fondamentaux de l'Etat de droit, des droits humains et de la justice, de l'équité et de l'égalité de genre, (ii) le développement de territoires viables et compétitifs, (iii) la consolidation de la paix et de la sécurité et (iv) la réforme de l'Etat et le renforcement de l'Administration publique.

## B - LES COMPTES SPECIAUX DU TRESOR

Les Comptes Spéciaux du Trésor (CST) sont projetés en ressources et en charges à 92,250 milliards FCFA dont 6 milliards FCFA de subvention du budget général pour les prêts aux logements.

Comparés à la loi de finances initiale pour 2014, les comptes spéciaux du Trésor ont connu une hausse nette d'un montant de 6,640 milliards FCFA. Ce montant est composé de l'inscription d'un montant de 4 milliards FCFA pour le compte de garantie et aval et la révision, à la hausse, des comptes de prêts pour un montant de 2,350 milliards et du compte « frais de contrôle des sociétés à participation publique », pour un montant de 290 millions.

Comparativement à la loi de finances initiale pour 2014, les principaux flux retenus dans la présente loi de finances pour l'année 2015 sont décrits dans le tableau ci-après :

En milliards FCFA

|                                     | 2013           | 2014            | 2015            | ECARTS         |               |
|-------------------------------------|----------------|-----------------|-----------------|----------------|---------------|
|                                     | LFI            | LFI             | LFI             | Valeur         | F15-LF14 EN % |
| <b>TOTAL BUDGET</b>                 | <b>2 531,1</b> | <b>2 732,0</b>  | <b>2 869,0</b>  | <b>137,01</b>  | <b>5,02%</b>  |
| <b>BUDGET GENERAL</b>               |                |                 |                 |                |               |
| <b>Ressources du budget général</b> | <b>2450,7</b>  | <b>2646,410</b> | <b>2776,782</b> | <b>130,372</b> | <b>4,93%</b>  |
| <b>Ressources internes dont:</b>    | <b>2053,6</b>  | <b>2281,410</b> | <b>2371,782</b> | <b>90,372</b>  | <b>3,96%</b>  |
| Recettes ordinaires hors dons       | 1569,9         | 1633,000        | 1679,700        | 46,700         | 2,86%         |
| Recettes exceptionnelles            | 59,0           | 59,000          | 84,000          | 25,000         | 42,37%        |
| Autres recettes                     | 12,8           | 3,000           | 3,000           | 0,000          | 0,00%         |
| Emprunts                            | 373,3          | 544,410         | 570,082         | 25,672         | 4,72%         |
| Dons budgétaires                    | 38,6           | 42,000          | 35,000          | -7,000         | -16,67%       |
| <b>Ressources externes</b>          | <b>397,1</b>   | <b>365,000</b>  | <b>405,000</b>  | <b>40,000</b>  | <b>10,96%</b> |
| Ressources affectées à l'investiss  | 397,1          | 365,000         | 405,000         | 40,000         | 10,96%        |
|                                     |                |                 |                 |                |               |
| <b>Charges du budget général</b>    | <b>2450,7</b>  | <b>2646,410</b> | <b>2776,782</b> | <b>130,372</b> | <b>4,93%</b>  |
| Dépenses ordinaires dont:           | <b>1538,3</b>  | <b>1704,410</b> | <b>1814,596</b> | <b>110,186</b> | <b>6,46%</b>  |
| Dette publique                      | 440,9          | 523,410         | 598,010         | 74,600         | 14,25%        |
| Traitements et salaires             | 467,1          | 491,600         | 510,000         | 18,400         | 3,74%         |
| Autres dépenses courantes           | 630,3          | 689,400         | 706,586         | 17,186         | 2,49%         |
| Dépenses d'investissement dont:     | <b>912,4</b>   | <b>942,000</b>  | <b>962,186</b>  | <b>20,186</b>  | <b>2,14%</b>  |
| sur ressources internes             | 515,3          | 577,000         | 557,186         | -19,814        | -3,43%        |
| sur ressources externes             | 397,1          | 365,000         | 405,000         | 40,000         | 10,96%        |
|                                     |                |                 |                 |                |               |
| <b>Solde du Budget général</b>      | <b>0,0</b>     | <b>0,000</b>    | <b>0,000</b>    |                |               |
| <b>COMPTES SPECIAUX TRESOR</b>      |                |                 |                 |                |               |
| Ressources                          | 80,5           | 85,610          | 92,250          | 6,640          | 7,76%         |
| Charges                             | 80,5           | 85,610          | 92,250          | 6,640          | 7,76%         |
| <b>Solde des comptes spéciaux</b>   | <b>0,0</b>     | <b>0,000</b>    | <b>0,000</b>    |                |               |
| dont subvention au prêts logement   | 6,0            | 6,000           | 6,000           | 0,00           | 0,00%         |
| <b>SOLDE GLOBAL</b>                 | <b>0,0</b>     | <b>0,0</b>      | <b>0,0</b>      | <b>0,00</b>    |               |

Telle est l'économie du présent projet de loi de finances pour l'année 2015 soumis à l'adoption de l'Assemblée nationale.



## **EXPOSE DES MOTIFS PAR ARTICLE**



**PREMIERE PARTIE :  
CONDITIONS GENERALES DE L'EQUILIBRE FINANCIER**

Cette première partie de la loi de finances a pour objet d'autoriser la perception des ressources publiques et comporte les voies et moyens qui assurent l'équilibre financier.

## **TITRE PREMIER : DISPOSITIONS RELATIVES AUX RESSOURCES ET AUX CHARGES**

### **A – DISPOSITIONS RELATIVES AUX RESSOURCES**

#### **ARTICLE PREMIER : Evaluation et autorisation de perception des ressources.**

##### **Exposé des motifs**

Cet article évalue le montant des impôts, produits et revenus affectés à l'Etat et dont la perception est autorisée annuellement conformément aux lois et règlements, notamment l'article 6 de la loi organique relative aux lois de finances et aux dispositions de la présente loi de finances. Un état des prévisions de recettes par article est annexé à cette présente loi, il s'agit du tableau I.

L'évaluation de tous les articles de recettes du budget est fondée sur les réalisations au 31 août 2014 d'une part, et d'autre part sur les projections révisées du programme financier du mois de septembre 2014. Les prévisions de ressources internes sont de 2.371.782.000.000 de FCFA.

Les prévisions de ressources externes sont de 405.000.000.000 de FCFA, composées des dons projets d'un montant de 194.000.000.000 de FCFA et des emprunts projets pour un montant 211.000.000.000 de FCFA.

##### **Texte de l'article :**

*« I – La perception des impôts, produits et revenus affectés à l'Etat, aux collectivités locales et aux divers organismes habilités à les percevoir, continue d'être effectuée pendant l'année 2015 conformément aux lois et règlements en vigueur et aux dispositions de la présente loi de finances.*

*II – Les ressources internes du budget général sont évaluées dans la loi de finances pour l'année 2015, à la somme de 2.371.182.000.000 de FCFA conformément à l'annexe 1 de la présente loi.*

*III – Les ressources externes du budget général sont évaluées dans la loi de finances pour l'année 2015, à la somme de 405.000.000.000 de FCFA conformément à l'annexe 1 de la présente loi.*

*IV – Les ressources totales du budget général sont ainsi prévues à 2.776.782.000.000 de FCFA. »*

## **B – DISPOSITIONS RELATIVES AUX CHARGES**

### **ARTICLE 2 : Evaluation des charges**

#### **Exposé des motifs**

Cet article évalue le montant des charges imputables au budget général et sont relatives aux services de la dette publique, aux dépenses de personnel, aux autres dépenses courantes et aux dépenses d'investissement.

Par rapport à l'année 2014, ces charges progressent de 130,372 milliards FCFA en valeur absolue et 4,93% en valeur relative.

#### **Texte de l'article :**

*« Les charges du budget général sont évaluées dans la loi de finances pour l'année 2015, à la somme de 2.776.782.000.000 de FCFA conformément aux annexes 3, 4 et 5 de la présente loi. »*

## **TITRE II : DISPOSITIONS RELATIVES A L'EQUILIBRE DES RESSOURCES ET DES CHARGES**

### **ARTICLE 3 : Equilibre général du Budget**

#### **Exposé des motifs**

1- Le tableau de l'article 3 récapitule les ressources et les charges du Budget général et des Comptes spéciaux du Trésor.

2 - Par ailleurs, le même article autorise le Président de la République à émettre des emprunts et à recevoir des dons afin d'assurer la trésorerie de l'Etat pour un montant global de 1010.082.000.000 de FCFA. Ce montant correspond au déficit budgétaire évalué à 570.082.000.000 de FCFA augmenté du montant des ressources extérieures affectées à des dépenses d'investissement

de 405.000.000.000 de FCFA et des dons budgétaires de 35.000.000.000 de FCFA.

3 -l'alinéa 3 de cet article autorise le Président de la République à recourir à différents instruments de gestion de la trésorerie.

### Texte de l'article

*I - Pour l'année 2015, les ressources évaluées dans l'annexe I de la présente loi, les plafonds des charges de l'Etat et l'équilibre qui en résulte, sont fixés aux montants suivants :*

En millions de FCFA

| RESSOURCES                            | Montant          | CHARGES                                       | Montant          | SOLDE    |
|---------------------------------------|------------------|---|------------------|----------|
| <b>I - BUDGET GENERAL</b>             |                  |   |                  |          |
| <b>A - Ressources internes</b>        |                  | <b>A- Dépenses sur ressources internes</b>    |                  |          |
| Recettes fiscales                     | 1 601 700        | Dettes publiques                              | 598 010          |          |
| Recettes non fiscales                 | 78 000           | Dépenses de personnel                         | 510 000          |          |
| Recettes Exceptionnelles              | 84 000           | Autres dépenses courantes                     | 706 586          |          |
| Remboursements Prêts et avances       | 3 000            | Dépenses en capital sur ressources internes   | 557 186          |          |
| Dons budgétaires                      | 35 000           |   |                  |          |
| Emprunts                              | 570 082          |   |                  |          |
| <b>Total ressources internes</b>      | <b>2 371 782</b> | <b>Total dépenses sur ressources internes</b> | <b>2 371 782</b> | <b>0</b> |
| <b>B - Ressources externes</b>        |                  | <b>B - Dépenses sur ressources externes</b>   |                  |          |
| Tirage Dons et emprunts               | 405 000          | Dépenses en capital sur ressources externes   | 405 000          |          |
| <b>Total B</b>                        | <b>405 000</b>   | <b>Total B</b>                                | <b>405 000</b>   |          |
| <b>TOTAL I= (A + B)</b>               | <b>2 776 782</b> | <b>TOTAL I = (A + B)</b>                      | <b>2 776 782</b> | <b>0</b> |
| <b>2 - COMPTES SPECIAUX DU TRESOR</b> |                  |   |                  |          |
| Recettes                              | 92 250           | Dépenses                                      | 92 250           | 0        |
| <b>TOTAL RESSOURCES = (1 + 2)</b>     | <b>2 869 032</b> | <b>TOTAL CHARGES = (1 + 2)</b>                | <b>2 869 032</b> | <b>0</b> |

*II. – Pour l'année 2015, le Président de la République est autorisé à contracter des emprunts et à recevoir des dons au nom de l'Etat du Sénégal d'un montant de 1010.082. 000. 000 de FCFA.*

*Ces emprunts pourront être contractés soit sur le marché national, soit sur le marché extérieur auprès de pays ou organismes étrangers et auprès d'organismes internationaux, à des conditions fixées par décret ou par convention.*

*III - Le Président de la République est autorisé à procéder, dans les conditions fixées par décret, à des émissions de titres et à des emprunts à court et moyen terme pour couvrir l'ensemble des charges de trésorerie.»*



**DEUXIEME PARTIE :**  
**MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS DIVERSES**

Cette deuxième partie de la loi de finances fixe, pour le budget général, le montant des crédits ouverts au titre des services votés et au titre des mesures nouvelles, le plafond des dépenses courantes et d'investissement et le montant des crédits de paiement et des autorisations de programme, les opérations des comptes spéciaux du Trésor et énonce les dispositions diverses.

## **TITRE PREMIER : MOYENS DES SERVICES**

### **A – BUDGET GENERAL**

#### **A-1 DEPENSES COURANTES**

#### **ARTICLE 4 : Services votés**

##### **Exposé des motifs**

I – Les services votés font l'objet d'une évaluation globale et d'un vote unique (article 41 alinéa 2 de la loi organique relative aux lois de finances).

II – Les éléments de comparaison entre les crédits ouverts pour la loi de finances initiale pour 2014 et ceux prévus pour la loi de finances pour l'année 2015, au titre des services votés, sont fournis, en ce qui concerne les dépenses courantes :

- par le tableau II annexé au présent exposé des motifs ;
- par des annexes « fascicules budgétaires » établies pour chaque ministère et qui fournissent les explications des différences concernant tant les services votés que les mesures nouvelles.

III – La répartition des crédits applicables aux services votés s'établit comme suit par grande catégorie de dépenses :

|   |                          |            |
|---|--------------------------|------------|
| - Titre 1 Amortissement et charges de la dette publique | 598 010 000 000          | francs CFA |
| - Titre 2 dépenses de personnel                         | 505 414 449 000          | francs CFA |
| - Titre 3 et 4 autres dépenses courantes                | 639 914 021 000          | francs CFA |
| total   | <b>1 743 338 470 000</b> | francs CFA |

**Texte de l'article :**

« *Le montant des crédits ouverts pour la loi de finances pour l'année 2015, au titre des services votés réévalués des dépenses courantes, est fixé à la somme de*

*1 743 338 470 000 de FCFA conformément à l'annexe 3 et selon la répartition par titre suivante :*

|   |                            |
|---|----------------------------|
| - Titre 1 Amortissement et charges de la dette publique | 598 010 000 000 francs CFA |
| - Titre 2 dépenses de personnel                         | 505 414 449 000 francs CFA |
| - Titre 3 dépenses de fonctionnement                    | 328 078 791 000 francs CFA |
| - Titre 4 transferts courants                           | 311 835 230 000 francs CFA |

**ARTICLE 5 : mesures nouvelles****Exposé des motifs**

I – La comparaison, par pouvoir public et ministère, des crédits ouverts par la loi de finances initiale pour 2014 et ceux prévus par la loi de finances pour l'année 2015, au titre des dépenses courantes (mesures nouvelles) est donnée au tableau n° II en annexe.

II – Les justifications détaillées par titre sont présentées dans les fascicules établis pour chaque pouvoir public ou ministère.

Le tableau n° II en annexe présente les éléments essentiels des dépenses courantes pour l'année 2015.

Conformément à l'article 41 alinéa 2 de la loi organique relative aux lois de finances, les mesures nouvelles font l'objet d'un vote par pouvoir public et ministère et, à l'intérieur d'un même ministère, par titre. Les mesures nouvelles par pouvoir public et ministère et par titre, en ce qui concerne les dépenses courantes, sont présentées en annexe 4.

**Texte de l'article :**

« *Il est ouvert, pour la loi de finances pour l'année 2014, au titre des mesures nouvelles sur les dépenses courantes, des crédits d'un montant de 71 257 530 000 FCFA ainsi répartis :*

|                                      |                           |
|--------------------------------------|---------------------------|
| - Titre 2 dépenses de personnel      | 4 585 551 000 francs CFA  |
| - Titre 3 dépenses de fonctionnement | 31 416 145 000 francs CFA |
| - Titre 4 transferts courants        | 35 255 834 000 francs CFA |

*Ces crédits sont répartis par ministère conformément à l'annexe 4 de la présente loi.»*

## **A –2 DEPENSES D'INVESTISSEMENT**

### **ARTICLE 6 : Dépenses en capital sur ressources internes**

#### **Exposé des motifs**

Le financement intérieur, d'un montant de 557,186 milliards FCFA, prend en charge : (i) les dotations budgétaires aux projets du PSE ; (ii) les contreparties aux financements extérieurs des projets et programmes de développement; (iii) les projets et actions financés entièrement par l'Etat (iv) la réserve de gestion et (v) la réserve de précaution.

#### **Texte de l'article :**

*« I – Il est ouvert pour l'année 2015, au titre des dépenses en capital du budget général, les crédits de paiement d'un montant de 557.186.000.000 de FCFA ainsi répartis :*

|  |                        |                   |
|--|------------------------|-------------------|
| <i>- Titre 5: Investissement exécutés par l'Etat</i> | <i>193 431 405 000</i> | <i>francs CFA</i> |
| <i>- Titre 6: Transfert en capital</i>               | <i>363 754 595 000</i> | <i>francs CFA</i> |

*II – Il est ouvert pour la loi de finances 2015, au titre des dépenses en capital du budget général, des autorisations de programmes d'un montant de 5.413.345.000.000 de FCFA.*

*Ces autorisations de programme (AP) sont reprises conformément à l'annexe 5 jointe à la présente loi.*

### **ARTICLE 7 : Dépenses en capital sur ressources externes**

#### **Exposé des motifs**

Le financement extérieur, d'un montant de 405 milliards FCFA est constitué de prêts à des conditions concessionnelles pour un montant de 211 milliards FCFA (52%) et de subventions pour un montant de 194 milliards FCFA (48%). Les justifications détaillées sont présentées dans l'annexe 5 consacrée aux dépenses d'investissement.

Par rapport à la loi de finances initiale pour 2014, les financements acquis sur emprunts et subventions ont progressé de



149.375.000.000 de FCFA en valeur absolue et de 3,4% en valeur relative ;

Les prévisions de tirage ont augmenté globalement de 40.000.000.000 de FCFA en valeur absolue et de 10,96 % en valeur relative.

### **Texte de l'article :**

*« I Les prévisions de tirage (emprunts et subventions), pour la loi de finances pour l'année 2015, affectées à des dépenses en capital sur ressources extérieures, sont évaluées à 405.000.000.000 de FCFA ainsi réparties :*

|              |                            |
|--------------|----------------------------|
| - Emprunt    | 211 000 000 000 francs CFA |
| - Subvention | 194 000 000 000 francs CFA |

*II Les financements acquis affectés à des dépenses en capital sont évalués à 4.497.984.000.000 FCFA ainsi répartis :*

|              |                              |
|--------------|------------------------------|
| - Emprunt    | 3 036 756 000 000 francs CFA |
| - Subvention | 1 461 228 000 000 francs CFA |

*Ces prévisions de tirage (PT) et financements acquis (FA) sont repris conformément à l'annexe 5 jointe à la présente loi. »*

## **B –COMPTES SPECIAUX DU TRESOR**

### **B-1 – COMPTES D’AFFECTATION SPECIALE**

#### **ARTICLE 8 :**

##### **Exposé des motifs**

I- L'article 41 alinéa 1<sup>er</sup> de la loi organique stipule que les évaluations de recettes font l'objet d'un vote par catégorie de comptes spéciaux.

L'alinéa 3 du même article dispose que les dépenses des Comptes spéciaux du Trésor sont votées par catégorie de Comptes spéciaux dans les mêmes conditions que les dépenses du budget général.

II – Les crédits applicables aux comptes d'affectation spéciale figurent dans le tableau IV annexé à l'exposé des motifs du présent projet de loi.

En outre, le tableau IV fournit également des éléments de comparaison entre les crédits ouverts par la loi de finances pour 2015 et ceux prévus par la loi de finances pour l'année 2014.

La justification des écarts est donnée dans l'annexe 2 des Comptes spéciaux du Trésor.

IV – L'article 26 alinéa 2 de la loi organique précitée dispose que le total des dépenses engagées ou ordonnancées au titre d'un compte d'affectation spéciale ne peut excéder les recettes du même compte, sauf pendant les trois mois de création de celui-ci. Dans ce dernier cas, le découvert ne peut être supérieur au quart des dépenses autorisées pour l'année.

Le présent projet de loi de finances pour l'année 2015 prévoit que les comptes d'affectation spéciale doivent être exécutés en dépenses à hauteur des recettes réalisées. En outre, il n'est pas autorisé de découvert pour ces comptes au titre de l'année 2015.

V- l'article 25 alinéa 3 de la loi organique précitée dispose que sauf dérogations prévues par une loi de finances, il est interdit d'imputer directement à un compte spécial du Trésor les dépenses résultant du paiement de traitements ou indemnités à des agents de l'Etat.

La présente loi de finances autorise le paiement de ces dépenses sur les comptes d'affectation spéciale ci après:

- la Caisse d'Encouragement à la Pêche et aux Industries Annexes
- le compte des Frais de Contrôle des Sociétés à Participation Publique.

**Texte de l'article :**

« I.- Conformément au développement qui en est donné à l'annexe 2 jointe à la présente loi, les ressources des comptes d'affectation spéciale pour la loi de finances pour l'année 2015 sont évaluées à 69.650.000.000 de FCFA.

II – Les plafonds applicables aux comptes d'affectation spéciale pour la loi de finances pour l'année 2015, s'élèvent à 69.650.000.000 de FCFA.

III – Est autorisé le paiement direct des indemnités et traitements dus au personnel qui concourt à la réalisation des objectifs des comptes d'affectation spéciale suivants :

- Caisse d'encouragement à la pêche et industries annexes ;
- Frais de contrôle des sociétés à participation publique.»

## **ARTICLE 9 : Autorisation de report**

### **Exposé des motifs**

L'article 25 alinéa 2 de la loi organique relative aux lois de finances stipule que sauf dispositions contraires prévues par une loi de finances, le solde de chaque compte spécial du Trésor est reporté d'année en année.

Pour l'année 2015, seul le solde créditeur du compte spécial « Fonds National de Retraite » est reportable. L'application de cet article vise à limiter les dérapages résultant des autres Comptes d'affectation spéciale.

### **Texte de l'article :**

« Les soldes des comptes d'affectation spéciale, au 31 décembre 2015, ne seront pas reportés à l'exception du solde créditeur du compte « Fonds national de Retraite».

## **B-2 – COMPTES DE COMMERCE**

### **ARTICLE 10 :**

### **Exposé des motifs**

L'article 27 alinéa 1<sup>er</sup> de la loi organique relative aux lois de finances stipule que le découvert fixé annuellement pour chaque compte de commerce a un caractère limitatif. Pour la loi de finances 2015, un découvert d'un montant de 50 millions est fixé pour le compte de commerce des armées.

### **Texte de l'article :**

«I.- Conformément au développement qui en est donné à l'annexe 2 jointe à la présente loi, les ressources des comptes de commerce pour la loi de finances pour l'année 2015 sont évaluées à 150.000.000 de FCFA.

II – Les plafonds de crédits applicables aux comptes de commerce, pour la loi de finances pour l'année 2015, s'élèvent à 150.000.000 de FCFA.

III- Il est prévu, pour le compte de commerce « Opérations à caractère industrielle et commerciale des armées », un découvert fixé à un montant de 50 000 000 de FCFA. »

## **B-3 – COMPTES DE PRETS.**

### **ARTICLE 11:**

#### **Exposé des motifs**

Pour appuyer la politique d'accès au logement pour les agents de l'Etat, le compte « Prêts à divers particuliers » est subventionné à hauteur de 6 milliards FCFA par le budget général, en sus de ses ressources ordinaires provenant des remboursements.

Le tableau IV annexé à l'exposé des motifs du présent projet de loi fournit des éléments de comparaison entre les crédits ouverts par la loi de finances pour 2015 et ceux prévus pour la loi de finances pour l'année 2014.

La justification des écarts est donnée dans l'annexe 2 des Comptes Spéciaux du Trésor.

Les plafonds des comptes de prêts sont ainsi répartis :

- |                                   |                          |
|-----------------------------------|--------------------------|
| - Prêts aux collectivités locales | 800.000.000 de FCFA ;    |
| - Prêts à divers organismes       | 850.000.000 de FCFA ;    |
| - Prêts à divers particuliers     | 16.000.000.000 de FCFA ; |

#### **Texte de l'article :**

« I – Conformément au développement qui en est donné à l'annexe 2 jointe à la présente loi, les ressources des comptes de prêts, pour la loi de finances 2015, sont évaluées à 17.650.000.000 de FCFA.

II – Les plafonds de crédits applicables aux comptes de prêts, pour la loi de finances 2015, s'élèvent à 17.650.000.000 de FCFA ».

## **B-4 – COMPTES D'AVANCES.**

### **ARTICLE 12:**

#### **Exposé des motifs**

Ce plafond concerne les avances consenties aux Collectivités locales.

Le tableau IV annexé à l'exposé des motifs du présent projet de loi fournit des éléments de comparaison entre les crédits ouverts par la loi de finances pour 2015 et ceux prévus pour la loi de finances pour l'année 2014.

La justification des écarts est donnée dans l'annexe 2 des Comptes Spéciaux du Trésor.

#### **Texte de l'article :**

*« I – Conformément au développement qui en est donné à l'annexe 2 jointe à la présente loi, les ressources des comptes d'avances sont évaluées à 800.000.000 de FCFA.*

*II – Les plafonds de crédits applicables aux comptes d'avances, pour la loi de finances 2015, s'élèvent à 800.000.000 de FCFA. »*

## **B-5- Affectations comptables**

### **ARTICLE 13:**

#### **Exposé des motifs**

L'article 19 alinéa 2 et suivants, de la loi organique relative aux lois de finances stipule que, certaines recettes peuvent être directement affectées à certaines dépenses. Ces affectations spéciales prennent la forme de budgets annexes, de comptes spéciaux du Trésor ou de procédures comptables particulières au sein du budget général ou d'un budget annexe.

L'affectation par procédures comptables particulières au sein du budget général ou d'un budget annexe est décidée par voie réglementaire dans les conditions prévues à l'article 20 de la loi organique 2001-09 du 15 octobre 2001 relative aux lois de finances.

Dans tous les autres cas, l'affectation est exceptionnelle et ne peut résulter que d'une disposition de la loi de finances, d'initiative gouvernementale.

L'objet de cet article est de confirmer pour la loi de finances pour l'année 2015, les affectations résultant des lois de finances antérieures.

Par rapport à la loi de finances pour 2014, les affectations augmentent en valeur absolue de 6,440 milliards FCFA et de 7,8% en valeur relative.

### **Texte de l'article :**

*«Compte tenu des dispositions des articles 8 à 12, les prévisions de recettes pour l'ensemble des comptes spéciaux du Trésor s'élèvent à 92.250.000.000 de FCFA comme indiqué à l'annexe 2 jointe à la présente loi.*

*Les charges des comptes spéciaux du Trésor pour la loi de finances pour l'année 2015 sont évaluées à la somme de 92.250.000.000 de FCFA. »*

## **TITRE II : DISPOSITIONS DIVERSES**

### **ARTICLE 14 : Taxes parafiscales**

#### **Exposé des motifs**

L'article 33 alinéa 4° de la loi organique énumère parmi les annexes explicatives qui doivent accompagner la loi de finances de l'année, la liste complète des taxes parafiscales.

#### **Texte de l'article :**

*« La perception des taxes parafiscales dont la liste figure en annexe 6, jointe à la présente loi continuera d'être opérée pendant l'année 2015. »*

### **ARTICLE 15 : Crédits évaluatifs**

#### **Exposé des motifs**

L'objet de cet article est d'autoriser que des dépenses auxquelles s'appliquent les crédits ouverts au titre de ces chapitres ou comptes spéciaux du Trésor puissent s'imputer, en cas de besoin, au delà des crédits ouverts par la présente loi.

Aux termes de l'article 11 de la loi organique, les crédits évaluatifs s'appliquent aux crédits afférents au service de la dette publique (charge des intérêts et remboursement des emprunts), aux frais de justice et aux réparations civiles, aux remboursements, aux dégrèvements et aux restitutions ainsi qu'aux dépenses imputables sur les chapitres dont l'énumération figure sur un état spécial annexé à la présente loi de finances ».

### **Texte de l'article :**

*« Aux termes de l'article 11 de la loi organique relative aux lois de finances, la liste des chapitres ou comptes spéciaux du Trésor dotés de crédits évaluatifs est donnée en annexe 7. »*

## **ARTICLE 16: Respect des règles organisant les dépenses publiques**

### **Exposé des motifs**

L'objet de cet article est de réaffirmer la règle de l'engagement préalable et le principe de l'existence préalable d'une autorisation financière suffisante avant tout acte engageant les finances publiques, posé par l'article 17 du Code des Obligations de l'Administration (COA) et d'en préciser le sens et le contenu, notamment en ce qui concerne les procédures de marchés publics.

### **Texte de l'article :**

*« Tout acte de dépenses qui engage les finances de l'Etat est subordonné à l'engagement préalable et à l'existence d'une couverture financière suffisante, dans le respect des règles organisant les dépenses publiques.*

*Les modalités d'application des dispositions de cet alinéa, notamment le contenu de la notion de couverture financière et les conditions d'approbation des marchés publics, sont précisées par instruction du Ministre chargé des Finances.*

*L'agent de l'Etat, qui viole ces dispositions, est puni des peines applicables par la Cour des comptes, sans préjudice d'autres sanctions administratives prévues par la réglementation.*

*Par dérogation à l'alinéa 2 de l'article 17 du Code des Obligations de l'Administration, la personne qui conclut et exécute un contrat avec l'Administration sans s'assurer de l'existence de couverture financière suffisante, par la délivrance d'une attestation à cet effet, ou qui effectue des prestations pour le compte de l'Etat en violation manifeste des règles organisant les dépenses publiques, ne pourra obtenir le paiement de l'intégralité de sa créance.*

*De même, lorsque des prestations ont été fournies à l'Administration en l'absence d'un marché public régulier, alors que l'application du Code des Marchés publics était requise, l'indemnité prévue à l'article 45 du Code des Obligations de l'Administration ne devra pas couvrir la totalité de la créance réclamée à titre de contrepartie. »*

## **ARTICLE 17: autorisation de régulation des dépenses**

### **Exposé des motifs**

Cet article a pour objet d'habiliter le Gouvernement, à procéder à une régulation des dépenses, en vue de définir des objectifs qui sont compatibles avec la situation financière de l'Etat. En d'autres termes, il donne la possibilité au Gouvernement de geler les crédits et de les débloquer en fonction de la situation financière. Les modalités d'application de ces opérations sont précisées par circulaire du Ministre chargé des Finances.

### **Texte de l'article :**

*« Le Président de la République est autorisé à opérer, par décret, des abattements sur les dotations applicables aux divers chapitres de crédits de fonctionnement et de dépenses en capital »*

## **ARTICLE 18 : Centralisation des transferts dans le compte unique du Trésor**

### **Exposé des motifs de l'article:**

Les dispositions de cet article contribuent à améliorer la gestion de la trésorerie et à favoriser la stratégie de retour au Compte unique du Trésor préconisé par diverses études.

Il s'agit, par ailleurs de compléter le dispositif, en vigueur, de centralisation de la trésorerie dans un compte unique ouvert au nom du Trésor dans les livres de la BCEAO, par un mécanisme de mise à disposition maîtrisée des subventions et autres concours du budget de l'Etat aux établissements publics, agences et autres entités publiques.

La domiciliation de ces concours dans les livres du Trésor et sa mobilisation, de façon concertée, permet ainsi de ne plus entretenir

inutilement une trésorerie publique oisive dans les banques tout en assurant aux entités bénéficiaires le financement correct et régulier de leurs opérations.

### **Texte de l'article :**

*« Les subventions, dons et autres concours financiers alloués par l'Etat aux établissements publics, agences et autres entités publiques similaires ou assimilés sont versés dans des comptes de dépôt ouverts au Trésor.*

*La mobilisation des fonds, soit pour payer directement des tiers, soit pour alimenter des comptes ouverts au nom des dites entités dans les banques, est faite selon un planning arrêté en accord avec le Trésor. »*

### **ARTICLE 19 : Institution d'une contribution spéciale sur les produits des mines et carrières (CSMC)**

#### **Exposé des motifs**

Le Sénégal s'est doté depuis quelques années d'une réglementation visant à préserver l'environnement et à développer une attitude responsable auprès des exploitants miniers dont la pérennité de l'activité dépend de la sauvegarde de l'environnement.

En effet, conscient du fait qu'une bonne politique de remise en état des sites d'exploitation des mines et carrières est indispensable à la préservation de l'environnement et à la régénération des ressources, notre pays entend renforcer le dispositif existant grâce à une stratégie de réhabilitation et de restauration des sites après exploitation, d'une part et par la mise en place d'une contribution financière à la charge des exploitants, d'autre part.

L'institution de la contribution spéciale sur les produits des mines et carrières (CSMC), qui répond à cet impératif, devrait permettre à l'Etat d'améliorer ses efforts de mobilisation des ressources financières destinées à couvrir les charges publiques rendues nécessaires par la réhabilitation et la sauvegarde de l'environnement.

Toutefois, la mise en application de la loi instituant la CSMC a permis de relever deux principales lacunes qui sont de nature à réduire la compétitivité des entreprises notamment sur le marché international. Il s'agit, d'un côté, du champ d'application trop large de la CSMC et, de l'autre, du niveau relativement élevé du taux applicable, lequel, au demeurant, ne tient pas suffisamment compte des caractéristiques et des spécificités de chaque type de produit.

Au regard de ces considérations, il convient d'envisager les correctifs ci-après :

- d'abord, une meilleure délimitation du champ d'application de la CSMC par l'exclusion des exportations de ciment ;
- ensuite, un meilleur calibrage du taux applicable à l'or par la mise en place d'un taux dégressif en contrepartie de l'augmentation du taux de la redevance minière ;
- enfin, une révision à la baisse du taux applicable aux autres produits.

**Texte de l'article :**

*« Il est institué au profit du budget de l'Etat une Contribution Spéciale sur les Produits des Mines et Carrières (CSMC).*

*Cette contribution s'applique aux livraisons sur le marché intérieur, aux importations et aux exportations de substances minérales et fossiles visées à l'article 4 du Code minier et au ciment.*

*Sont exonérés de la CSMC :*

- *Les produits des mines et carrières lorsqu'ils sont utilisés dans la production de biens soumis à cette même contribution ;*
- *les exportations de ciment.*

*La base imposable est déterminée :*

- *à la vente, par le prix de cession des produits livrés tous frais et taxes compris, à l'exclusion de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) et de la CSMC elle-même ;*
- *à l'importation, par la valeur en douane augmentée de tous les droits et taxes liquidés par la Douane, à l'exclusion de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) et de la CSMC elle-même ;*
- *dans tous les autres cas, par la valeur normale des produits tous frais et taxes compris, à l'exclusion de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) et de la CSMC elle-même.*

*Le fait générateur de la CSMC est constitué :*

- *pour les substances extraites ou produites au Sénégal, par la première cession effectuée à titre onéreux ou à titre gratuit ou par la livraison à soi-même pour la consommation personnelle ;*
- *pour les substances importées, par la mise à la consommation matérielle ou juridique sur le territoire du Sénégal.*
- *pour l'or, le taux de la contribution spéciale est fixé comme suit :*
  - *4% pour l'année 2014 ;*
  - *3% pour l'année 2015 ;*
  - *2% à partir de l'année 2016.*
- *Pour les autres produits, le taux de la contribution est fixé à 3%.*

*Les règles relatives à la liquidation, au recouvrement et au contentieux en matière de Taxe sur la valeur ajoutée s'appliquent à la CSMC. »*

Telle est l'économie du présent projet de loi.



## **TABLEAUX RECAPITULATIFS**



## **- BUDGET GENERAL**



## **- RECETTES**

### **I. PRESENTATION DES RECETTES DE LA LOI DE FINANCES 2015.**

**TABLEAU 1 : Prévisions des ressources par article**

En milliers de FCFA

| NOMENCLATURE ET NATURE DE LA RECETTE                                       | PREVISIONS LFI 2014  | REALISATIONS AU 31 AOÛT 2014 | PREVISIONS LFI 2015  | ECARTS : LFI 2015-2014 | TAUX    |
|--|----------------------|------------------------------|----------------------|------------------------|---------|
| 071- RECETTES FISCALES*  | 1 561 000 000        | 984 300 000                  | 1 601 700 000        | 40 700 000             | 2,61%   |
| 072- RECETTES NON FISCALES   | 72 000 000           | 48 800 000                   | 78 000 000           | 6 000 000              | 8,33%   |
| <b>TOTAL RECETTES FISCALES ET NON FISCALES</b>                             | <b>1 633 000 000</b> | <b>1 033 100 000</b>         | <b>1 679 700 000</b> | 46 700 000             | 2,86%   |
| 074 - DONS PROGRAMMES  | 42 000 000           | 24 400 000                   | 35 000 000           | -7 000 000             | -16,67% |
| 076- RECETTES EXCEPTIONNELLES**  | 59 000 000           | 33 500 000                   | 84 000 000           | 25 000 000             | 42,37%  |
| 729- REMBOURSEMENT DE PRETS ET AVANCES (PRETS RETROCEDES)                  | 3 000 000            | 0                            | 3 000 000            | 0                      | 0,00%   |
| 014 - EMISSIONS DE BONS DU TRESOR  | 136 390 000          | 105 000 000                  | 146 781 000          | 10 391 000             | 7,62%   |
| 016- EMPRUNTS PROGRAMMES   | 50 000 000           | 0                            | 38 000 000           | -12 000 000            | -24,00% |
| 017 -AUTRES EMPRUNTS   | 358 020 000          | 303 000 000                  | 385 301 000          | 27 281 000             | 7,62%   |
| Sous total emprunts  | 544 410 000          | 408 000 000                  | 570 082 000          | 25 672 000             | 4,72%   |
| <b>TOTAL RESSOURCES INTERNES (ARTICLES 71, 72, 74, 76, 29, 14, 16, 17)</b> | <b>2 281 410 000</b> | <b>1 499 000 000</b>         | <b>2 371 782 000</b> | 90 372 000             | 3,96%   |
| 012 - DONS PROJETS ET LEGS   | 181 000 000          | 50 200 000                   | 194 000 000          | 13 000 000             | 7,18%   |
| <b>ARTICLE 015 - TIRAGE SUR EMPRUNTS PROJETS</b>                           | 184 000 000          | 129 100 000                  | 211 000 000          | 27 000 000             | 14,67%  |
| <b>TOTAL RESSOURCES EXTERNES (ARTICLES 12 et 15)</b>                       | <b>365 000 000</b>   | <b>179 300 000</b>           | <b>405 000 000</b>   | 40 000 000             | 10,96%  |
| <b>TOTAL RESSOURCES DU BUDGET GENERAL</b>                                  | <b>2 646 410 000</b> | <b>1 678 300 000</b>         | <b>2 776 782 000</b> | 130 372 000            | 4,93%   |
| <b>TOTAL COMPTES SPECIAUX DU TRESOR</b>                                    | <b>85 610 000</b>    |                              | <b>92 250 000</b>    | 6 640 000              | 7,76%   |
| <b>TOTAL RESSOURCES LOI DE FINANCES (BG+CST)</b>                           | <b>2 732 020 000</b> | <b>1 678 300 000</b>         | <b>2 869 032 000</b> | 137 012 000            | 5,02%   |

**TABLEAU 1 bis : Exécution recettes 2013****DEVELOPPEMENT DES RECETTES DU BUDGET GENERAL - ANNEE 2013**

| Nature de la recette   | Loi de finances initiale | Loi de finances rectificative 1 | Loi de finances rectificative 2 | Total prévisions         | Recouvrement             |
|--|--------------------------|---------------------------------|---------------------------------|--------------------------|--------------------------|
| <b>071 RECETTES FISCALES</b>                                 |                          |                                 |                                 |                          |                          |
| 711 Impôts sur le revenu, les bénéfiques et gains en capital | 160 500 000 000          | 151 500 000 000                 | 151 500 000 000                 | 151 500 000 000          | 177 542 069 929          |
| 712 Impôts sur les salaires et autres rémunérations          | 238 600 000 000          | 238 600 000 000                 | 238 600 000 000                 | 238 600 000 000          | 222 001 153 110          |
| Total impôts sur revenu et sur salaires (711+712)            | 399 100 000 000          | 390 100 000 000                 | 390 100 000 000                 | 390 100 000 000          | 399 543 223 039          |
| 713 impôts sur le patrimoine                                 | 24 100 000 000           | 20 600 000 000                  | 20 600 000 000                  | 20 600 000 000           | 23 144 086 703           |
| 714 Autres impôts directs                                    | 0                        | 0                               | 0                               | 0                        | 905 959 780              |
| <b>TOTAL Impôts directs (711+ 712+ 713+ 714)</b>             | <b>423 200 000 000</b>   | <b>410 700 000 000</b>          | <b>410 700 000 000</b>          | <b>410 700 000 000</b>   | <b>423 593 269 522</b>   |
| 715 Impôts et taxes intérieurs sur les biens et services     | 796 800 000 000          | 781 000 000 000                 | 781 000 000 000                 | 781 000 000 000          | 666 465 969 614          |
| 716 Droits de timbre et d'enregistrement                     | 33 300 000 000           | 32 000 000 000                  | 32 000 000 000                  | 32 000 000 000           | 28 048 830 473           |
| 717 Droits et taxes à l'importation                          | 202 400 000 000          | 202 400 000 000                 | 202 400 000 000                 | 202 400 000 000          | 219 776 996 802          |
| 719 Autres recettes fiscales                                 | 36 800 000 000           | 32 900 000 000                  | 32 900 000 000                  | 32 900 000 000           | 24 371 029 855           |
| Total impôts indirects (715+716+717+719)                     | 1 069 300 000 000        | 1 048 300 000 000               | 1 048 300 000 000               | 1 048 300 000 000        | 938 662 826 744          |
| <b>071 TOTAL RECETTES FISCALES (711+715+716+717+719)</b>     | <b>1 492 500 000 000</b> | <b>1 459 000 000 000</b>        | <b>1 459 000 000 000</b>        | <b>1 459 000 000 000</b> | <b>1 362 256 096 266</b> |
| <b>072 RECETTES NON FISCALES</b>                             |                          |                                 |                                 | 0                        |                          |
| 721 Revenu de l'Entreprise et du Domaine                     | 22 500 000 000           | 22 500 000 000                  | 22 500 000 000                  | 22 500 000 000           | 17 465 787 267           |
| 722 Droits et frais administratifs                           | 100 000 000              | 100 000 000                     | 100 000 000                     | 100 000 000              | 1 002 378 964            |
| 723 Amendes et condamnations pécuniaires                     | 100 000 000              | 100 000 000                     | 100 000 000                     | 100 000 000              | 251 790 662              |
| 724 Produits financiers                                      | 52 000 000 000           | 57 600 000 000                  | 57 600 000 000                  | 57 600 000 000           | 45 597 644 827           |
| 729 Autres recettes non fiscales                             | 2 700 000 000            | 2 700 000 000                   | 2 700 000 000                   | 2 700 000 000            | 2 435 059 744            |
| <b>TOTAL RECETTES NON FISCALES (721 à 731)</b>               | <b>77 400 000 000</b>    | <b>83 000 000 000</b>           | <b>83 000 000 000</b>           | <b>83 000 000 000</b>    | <b>66 752 661 464</b>    |
| <b>TOTAL RECETTES FISCALES ET NON FISCALES</b>               | <b>1 569 900 000 000</b> | <b>1 542 000 000 000</b>        | <b>1 542 000 000 000</b>        | <b>1 542 000 000 000</b> | <b>1 429 008 757 730</b> |
| 74 Dons budgétaires  | 38 600 000 000           | 38 400 000 000                  | 38 400 000 000                  | 38 400 000 000           | 20 238 895 253           |
| 76 Recettes exceptionnelles (dont PPTE / IADM)               | 59 000 000 000           | 59 000 000 000                  | 97 464 120 000                  | 97 464 120 000           | 88 091 661 342           |
| 14 Emission de bons du Trésor                                | 150 000 000 000          | 79 000 000 000                  | 79 000 000 000                  | 79 000 000 000           | 181 969 050 000          |
| 17 Autres Emprunts   | 186 050 000 000          | 327 270 000 000                 | 327 270 000 000                 | 327 270 000 000          | 268 897 510 733          |
| 29 Remboursement Prêts rétrocédés                            | 12 800 000 000           | 12 800 000 000                  | 12 800 000 000                  | 12 800 000 000           |                          |
| 16 Emprunt Programme   | 37 200 000 000           | 51 000 000 000                  | 51 000 000 000                  | 51 000 000 000           | 52 860 460 181           |
| Total Autres Recettes (74 - 76- 29 - 14 -17 -16 )            | 483 650 000 000          | 567 470 000 000                 | 605 934 120 000                 | 605 934 120 000          | 612 057 577 509          |
| Total Recettes internes (71-72-74-76-29)                     | 2 053 550 000 000        | 2 109 470 000 000               | 2 147 934 120 000               | 2 147 934 120 000        | 2 041 066 335 239        |
| Recettes externes  |                          |                                 |                                 | 0                        |                          |
| 12 Dons Projets et legs                                      | 168 900 000 000          | 168 900 000 000                 | 168 900 000 000                 | 168 900 000 000          | 99 191 219 010           |
| 15 Tirage sur Dons et Emprunt projets                        | 228 200 000 000          | 168 200 000 000                 | 168 200 000 000                 | 168 200 000 000          | 161 317 588 506          |
| Total Recettes externes (12 - 15 - 74 )                      | 397 100 000 000          | 337 100 000 000                 | 337 100 000 000                 | 337 100 000 000          | 260 508 807 516          |
| <b>TOTAL RECETTES BUDGETAIRES</b>                            | <b>2 450 650 000 000</b> | <b>2 446 570 000 000</b>        | <b>2 485 034 120 000</b>        | <b>2 485 034 120 000</b> | <b>2 301 575 142 755</b> |



**II . COMPARAISON PAR TITRE ET PAR POUVOIR PUBLIC OU MINISTERE DES CREDITS OUVERTS PAR LA LOI DE FINANCES 2014 ET CEUX PREVUS DANS LA LOI DE FINANCES 2015.**



République du Sénégal

**RECAPITULATION GLOBALE PAR TITRE**

|   | Crédits Ouverts en LFI   |                             | Loi de Finances pour l'année 2015          |                          |                        |               |
|---|--------------------------|-----------------------------|--|--------------------------|------------------------|---------------|
|   | 2014                     | Réévaluation Services Votés | Mesures Nouvelles/Crédits de Paiement Nouv | Total                    | Ecart                  |               |
|   |                          |                             |  |                          | Valeur Absolue         | %             |
| <b>BUDGET GENERAL</b>                                   |                          |                             |  |                          |                        |               |
| <b>Dépenses consolidées</b>                             |                          |                             |  |                          |                        |               |
| Titre 1 - Dette Publique                                | 523 410 000 000          | 598 010 000 000             | 0  | 598 010 000 000          | 74 600 000 000         | 14,25%        |
| Titre 2 - Dépenses de personnel                         | 491 600 000 000          | 505 414 449 000             | 4 585 551 000                              | 510 000 000 000          | 18 400 000 000         | 3,74%         |
| Titre 3 - Dépenses de fonctionnement                    | 379 726 736 000          | 328 078 791 000             | 31 416 145 000                             | 359 494 936 000          | -20 231 800 000        | -5,33%        |
| Titre 4 - Dépenses de transfert                         | 309 673 264 000          | 311 835 230 000             | 35 255 834 000                             | 347 091 064 000          | 37 417 800 000         | 12,08%        |
| <b>TOTAL CONSOLIDE AVEC DOTATIONS INTERNES</b>          | <b>1 704 410 000 000</b> | <b>1 743 338 470 000</b>    | <b>71 257 530 000</b>                      | <b>1 814 596 000 000</b> | <b>110 186 000 000</b> | <b>6,46%</b>  |
| <b>Dépenses d'Investissement</b>                        |                          |                             |  |                          |                        |               |
| Titre 5 - Dépenses en capital                           | 572 075 450 000          | 598 431 405 000             | 0  | 598 431 405 000          | 26 355 955 000         | 4,61%         |
| Titre 6 - Transfert en capital                          | 369 924 550 000          | 363 754 595 000             | 0  | 363 754 595 000          | -6 169 955 000         | -1,67%        |
| <b>TOTAL DEPENSES INVESTISSEMENT</b>                    | <b>942 000 000 000</b>   | <b>962 186 000 000</b>      | <b>0</b>                                   | <b>962 186 000 000</b>   | <b>20 186 000 000</b>  | <b>2,14%</b>  |
| <b>TOTAL BUDGET GENERAL</b>                             | <b>2 646 410 000 000</b> | <b>2 705 524 470 000</b>    | <b>71 257 530 000</b>                      | <b>2 776 782 000 000</b> | <b>130 372 000 000</b> | <b>4,93%</b>  |
| Titre 7 - Comptes Spéciaux du Trésor                    | 85 610 000 000           | 92 250 000 000              | 0  | 92 250 000 000           | 6 640 000 000          | 7,76%         |
| <b>TOTAL COMPTES SPECIAUX DU TRESOR</b>                 | <b>85 610 000 000</b>    | <b>92 250 000 000</b>       | <b>0</b>                                   | <b>92 250 000 000</b>    | <b>6 640 000 000</b>   | <b>7,76%</b>  |
| <b>TOTAL BUDGET GENERAL ET CST</b>                      | <b>2 732 020 000 000</b> | <b>2 797 774 470 000</b>    | <b>71 257 530 000</b>                      | <b>2 869 032 000 000</b> | <b>137 012 000 000</b> | <b>5,02%</b>  |
| dont total hors dépenses de personnel et dette          | 689 400 000 000          | 639 914 021 000             | 66 671 979 000                             | 706 586 000 000          | 17 186 000 000         | 2,49%         |
| <b>Dotation internes(transferts courants) (1)</b>       |                          |                             |  |                          |                        |               |
| Dotation Aval et Garanties                              | 0                        | 0                           | 0  | 0                        | 0                      |               |
| Dotation Prêts au logement                              | 6 000 000 000            | 6 000 000 000               | 4 850 000 000                              | 10 850 000 000           | 4 850 000 000          | 80,83%        |
| <b>Total dotations internes(Transferts courants)</b>    | <b>6 000 000 000</b>     | <b>6 000 000 000</b>        | <b>4 850 000 000</b>                       | <b>10 850 000 000</b>    | <b>4 850 000 000</b>   | <b>80,83%</b> |
| <b>Dont Budget Gén à CST</b>                            |                          |                             |  |                          |                        |               |
| <b>Total Dépenses consolidées</b>                       |                          |                             |  |                          |                        |               |
| Titre 1 - Dette Publique                                | 523 410 000 000          | 598 010 000 000             | 0  | 598 010 000 000          | 74 600 000 000         | 14,25%        |
| Titre 2 - Dépenses de personnel                         | 491 600 000 000          | 505 414 449 000             | 4 585 551 000                              | 510 000 000 000          | 18 400 000 000         | 3,74%         |
| Titre 3 - Dépenses de fonctionnement                    | 379 726 736 000          | 328 078 791 000             | 31 416 145 000                             | 359 494 936 000          | -20 231 800 000        | -5,33%        |
| Titre 4 - Transferts courant                            | 303 673 264 000          | 305 835 230 000             | 30 405 834 000                             | 336 241 064 000          | 32 567 800 000         | 10,72%        |
| <b>TOTAL CONSOLIDE HORS DOTATIONS INTERNES ET DETTE</b> | <b>1 698 410 000 000</b> | <b>1 737 338 470 000</b>    | <b>66 407 530 000</b>                      | <b>1 803 746 000 000</b> | <b>105 336 000 000</b> | <b>6,20%</b>  |
| <b>Dépenses d'Investissement</b>                        |                          |                             |  |                          |                        |               |
| Titre 5 - Dépenses en capital                           | 572 075 450 000          | 598 431 405 000             | 0  | 598 431 405 000          | 26 355 955 000         | 4,61%         |
| Titre 6 - Transfert en capital                          | 369 924 550 000          | 363 754 595 000             | 0  | 363 754 595 000          | -6 169 955 000         | -1,67%        |
| <b>Total Dépenses d'Investissement</b>                  | <b>942 000 000 000</b>   | <b>962 186 000 000</b>      | <b>0</b>                                   | <b>962 186 000 000</b>   | <b>20 186 000 000</b>  | <b>2,14%</b>  |
| <b>Total Budget Général</b>                             | <b>2 640 410 000 000</b> | <b>2 699 524 470 000</b>    | <b>66 407 530 000</b>                      | <b>2 765 932 000 000</b> | <b>125 522 000 000</b> | <b>4,75%</b>  |
| Titre 7 - Comptes Spéciaux du Trésor                    | 85 610 000 000           | 92 250 000 000              | 0  | 92 250 000 000           | 6 640 000 000          | 7,76%         |
| <b>Total Comptes Spéciaux du Trésor</b>                 | <b>85 610 000 000</b>    | <b>92 250 000 000</b>       | <b>0</b>                                   | <b>92 250 000 000</b>    | <b>6 640 000 000</b>   | <b>7,76%</b>  |
| <b>TOTAL BUDGET GENERAL ET CST</b>                      | <b>2 726 020 000 000</b> | <b>2 791 774 470 000</b>    | <b>66 407 530 000</b>                      | <b>2 858 182 000 000</b> | <b>132 162 000 000</b> | <b>4,85%</b>  |

(1) BG à CST = Dotations du Budget Général aux Comptes Spéciaux du Trésor



**TABLEAU RECAPITULATIF PAR SECTION ET PAR  
TITRE BUDGET GENERAL ET COMPTES SPECIAUX  
DU TRESOR**



## RECAPITULATION PAR SECTION ET PAR TITRE

| Pouvoirs Publics ou Ministères                            | Crédits Ouverts en LFI<br>2014 | Loi de Finances pour l'année 2015 |  |                        |                       |               |
|---|--------------------------------|-----------------------------------|--|------------------------|-----------------------|---------------|
|   |                                | Réévaluation<br>Services Votés    | Mesures<br>Nouvelles/Crédits<br>de Paiement Nouv | Total                  | Ecart                 |               |
|   |                                |                                   |  |                        | Valeur Absolue        | %             |
| <b>10 Dette Publique</b>                                  |                                |                                   |  |                        |                       |               |
| <b>DETTE PUBLIQUE</b>                                     |                                |                                   |  |                        |                       |               |
| <b>Dette Publique</b>                                     |                                |                                   |  |                        |                       |               |
| Titre 1 - 10 Amortissement et charge de la dette publique | 523 410 000 000                | 598 010 000 000                   | 0  | 598 010 000 000        | 74 600 000 000        | 14,25         |
| <b>Total Dette Publique</b>                               | <b>523 410 000 000</b>         | <b>598 010 000 000</b>            | <b>0</b>   | <b>598 010 000 000</b> | <b>74 600 000 000</b> | <b>14,25</b>  |
| <b>TOTAL DETTE PUBLIQUE</b>                               | <b>523 410 000 000</b>         | <b>598 010 000 000</b>            | <b>0</b>   | <b>598 010 000 000</b> | <b>74 600 000 000</b> | <b>14,25</b>  |
| <b>Total Général Section 10</b>                           | <b>523 410 000 000</b>         | <b>598 010 000 000</b>            | <b>0</b>   | <b>598 010 000 000</b> | <b>74 600 000 000</b> | <b>14,25</b>  |
| <b>21 Présidence de la République</b>                     |                                |                                   |  |                        |                       |               |
| <b>BUDGET GENERAL</b>                                     |                                |                                   |  |                        |                       |               |
| <b>Budget de Fonctionnement</b>                           |                                |                                   |  |                        |                       |               |
| Titre 2 - 21 Dépenses de personnel                        | 4 837 127 540                  | 7 203 389 320                     | 28 557 000                                       | 7 231 946 320          | 2 394 818 780         | 49,51         |
| Titre 3 - 21 Dépenses de fonctionnement                   | 9 197 538 000                  | 8 506 045 000                     | 982 000 000                                      | 9 488 045 000          | 290 507 000           | 3,16          |
| Titre 4 - 21 Transferts courants                          | 13 066 342 000                 | 17 089 857 000                    | 1 923 000 000                                    | 19 012 857 000         | 5 946 515 000         | 45,51         |
| <b>Total Budget de Fonctionnement</b>                     | <b>27 101 007 540</b>          | <b>32 799 291 320</b>             | <b>2 933 557 000</b>                             | <b>35 732 848 320</b>  | <b>8 631 840 780</b>  | <b>31,85</b>  |
| <b>Budget d'Investissement</b>                            |                                |                                   |  |                        |                       |               |
| Titre 5 - 21 Investissements exécutés par l'état          | 2 341 298 000                  | 734 900 000                       | 0  | 734 900 000            | -1 606 398 000        | -68,61        |
| Titre 6 - 21 Transfert en capital                         | 13 966 000 000                 | 27 047 000 000                    | 0  | 27 047 000 000         | 13 081 000 000        | 93,66         |
| <b>Total Budget d'Investissement</b>                      | <b>16 307 298 000</b>          | <b>27 781 900 000</b>             | <b>0</b>   | <b>27 781 900 000</b>  | <b>11 474 602 000</b> | <b>70,36</b>  |
| <b>TOTAL BUDGET GENERAL</b>                               | <b>43 408 305 540</b>          | <b>60 581 191 320</b>             | <b>2 933 557 000</b>                             | <b>63 514 748 320</b>  | <b>20 106 442 780</b> | <b>46,32</b>  |
| <b>COMPTE SPECIAUX DU TRESOR</b>                          |                                |                                   |  |                        |                       |               |
| <b>Comptes Spéciaux du Trésor</b>                         |                                |                                   |  |                        |                       |               |
| Titre 7 - 21 Comptes Spéciaux du Trésor                   | 210 000 000                    | 500 000 000                       | 0  | 500 000 000            | 290 000 000           | 138,10        |
| <b>Total Comptes Spéciaux du Trésor</b>                   | <b>210 000 000</b>             | <b>500 000 000</b>                | <b>0</b>   | <b>500 000 000</b>     | <b>290 000 000</b>    | <b>138,10</b> |
| <b>TOTAL COMPTE SPECIAUX DU TRESOR</b>                    | <b>210 000 000</b>             | <b>500 000 000</b>                | <b>0</b>   | <b>500 000 000</b>     | <b>290 000 000</b>    | <b>138,10</b> |
| <b>Total Général Section 21</b>                           | <b>43 618 305 540</b>          | <b>61 081 191 320</b>             | <b>2 933 557 000</b>                             | <b>64 014 748 320</b>  | <b>20 396 442 780</b> | <b>46,76</b>  |
| <b>22 Assemblée Nationale</b>                             |                                |                                   |  |                        |                       |               |
| <b>BUDGET GENERAL</b>                                     |                                |                                   |  |                        |                       |               |
| <b>Budget de Fonctionnement</b>                           |                                |                                   |  |                        |                       |               |
| Titre 2 - 22 Dépenses de personnel                        | 8 566 571 440                  | 8 600 583 520                     | 94 560 000                                       | 8 695 143 520          | 128 572 080           | 1,50          |
| Titre 3 - 22 Dépenses de fonctionnement                   | 7 468 345 000                  | 0                                 | 0  | 0                      | -7 468 345 000        | -100,0        |
| Titre 4 - 22 Transferts courants                          | 91 161 000                     | 4 934 506 000                     | 0  | 4 934 506 000          | 4 843 345 000         | 5312,96       |
| <b>Total Budget de Fonctionnement</b>                     | <b>16 126 077 440</b>          | <b>13 535 089 520</b>             | <b>94 560 000</b>                                | <b>13 629 649 520</b>  | <b>-2 496 427 920</b> | <b>-15,48</b> |
| <b>Budget d'Investissement</b>                            |                                |                                   |  |                        |                       |               |
| Titre 5 - 22 Investissements exécutés par l'état          | 330 000 000                    | 0                                 | 0  | 0                      | -330 000 000          | -100,0        |
| Titre 6 - 22 Transfert en capital                         | 856 000 000                    | 500 000 000                       | 0  | 500 000 000            | -356 000 000          | -41,59        |
| <b>Total Budget d'Investissement</b>                      | <b>1 186 000 000</b>           | <b>500 000 000</b>                | <b>0</b>   | <b>500 000 000</b>     | <b>-686 000 000</b>   | <b>-57,84</b> |
| <b>TOTAL BUDGET GENERAL</b>                               | <b>17 312 077 440</b>          | <b>14 035 089 520</b>             | <b>94 560 000</b>                                | <b>14 129 649 520</b>  | <b>-3 182 427 920</b> | <b>-18,38</b> |
| <b>Total Général Section 22</b>                           | <b>17 312 077 440</b>          | <b>14 035 089 520</b>             | <b>94 560 000</b>                                | <b>14 129 649 520</b>  | <b>-3 182 427 920</b> | <b>-18,38</b> |

**RECAPITULATION PAR SECTION ET PAR TITRE**

| Pouvoirs Publics ou Ministères                          | Crédits Ouverts en LFI<br>2014 | Loi de Finances pour l'année 2015 |  |                      |                       |               |
|---|--------------------------------|-----------------------------------|--|----------------------|-----------------------|---------------|
|   |                                | Réévaluation<br>Services Votés    | Mesures<br>Nouvelles/Crédits<br>de Paiement Nouv | Total                | Ecart                 |               |
|   |                                |                                   |  |                      | Valeur Absolue        | %             |
| <b>23 Commission Electorale Nationale Autonome</b>      |                                |                                   |  |                      |                       |               |
| <b>BUDGET GENERAL</b>                                   |                                |                                   |  |                      |                       |               |
| <b>Budget de Fonctionnement</b>                         |                                |                                   |  |                      |                       |               |
| Titre 3 - 23 Dépenses de fonctionnement                 | 0                              | 0                                 | 0  | 0                    | 0                     |               |
| Titre 4 - 23 Transferts courants                        | 3 100 983 000                  | 1 600 983 000                     | 0  | 1 600 983 000        | -1 500 000 000        | 48,37         |
| <b>Total Budget de Fonctionnement</b>                   | <b>3 100 983 000</b>           | <b>1 600 983 000</b>              | <b>0</b>   | <b>1 600 983 000</b> | <b>-1 500 000 000</b> | <b>48,37</b>  |
| <b>TOTAL BUDGET GENERAL</b>                             | <b>3 100 983 000</b>           | <b>1 600 983 000</b>              | <b>0</b>   | <b>1 600 983 000</b> | <b>-1 500 000 000</b> | <b>48,37</b>  |
| <b>Total Général Section 23</b>                         | <b>3 100 983 000</b>           | <b>1 600 983 000</b>              | <b>0</b>   | <b>1 600 983 000</b> | <b>-1 500 000 000</b> | <b>48,37</b>  |
| <b>24 Conseil Economique, Social et Environnemental</b> |                                |                                   |  |                      |                       |               |
| <b>BUDGET GENERAL</b>                                   |                                |                                   |  |                      |                       |               |
| <b>Budget de Fonctionnement</b>                         |                                |                                   |  |                      |                       |               |
| Titre 2 - 24 Dépenses de personnel                      | 1 782 000 000                  | 6 851 874 724                     | 0  | 6 851 874 724        | 5 069 874 724         | 284,50        |
| Titre 3 - 24 Dépenses de fonctionnement                 | 1 655 000 000                  | 0                                 | 0  | 0                    | -1 655 000 000        | 100,0         |
| Titre 4 - 24 Transferts courants                        | 347 087 000                    | 1 681 753 000                     | 320 334 000                                      | 2 002 087 000        | 1 655 000 000         | 476,83        |
| <b>Total Budget de Fonctionnement</b>                   | <b>3 784 087 000</b>           | <b>8 533 627 724</b>              | <b>320 334 000</b>                               | <b>8 853 961 724</b> | <b>5 069 874 724</b>  | <b>133,98</b> |
| <b>Budget d'Investissement</b>                          |                                |                                   |  |                      |                       |               |
| Titre 6 - 24 Transfert en capital                       | 750 000 000                    | 500 000 000                       | 0  | 500 000 000          | -250 000 000          | 33,33         |
| <b>Total Budget d'Investissement</b>                    | <b>750 000 000</b>             | <b>500 000 000</b>                | <b>0</b>   | <b>500 000 000</b>   | <b>-250 000 000</b>   | <b>33,33</b>  |
| <b>TOTAL BUDGET GENERAL</b>                             | <b>4 534 087 000</b>           | <b>9 033 627 724</b>              | <b>320 334 000</b>                               | <b>9 353 961 724</b> | <b>4 819 874 724</b>  | <b>106,30</b> |
| <b>Total Général Section 24</b>                         | <b>4 534 087 000</b>           | <b>9 033 627 724</b>              | <b>320 334 000</b>                               | <b>9 353 961 724</b> | <b>4 819 874 724</b>  | <b>106,30</b> |
| <b>25 Conseil Constitutionnel</b>                       |                                |                                   |  |                      |                       |               |
| <b>BUDGET GENERAL</b>                                   |                                |                                   |  |                      |                       |               |
| <b>Budget de Fonctionnement</b>                         |                                |                                   |  |                      |                       |               |
| Titre 2 - 25 Dépenses de personnel                      | 207 528 000                    | 246 868 200                       | 0  | 246 868 200          | 39 340 200            | 18,96         |
| Titre 3 - 25 Dépenses de fonctionnement                 | 128 370 000                    | 107 830 000                       | 3 000 000  | 110 830 000          | -17 540 000           | 13,66         |
| Titre 4 - 25 Transferts courants                        | 0                              | 0                                 | 500 000  | 500 000              | 500 000               |               |
| <b>Total Budget de Fonctionnement</b>                   | <b>335 898 000</b>             | <b>354 698 200</b>                | <b>3 500 000</b>                                 | <b>358 198 200</b>   | <b>22 300 200</b>     | <b>6,64</b>   |
| <b>Budget d'Investissement</b>                          |                                |                                   |  |                      |                       |               |
| Titre 6 - 25 Transfert en capital                       | 44 000 000                     | 44 000 000                        | 0  | 44 000 000           | 0                     | 0,0           |
| <b>Total Budget d'Investissement</b>                    | <b>44 000 000</b>              | <b>44 000 000</b>                 | <b>0</b>   | <b>44 000 000</b>    | <b>0</b>              | <b>0,0</b>    |
| <b>TOTAL BUDGET GENERAL</b>                             | <b>379 898 000</b>             | <b>398 698 200</b>                | <b>3 500 000</b>                                 | <b>402 198 200</b>   | <b>22 300 200</b>     | <b>5,87</b>   |
| <b>Total Général Section 25</b>                         | <b>379 898 000</b>             | <b>398 698 200</b>                | <b>3 500 000</b>                                 | <b>402 198 200</b>   | <b>22 300 200</b>     | <b>5,87</b>   |

**RECAPITULATION PAR SECTION ET PAR TITRE**

| Pouvoirs Publics ou Ministères                   | Crédits Ouverts en LFI<br>2014 | Loi de Finances pour l'année 2015 |  |                       |                       | Ecart         |  |
|--|--------------------------------|-----------------------------------|--|-----------------------|-----------------------|---------------|--|
|  |                                | Réévaluation<br>Services Votés    | Mesures<br>Nouvelles/Crédits<br>de Paiement Nouv | Total                 | Ecart                 |               |  |
|  |                                |                                   |  |                       | Valeur Absolue        | %             |  |
| <b>27 Cour Suprême</b>                           |                                |                                   |  |                       |                       |               |  |
| <b>BUDGET GENERAL</b>                            |                                |                                   |  |                       |                       |               |  |
| <b>Budget de Fonctionnement</b>                  |                                |                                   |  |                       |                       |               |  |
| Titre 2 - 27 Dépenses de personnel               | 826 213 000                    | 906 014 620                       | 0  | 906 014 620           | 79 801 620            | 9,66          |  |
| Titre 3 - 27 Dépenses de fonctionnement          | 915 956 000                    | 769 403 000                       | 0  | 769 403 000           | -146 553 000          | -16,00        |  |
| Titre 4 - 27 Transferts courants                 | 1 977 000                      | 1 660 000                         | 0  | 1 660 000             | -317 000              | -16,03        |  |
| <b>Total Budget de Fonctionnement</b>            | <b>1 744 146 000</b>           | <b>1 677 077 620</b>              | <b>0</b>   | <b>1 677 077 620</b>  | <b>-67 068 380</b>    | <b>-3,85</b>  |  |
| <b>Budget d'Investissement</b>                   |                                |                                   |  |                       |                       |               |  |
| Titre 5 - 27 Investissements executés par l'état | 0                              | 0                                 | 0  | 0                     | 0                     |               |  |
| Titre 6 - 27 Transfert en capital                | 150 000 000                    | 75 000 000                        | 0  | 75 000 000            | -75 000 000           | -50,0         |  |
| <b>Total Budget d'Investissement</b>             | <b>150 000 000</b>             | <b>75 000 000</b>                 | <b>0</b>   | <b>75 000 000</b>     | <b>-75 000 000</b>    | <b>-50,0</b>  |  |
| <b>TOTAL BUDGET GENERAL</b>                      | <b>1 894 146 000</b>           | <b>1 752 077 620</b>              | <b>0</b>   | <b>1 752 077 620</b>  | <b>-142 068 380</b>   | <b>-7,50</b>  |  |
| <b>Total Général Section 27</b>                  | <b>1 894 146 000</b>           | <b>1 752 077 620</b>              | <b>0</b>   | <b>1 752 077 620</b>  | <b>-142 068 380</b>   | <b>-7,50</b>  |  |
| <b>28 Cour des Comptes</b>                       |                                |                                   |  |                       |                       |               |  |
| <b>BUDGET GENERAL</b>                            |                                |                                   |  |                       |                       |               |  |
| <b>Budget de Fonctionnement</b>                  |                                |                                   |  |                       |                       |               |  |
| Titre 2 - 28 Dépenses de personnel               | 765 192 400                    | 851 379 520                       | 0  | 851 379 520           | 86 187 120            | 11,26         |  |
| Titre 3 - 28 Dépenses de fonctionnement          | 263 952 000                    | 220 879 000                       | 22 000 000                                       | 242 879 000           | -21 073 000           | -7,98         |  |
| Titre 4 - 28 Transferts courants                 | 900 000 000                    | 900 000 000                       | 0  | 900 000 000           | 0                     | 0,0           |  |
| <b>Total Budget de Fonctionnement</b>            | <b>1 929 144 400</b>           | <b>1 972 258 520</b>              | <b>22 000 000</b>                                | <b>1 994 258 520</b>  | <b>65 114 120</b>     | <b>3,38</b>   |  |
| <b>Budget d'Investissement</b>                   |                                |                                   |  |                       |                       |               |  |
| Titre 5 - 28 Investissements executés par l'état | 125 000 000                    | 100 000 000                       | 0  | 100 000 000           | -25 000 000           | -20,0         |  |
| Titre 6 - 28 Transfert en capital                | 0                              | 793 000 000                       | 0  | 793 000 000           | 793 000 000           |               |  |
| <b>Total Budget d'Investissement</b>             | <b>125 000 000</b>             | <b>893 000 000</b>                | <b>0</b>   | <b>893 000 000</b>    | <b>768 000 000</b>    | <b>614,40</b> |  |
| <b>TOTAL BUDGET GENERAL</b>                      | <b>2 054 144 400</b>           | <b>2 865 258 520</b>              | <b>22 000 000</b>                                | <b>2 887 258 520</b>  | <b>833 114 120</b>    | <b>40,56</b>  |  |
| <b>Total Général Section 28</b>                  | <b>2 054 144 400</b>           | <b>2 865 258 520</b>              | <b>22 000 000</b>                                | <b>2 887 258 520</b>  | <b>833 114 120</b>    | <b>40,56</b>  |  |
| <b>30 Primature</b>                              |                                |                                   |  |                       |                       |               |  |
| <b>BUDGET GENERAL</b>                            |                                |                                   |  |                       |                       |               |  |
| <b>Budget de Fonctionnement</b>                  |                                |                                   |  |                       |                       |               |  |
| Titre 2 - 30 Dépenses de personnel               | 1 547 034 120                  | 1 287 465 400                     | 0  | 1 287 465 400         | -259 568 720          | -16,78        |  |
| Titre 3 - 30 Dépenses de fonctionnement          | 3 416 874 000                  | 3 143 224 000                     | 0  | 3 143 224 000         | -273 650 000          | -8,01         |  |
| Titre 4 - 30 Transferts courants                 | 4 197 375 000                  | 3 880 700 000                     | 380 000 000                                      | 4 260 700 000         | 63 325 000            | 1,51          |  |
| <b>Total Budget de Fonctionnement</b>            | <b>9 161 283 120</b>           | <b>8 311 389 400</b>              | <b>380 000 000</b>                               | <b>8 691 389 400</b>  | <b>-469 893 720</b>   | <b>-5,13</b>  |  |
| <b>Budget d'Investissement</b>                   |                                |                                   |  |                       |                       |               |  |
| Titre 5 - 30 Investissements executés par l'état | 3 823 000 000                  | 4 841 000 000                     | 0  | 4 841 000 000         | 1 018 000 000         | 26,63         |  |
| Titre 6 - 30 Transfert en capital                | 10 397 000 000                 | 6 900 000 000                     | 0  | 6 900 000 000         | -3 497 000 000        | -33,63        |  |
| <b>Total Budget d'Investissement</b>             | <b>14 220 000 000</b>          | <b>11 741 000 000</b>             | <b>0</b>   | <b>11 741 000 000</b> | <b>-2 479 000 000</b> | <b>-17,43</b> |  |
| <b>TOTAL BUDGET GENERAL</b>                      | <b>23 381 283 120</b>          | <b>20 052 389 400</b>             | <b>380 000 000</b>                               | <b>20 432 389 400</b> | <b>-2 948 893 720</b> | <b>-12,61</b> |  |
| <b>Total Général Section 30</b>                  | <b>23 381 283 120</b>          | <b>20 052 389 400</b>             | <b>380 000 000</b>                               | <b>20 432 389 400</b> | <b>-2 948 893 720</b> | <b>-12,61</b> |  |



# RECAPITULATION PAR SECTION ET PAR TITRE

| Pouvoirs Publics ou Ministères   | Crédits Ouverts en LFI<br>2014 | Loi de Finances pour l'année 2015 |  |                        |                       |              |
|--|--------------------------------|-----------------------------------|--|------------------------|-----------------------|--------------|
|  |                                | Réévaluation<br>Services Votés    | Mesures<br>Nouvelles/Crédits<br>de Paiement Nouv | Total                  | Ecart                 |              |
|  |                                |                                   |  |                        | Valeur Absolue        | %            |
| <b>31 Ministère des Affaires Etrangères et des Sénégalais de l'Extérieur</b> |                                |                                   |  |                        |                       |              |
| <b>BUDGET GENERAL</b>  |                                |                                   |  |                        |                       |              |
| <b>Budget de Fonctionnement</b>  |                                |                                   |  |                        |                       |              |
| Titre 2 - 31 Dépenses de personnel   | 17 200 370 340                 | 16 895 589 720                    | 0  | 16 895 589 720         | -304 780 620          | 1,77         |
| Titre 3 - 31 Dépenses de fonctionnement                                      | 21 969 921 000                 | 19 584 298 000                    | 1 745 000 000                                    | 21 329 298 000         | -640 623 000          | 2,92         |
| Titre 4 - 31 Transferts courants   | 5 710 634 000                  | 5 710 634 000                     | 0  | 5 710 634 000          | 0                     | 0,0          |
| <b>Total Budget de Fonctionnement</b>  | <b>44 880 925 340</b>          | <b>42 190 521 720</b>             | <b>1 745 000 000</b>                             | <b>43 935 521 720</b>  | <b>-945 403 620</b>   | <b>2,11</b>  |
| <b>Budget d'Investissement</b>   |                                |                                   |  |                        |                       |              |
| Titre 5 - 31 Investissements exécutés par l'état                             | 6 087 000 000                  | 2 450 000 000                     | 0  | 2 450 000 000          | -3 637 000 000        | 59,75        |
| Titre 6 - 31 Transfert en capital  | 1 300 000 000                  | 2 000 000 000                     | 0  | 2 000 000 000          | 700 000 000           | 53,85        |
| <b>Total Budget d'Investissement</b>   | <b>7 387 000 000</b>           | <b>4 450 000 000</b>              | <b>0</b>   | <b>4 450 000 000</b>   | <b>-2 937 000 000</b> | <b>39,76</b> |
| <b>TOTAL BUDGET GENERAL</b>  | <b>52 267 925 340</b>          | <b>46 640 521 720</b>             | <b>1 745 000 000</b>                             | <b>48 385 521 720</b>  | <b>-3 882 403 620</b> | <b>7,43</b>  |
| <b>Total Général Section 31</b>  | <b>52 267 925 340</b>          | <b>46 640 521 720</b>             | <b>1 745 000 000</b>                             | <b>48 385 521 720</b>  | <b>-3 882 403 620</b> | <b>7,43</b>  |
| <b>32 Ministère des Forces Armées</b>  |                                |                                   |  |                        |                       |              |
| <b>BUDGET GENERAL</b>  |                                |                                   |  |                        |                       |              |
| <b>Budget de Fonctionnement</b>  |                                |                                   |  |                        |                       |              |
| Titre 2 - 32 Dépenses de personnel   | 67 122 237 060                 | 71 310 135 900                    | 0  | 71 310 135 900         | 4 187 898 840         | 6,24         |
| Titre 3 - 32 Dépenses de fonctionnement                                      | 23 575 688 000                 | 21 330 975 000                    | 1 059 000 000                                    | 22 389 975 000         | -1 185 713 000        | 5,03         |
| Titre 4 - 32 Transferts courants   | 2 359 687 000                  | 2 359 687 000                     | 0  | 2 359 687 000          | 0                     | 0,0          |
| <b>Total Budget de Fonctionnement</b>  | <b>93 057 612 060</b>          | <b>95 000 797 900</b>             | <b>1 059 000 000</b>                             | <b>96 059 797 900</b>  | <b>3 002 185 840</b>  | <b>3,23</b>  |
| <b>Budget d'Investissement</b>   |                                |                                   |  |                        |                       |              |
| Titre 5 - 32 Investissements exécutés par l'état                             | 24 686 000 000                 | 30 500 000 000                    | 0  | 30 500 000 000         | 5 814 000 000         | 23,55        |
| Titre 6 - 32 Transfert en capital  | 864 000 000                    | 500 000 000                       | 0  | 500 000 000            | -364 000 000          | 42,13        |
| <b>Total Budget d'Investissement</b>   | <b>25 550 000 000</b>          | <b>31 000 000 000</b>             | <b>0</b>   | <b>31 000 000 000</b>  | <b>5 450 000 000</b>  | <b>21,33</b> |
| <b>TOTAL BUDGET GENERAL</b>  | <b>118 607 612 060</b>         | <b>126 000 797 900</b>            | <b>1 059 000 000</b>                             | <b>127 059 797 900</b> | <b>8 452 185 840</b>  | <b>7,13</b>  |
| <b>COMPTE SPECIAUX DU TRESOR</b>   |                                |                                   |  |                        |                       |              |
| <b>Comptes Spéciaux du Trésor</b>  |                                |                                   |  |                        |                       |              |
| Titre 7 - 32 Comptes Spéciaux du Trésor                                      | 150 000 000                    | 150 000 000                       | 0  | 150 000 000            | 0                     | 0,0          |
| <b>Total Comptes Spéciaux du Trésor</b>                                      | <b>150 000 000</b>             | <b>150 000 000</b>                | <b>0</b>   | <b>150 000 000</b>     | <b>0</b>              | <b>0,0</b>   |
| <b>TOTAL COMPTE SPECIAUX DU TRESOR</b>                                       | <b>150 000 000</b>             | <b>150 000 000</b>                | <b>0</b>   | <b>150 000 000</b>     | <b>0</b>              | <b>0,0</b>   |
| <b>Total Général Section 32</b>  | <b>118 757 612 060</b>         | <b>126 150 797 900</b>            | <b>1 059 000 000</b>                             | <b>127 209 797 900</b> | <b>8 452 185 840</b>  | <b>7,12</b>  |



# RECAPITULATION PAR SECTION ET PAR TITRE

| Pouvoirs Publics ou Ministères   | Crédits Ouverts en LFI<br>2014 | Loi de Finances pour l'année 2015 |  |                       |                       |               |
|--|--------------------------------|-----------------------------------|--|-----------------------|-----------------------|---------------|
|  |                                | Réévaluation<br>Services Votés    | Mesures<br>Nouvelles/Crédits<br>de Paiement Nouv | Total                 | Ecart                 |               |
|  |                                |                                   |  |                       | Valeur Absolue        | %             |
| <b>33 Ministère de l'Intérieur et de la sécurité publique</b>  |                                |                                   |  |                       |                       |               |
| <b>BUDGET GENERAL</b>  |                                |                                   |  |                       |                       |               |
| <b>Budget de Fonctionnement</b>  |                                |                                   |  |                       |                       |               |
| Titre 2 - 33 Dépenses de personnel   | 26 858 895 000                 | 30 344 513 600                    | 4 178 603 000                                    | 34 523 116 600        | 7 664 221 600         | 28,54         |
| Titre 3 - 33 Dépenses de fonctionnement  | 10 450 214 000                 | 4 350 075 000                     | 1 900 000 000                                    | 6 250 075 000         | -4 200 139 000        | -40,19        |
| Titre 4 - 33 Transferts courants   | 4 000 000 000                  | 4 000 000 000                     | 0  | 4 000 000 000         | 0                     | 0,0           |
| <b>Total Budget de Fonctionnement</b>  | <b>41 309 109 000</b>          | <b>38 694 588 600</b>             | <b>6 078 603 000</b>                             | <b>44 773 191 600</b> | <b>3 464 082 600</b>  | <b>8,39</b>   |
| <b>Budget d'Investissement</b>   |                                |                                   |  |                       |                       |               |
| Titre 5 - 33 Investissements executés par l'état   | 14 052 000 000                 | 19 036 000 000                    | 0  | 19 036 000 000        | 4 984 000 000         | 35,47         |
| Titre 6 - 33 Transfert en capital  | 1 820 000 000                  | 1 020 000 000                     | 0  | 1 020 000 000         | -800 000 000          | -43,96        |
| <b>Total Budget d'Investissement</b>   | <b>15 872 000 000</b>          | <b>20 056 000 000</b>             | <b>0</b>   | <b>20 056 000 000</b> | <b>4 184 000 000</b>  | <b>26,36</b>  |
| <b>TOTAL BUDGET GENERAL</b>  | <b>57 181 109 000</b>          | <b>58 750 588 600</b>             | <b>6 078 603 000</b>                             | <b>64 829 191 600</b> | <b>7 648 082 600</b>  | <b>13,38</b>  |
| <b>COMPTE SPECIAUX DU TRESOR</b>   |                                |                                   |  |                       |                       |               |
| <b>Comptes Spéciaux du Trésor</b>  |                                |                                   |  |                       |                       |               |
| Titre 7 - 33 Comptes Spéciaux du Trésor  | 200 000 000                    | 200 000 000                       | 0  | 200 000 000           | 0                     | 0,0           |
| <b>Total Comptes Spéciaux du Trésor</b>  | <b>200 000 000</b>             | <b>200 000 000</b>                | <b>0</b>   | <b>200 000 000</b>    | <b>0</b>              | <b>0,0</b>    |
| <b>TOTAL COMPTE SPECIAUX DU TRESOR</b>   | <b>200 000 000</b>             | <b>200 000 000</b>                | <b>0</b>   | <b>200 000 000</b>    | <b>0</b>              | <b>0,0</b>    |
| <b>Total Général Section 33</b>  | <b>57 381 109 000</b>          | <b>58 950 588 600</b>             | <b>6 078 603 000</b>                             | <b>65 029 191 600</b> | <b>7 648 082 600</b>  | <b>13,33</b>  |
| <b>34 Ministère de la Justice</b>  |                                |                                   |  |                       |                       |               |
| <b>BUDGET GENERAL</b>  |                                |                                   |  |                       |                       |               |
| <b>Budget de Fonctionnement</b>  |                                |                                   |  |                       |                       |               |
| Titre 2 - 34 Dépenses de personnel   | 17 565 489 640                 | 18 022 702 660                    | 192 000 000                                      | 18 214 702 660        | 649 213 020           | 3,70          |
| Titre 3 - 34 Dépenses de fonctionnement  | 5 842 967 000                  | 4 636 589 000                     | 655 350 000                                      | 5 291 939 000         | -551 028 000          | -9,43         |
| Titre 4 - 34 Transferts courants   | 1 443 862 000                  | 1 443 862 000                     | 100 000 000                                      | 1 543 862 000         | 100 000 000           | 6,93          |
| <b>Total Budget de Fonctionnement</b>  | <b>24 852 318 640</b>          | <b>24 103 153 660</b>             | <b>947 350 000</b>                               | <b>25 050 503 660</b> | <b>198 185 020</b>    | <b>0,80</b>   |
| <b>Budget d'Investissement</b>   |                                |                                   |  |                       |                       |               |
| Titre 5 - 34 Investissements executés par l'état   | 5 693 000 000                  | 2 593 000 000                     | 0  | 2 593 000 000         | -3 100 000 000        | -54,45        |
| Titre 6 - 34 Transfert en capital  | 400 000 000                    | 46 000 000                        | 0  | 46 000 000            | -354 000 000          | -88,50        |
| <b>Total Budget d'Investissement</b>   | <b>6 093 000 000</b>           | <b>2 639 000 000</b>              | <b>0</b>   | <b>2 639 000 000</b>  | <b>-3 454 000 000</b> | <b>-56,69</b> |
| <b>TOTAL BUDGET GENERAL</b>  | <b>30 945 318 640</b>          | <b>26 742 153 660</b>             | <b>947 350 000</b>                               | <b>27 689 503 660</b> | <b>-3 255 814 980</b> | <b>-10,52</b> |
| <b>Total Général Section 34</b>  | <b>30 945 318 640</b>          | <b>26 742 153 660</b>             | <b>947 350 000</b>                               | <b>27 689 503 660</b> | <b>-3 255 814 980</b> | <b>-10,52</b> |
| <b>35 Ministère de la Fonction Publique, de la Rationalisation des effectifs et du renouveau du service public</b> |                                |                                   |  |                       |                       |               |
| <b>BUDGET GENERAL</b>  |                                |                                   |  |                       |                       |               |
| <b>Budget de Fonctionnement</b>  |                                |                                   |  |                       |                       |               |
| Titre 2 - 35 Dépenses de personnel   | 1 476 181 400                  | 729 539 880                       | 0  | 729 539 880           | -746 641 520          | -50,58        |
| Titre 3 - 35 Dépenses de fonctionnement  | 476 159 000                    | 340 089 000                       | 35 000 000                                       | 375 089 000           | -101 070 000          | -21,23        |
| Titre 4 - 35 Transferts courants   | 254 920 000                    | 0                                 | 65 000 000                                       | 65 000 000            | -189 920 000          | -74,50        |
| <b>Total Budget de Fonctionnement</b>  | <b>2 207 260 400</b>           | <b>1 069 628 880</b>              | <b>100 000 000</b>                               | <b>1 169 628 880</b>  | <b>-1 037 631 520</b> | <b>-47,01</b> |
| <b>Budget d'Investissement</b>   |                                |                                   |  |                       |                       |               |
| Titre 5 - 35 Investissements executés par l'état   | 1 120 000 000                  | 310 000 000                       | 0  | 310 000 000           | -810 000 000          | -72,32        |
| Titre 6 - 35 Transfert en capital  | 160 000 000                    | 0                                 | 0  | 0                     | -160 000 000          | -100,0        |
| <b>Total Budget d'Investissement</b>   | <b>1 280 000 000</b>           | <b>310 000 000</b>                | <b>0</b>   | <b>310 000 000</b>    | <b>-970 000 000</b>   | <b>-75,78</b> |
| <b>TOTAL BUDGET GENERAL</b>  | <b>3 487 260 400</b>           | <b>1 379 628 880</b>              | <b>100 000 000</b>                               | <b>1 479 628 880</b>  | <b>-2 007 631 520</b> | <b>-57,57</b> |
| <b>Total Général Section 35</b>  | <b>3 487 260 400</b>           | <b>1 379 628 880</b>              | <b>100 000 000</b>                               | <b>1 479 628 880</b>  | <b>-2 007 631 520</b> | <b>-57,57</b> |

**RECAPITULATION PAR SECTION ET PAR TITRE**

| Pouvoirs Publics ou Ministères  | Crédits Ouverts en LFI<br>2014 | Loi de Finances pour l'année 2015 |  |                       |                            |   |
|---|--------------------------------|-----------------------------------|--|-----------------------|----------------------------|---|
|   |                                | Réévaluation<br>Services Votés    | Mesures<br>Nouvelles/Crédits<br>de Paiement Nouv | Total                 | Ecart                      |   |
|   |                                |                                   |  |                       | Valeur Absolue             | % |
| <b>37 Ministère du Travail, du dialogue social, des organisations professionnelles et des relations avec les institutions</b> |                                |                                   |  |                       |                            |   |
| <b>BUDGET GENERAL</b>   |                                |                                   |  |                       |                            |   |
| <b>Budget de Fonctionnement</b>   |                                |                                   |  |                       |                            |   |
| Titre 2 - 37 Dépenses de personnel  | 0                              | 944 500 160                       | 0  | 944 500 160           | 944 500 160                |   |
| Titre 3 - 37 Dépenses de fonctionnement   | 0                              | 186 120 000                       | 59 750 000                                       | 245 870 000           | 245 870 000                |   |
| Titre 4 - 37 Transferts courants  | 0                              | 254 920 000                       | 15 000 000                                       | 269 920 000           | 269 920 000                |   |
| <b>Total Budget de Fonctionnement</b>   | <b>0</b>                       | <b>1 385 540 160</b>              | <b>74 750 000</b>                                | <b>1 460 290 160</b>  | <b>1 460 290 160</b>       |   |
| <b>Budget d'Investissement</b>  |                                |                                   |  |                       |                            |   |
| Titre 5 - 37 Investissements executés par l'état  | 0                              | 445 000 000                       | 0  | 445 000 000           | 445 000 000                |   |
| Titre 6 - 37 Transfert en capital   | 0                              | 0                                 | 0  | 0                     | 0                          |   |
| <b>Total Budget d'Investissement</b>  | <b>0</b>                       | <b>445 000 000</b>                | <b>0</b>   | <b>445 000 000</b>    | <b>445 000 000</b>         |   |
| <b>TOTAL BUDGET GENERAL</b>   | <b>0</b>                       | <b>1 830 540 160</b>              | <b>74 750 000</b>                                | <b>1 905 290 160</b>  | <b>1 905 290 160</b>       |   |
| <b>Total Général Section 37</b>   | <b>0</b>                       | <b>1 830 540 160</b>              | <b>74 750 000</b>                                | <b>1 905 290 160</b>  | <b>1 905 290 160</b>       |   |
| <b>38 Ministère de l'intégration Africaine, du NEPAD et de la Promotion de la Bonne Gouvernance</b>                           |                                |                                   |  |                       |                            |   |
| <b>BUDGET GENERAL</b>   |                                |                                   |  |                       |                            |   |
| <b>Budget de Fonctionnement</b>   |                                |                                   |  |                       |                            |   |
| Titre 2 - 38 Dépenses de personnel  | 0                              | 162 331 180                       | 0  | 162 331 180           | 162 331 180                |   |
| Titre 3 - 38 Dépenses de fonctionnement   | 0                              | 250 000 000                       | 10 000 000                                       | 260 000 000           | 260 000 000                |   |
| <b>Total Budget de Fonctionnement</b>   | <b>0</b>                       | <b>412 331 180</b>                | <b>10 000 000</b>                                | <b>422 331 180</b>    | <b>422 331 180</b>         |   |
| <b>Budget d'Investissement</b>  |                                |                                   |  |                       |                            |   |
| Titre 5 - 38 Investissements executés par l'état  | 0                              | 514 000 000                       | 0  | 514 000 000           | 514 000 000                |   |
| <b>Total Budget d'Investissement</b>  | <b>0</b>                       | <b>514 000 000</b>                | <b>0</b>   | <b>514 000 000</b>    | <b>514 000 000</b>         |   |
| <b>TOTAL BUDGET GENERAL</b>   | <b>0</b>                       | <b>926 331 180</b>                | <b>10 000 000</b>                                | <b>936 331 180</b>    | <b>936 331 180</b>         |   |
| <b>Total Général Section 38</b>   | <b>0</b>                       | <b>926 331 180</b>                | <b>10 000 000</b>                                | <b>936 331 180</b>    | <b>936 331 180</b>         |   |
| <b>40 Ministère de la Pêche et de l'Economie Maritime</b>   |                                |                                   |  |                       |                            |   |
| <b>BUDGET GENERAL</b>   |                                |                                   |  |                       |                            |   |
| <b>Budget de Fonctionnement</b>   |                                |                                   |  |                       |                            |   |
| Titre 2 - 40 Dépenses de personnel  | 1 148 649 000                  | 1 147 614 160                     | 0  | 1 147 614 160         | -1 034 840 0,09            |   |
| Titre 3 - 40 Dépenses de fonctionnement   | 557 318 000                    | 554 999 000                       | 2 000 000  | 556 999 000           | -319 000 0,06              |   |
| Titre 4 - 40 Transferts courants  | 183 447 000                    | 183 447 000                       | 0  | 183 447 000           | 0 0,0                      |   |
| <b>Total Budget de Fonctionnement</b>   | <b>1 889 414 000</b>           | <b>1 886 060 160</b>              | <b>2 000 000</b>                                 | <b>1 888 060 160</b>  | <b>-1 353 840 0,07</b>     |   |
| <b>Budget d'Investissement</b>  |                                |                                   |  |                       |                            |   |
| Titre 5 - 40 Investissements executés par l'état  | 8 046 751 000                  | 8 024 000 000                     | 0  | 8 024 000 000         | -22 751 000 0,28           |   |
| Titre 6 - 40 Transfert en capital   | 2 427 600 000                  | 3 721 000 000                     | 0  | 3 721 000 000         | 1 293 400 000 53,28        |   |
| <b>Total Budget d'Investissement</b>  | <b>10 474 351 000</b>          | <b>11 745 000 000</b>             | <b>0</b>   | <b>11 745 000 000</b> | <b>1 270 649 000 12,13</b> |   |
| <b>TOTAL BUDGET GENERAL</b>   | <b>12 363 765 000</b>          | <b>13 631 060 160</b>             | <b>2 000 000</b>                                 | <b>13 633 060 160</b> | <b>1 269 295 160 10,27</b> |   |
| <b>COMPTE SPECIAUX DU TRESOR</b>  |                                |                                   |  |                       |                            |   |
| <b>Comptes Spéciaux du Trésor</b>   |                                |                                   |  |                       |                            |   |
| Titre 7 - 40 Comptes Spéciaux du Trésor   | 950 000 000                    | 950 000 000                       | 0  | 950 000 000           | 0 0,0                      |   |
| <b>Total Comptes Spéciaux du Trésor</b>   | <b>950 000 000</b>             | <b>950 000 000</b>                | <b>0</b>   | <b>950 000 000</b>    | <b>0 0,0</b>               |   |
| <b>TOTAL COMPTE SPECIAUX DU TRESOR</b>  | <b>950 000 000</b>             | <b>950 000 000</b>                | <b>0</b>   | <b>950 000 000</b>    | <b>0 0,0</b>               |   |
| <b>Total Général Section 40</b>   | <b>13 313 765 000</b>          | <b>14 581 060 160</b>             | <b>2 000 000</b>                                 | <b>14 583 060 160</b> | <b>1 269 295 160 9,53</b>  |   |

**RECAPITULATION PAR SECTION ET PAR TITRE**

| Pouvoirs Publics ou Ministères  | Crédits Ouverts en LFI |                             | Loi de Finances pour l'année 2015          |                        |                        |               |
|---|------------------------|-----------------------------|--|------------------------|------------------------|---------------|
|   | 2014                   | Réévaluation Services Votés | Mesures Nouvelles/Crédits de Paiement Nouv | Total                  | Ecart                  |               |
|   |                        |                             |  |                        | Valeur Absolue         | %             |
| <b>41 Ministère des Infrastructures, des Transports Terrestres et du Désenclavement</b> |                        |                             |  |                        |                        |               |
| <b>BUDGET GENERAL</b>   |                        |                             |  |                        |                        |               |
| <b>Budget de Fonctionnement</b>   |                        |                             |  |                        |                        |               |
| Titre 2 - 41 Dépenses de personnel  | 563 731 940            | 555 982 020                 | 0  | 555 982 020            | -7 749 920             | 1,37          |
| Titre 3 - 41 Dépenses de fonctionnement   | 385 220 000            | 265 875 000                 | 24 356 000                                 | 290 231 000            | -94 989 000            | 24,66         |
| Titre 4 - 41 Transferts courants  | 0                      | 0                           | 250 000 000                                | 250 000 000            | 250 000 000            |               |
| <b>Total Budget de Fonctionnement</b>   | <b>948 951 940</b>     | <b>821 857 020</b>          | <b>274 356 000</b>                         | <b>1 096 213 020</b>   | <b>147 261 080</b>     | <b>15,52</b>  |
| <b>Budget d'Investissement</b>  |                        |                             |  |                        |                        |               |
| Titre 5 - 41 Investissements exécutés par l'état  | 94 830 226 000         | 81 166 000 000              | 0  | 81 166 000 000         | -13 664 226 000        | 14,41         |
| Titre 6 - 41 Transfert en capital   | 78 446 000 000         | 85 855 000 000              | 0  | 85 855 000 000         | 7 409 000 000          | 9,44          |
| <b>Total Budget d'Investissement</b>  | <b>173 276 226 000</b> | <b>167 021 000 000</b>      | <b>0</b>                                   | <b>167 021 000 000</b> | <b>-6 255 226 000</b>  | <b>-3,61</b>  |
| <b>TOTAL BUDGET GENERAL</b>   | <b>174 225 177 940</b> | <b>167 842 857 020</b>      | <b>274 356 000</b>                         | <b>168 117 213 020</b> | <b>-6 107 964 920</b>  | <b>-3,51</b>  |
| <b>Total Général Section 41</b>   | <b>174 225 177 940</b> | <b>167 842 857 020</b>      | <b>274 356 000</b>                         | <b>168 117 213 020</b> | <b>-6 107 964 920</b>  | <b>-3,51</b>  |
| <b>42 Ministère de l'Agriculture et de l'Équipement Rural</b>                           |                        |                             |  |                        |                        |               |
| <b>BUDGET GENERAL</b>   |                        |                             |  |                        |                        |               |
| <b>Budget de Fonctionnement</b>   |                        |                             |  |                        |                        |               |
| Titre 2 - 42 Dépenses de personnel  | 1 984 484 140          | 1 946 471 740               | 0  | 1 946 471 740          | -38 012 400            | 1,92          |
| Titre 3 - 42 Dépenses de fonctionnement   | 1 167 450 000          | 752 253 000                 | 337 500 000                                | 1 089 753 000          | -77 697 000            | 6,66          |
| Titre 4 - 42 Transferts courants  | 6 807 126 000          | 20 407 126 000              | 200 000 000                                | 20 607 126 000         | 13 800 000 000         | 202,73        |
| <b>Total Budget de Fonctionnement</b>   | <b>9 959 060 140</b>   | <b>23 105 850 740</b>       | <b>537 500 000</b>                         | <b>23 643 350 740</b>  | <b>13 684 290 600</b>  | <b>137,41</b> |
| <b>Budget d'Investissement</b>  |                        |                             |  |                        |                        |               |
| Titre 5 - 42 Investissements exécutés par l'état  | 70 026 351 000         | 95 958 000 000              | 0  | 95 958 000 000         | 25 931 649 000         | 37,03         |
| Titre 6 - 42 Transfert en capital   | 54 555 000 000         | 46 035 000 000              | 0  | 46 035 000 000         | -8 520 000 000         | 15,62         |
| <b>Total Budget d'Investissement</b>  | <b>124 581 351 000</b> | <b>141 993 000 000</b>      | <b>0</b>                                   | <b>141 993 000 000</b> | <b>17 411 649 000</b>  | <b>13,98</b>  |
| <b>TOTAL BUDGET GENERAL</b>   | <b>134 540 411 140</b> | <b>165 098 850 740</b>      | <b>537 500 000</b>                         | <b>165 636 350 740</b> | <b>31 095 939 600</b>  | <b>23,11</b>  |
| <b>Total Général Section 42</b>   | <b>134 540 411 140</b> | <b>165 098 850 740</b>      | <b>537 500 000</b>                         | <b>165 636 350 740</b> | <b>31 095 939 600</b>  | <b>23,11</b>  |
| <b>43 Ministère de l'Économie, des Finances et du plan</b>                              |                        |                             |  |                        |                        |               |
| <b>BUDGET GENERAL</b>   |                        |                             |  |                        |                        |               |
| <b>Budget de Fonctionnement</b>   |                        |                             |  |                        |                        |               |
| Titre 2 - 43 Dépenses de personnel  | 17 072 163 920         | 18 986 452 980              | 0  | 18 986 452 980         | 1 914 289 060          | 11,21         |
| Titre 3 - 43 Dépenses de fonctionnement   | 11 276 140 451         | 10 136 166 000              | 392 737 000                                | 10 528 903 000         | -747 237 451           | 6,63          |
| Titre 4 - 43 Transferts courants  | 1 871 840 780          | 4 628 880 000               | 600 000 000                                | 5 228 880 000          | 3 357 039 220          | 179,34        |
| <b>Total Budget de Fonctionnement</b>   | <b>30 220 145 151</b>  | <b>33 751 498 980</b>       | <b>992 737 000</b>                         | <b>34 744 235 980</b>  | <b>4 524 090 829</b>   | <b>14,97</b>  |
| <b>Budget d'Investissement</b>  |                        |                             |  |                        |                        |               |
| Titre 5 - 43 Investissements exécutés par l'état  | 27 887 705 000         | 17 393 600 000              | 0  | 17 393 600 000         | -10 494 105 000        | 37,63         |
| Titre 6 - 43 Transfert en capital   | 24 951 000 000         | 19 945 000 000              | 0  | 19 945 000 000         | -5 006 000 000         | 20,06         |
| <b>Total Budget d'Investissement</b>  | <b>52 838 705 000</b>  | <b>37 338 600 000</b>       | <b>0</b>                                   | <b>37 338 600 000</b>  | <b>-15 500 105 000</b> | <b>-29,33</b> |
| <b>TOTAL BUDGET GENERAL</b>   | <b>83 058 850 151</b>  | <b>71 090 098 980</b>       | <b>992 737 000</b>                         | <b>72 082 835 980</b>  | <b>-10 976 014 171</b> | <b>-13,21</b> |
| <b>COMPTES SPECIAUX DU TRESOR</b>   |                        |                             |  |                        |                        |               |
| <b>Comptes Spéciaux du Trésor</b>   |                        |                             |  |                        |                        |               |
| Titre 7 - 43 Comptes Spéciaux du Trésor   | 84 100 000 000         | 90 450 000 000              | 0  | 90 450 000 000         | 6 350 000 000          | 7,55          |
| <b>Total Comptes Spéciaux du Trésor</b>   | <b>84 100 000 000</b>  | <b>90 450 000 000</b>       | <b>0</b>                                   | <b>90 450 000 000</b>  | <b>6 350 000 000</b>   | <b>7,55</b>   |
| <b>TOTAL COMPTES SPECIAUX DU TRESOR</b>   | <b>84 100 000 000</b>  | <b>90 450 000 000</b>       | <b>0</b>                                   | <b>90 450 000 000</b>  | <b>6 350 000 000</b>   | <b>7,55</b>   |
| <b>Total Général Section 43</b>   | <b>167 158 850 151</b> | <b>161 540 098 980</b>      | <b>992 737 000</b>                         | <b>162 532 835 980</b> | <b>-4 626 014 171</b>  | <b>-2,77</b>  |

**RECAPITULATION PAR SECTION ET PAR TITRE**

| Pouvoirs Publics ou Ministères   | Crédits Ouverts en LFI<br>2014 | Loi de Finances pour l'année 2015 |  |                       |                       | Ecart         |  |
|--|--------------------------------|-----------------------------------|--|-----------------------|-----------------------|---------------|--|
|  |                                | Réévaluation<br>Services Votés    | Mesures<br>Nouvelles/Crédits<br>de Paiement Nouv | Total                 | Ecart                 |               |  |
|  |                                |                                   |  |                       | Valeur Absolue        | %             |  |
| <b>44 Ministère de l'Energie et du Développement des Energies Renouvelables</b>  |                                |                                   |  |                       |                       |               |  |
| <b>BUDGET GENERAL</b>  |                                |                                   |  |                       |                       |               |  |
| <b>Budget de Fonctionnement</b>  |                                |                                   |  |                       |                       |               |  |
| Titre 2 - 44 Dépenses de personnel   | 218 860 340                    | 196 524 060                       | 0  | 196 524 060           | -22 336 280           | 10,21         |  |
| Titre 3 - 44 Dépenses de fonctionnement  | 146 556 000                    | 876 784 000                       | 0  | 876 784 000           | 730 228 000           | 498,26        |  |
| Titre 4 - 44 Transferts courants   | 7 533 082 000                  | 72 681 000                        | 7 500 000 000                                    | 7 572 681 000         | 39 599 000            | 0,53          |  |
| <b>Total Budget de Fonctionnement</b>  | <b>7 898 498 340</b>           | <b>1 145 989 060</b>              | <b>7 500 000 000</b>                             | <b>8 645 989 060</b>  | <b>747 490 720</b>    | <b>9,46</b>   |  |
| <b>Budget d'Investissement</b>   |                                |                                   |  |                       |                       |               |  |
| Titre 5 - 44 Investissements exécutés par l'état   | 73 076 384 000                 | 73 630 205 000                    | 0  | 73 630 205 000        | 553 821 000           | 0,76          |  |
| Titre 6 - 44 Transfert en capital  | 16 781 000 000                 | 17 369 795 000                    | 0  | 17 369 795 000        | 588 795 000           | 3,51          |  |
| <b>Total Budget d'Investissement</b>   | <b>89 857 384 000</b>          | <b>91 000 000 000</b>             | <b>0</b>   | <b>91 000 000 000</b> | <b>1 142 616 000</b>  | <b>1,27</b>   |  |
| <b>TOTAL BUDGET GENERAL</b>  | <b>97 755 882 340</b>          | <b>92 145 989 060</b>             | <b>7 500 000 000</b>                             | <b>99 645 989 060</b> | <b>1 890 106 720</b>  | <b>1,93</b>   |  |
| <b>Total Général Section 44</b>  | <b>97 755 882 340</b>          | <b>92 145 989 060</b>             | <b>7 500 000 000</b>                             | <b>99 645 989 060</b> | <b>1 890 106 720</b>  | <b>1,93</b>   |  |
| <b>45 Ministère du Commerce, du secteur informel, de la Consommation, de la Promotion des produits locaux et des PME</b> |                                |                                   |  |                       |                       |               |  |
| <b>BUDGET GENERAL</b>  |                                |                                   |  |                       |                       |               |  |
| <b>Budget de Fonctionnement</b>  |                                |                                   |  |                       |                       |               |  |
| Titre 2 - 45 Dépenses de personnel   | 1 325 669 280                  | 1 381 843 820                     | 0  | 1 381 843 820         | 56 174 540            | 4,24          |  |
| Titre 3 - 45 Dépenses de fonctionnement  | 419 916 000                    | 247 014 000                       | 28 450 000                                       | 275 464 000           | -144 452 000          | -34,40        |  |
| Titre 4 - 45 Transferts courants   | 1 645 482 000                  | 1 480 482 000                     | 0  | 1 480 482 000         | -165 000 000          | -10,03        |  |
| <b>Total Budget de Fonctionnement</b>  | <b>3 391 067 280</b>           | <b>3 109 339 820</b>              | <b>28 450 000</b>                                | <b>3 137 789 820</b>  | <b>-253 277 460</b>   | <b>-7,47</b>  |  |
| <b>Budget d'Investissement</b>   |                                |                                   |  |                       |                       |               |  |
| Titre 5 - 45 Investissements exécutés par l'état   | 3 585 000 000                  | 3 876 000 000                     | 0  | 3 876 000 000         | 291 000 000           | 8,12          |  |
| Titre 6 - 45 Transfert en capital  | 2 945 000 000                  | 4 756 000 000                     | 0  | 4 756 000 000         | 1 811 000 000         | 61,49         |  |
| <b>Total Budget d'Investissement</b>   | <b>6 530 000 000</b>           | <b>8 632 000 000</b>              | <b>0</b>   | <b>8 632 000 000</b>  | <b>2 102 000 000</b>  | <b>32,19</b>  |  |
| <b>TOTAL BUDGET GENERAL</b>  | <b>9 921 067 280</b>           | <b>11 741 339 820</b>             | <b>28 450 000</b>                                | <b>11 769 789 820</b> | <b>1 848 722 540</b>  | <b>18,63</b>  |  |
| <b>Total Général Section 45</b>  | <b>9 921 067 280</b>           | <b>11 741 339 820</b>             | <b>28 450 000</b>                                | <b>11 769 789 820</b> | <b>1 848 722 540</b>  | <b>18,63</b>  |  |
| <b>46 Ministère du renouveau urbain, de l'habitat et du cadre de vie</b>   |                                |                                   |  |                       |                       |               |  |
| <b>BUDGET GENERAL</b>  |                                |                                   |  |                       |                       |               |  |
| <b>Budget de Fonctionnement</b>  |                                |                                   |  |                       |                       |               |  |
| Titre 2 - 46 Dépenses de personnel   | 1 357 587 740                  | 1 224 942 160                     | 0  | 1 224 942 160         | -132 645 580          | -9,77         |  |
| Titre 3 - 46 Dépenses de fonctionnement  | 523 448 000                    | 322 121 000                       | 51 200 000                                       | 373 321 000           | -150 127 000          | -28,68        |  |
| Titre 4 - 46 Transferts courants   | 15 000 000                     | 115 000 000                       | 14 000 000                                       | 129 000 000           | 114 000 000           | 760,0         |  |
| <b>Total Budget de Fonctionnement</b>  | <b>1 896 035 740</b>           | <b>1 662 063 160</b>              | <b>65 200 000</b>                                | <b>1 727 263 160</b>  | <b>-168 772 580</b>   | <b>-8,90</b>  |  |
| <b>Budget d'Investissement</b>   |                                |                                   |  |                       |                       |               |  |
| Titre 5 - 46 Investissements exécutés par l'état   | 2 616 000 000                  | 12 393 500 000                    | 0  | 12 393 500 000        | 9 777 500 000         | 373,76        |  |
| Titre 6 - 46 Transfert en capital  | 5 484 000 000                  | 17 483 000 000                    | 0  | 17 483 000 000        | 11 999 000 000        | 218,80        |  |
| <b>Total Budget d'Investissement</b>   | <b>8 100 000 000</b>           | <b>29 876 500 000</b>             | <b>0</b>   | <b>29 876 500 000</b> | <b>21 776 500 000</b> | <b>268,85</b> |  |
| <b>TOTAL BUDGET GENERAL</b>  | <b>9 996 035 740</b>           | <b>31 538 563 160</b>             | <b>65 200 000</b>                                | <b>31 603 763 160</b> | <b>21 607 727 420</b> | <b>216,16</b> |  |
| <b>Total Général Section 46</b>  | <b>9 996 035 740</b>           | <b>31 538 563 160</b>             | <b>65 200 000</b>                                | <b>31 603 763 160</b> | <b>21 607 727 420</b> | <b>216,16</b> |  |

**RECAPITULATION PAR SECTION ET PAR TITRE**

| Pouvoirs Publics ou Ministères                            | Crédits Ouverts en LFI<br>2014 | Loi de Finances pour l'année 2015 |  |                        |                       |               |
|---|--------------------------------|-----------------------------------|--|------------------------|-----------------------|---------------|
|   |                                | Réévaluation<br>Services Votés    | Mesures<br>Nouvelles/Crédits<br>de Paiement Nouv | Total                  | Ecart                 |               |
|   |                                |                                   |  |                        | Valeur Absolue        | %             |
| <b>47 Ministère de l'Industrie et des Mines</b>           |                                |                                   |  |                        |                       |               |
| <b>BUDGET GENERAL</b>                                     |                                |                                   |  |                        |                       |               |
| <b>Budget de Fonctionnement</b>                           |                                |                                   |  |                        |                       |               |
| Titre 2 - 47 Dépenses de personnel                        | 260 724 940                    | 253 485 780                       | 0  | 253 485 780            | -7 239 160            | -2,78         |
| Titre 3 - 47 Dépenses de fonctionnement                   | 235 716 000                    | 168 843 000                       | 34 000 000                                       | 202 843 000            | -32 873 000           | -13,95        |
| Titre 4 - 47 Transferts courants                          | 917 920 000                    | 916 745 000                       | 310 000 000                                      | 1 226 745 000          | 308 825 000           | 33,64         |
| <b>Total Budget de Fonctionnement</b>                     | <b>1 414 360 940</b>           | <b>1 339 073 780</b>              | <b>344 000 000</b>                               | <b>1 683 073 780</b>   | <b>268 712 840</b>    | <b>19,00</b>  |
| <b>Budget d'Investissement</b>                            |                                |                                   |  |                        |                       |               |
| Titre 5 - 47 Investissements exécutés par l'état          | 2 106 000 000                  | 1 758 000 000                     | 0  | 1 758 000 000          | -348 000 000          | -16,52        |
| Titre 6 - 47 Transfert en capital                         | 582 000 000                    | 18 460 000 000                    | 0  | 18 460 000 000         | 17 878 000 000        | 3071,82       |
| <b>Total Budget d'Investissement</b>                      | <b>2 688 000 000</b>           | <b>20 218 000 000</b>             | <b>0</b>   | <b>20 218 000 000</b>  | <b>17 530 000 000</b> | <b>652,16</b> |
| <b>TOTAL BUDGET GENERAL</b>                               | <b>4 102 360 940</b>           | <b>21 557 073 780</b>             | <b>344 000 000</b>                               | <b>21 901 073 780</b>  | <b>17 798 712 840</b> | <b>433,87</b> |
| <b>Total Général Section 47</b>                           | <b>4 102 360 940</b>           | <b>21 557 073 780</b>             | <b>344 000 000</b>                               | <b>21 901 073 780</b>  | <b>17 798 712 840</b> | <b>433,87</b> |
| <b>49 Ministère du Tourisme et des Transports Aériens</b> |                                |                                   |  |                        |                       |               |
| <b>BUDGET GENERAL</b>                                     |                                |                                   |  |                        |                       |               |
| <b>Budget de Fonctionnement</b>                           |                                |                                   |  |                        |                       |               |
| Titre 2 - 49 Dépenses de personnel                        | 456 046 160                    | 471 642 240                       | 0  | 471 642 240            | 15 596 080            | 3,42          |
| Titre 3 - 49 Dépenses de fonctionnement                   | 193 101 000                    | 251 099 000                       | 15 000 000                                       | 266 099 000            | 72 998 000            | 37,80         |
| Titre 4 - 49 Transferts courants                          | 1 020 877 000                  | 775 000 000                       | 211 000 000                                      | 986 000 000            | -34 877 000           | -3,42         |
| <b>Total Budget de Fonctionnement</b>                     | <b>1 670 024 160</b>           | <b>1 497 741 240</b>              | <b>226 000 000</b>                               | <b>1 723 741 240</b>   | <b>53 717 080</b>     | <b>3,22</b>   |
| <b>Budget d'Investissement</b>                            |                                |                                   |  |                        |                       |               |
| Titre 5 - 49 Investissements exécutés par l'état          | 2 908 000 000                  | 2 390 000 000                     | 0  | 2 390 000 000          | -518 000 000          | -17,81        |
| Titre 6 - 49 Transfert en capital                         | 7 852 000 000                  | 17 750 000 000                    | 0  | 17 750 000 000         | 9 898 000 000         | 126,06        |
| <b>Total Budget d'Investissement</b>                      | <b>10 760 000 000</b>          | <b>20 140 000 000</b>             | <b>0</b>   | <b>20 140 000 000</b>  | <b>9 380 000 000</b>  | <b>87,17</b>  |
| <b>TOTAL BUDGET GENERAL</b>                               | <b>12 430 024 160</b>          | <b>21 637 741 240</b>             | <b>226 000 000</b>                               | <b>21 863 741 240</b>  | <b>9 433 717 080</b>  | <b>75,89</b>  |
| <b>Total Général Section 49</b>                           | <b>12 430 024 160</b>          | <b>21 637 741 240</b>             | <b>226 000 000</b>                               | <b>21 863 741 240</b>  | <b>9 433 717 080</b>  | <b>75,89</b>  |
| <b>50 Ministère de l'Education Nationale</b>              |                                |                                   |  |                        |                       |               |
| <b>BUDGET GENERAL</b>                                     |                                |                                   |  |                        |                       |               |
| <b>Budget de Fonctionnement</b>                           |                                |                                   |  |                        |                       |               |
| Titre 2 - 50 Dépenses de personnel                        | 201 431 863 040                | 212 271 959 060                   | 0  | 212 271 959 060        | 10 840 096 020        | 5,38          |
| Titre 3 - 50 Dépenses de fonctionnement                   | 121 982 836 000                | 115 869 697 000                   | 15 000 000                                       | 115 884 697 000        | -6 098 139 000        | -5,00         |
| Titre 4 - 50 Transferts courants                          | 2 017 405 000                  | 4 509 905 000                     | 500 000 000                                      | 5 009 905 000          | 2 992 500 000         | 148,33        |
| <b>Total Budget de Fonctionnement</b>                     | <b>325 432 104 040</b>         | <b>332 651 561 060</b>            | <b>515 000 000</b>                               | <b>333 166 561 060</b> | <b>7 734 457 020</b>  | <b>2,38</b>   |
| <b>Budget d'Investissement</b>                            |                                |                                   |  |                        |                       |               |
| Titre 5 - 50 Investissements exécutés par l'état          | 34 737 914 000                 | 34 545 000 000                    | 0  | 34 545 000 000         | -192 914 000          | -0,56         |
| Titre 6 - 50 Transfert en capital                         | 6 645 000 000                  | 3 031 000 000                     | 0  | 3 031 000 000          | -3 614 000 000        | -54,39        |
| <b>Total Budget d'Investissement</b>                      | <b>41 382 914 000</b>          | <b>37 576 000 000</b>             | <b>0</b>   | <b>37 576 000 000</b>  | <b>-3 806 914 000</b> | <b>-9,20</b>  |
| <b>TOTAL BUDGET GENERAL</b>                               | <b>366 815 018 040</b>         | <b>370 227 561 060</b>            | <b>515 000 000</b>                               | <b>370 742 561 060</b> | <b>3 927 543 020</b>  | <b>1,07</b>   |
| <b>Total Général Section 50</b>                           | <b>366 815 018 040</b>         | <b>370 227 561 060</b>            | <b>515 000 000</b>                               | <b>370 742 561 060</b> | <b>3 927 543 020</b>  | <b>1,07</b>   |

**RECAPITULATION PAR SECTION ET PAR TITRE**

| Pouvoirs Publics ou Ministères                           | Crédits Ouverts en LFI<br>2014 | Loi de Finances pour l'année 2015 |  |                        |                       |              |
|--|--------------------------------|-----------------------------------|--|------------------------|-----------------------|--------------|
|  |                                | Réévaluation<br>Services Votés    | Mesures<br>Nouvelles/Crédits<br>de Paiement Nouv | Total                  | Ecart                 |              |
|  |                                |                                   |  |                        | Valeur Absolue        | %            |
| <b>52 Ministère des Sports</b>                           |                                |                                   |  |                        |                       |              |
| <b>BUDGET GENERAL</b>                                    |                                |                                   |  |                        |                       |              |
| <b>Budget de Fonctionnement</b>                          |                                |                                   |  |                        |                       |              |
| Titre 2 - 52 Dépenses de personnel                       | 1 047 142 120                  | 1 045 813 540                     | 0  | 1 045 813 540          | -1 328 580            | 0,13         |
| Titre 3 - 52 Dépenses de fonctionnement                  | 1 919 240 000                  | 1 587 777 000                     | 0  | 1 587 777 000          | -331 463 000          | 17,27        |
| Titre 4 - 52 Transferts courants                         | 500 275 000                    | 500 275 000                       | 0  | 500 275 000            | 0                     | 0,0          |
| <b>Total Budget de Fonctionnement</b>                    | <b>3 466 657 120</b>           | <b>3 133 865 540</b>              | <b>0</b>   | <b>3 133 865 540</b>   | <b>-332 791 580</b>   | <b>9,60</b>  |
| <b>Budget d'Investissement</b>                           |                                |                                   |  |                        |                       |              |
| Titre 5 - 52 Investissements executés par l'état         | 5 220 000 000                  | 2 250 000 000                     | 0  | 2 250 000 000          | -2 970 000 000        | 56,90        |
| Titre 6 - 52 Transfert en capital                        | 1 493 000 000                  | 500 000 000                       | 0  | 500 000 000            | -993 000 000          | 66,51        |
| <b>Total Budget d'Investissement</b>                     | <b>6 713 000 000</b>           | <b>2 750 000 000</b>              | <b>0</b>   | <b>2 750 000 000</b>   | <b>-3 963 000 000</b> | <b>59,03</b> |
| <b>TOTAL BUDGET GENERAL</b>                              | <b>10 179 657 120</b>          | <b>5 883 865 540</b>              | <b>0</b>   | <b>5 883 865 540</b>   | <b>-4 295 791 580</b> | <b>42,20</b> |
| <b>Total Général Section 52</b>                          | <b>10 179 657 120</b>          | <b>5 883 865 540</b>              | <b>0</b>   | <b>5 883 865 540</b>   | <b>-4 295 791 580</b> | <b>42,20</b> |
| <b>53 Ministère de la Culture et de la Communication</b> |                                |                                   |  |                        |                       |              |
| <b>BUDGET GENERAL</b>                                    |                                |                                   |  |                        |                       |              |
| <b>Budget de Fonctionnement</b>                          |                                |                                   |  |                        |                       |              |
| Titre 2 - 53 Dépenses de personnel                       | 810 297 160                    | 982 448 520                       | 0  | 982 448 520            | 172 151 360           | 21,25        |
| Titre 3 - 53 Dépenses de fonctionnement                  | 457 167 000                    | 311 868 000                       | 35 000 000                                       | 346 868 000            | -110 299 000          | 24,13        |
| Titre 4 - 53 Transferts courants                         | 3 522 406 000                  | 6 143 776 000                     | 0  | 6 143 776 000          | 2 621 370 000         | 74,42        |
| <b>Total Budget de Fonctionnement</b>                    | <b>4 789 870 160</b>           | <b>7 438 092 520</b>              | <b>35 000 000</b>                                | <b>7 473 092 520</b>   | <b>2 683 222 360</b>  | <b>56,02</b> |
| <b>Budget d'Investissement</b>                           |                                |                                   |  |                        |                       |              |
| Titre 5 - 53 Investissements executés par l'état         | 2 117 000 000                  | 1 625 000 000                     | 0  | 1 625 000 000          | -492 000 000          | 23,24        |
| Titre 6 - 53 Transfert en capital                        | 3 898 000 000                  | 3 408 000 000                     | 0  | 3 408 000 000          | -490 000 000          | 12,57        |
| <b>Total Budget d'Investissement</b>                     | <b>6 015 000 000</b>           | <b>5 033 000 000</b>              | <b>0</b>   | <b>5 033 000 000</b>   | <b>-982 000 000</b>   | <b>16,33</b> |
| <b>TOTAL BUDGET GENERAL</b>                              | <b>10 804 870 160</b>          | <b>12 471 092 520</b>             | <b>35 000 000</b>                                | <b>12 506 092 520</b>  | <b>1 701 222 360</b>  | <b>15,74</b> |
| <b>Total Général Section 53</b>                          | <b>10 804 870 160</b>          | <b>12 471 092 520</b>             | <b>35 000 000</b>                                | <b>12 506 092 520</b>  | <b>1 701 222 360</b>  | <b>15,74</b> |
| <b>54 Ministère de la Santé et de l'Action Sociale</b>   |                                |                                   |  |                        |                       |              |
| <b>BUDGET GENERAL</b>                                    |                                |                                   |  |                        |                       |              |
| <b>Budget de Fonctionnement</b>                          |                                |                                   |  |                        |                       |              |
| Titre 2 - 54 Dépenses de personnel                       | 35 879 390 760                 | 35 983 860 980                    | 0  | 35 983 860 980         | 104 470 220           | 0,29         |
| Titre 3 - 54 Dépenses de fonctionnement                  | 10 325 170 000                 | 6 594 197 000                     | 921 400 000                                      | 7 515 597 000          | -2 809 573 000        | 27,21        |
| Titre 4 - 54 Transferts courants                         | 28 756 245 000                 | 32 756 245 000                    | 1 367 000 000                                    | 34 123 245 000         | 5 367 000 000         | 18,66        |
| <b>Total Budget de Fonctionnement</b>                    | <b>74 960 805 760</b>          | <b>75 334 302 980</b>             | <b>2 288 400 000</b>                             | <b>77 622 702 980</b>  | <b>2 661 897 220</b>  | <b>3,55</b>  |
| <b>Budget d'Investissement</b>                           |                                |                                   |  |                        |                       |              |
| Titre 5 - 54 Investissements executés par l'état         | 39 465 659 000                 | 46 750 000 000                    | 0  | 46 750 000 000         | 7 284 341 000         | 18,46        |
| Titre 6 - 54 Transfert en capital                        | 12 669 000 000                 | 10 194 000 000                    | 0  | 10 194 000 000         | -2 475 000 000        | 19,54        |
| <b>Total Budget d'Investissement</b>                     | <b>52 134 659 000</b>          | <b>56 944 000 000</b>             | <b>0</b>   | <b>56 944 000 000</b>  | <b>4 809 341 000</b>  | <b>9,22</b>  |
| <b>TOTAL BUDGET GENERAL</b>                              | <b>127 095 464 760</b>         | <b>132 278 302 980</b>            | <b>2 288 400 000</b>                             | <b>134 566 702 980</b> | <b>7 471 238 220</b>  | <b>5,88</b>  |
| <b>Total Général Section 54</b>                          | <b>127 095 464 760</b>         | <b>132 278 302 980</b>            | <b>2 288 400 000</b>                             | <b>134 566 702 980</b> | <b>7 471 238 220</b>  | <b>5,88</b>  |

**RECAPITULATION PAR SECTION ET PAR TITRE**

| Pouvoirs Publics ou Ministères  | Crédits Ouverts en LFI<br>2014 | Loi de Finances pour l'année 2015 |  |                       |                       |               |
|---|--------------------------------|-----------------------------------|--|-----------------------|-----------------------|---------------|
|   |                                | Réévaluation<br>Services Votés    | Mesures<br>Nouvelles/Crédits<br>de Paiement Nouv | Total                 | Ecart                 |               |
|   |                                |                                   |  |                       | Valeur Absolue        | %             |
| <b>55 Ministère de la Jeunesse, de l'Emploi et de la construction citoyenne</b> |                                |                                   |  |                       |                       |               |
| <b>BUDGET GENERAL</b>   |                                |                                   |  |                       |                       |               |
| <b>Budget de Fonctionnement</b>   |                                |                                   |  |                       |                       |               |
| Titre 2 - 55 Dépenses de personnel  | 1 198 090 000                  | 1 285 210 660                     | 0  | 1 285 210 660         | 87 120 660            | 7,27          |
| Titre 3 - 55 Dépenses de fonctionnement   | 710 767 000                    | 411 209 000                       | 150 000 000                                      | 561 209 000           | -149 558 000          | -21,04        |
| Titre 4 - 55 Transferts courants  | 1 334 900 000                  | 1 499 900 000                     | 0  | 1 499 900 000         | 165 000 000           | 12,36         |
| <b>Total Budget de Fonctionnement</b>   | <b>3 243 757 000</b>           | <b>3 196 319 660</b>              | <b>150 000 000</b>                               | <b>3 346 319 660</b>  | <b>102 562 660</b>    | <b>3,16</b>   |
| <b>Budget d'Investissement</b>  |                                |                                   |  |                       |                       |               |
| Titre 5 - 55 Investissements exécutés par l'état                                | 3 800 000 000                  | 3 870 000 000                     | 0  | 3 870 000 000         | 70 000 000            | 1,84          |
| Titre 6 - 55 Transfert en capital   | 1 115 000 000                  | 3 430 000 000                     | 0  | 3 430 000 000         | 2 315 000 000         | 207,62        |
| <b>Total Budget d'Investissement</b>  | <b>4 915 000 000</b>           | <b>7 300 000 000</b>              | <b>0</b>   | <b>7 300 000 000</b>  | <b>2 385 000 000</b>  | <b>48,52</b>  |
| <b>TOTAL BUDGET GENERAL</b>   | <b>8 158 757 000</b>           | <b>10 496 319 660</b>             | <b>150 000 000</b>                               | <b>10 646 319 660</b> | <b>2 487 562 660</b>  | <b>30,49</b>  |
| <b>Total Général Section 55</b>   | <b>8 158 757 000</b>           | <b>10 496 319 660</b>             | <b>150 000 000</b>                               | <b>10 646 319 660</b> | <b>2 487 562 660</b>  | <b>30,49</b>  |
| <b>56 Ministère de l'Environnement et du développement durable</b>              |                                |                                   |  |                       |                       |               |
| <b>BUDGET GENERAL</b>   |                                |                                   |  |                       |                       |               |
| <b>Budget de Fonctionnement</b>   |                                |                                   |  |                       |                       |               |
| Titre 2 - 56 Dépenses de personnel  | 4 362 570 800                  | 4 931 463 440                     | 0  | 4 931 463 440         | 568 892 640           | 13,04         |
| Titre 3 - 56 Dépenses de fonctionnement   | 3 280 719 000                  | 3 295 231 000                     | 20 000 000                                       | 3 315 231 000         | 34 512 000            | 1,05          |
| Titre 4 - 56 Transferts courants  | 851 290 000                    | 851 290 000                       | 250 000 000                                      | 1 101 290 000         | 250 000 000           | 29,37         |
| <b>Total Budget de Fonctionnement</b>   | <b>8 494 579 800</b>           | <b>9 077 984 440</b>              | <b>270 000 000</b>                               | <b>9 347 984 440</b>  | <b>853 404 640</b>    | <b>10,05</b>  |
| <b>Budget d'Investissement</b>  |                                |                                   |  |                       |                       |               |
| Titre 5 - 56 Investissements exécutés par l'état                                | 15 226 000 000                 | 10 791 000 000                    | 0  | 10 791 000 000        | -4 435 000 000        | -29,13        |
| Titre 6 - 56 Transfert en capital   | 2 017 000 000                  | 2 017 000 000                     | 0  | 2 017 000 000         | 0                     | 0,0           |
| <b>Total Budget d'Investissement</b>  | <b>17 243 000 000</b>          | <b>12 808 000 000</b>             | <b>0</b>   | <b>12 808 000 000</b> | <b>-4 435 000 000</b> | <b>-25,72</b> |
| <b>TOTAL BUDGET GENERAL</b>   | <b>25 737 579 800</b>          | <b>21 885 984 440</b>             | <b>270 000 000</b>                               | <b>22 155 984 440</b> | <b>-3 581 595 360</b> | <b>-13,92</b> |
| <b>Total Général Section 56</b>   | <b>25 737 579 800</b>          | <b>21 885 984 440</b>             | <b>270 000 000</b>                               | <b>22 155 984 440</b> | <b>-3 581 595 360</b> | <b>-13,92</b> |
| <b>58 Ministère de la Femme, de la Famille et de l'Enfance</b>                  |                                |                                   |  |                       |                       |               |
| <b>BUDGET GENERAL</b>   |                                |                                   |  |                       |                       |               |
| <b>Budget de Fonctionnement</b>   |                                |                                   |  |                       |                       |               |
| Titre 2 - 58 Dépenses de personnel  | 1 132 229 240                  | 1 191 672 300                     | 0  | 1 191 672 300         | 59 443 060            | 5,25          |
| Titre 3 - 58 Dépenses de fonctionnement   | 1 010 318 000                  | 522 575 000                       | 41 000 000                                       | 563 575 000           | -446 743 000          | -44,22        |
| Titre 4 - 58 Transferts courants  | 1 096 494 000                  | 1 096 494 000                     | 0  | 1 096 494 000         | 0                     | 0,0           |
| <b>Total Budget de Fonctionnement</b>   | <b>3 239 041 240</b>           | <b>2 810 741 300</b>              | <b>41 000 000</b>                                | <b>2 851 741 300</b>  | <b>-387 299 940</b>   | <b>-11,96</b> |
| <b>Budget d'Investissement</b>  |                                |                                   |  |                       |                       |               |
| Titre 5 - 58 Investissements exécutés par l'état                                | 11 940 000 000                 | 10 135 200 000                    | 0  | 10 135 200 000        | -1 804 800 000        | -15,12        |
| Titre 6 - 58 Transfert en capital   | 2 995 400 000                  | 3 058 800 000                     | 0  | 3 058 800 000         | 63 400 000            | 2,12          |
| <b>Total Budget d'Investissement</b>  | <b>14 935 400 000</b>          | <b>13 194 000 000</b>             | <b>0</b>   | <b>13 194 000 000</b> | <b>-1 741 400 000</b> | <b>-11,66</b> |
| <b>TOTAL BUDGET GENERAL</b>   | <b>18 174 441 240</b>          | <b>16 004 741 300</b>             | <b>41 000 000</b>                                | <b>16 045 741 300</b> | <b>-2 128 699 940</b> | <b>-11,71</b> |
| <b>Total Général Section 58</b>   | <b>18 174 441 240</b>          | <b>16 004 741 300</b>             | <b>41 000 000</b>                                | <b>16 045 741 300</b> | <b>-2 128 699 940</b> | <b>-11,71</b> |

**RECAPITULATION PAR SECTION ET PAR TITRE**

| Pouvoirs Publics ou Ministères  | Crédits Ouverts en LFI<br>2014 | Loi de Finances pour l'année 2015 |  |                        |                        | Ecart         |  |
|---|--------------------------------|-----------------------------------|--|------------------------|------------------------|---------------|--|
|   |                                | Réévaluation<br>Services Votés    | Mesures<br>Nouvelles/Crédits<br>de Paiement Nouv | Total                  | Ecart                  |               |  |
|   |                                |                                   |  |                        | Valeur Absolue         | %             |  |
| <b>59 Ministère de la formation professionnelle, de l'apprentissage et de l'artisanat</b> |                                |                                   |  |                        |                        |               |  |
| <b>BUDGET GENERAL</b>   |                                |                                   |  |                        |                        |               |  |
| <b>Budget de Fonctionnement</b>   |                                |                                   |  |                        |                        |               |  |
| Titre 2 - 59 Dépenses de personnel  | 6 897 962 060                  | 7 048 179 440                     | 0  | 7 048 179 440          | 150 217 380            | 2,18          |  |
| Titre 3 - 59 Dépenses de fonctionnement   | 7 420 858 000                  | 6 680 165 000                     | 701 000 000                                      | 7 381 165 000          | -39 693 000            | -0,53         |  |
| Titre 4 - 59 Transferts courants  | 1 364 685 000                  | 1 364 685 000                     | 500 000 000                                      | 1 864 685 000          | 500 000 000            | 36,64         |  |
| <b>Total Budget de Fonctionnement</b>   | <b>15 683 505 060</b>          | <b>15 093 029 440</b>             | <b>1 201 000 000</b>                             | <b>16 294 029 440</b>  | <b>610 524 380</b>     | <b>3,89</b>   |  |
| <b>Budget d'Investissement</b>  |                                |                                   |  |                        |                        |               |  |
| Titre 5 - 59 Investissements exécutés par l'état  | 7 126 015 000                  | 8 699 000 000                     | 0  | 8 699 000 000          | 1 572 985 000          | 22,07         |  |
| Titre 6 - 59 Transfert en capital   | 7 736 000 000                  | 5 380 000 000                     | 0  | 5 380 000 000          | -2 356 000 000         | -30,46        |  |
| <b>Total Budget d'Investissement</b>  | <b>14 862 015 000</b>          | <b>14 079 000 000</b>             | <b>0</b>   | <b>14 079 000 000</b>  | <b>-783 015 000</b>    | <b>-5,27</b>  |  |
| <b>TOTAL BUDGET GENERAL</b>   | <b>30 545 520 060</b>          | <b>29 172 029 440</b>             | <b>1 201 000 000</b>                             | <b>30 373 029 440</b>  | <b>-172 490 620</b>    | <b>-0,56</b>  |  |
| <b>Total Général Section 59</b>   | <b>30 545 520 060</b>          | <b>29 172 029 440</b>             | <b>1 201 000 000</b>                             | <b>30 373 029 440</b>  | <b>-172 490 620</b>    | <b>-0,56</b>  |  |
| <b>60 Charges non Réparties</b>   |                                |                                   |  |                        |                        |               |  |
| <b>BUDGET GENERAL</b>   |                                |                                   |  |                        |                        |               |  |
| <b>Budget de Fonctionnement</b>   |                                |                                   |  |                        |                        |               |  |
| Titre 2 - 60 Dépenses de personnel  | 59 831 991 600                 | 45 265 701 116                    | 0  | 45 265 701 116         | -14 566 290 484        | -24,35        |  |
| Titre 3 - 60 Dépenses de fonctionnement   | 126 713 149 974                | 111 754 995 000                   | 21 888 162 000                                   | 133 643 157 000        | 6 930 007 026          | 5,47          |  |
| Titre 4 - 60 Transferts courants  | 96 617 603 220                 | 74 735 212 000                    | 16 850 000 000                                   | 91 585 212 000         | -5 032 391 220         | -5,21         |  |
| <b>Total Budget de Fonctionnement</b>   | <b>283 162 744 794</b>         | <b>231 755 908 116</b>            | <b>38 738 162 000</b>                            | <b>270 494 070 116</b> | <b>-12 668 674 678</b> | <b>-4,47</b>  |  |
| <b>Budget d'Investissement</b>  |                                |                                   |  |                        |                        |               |  |
| Titre 5 - 60 Investissements exécutés par l'état  | 36 775 000 000                 | 28 000 000 000                    | 0  | 28 000 000 000         | -8 775 000 000         | -23,86        |  |
| <b>Total Budget d'Investissement</b>  | <b>36 775 000 000</b>          | <b>28 000 000 000</b>             | <b>0</b>   | <b>28 000 000 000</b>  | <b>-8 775 000 000</b>  | <b>-23,86</b> |  |
| <b>TOTAL BUDGET GENERAL</b>   | <b>319 937 744 794</b>         | <b>259 755 908 116</b>            | <b>38 738 162 000</b>                            | <b>298 494 070 116</b> | <b>-21 443 674 678</b> | <b>-6,70</b>  |  |
| <b>Total Général Section 60</b>   | <b>319 937 744 794</b>         | <b>259 755 908 116</b>            | <b>38 738 162 000</b>                            | <b>298 494 070 116</b> | <b>-21 443 674 678</b> | <b>-6,70</b>  |  |
| <b>61 Ministère du Plan</b>   |                                |                                   |  |                        |                        |               |  |
| <b>BUDGET GENERAL</b>   |                                |                                   |  |                        |                        |               |  |
| <b>Budget de Fonctionnement</b>   |                                |                                   |  |                        |                        |               |  |
| Titre 2 - 61 Dépenses de personnel  | 567 372 000                    | 0                                 | 0  | 0                      | -567 372 000           | -100,0        |  |
| Titre 3 - 61 Dépenses de fonctionnement   | 307 585 495                    | 0                                 | 0  | 0                      | -307 585 495           | -100,0        |  |
| Titre 4 - 61 Transferts courants  | 2 757 040 000                  | 0                                 | 0  | 0                      | -2 757 040 000         | -100,0        |  |
| <b>Total Budget de Fonctionnement</b>   | <b>3 631 997 495</b>           | <b>0</b>                          | <b>0</b>   | <b>0</b>               | <b>-3 631 997 495</b>  | <b>-100,0</b> |  |
| <b>Budget d'Investissement</b>  |                                |                                   |  |                        |                        |               |  |
| Titre 5 - 61 Investissements exécutés par l'état  | 1 232 450 000                  | 0                                 | 0  | 0                      | -1 232 450 000         | -100,0        |  |
| Titre 6 - 61 Transfert en capital   | 2 564 550 000                  | 0                                 | 0  | 0                      | -2 564 550 000         | -100,0        |  |
| <b>Total Budget d'Investissement</b>  | <b>3 797 000 000</b>           | <b>0</b>                          | <b>0</b>   | <b>0</b>               | <b>-3 797 000 000</b>  | <b>-100,0</b> |  |
| <b>TOTAL BUDGET GENERAL</b>   | <b>7 428 997 495</b>           | <b>0</b>                          | <b>0</b>   | <b>0</b>               | <b>-7 428 997 495</b>  | <b>-100,0</b> |  |
| <b>Total Général Section 61</b>   | <b>7 428 997 495</b>           | <b>0</b>                          | <b>0</b>   | <b>0</b>               | <b>-7 428 997 495</b>  | <b>-100,0</b> |  |

**RECAPITULATION PAR SECTION ET PAR TITRE**

| Pouvoirs Publics ou Ministères   | Crédits Ouverts en LFI<br>2014 | Loi de Finances pour l'année 2015 |  |                       |                        |               |
|--|--------------------------------|-----------------------------------|--|-----------------------|------------------------|---------------|
|  |                                | Réévaluation<br>Services Votés    | Mesures<br>Nouvelles/Crédits<br>de Paiement Nouv | Total                 | Ecart                  |               |
|  |                                |                                   |  |                       | Valeur Absolue         | %             |
| <b>62 Ministère de l'Elevage et des Productions Animales</b>                                     |                                |                                   |  |                       |                        |               |
| <b>BUDGET GENERAL</b>  |                                |                                   |  |                       |                        |               |
| <b>Budget de Fonctionnement</b>  |                                |                                   |  |                       |                        |               |
| Titre 2 - 62 Dépenses de personnel   | 1 702 474 000                  | 1 802 197 060                     | 0  | 1 802 197 060         | 99 723 060             | 5,86          |
| Titre 3 - 62 Dépenses de fonctionnement  | 626 211 000                    | 849 215 000                       | 60 000 000                                       | 909 215 000           | 283 004 000            | 45,19         |
| Titre 4 - 62 Transferts courants   | 229 596 000                    | 229 596 000                       | 50 000 000                                       | 279 596 000           | 50 000 000             | 21,78         |
| <b>Total Budget de Fonctionnement</b>  | <b>2 558 281 000</b>           | <b>2 881 008 060</b>              | <b>110 000 000</b>                               | <b>2 991 008 060</b>  | <b>432 727 060</b>     | <b>16,91</b>  |
| <b>Budget d'Investissement</b>   |                                |                                   |  |                       |                        |               |
| Titre 5 - 62 Investissements exécutés par l'état   | 9 475 000 000                  | 9 237 000 000                     | 0  | 9 237 000 000         | -238 000 000           | -2,51         |
| Titre 6 - 62 Transfert en capital  | 2 094 000 000                  | 3 414 000 000                     | 0  | 3 414 000 000         | 1 320 000 000          | 63,04         |
| <b>Total Budget d'Investissement</b>   | <b>11 569 000 000</b>          | <b>12 651 000 000</b>             | <b>0</b>   | <b>12 651 000 000</b> | <b>1 082 000 000</b>   | <b>9,35</b>   |
| <b>TOTAL BUDGET GENERAL</b>  | <b>14 127 281 000</b>          | <b>15 532 008 060</b>             | <b>110 000 000</b>                               | <b>15 642 008 060</b> | <b>1 514 727 060</b>   | <b>10,72</b>  |
| <b>Total Général Section 62</b>  | <b>14 127 281 000</b>          | <b>15 532 008 060</b>             | <b>110 000 000</b>                               | <b>15 642 008 060</b> | <b>1 514 727 060</b>   | <b>10,72</b>  |
| <b>63 Ministère des Postes et des Télécommunications</b>   |                                |                                   |  |                       |                        |               |
| <b>BUDGET GENERAL</b>  |                                |                                   |  |                       |                        |               |
| <b>Budget de Fonctionnement</b>  |                                |                                   |  |                       |                        |               |
| Titre 2 - 63 Dépenses de personnel   | 282 863 860                    | 336 658 040                       | 0  | 336 658 040           | 53 794 180             | 19,02         |
| Titre 3 - 63 Dépenses de fonctionnement  | 488 284 000                    | 164 096 000                       | 27 000 000                                       | 191 096 000           | -297 188 000           | -60,86        |
| Titre 4 - 63 Transferts courants   | 1 021 370 000                  | 0                                 | 0  | 0                     | -1 021 370 000         | -100,0        |
| <b>Total Budget de Fonctionnement</b>  | <b>1 792 517 860</b>           | <b>500 754 040</b>                | <b>27 000 000</b>                                | <b>527 754 040</b>    | <b>-1 264 763 820</b>  | <b>-70,56</b> |
| <b>Budget d'Investissement</b>   |                                |                                   |  |                       |                        |               |
| Titre 5 - 63 Investissements exécutés par l'état   | 2 200 000 000                  | 511 000 000                       | 0  | 511 000 000           | -1 689 000 000         | -76,77        |
| Titre 6 - 63 Transfert en capital  | 7 350 000 000                  | 0                                 | 0  | 0                     | -7 350 000 000         | -100,0        |
| <b>Total Budget d'Investissement</b>   | <b>9 550 000 000</b>           | <b>511 000 000</b>                | <b>0</b>   | <b>511 000 000</b>    | <b>-9 039 000 000</b>  | <b>-94,65</b> |
| <b>TOTAL BUDGET GENERAL</b>  | <b>11 342 517 860</b>          | <b>1 011 754 040</b>              | <b>27 000 000</b>                                | <b>1 038 754 040</b>  | <b>-10 303 763 820</b> | <b>-90,84</b> |
| <b>Total Général Section 63</b>  | <b>11 342 517 860</b>          | <b>1 011 754 040</b>              | <b>27 000 000</b>                                | <b>1 038 754 040</b>  | <b>-10 303 763 820</b> | <b>-90,84</b> |
| <b>65 Ministère de la Gouvernance Locale, du Développement et de l'Aménagement du Territoire</b> |                                |                                   |  |                       |                        |               |
| <b>BUDGET GENERAL</b>  |                                |                                   |  |                       |                        |               |
| <b>Budget de Fonctionnement</b>  |                                |                                   |  |                       |                        |               |
| Titre 2 - 65 Dépenses de personnel   | 1 546 908 840                  | 1 332 674 060                     | 0  | 1 332 674 060         | -214 234 780           | -13,85        |
| Titre 3 - 65 Dépenses de fonctionnement  | 400 410 000                    | 220 687 000                       | 38 715 000                                       | 259 402 000           | -141 008 000           | -35,22        |
| Titre 4 - 65 Transferts courants   | 18 613 571 000                 | 18 613 571 000                    | 2 000 000 000                                    | 20 613 571 000        | 2 000 000 000          | 10,74         |
| <b>Total Budget de Fonctionnement</b>  | <b>20 560 889 840</b>          | <b>20 166 932 060</b>             | <b>2 038 715 000</b>                             | <b>22 205 647 060</b> | <b>1 644 757 220</b>   | <b>8,00</b>   |
| <b>Budget d'Investissement</b>   |                                |                                   |  |                       |                        |               |
| Titre 5 - 65 Investissements exécutés par l'état   | 9 544 917 000                  | 13 446 000 000                    | 0  | 13 446 000 000        | 3 901 083 000          | 40,87         |
| Titre 6 - 65 Transfert en capital  | 20 628 000 000                 | 21 054 000 000                    | 0  | 21 054 000 000        | 426 000 000            | 2,07          |
| <b>Total Budget d'Investissement</b>   | <b>30 172 917 000</b>          | <b>34 500 000 000</b>             | <b>0</b>   | <b>34 500 000 000</b> | <b>4 327 083 000</b>   | <b>14,34</b>  |
| <b>TOTAL BUDGET GENERAL</b>  | <b>50 733 806 840</b>          | <b>54 666 932 060</b>             | <b>2 038 715 000</b>                             | <b>56 705 647 060</b> | <b>5 971 840 220</b>   | <b>11,77</b>  |
| <b>Total Général Section 65</b>  | <b>50 733 806 840</b>          | <b>54 666 932 060</b>             | <b>2 038 715 000</b>                             | <b>56 705 647 060</b> | <b>5 971 840 220</b>   | <b>11,77</b>  |

**RECAPITULATION PAR SECTION ET PAR TITRE**

| Pouvoirs Publics ou Ministères   | Crédits Ouverts en LFI<br>2014 | Loi de Finances pour l'année 2015 |  |                        |                       | Ecart         |  |
|--|--------------------------------|-----------------------------------|--|------------------------|-----------------------|---------------|--|
|  |                                | Réévaluation<br>Services Votés    | Mesures<br>Nouvelles/Crédits<br>de Paiement Nouv | Total                  | Ecart                 |               |  |
|  |                                |                                   |  |                        | Valeur Absolue        | %             |  |
| <b>68 Ministère de l'Hydraulique et de l'Assainissement</b>  |                                |                                   |  |                        |                       |               |  |
| <b>BUDGET GENERAL</b>  |                                |                                   |  |                        |                       |               |  |
| <b>Budget de Fonctionnement</b>  |                                |                                   |  |                        |                       |               |  |
| Titre 2 - 68 Dépenses de personnel   | 762 363 620                    | 801 637 300                       | 79 831 000                                       | 881 468 300            | 119 104 680           | 15,62         |  |
| Titre 3 - 68 Dépenses de fonctionnement  | 267 308 000                    | 158 456 000                       | 80 525 000                                       | 238 981 000            | -28 327 000           | -10,60        |  |
| Titre 4 - 68 Transferts courants   | 381 822 000                    | 653 822 000                       | 50 000 000                                       | 703 822 000            | 322 000 000           | 84,33         |  |
| <b>Total Budget de Fonctionnement</b>  | <b>1 411 493 620</b>           | <b>1 613 915 300</b>              | <b>210 356 000</b>                               | <b>1 824 271 300</b>   | <b>412 777 680</b>    | <b>29,24</b>  |  |
| <b>Budget d'Investissement</b>   |                                |                                   |  |                        |                       |               |  |
| Titre 5 - 68 Investissements exécutés par l'état   | 22 458 780 000                 | 29 000 000 000                    | 0  | 29 000 000 000         | 6 541 220 000         | 29,13         |  |
| Titre 6 - 68 Transfert en capital  | 11 524 000 000                 | 19 313 000 000                    | 0  | 19 313 000 000         | 7 789 000 000         | 67,59         |  |
| <b>Total Budget d'Investissement</b>   | <b>33 982 780 000</b>          | <b>48 313 000 000</b>             | <b>0</b>   | <b>48 313 000 000</b>  | <b>14 330 220 000</b> | <b>42,17</b>  |  |
| <b>TOTAL BUDGET GENERAL</b>  | <b>35 394 273 620</b>          | <b>49 926 915 300</b>             | <b>210 356 000</b>                               | <b>50 137 271 300</b>  | <b>14 742 997 680</b> | <b>41,65</b>  |  |
| <b>Total Général Section 68</b>  | <b>35 394 273 620</b>          | <b>49 926 915 300</b>             | <b>210 356 000</b>                               | <b>50 137 271 300</b>  | <b>14 742 997 680</b> | <b>41,65</b>  |  |
| <b>75 Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche</b>                                 |                                |                                   |  |                        |                       |               |  |
| <b>BUDGET GENERAL</b>  |                                |                                   |  |                        |                       |               |  |
| <b>Budget de Fonctionnement</b>  |                                |                                   |  |                        |                       |               |  |
| Titre 2 - 75 Dépenses de personnel   | 547 937 000                    | 490 052 440                       | 0  | 490 052 440            | -57 884 560           | -10,56        |  |
| Titre 3 - 75 Dépenses de fonctionnement  | 2 991 286 000                  | 2 554 972 000                     | 45 000 000                                       | 2 599 972 000          | -391 314 000          | -13,08        |  |
| Titre 4 - 75 Transferts courants   | 93 258 458 000                 | 93 105 458 000                    | 150 000 000                                      | 93 255 458 000         | -3 000 000            | 0,0           |  |
| <b>Total Budget de Fonctionnement</b>  | <b>96 797 681 000</b>          | <b>96 150 482 440</b>             | <b>195 000 000</b>                               | <b>96 345 482 440</b>  | <b>-452 198 560</b>   | <b>-0,47</b>  |  |
| <b>Budget d'Investissement</b>   |                                |                                   |  |                        |                       |               |  |
| Titre 5 - 75 Investissements exécutés par l'état   | 5 045 000 000                  | 25 697 000 000                    | 0  | 25 697 000 000         | 20 652 000 000        | 409,36        |  |
| Titre 6 - 75 Transfert en capital  | 16 175 000 000                 | 8 155 000 000                     | 0  | 8 155 000 000          | -8 020 000 000        | -49,58        |  |
| <b>Total Budget d'Investissement</b>   | <b>21 220 000 000</b>          | <b>33 852 000 000</b>             | <b>0</b>   | <b>33 852 000 000</b>  | <b>12 632 000 000</b> | <b>59,53</b>  |  |
| <b>TOTAL BUDGET GENERAL</b>  | <b>118 017 681 000</b>         | <b>130 002 482 440</b>            | <b>195 000 000</b>                               | <b>130 197 482 440</b> | <b>12 179 801 440</b> | <b>10,32</b>  |  |
| <b>Total Général Section 75</b>  | <b>118 017 681 000</b>         | <b>130 002 482 440</b>            | <b>195 000 000</b>                               | <b>130 197 482 440</b> | <b>12 179 801 440</b> | <b>10,32</b>  |  |
| <b>80 Ministère de la Promotion de la Bonne Gouvernance et des Relations avec les Institutions</b> |                                |                                   |  |                        |                       |               |  |
| <b>BUDGET GENERAL</b>  |                                |                                   |  |                        |                       |               |  |
| <b>Budget de Fonctionnement</b>  |                                |                                   |  |                        |                       |               |  |
| Titre 2 - 80 Dépenses de personnel   | 172 316 540                    | 0                                 | 0  | 0                      | -172 316 540          | -100,0        |  |
| Titre 3 - 80 Dépenses de fonctionnement  | 300 050 000                    | 0                                 | 0  | 0                      | -300 050 000          | -100,0        |  |
| <b>Total Budget de Fonctionnement</b>  | <b>472 366 540</b>             | <b>0</b>                          | <b>0</b>   | <b>0</b>               | <b>-472 366 540</b>   | <b>-100,0</b> |  |
| <b>Budget d'Investissement</b>   |                                |                                   |  |                        |                       |               |  |
| Titre 5 - 80 Investissements exécutés par l'état   | 3 096 000 000                  | 0                                 | 0  | 0                      | -3 096 000 000        | -100,0        |  |
| <b>Total Budget d'Investissement</b>   | <b>3 096 000 000</b>           | <b>0</b>                          | <b>0</b>   | <b>0</b>               | <b>-3 096 000 000</b> | <b>-100,0</b> |  |
| <b>TOTAL BUDGET GENERAL</b>  | <b>3 568 366 540</b>           | <b>0</b>                          | <b>0</b>   | <b>0</b>               | <b>-3 568 366 540</b> | <b>-100,0</b> |  |
| <b>Total Général Section 80</b>  | <b>3 568 366 540</b>           | <b>0</b>                          | <b>0</b>   | <b>0</b>               | <b>-3 568 366 540</b> | <b>-100,0</b> |  |

**RECAPITULATION PAR SECTION ET PAR TITRE**

| Pouvoirs Publics ou Ministères   | Crédits Ouverts en LFI<br>2014 | Loi de Finances pour l'année 2015 |  |                          |                        | Ecart         |  |
|--|--------------------------------|-----------------------------------|--|--------------------------|------------------------|---------------|--|
|  |                                | Réévaluation<br>Services Votés    | Mesures<br>Nouvelles/Crédits<br>de Paiement Nouv | Total                    |                        |               |  |
|  |                                |                                   |  |                          | Valeur Absolue         | %             |  |
| <b>81 Ministère de la Restructuration et de l'Aménagement des zones d'inondation</b>                                     |                                |                                   |  |                          |                        |               |  |
| <b>BUDGET GENERAL</b>  |                                |                                   |  |                          |                        |               |  |
| <b>Budget de Fonctionnement</b>  |                                |                                   |  |                          |                        |               |  |
| Titre 2 - 81 Dépenses de personnel   | 149 555 960                    | 0                                 | 0  | 0                        | -149 555 960           | -100,0        |  |
| Titre 3 - 81 Dépenses de fonctionnement  | 120 000 000                    | 0                                 | 0  | 0                        | -120 000 000           | -100,0        |  |
| Titre 4 - 81 Transferts courants   | 14 000 000                     | 0                                 | 0  | 0                        | -14 000 000            | -100,0        |  |
| <b>Total Budget de Fonctionnement</b>  | <b>283 555 960</b>             | <b>0</b>                          | <b>0</b>   | <b>0</b>                 | <b>-283 555 960</b>    | <b>-100,0</b> |  |
| <b>Budget d'Investissement</b>   |                                |                                   |  |                          |                        |               |  |
| Titre 5 - 81 Investissements executés par l'état   | 1 180 000 000                  | 0                                 | 0  | 0                        | -1 180 000 000         | -100,0        |  |
| Titre 6 - 81 Transfert en capital  | 32 520 000 000                 | 0                                 | 0  | 0                        | -32 520 000 000        | -100,0        |  |
| <b>Total Budget d'Investissement</b>   | <b>33 700 000 000</b>          | <b>0</b>                          | <b>0</b>   | <b>0</b>                 | <b>-33 700 000 000</b> | <b>-100,0</b> |  |
| <b>TOTAL BUDGET GENERAL</b>  | <b>33 983 555 960</b>          | <b>0</b>                          | <b>0</b>   | <b>0</b>                 | <b>-33 983 555 960</b> | <b>-100,0</b> |  |
| <b>Total Général Section 81</b>  | <b>33 983 555 960</b>          | <b>0</b>                          | <b>0</b>   | <b>0</b>                 | <b>-33 983 555 960</b> | <b>-100,0</b> |  |
| <b>82 Ministère de la Promotion des investissements, des partenariats et du développement des Téléservices de l'Etat</b> |                                |                                   |  |                          |                        |               |  |
| <b>BUDGET GENERAL</b>  |                                |                                   |  |                          |                        |               |  |
| <b>Budget de Fonctionnement</b>  |                                |                                   |  |                          |                        |               |  |
| Titre 2 - 82 Dépenses de personnel   | 133 914 000                    | 123 073 680                       | 12 000 000                                       | 135 073 680              | 1 159 680              | 0,87          |  |
| Titre 3 - 82 Dépenses de fonctionnement  | 139 527 080                    | 102 970 000                       | 37 000 000                                       | 139 970 000              | 442 920                | 0,32          |  |
| Titre 4 - 82 Transferts courants   | 1 867 301 000                  | 3 337 078 000                     | 1 650 000 000                                    | 4 987 078 000            | 3 119 777 000          | 167,07        |  |
| <b>Total Budget de Fonctionnement</b>  | <b>2 140 742 080</b>           | <b>3 563 121 680</b>              | <b>1 699 000 000</b>                             | <b>5 262 121 680</b>     | <b>3 121 379 600</b>   | <b>145,81</b> |  |
| <b>Budget d'Investissement</b>   |                                |                                   |  |                          |                        |               |  |
| Titre 5 - 82 Investissements executés par l'état   | 18 096 000 000                 | 15 762 000 000                    | 0  | 15 762 000 000           | -2 334 000 000         | -12,90        |  |
| Titre 6 - 82 Transfert en capital  | 13 770 000 000                 | 10 000 000 000                    | 0  | 10 000 000 000           | -3 770 000 000         | -27,38        |  |
| <b>Total Budget d'Investissement</b>   | <b>31 866 000 000</b>          | <b>25 762 000 000</b>             | <b>0</b>   | <b>25 762 000 000</b>    | <b>-6 104 000 000</b>  | <b>-19,16</b> |  |
| <b>TOTAL BUDGET GENERAL</b>  | <b>34 006 742 080</b>          | <b>29 325 121 680</b>             | <b>1 699 000 000</b>                             | <b>31 024 121 680</b>    | <b>-2 982 620 400</b>  | <b>-8,77</b>  |  |
| <b>Total Général Section 82</b>  | <b>34 006 742 080</b>          | <b>29 325 121 680</b>             | <b>1 699 000 000</b>                             | <b>31 024 121 680</b>    | <b>-2 982 620 400</b>  | <b>-8,77</b>  |  |
| <b>TOTAL GENERAL TOUTES SECTIONS:</b>  | <b>2 732 020 000 000</b>       | <b>2 797 774 470 000</b>          | <b>71 257 530 000</b>                            | <b>2 869 032 000 000</b> | <b>137 012 000 000</b> | <b>5,02</b>   |  |



**SITUATION PROVISoire D'EXECUTION BUDGETAIRE  
PAR SECTION ET PAR TITRE (niveau central et régional)**

- **Gestion 2013 au 31 décembre 2013**
- **Gestion 2014 au 31 août 2014**



## **SITUATION DE LA GESTION 2013 au 31 décembre 2013**



## SITUATION PROVISOIRE D'EXECUTION BUDGETAIRE PAR SECTION ET PAR TITRE (niveau central et régional) au 31/12/2013

| IMPUTATION  | AUTORISATION D'ENGAGEMENT |                      |                         |  |                              | PHASE ENGAGEMENT                            |                         |                       |                        | PHASE ORDONNANCEMENT         |                         |                            | PHASE PAIEMENT                 |                                   |                      |
|---|---------------------------|----------------------|-------------------------|--|------------------------------|---|-------------------------|-----------------------|------------------------|------------------------------|-------------------------|----------------------------|--------------------------------|-----------------------------------|----------------------|
|   | Budget                    | LFI<br>(1)           | Variation<br>LFR<br>(2) | Virements ou<br>ouvertures de<br>crédits (3) | Reports de<br>crédits<br>(4) | Autorisation<br>d'Engagement<br>(5=1+2+3+4) | Crédits Réservés<br>(6) | Disponible<br>(7=5-6) | Total<br>Engagé<br>(8) | Taux<br>(8=<br>(9/5)*<br>100 | Montant Liquidé<br>(10) | Montant<br>Ordonné<br>(11) | Taux<br>(12=<br>(11/5)*1<br>00 | Montant Pris en<br>charge<br>(13) | Montant Payé<br>(14) |
| <b>21 - Présidence de la République</b>                       | <b>50 775 502 000</b>     | <b>6 175 000 000</b> | <b>23 988 740 450</b>   | <b>199 501 000</b>                           | <b>81 138 743 450</b>        | <b>77 942 247 902</b>                       | <b>3 196 495 548</b>    | <b>77 729 666 674</b> | <b>96</b>              | <b>77 307 615 181</b>        | <b>77 307 615 181</b>   | <b>95</b>                  | <b>77 307 615 181</b>          | <b>77 307 615 181</b>             | <b>0</b>             |
| Dépenses de fonctionnement                                    | 9 231 774 000             | 335 000 000          | 1 482 293 700           | 0  | 11 049 067 700               | 10 402 014 452                              | 647 053 248             | 10 190 014 928        | 92                     | 9 802 803 352                | 9 802 803 352           | 89                         | 9 802 803 352                  | 9 802 803 352                     | 0                    |
| Transferts courants   | 14 353 728 000            | 4 230 000 000        | 7 081 596 750           | 0  | 25 665 324 750               | 25 015 324 750                              | 650 000 000             | 25 015 324 750        | 97                     | 25 015 324 750               | 25 015 324 750          | 97                         | 25 015 324 750                 | 25 015 324 750                    | 0                    |
| Investissements exécutés par l'état                           | 994 570 000               | 100 000 000          | -74 310 000             | 49 501 000                                   | 1 069 761 000                | 630 318 700                                 | 439 442 300             | 629 736 996           | 59                     | 594 897 079                  | 594 897 079             | 56                         | 594 897 079                    | 594 897 079                       | 0                    |
| Transfert en capital  | 26 195 430 000            | 1 510 000 000        | 15 499 160 000          | 150 000 000                                  | 43 354 590 000               | 41 894 590 000                              | 1 460 000 000           | 41 894 590 000        | 97                     | 41 894 590 000               | 41 894 590 000          | 97                         | 41 894 590 000                 | 41 894 590 000                    | 0                    |
| <b>22 - Assemblée Nationale</b>                               | <b>8 309 506 000</b>      | <b>0</b>             | <b>90 000 000</b>       | <b>0</b>                                     | <b>8 399 506 000</b>         | <b>8 309 506 000</b>                        | <b>90 000 000</b>       | <b>8 309 506 000</b>  | <b>99</b>              | <b>8 309 506 000</b>         | <b>8 309 506 000</b>    | <b>99</b>                  | <b>8 309 506 000</b>           | <b>8 309 506 000</b>              | <b>0</b>             |
| Dépenses de fonctionnement                                    | 7 468 345 000             | 0                    | 90 000 000              | 0  | 7 558 345 000                | 7 558 345 000                               | 0                       | 7 558 345 000         | 100                    | 7 558 345 000                | 7 558 345 000           | 100                        | 7 558 345 000                  | 7 558 345 000                     | 0                    |
| Transferts courants   | 91 161 000                | 0                    | 0                       | 0  | 91 161 000                   | 91 161 000                                  | 0                       | 91 161 000            | 100                    | 91 161 000                   | 91 161 000              | 100                        | 91 161 000                     | 91 161 000                        | 0                    |
| Transfert en capital  | 750 000 000               | 0                    | 0                       | 0  | 750 000 000                  | 660 000 000                                 | 90 000 000              | 660 000 000           | 88                     | 660 000 000                  | 660 000 000             | 88                         | 660 000 000                    | 660 000 000                       | 0                    |
| <b>23 - Commission Electorale Nationale<br/>Autonome</b>      | <b>2 100 983 000</b>      | <b>0</b>             | <b>350 000 000</b>      | <b>0</b>                                     | <b>2 450 983 000</b>         | <b>2 450 983 000</b>                        | <b>0</b>                | <b>2 450 983 000</b>  | <b>100</b>             | <b>2 450 983 000</b>         | <b>2 450 983 000</b>    | <b>100</b>                 | <b>2 450 983 000</b>           | <b>2 450 983 000</b>              | <b>0</b>             |
| Transferts courants   | 2 100 983 000             | 0                    | 350 000 000             | 0  | 2 450 983 000                | 2 450 983 000                               | 0                       | 2 450 983 000         | 100                    | 2 450 983 000                | 2 450 983 000           | 100                        | 2 450 983 000                  | 2 450 983 000                     | 0                    |
| <b>24 - Conseil Economique, Social et<br/>Environnemental</b> | <b>0</b>                  | <b>674 587 000</b>   | <b>0</b>                | <b>0</b>                                     | <b>674 587 000</b>           | <b>674 587 000</b>                          | <b>0</b>                | <b>674 587 000</b>    | <b>100</b>             | <b>674 587 000</b>           | <b>674 587 000</b>      | <b>100</b>                 | <b>674 587 000</b>             | <b>674 587 000</b>                | <b>0</b>             |
| Dépenses de fonctionnement                                    | 0                         | 327 500 000          | 0                       | 0  | 327 500 000                  | 327 500 000                                 | 0                       | 327 500 000           | 100                    | 327 500 000                  | 327 500 000             | 100                        | 327 500 000                    | 327 500 000                       | 0                    |
| Transferts courants   | 0                         | 347 087 000          | 0                       | 0  | 347 087 000                  | 347 087 000                                 | 0                       | 347 087 000           | 100                    | 347 087 000                  | 347 087 000             | 100                        | 347 087 000                    | 347 087 000                       | 0                    |
| <b>25 - Conseil Constitutionnel</b>                           | <b>108 370 000</b>        | <b>-45 000 000</b>   | <b>85 000 000</b>       | <b>0</b>                                     | <b>148 370 000</b>           | <b>148 370 000</b>                          | <b>0</b>                | <b>148 370 000</b>    | <b>100</b>             | <b>148 370 000</b>           | <b>148 370 000</b>      | <b>100</b>                 | <b>148 370 000</b>             | <b>148 370 000</b>                | <b>0</b>             |
| Dépenses de fonctionnement                                    | 108 370 000               | 0                    | 40 000 000              | 0  | 148 370 000                  | 148 370 000                                 | 0                       | 148 370 000           | 100                    | 148 370 000                  | 148 370 000             | 100                        | 148 370 000                    | 148 370 000                       | 0                    |
| Transfert en capital  | 0                         | -45 000 000          | 45 000 000              | 0  | 0                            | 0   | 0                       | 0                     | 0                      | 0                            | 0                       | 0                          | 0                              | 0                                 | 0                    |

**NB:** Crédits réservés = BE visés par COF + Avances non régularisées + Délégations émises;

Crédits engagés = BE visées par ORD (titres émis) + Délégations émises

Page 1 de 11



Loi de finances pour l'année 2015

| IMPUTATION   | AUTORISATION D'ENGAGEMENT |                       |                         |  |                              | PHASE ENGAGEMENT                            |                         |                       |                        | PHASE ORDONNANCEMENT         |                         |                            | PHASE PAIEMENT                 |                                   |                       |                             |
|--|---------------------------|-----------------------|-------------------------|--|------------------------------|---|-------------------------|-----------------------|------------------------|------------------------------|-------------------------|----------------------------|--------------------------------|-----------------------------------|-----------------------|-----------------------------|
|  | Budget                    | LFI<br>(1)            | Variation<br>LFR<br>(2) | Virements ou<br>ouvertures de<br>crédits (3) | Reports de<br>crédits<br>(4) | Autorisation<br>d'Engagement<br>(5=1+2+3+4) | Crédits Réservés<br>(6) | Disponible<br>(7=5-6) | Total<br>Engagé<br>(8) | Taux<br>(8=<br>(9/5)*<br>100 | Montant Liquidé<br>(10) | Montant<br>Ordonné<br>(11) | Taux<br>(12=<br>(11/5)*1<br>00 | Montant Pris en<br>charge<br>(13) | Montant Payé<br>(14)  | Reste à Payer<br>(14=12-15) |
| <b>27 - Cour Suprême</b>   |                           | <b>1 067 933 000</b>  | <b>-150 000 000</b>     | <b>0</b>                                     | <b>0</b>                     | <b>917 933 000</b>                          | <b>915 956 000</b>      | <b>1 977 000</b>      | <b>915 956 000</b>     | <b>100</b>                   | <b>915 956 000</b>      | <b>915 956 000</b>         | <b>100</b>                     | <b>915 956 000</b>                | <b>915 956 000</b>    | <b>0</b>                    |
| Dépenses de fonctionnement   |                           | 915 956 000           | 0                       | 0  | 0                            | 915 956 000                                 | 915 956 000             | 0                     | 915 956 000            | 100                          | 915 956 000             | 915 956 000                | 100                            | 915 956 000                       | 915 956 000           | 0                           |
| Transferts courants  |                           | 1 977 000             | 0                       | 0  | 0                            | 1 977 000                                   | 0                       | 1 977 000             | 0                      | 0                            | 0                       | 0                          | 0                              | 0                                 | 0                     | 0                           |
| Investissements exécutés par l'état                                    |                           | 150 000 000           | -150 000 000            | 0  | 0                            | 0   | 0                       | 0                     | 0                      | 0                            | 0                       | 0                          | 0                              | 0                                 | 0                     | 0                           |
| <b>28 - Cour des Comptes</b>   |                           | <b>1 964 952 000</b>  | <b>0</b>                | <b>0</b>                                     | <b>0</b>                     | <b>1 964 952 000</b>                        | <b>1 066 335 498</b>    | <b>898 616 502</b>    | <b>1 066 136 658</b>   | <b>54</b>                    | <b>972 424 227</b>      | <b>972 424 227</b>         | <b>49</b>                      | <b>972 424 227</b>                | <b>972 424 227</b>    | <b>0</b>                    |
| Dépenses de fonctionnement   |                           | 253 952 000           | 0                       | 0  | 0                            | 253 952 000                                 | 215 762 298             | 38 189 702            | 215 563 458            | 85                           | 128 329 227             | 128 329 227                | 51                             | 128 329 227                       | 128 329 227           | 0                           |
| Investissements exécutés par l'état                                    |                           | 125 000 000           | 0                       | 0  | 0                            | 125 000 000                                 | 57 573 200              | 67 426 800            | 57 573 200             | 46                           | 51 095 000              | 51 095 000                 | 41                             | 51 095 000                        | 51 095 000            | 0                           |
| Transfert en capital   |                           | 1 586 000 000         | 0                       | 0  | 0                            | 1 586 000 000                               | 793 000 000             | 793 000 000           | 793 000 000            | 50                           | 793 000 000             | 793 000 000                | 50                             | 793 000 000                       | 793 000 000           | 0                           |
| <b>30 - Primature</b>  |                           | <b>20 449 015 000</b> | <b>873 000 000</b>      | <b>959 378 224</b>                           | <b>76 346 127</b>            | <b>22 357 739 351</b>                       | <b>21 545 272 566</b>   | <b>812 466 785</b>    | <b>21 515 772 491</b>  | <b>96</b>                    | <b>21 124 645 928</b>   | <b>21 124 645 928</b>      | <b>94</b>                      | <b>21 124 645 928</b>             | <b>21 124 645 928</b> | <b>0</b>                    |
| Dépenses de fonctionnement   |                           | 3 073 274 000         | -130 000 000            | 450 000 000                                  | 0                            | 3 393 274 000                               | 3 366 479 732           | 26 794 268            | 3 336 979 657          | 98                           | 2 966 731 885           | 2 966 731 885              | 87                             | 2 966 731 885                     | 2 966 731 885         | 0                           |
| Transferts courants  |                           | 4 975 741 000         | 303 000 000             | 224 378 224                                  | 0                            | 5 503 119 224                               | 5 099 378 224           | 403 741 000           | 5 099 378 224          | 93                           | 5 099 378 224           | 5 099 378 224              | 93                             | 5 099 378 224                     | 5 099 378 224         | 0                           |
| Investissements exécutés par l'état                                    |                           | 853 000 000           | 0                       | 0  | 76 346 127                   | 929 346 127                                 | 747 414 610             | 181 931 517           | 747 414 610            | 80                           | 726 535 819             | 726 535 819                | 78                             | 726 535 819                       | 726 535 819           | 0                           |
| Transfert en capital   |                           | 11 547 000 000        | 700 000 000             | 285 000 000                                  | 0                            | 12 532 000 000                              | 12 332 000 000          | 200 000 000           | 12 332 000 000         | 98                           | 12 332 000 000          | 12 332 000 000             | 98                             | 12 332 000 000                    | 12 332 000 000        | 0                           |
| <b>31 - Ministère des Affaires<br/>Étrangères et des Sénégalais de</b> |                           | <b>23 890 555 000</b> | <b>3 515 000 000</b>    | <b>7 646 159 560</b>                         | <b>0</b>                     | <b>35 051 714 560</b>                       | <b>34 374 255 834</b>   | <b>677 458 726</b>    | <b>34 332 437 355</b>  | <b>98</b>                    | <b>11 474 014 443</b>   | <b>11 474 014 443</b>      | <b>33</b>                      | <b>11 474 014 443</b>             | <b>11 474 014 443</b> | <b>0</b>                    |
| Dépenses de fonctionnement   |                           | 12 469 921 000        | 3 405 000 000           | 5 124 042 000                                | 0                            | 20 998 963 000                              | 20 511 918 583          | 487 044 417           | 20 510 176 530         | 11                           | 2 093 022 764           | 2 093 022 764              | 10                             | 2 093 022 764                     | 2 093 022 764         | 0                           |
| Transferts courants  |                           | 5 210 634 000         | 0                       | 2 522 117 560                                | 0                            | 7 732 751 560                               | 7 707 243 145           | 25 508 415            | 7 707 243 145          | 100                          | 7 707 243 145           | 7 707 243 145              | 100                            | 7 707 243 145                     | 7 707 243 145         | 0                           |
| Investissements exécutés par l'état                                    |                           | 5 580 000 000         | 100 000 000             | 0  | 0                            | 5 680 000 000                               | 5 525 094 106           | 154 905 894           | 5 485 017 680          | 19                           | 1 043 748 534           | 1 043 748 534              | 18                             | 1 043 748 534                     | 1 043 748 534         | 0                           |
| Transfert en capital   |                           | 630 000 000           | 10 000 000              | 0  | 0                            | 640 000 000                                 | 630 000 000             | 10 000 000            | 630 000 000            | 98                           | 630 000 000             | 630 000 000                | 98                             | 630 000 000                       | 630 000 000           | 0                           |

NB: Crédits réservés = BE visés par COF + Avances non régularisées + Délégations émises;

Crédits engagés = BE visées par ORD (titres émis) + Délégations émises



| IMPUTATION   | AUTORISATION D'ENGAGEMENT |                       |                         |  |                              | PHASE ENGAGEMENT                            |                         |                       |                        | PHASE ORDONNANCEMENT          |                         |                            | PHASE PAIEMENT                  |                                   |                      |
|--|---------------------------|-----------------------|-------------------------|--|------------------------------|---|-------------------------|-----------------------|------------------------|-------------------------------|-------------------------|----------------------------|---------------------------------|-----------------------------------|----------------------|
|  | Budget                    | LFI<br>(1)            | Variation<br>LFR<br>(2) | Virements ou<br>ouvertures de<br>crédits (3) | Reports de<br>crédits<br>(4) | Autorisation<br>d'Engagement<br>(5=1+2+3+4) | Crédits Réservés<br>(6) | Disponible<br>(7=5-6) | Total<br>Engagé<br>(8) | Taux<br>(8=<br>(9/5)*<br>100) | Montant Liquidé<br>(10) | Montant<br>Ordonné<br>(11) | Taux<br>(12=<br>(11/5)*1<br>00) | Montant Pris en<br>charge<br>(13) | Montant Payé<br>(14) |
| <b>32 - Ministère des Forces Armées</b>                                  | <b>50 464 375 000</b>     | <b>10 767 921 000</b> | <b>155 817 000</b>      | <b>1 383 007 908</b>                         | <b>62 771 120 908</b>        | <b>57 128 521 555</b>                       | <b>5 642 599 353</b>    | <b>57 128 521 555</b> | <b>91</b>              | <b>55 678 521 951</b>         | <b>55 678 521 951</b>   | <b>89</b>                  | <b>55 678 521 951</b>           | <b>55 672 521 951</b>             | <b>6 000 000</b>     |
| Dépenses de fonctionnement   | 23 365 688 000            | 789 458 000           | 0                       | 0  | 24 155 146 000               | 23 900 916 785                              | 254 229 215             | 23 900 916 785        | 96                     | 22 888 897 135                | 22 888 897 135          | 95                         | 22 888 897 135                  | 22 882 897 135                    | 6 000 000            |
| Transferts courants  | 2 313 687 000             | 4 185 260 000         | 153 000 000             | 0  | 6 651 947 000                | 4 908 500 378                               | 1 743 446 622           | 4 908 500 378         | 74                     | 4 908 500 378                 | 4 908 500 378           | 74                         | 4 908 500 378                   | 4 908 500 378                     | 0                    |
| Investissements exécutés par l'état                                      | 24 205 000 000            | 5 793 203 000         | 2 817 000               | 1 383 007 908                                | 31 384 027 908               | 27 739 104 392                              | 3 644 923 516           | 27 739 104 392        | 88                     | 27 301 124 438                | 27 301 124 438          | 87                         | 27 301 124 438                  | 27 301 124 438                    | 0                    |
| Transfert en capital   | 580 000 000               | 0                     | 0                       | 0  | 580 000 000                  | 580 000 000                                 | 0                       | 580 000 000           | 100                    | 580 000 000                   | 580 000 000             | 100                        | 580 000 000                     | 580 000 000                       | 0                    |
| <b>33 - Ministère de l'Intérieur et de la sécurité publique</b>          | <b>18 909 082 000</b>     | <b>2 788 000 000</b>  | <b>4 241 389 808</b>    | <b>3 435 690 474</b>                         | <b>29 374 162 282</b>        | <b>23 174 772 447</b>                       | <b>6 199 389 835</b>    | <b>22 487 402 043</b> | <b>77</b>              | <b>19 004 421 728</b>         | <b>18 991 897 668</b>   | <b>65</b>                  | <b>18 991 897 668</b>           | <b>18 890 584 643</b>             | <b>101 313 025</b>   |
| Dépenses de fonctionnement   | 7 105 082 000             | 778 000 000           | 298 002 691             | 0  | 8 181 084 691                | 7 208 176 739                               | 972 907 952             | 6 545 631 057         | 80                     | 5 811 180 214                 | 5 811 180 214           | 71                         | 5 811 180 214                   | 5 709 867 189                     | 101 313 025          |
| Investissements exécutés par l'état                                      | 11 784 000 000            | 1 510 000 000         | 0                       | 3 435 690 474                                | 16 729 690 474               | 12 016 055 378                              | 4 713 635 096           | 11 991 230 656        | 72                     | 9 242 701 184                 | 9 230 177 124           | 55                         | 9 230 177 124                   | 9 230 177 124                     | 0                    |
| Transfert en capital   | 20 000 000                | 500 000 000           | 3 943 387 117           | 0  | 4 463 387 117                | 3 950 540 330                               | 512 846 787             | 3 950 540 330         | 89                     | 3 950 540 330                 | 3 950 540 330           | 89                         | 3 950 540 330                   | 3 950 540 330                     | 0                    |
| <b>34 - Ministère de la Justice</b>                                      | <b>11 113 379 000</b>     | <b>0</b>              | <b>352 000 000</b>      | <b>0</b>                                     | <b>11 465 379 000</b>        | <b>10 497 959 209</b>                       | <b>967 419 791</b>      | <b>10 446 648 320</b> | <b>91</b>              | <b>9 556 063 268</b>          | <b>9 556 063 268</b>    | <b>83</b>                  | <b>9 552 913 268</b>            | <b>9 335 952 311</b>              | <b>216 960 957</b>   |
| Dépenses de fonctionnement   | 5 379 517 000             | 0                     | 322 000 000             | 0  | 5 701 517 000                | 5 550 051 508                               | 151 465 492             | 5 542 346 878         | 97                     | 5 065 418 456                 | 5 065 418 456           | 89                         | 5 062 268 456                   | 4 845 307 499                     | 216 960 957          |
| Transferts courants  | 1 413 862 000             | 0                     | 30 000 000              | 0  | 1 443 862 000                | 1 217 910 000                               | 225 952 000             | 1 206 396 000         | 84                     | 1 206 396 000                 | 1 206 396 000           | 84                         | 1 206 396 000                   | 1 206 396 000                     | 0                    |
| Investissements exécutés par l'état                                      | 4 320 000 000             | 0                     | 0                       | 0  | 4 320 000 000                | 3 729 997 701                               | 590 002 299             | 3 697 905 442         | 86                     | 3 284 248 812                 | 3 284 248 812           | 76                         | 3 284 248 812                   | 3 284 248 812                     | 0                    |
| <b>35 - Ministère de la Fonction Publique, de la Rationalisation des</b> | <b>1 756 829 000</b>      | <b>63 705 000</b>     | <b>237 102 534</b>      | <b>13 157 000</b>                            | <b>2 070 793 534</b>         | <b>1 934 106 662</b>                        | <b>136 686 872</b>      | <b>1 932 986 662</b>  | <b>93</b>              | <b>1 924 636 856</b>          | <b>1 924 636 856</b>    | <b>93</b>                  | <b>1 924 636 856</b>            | <b>1 918 042 329</b>              | <b>6 594 527</b>     |
| Dépenses de fonctionnement   | 481 909 000               | 0                     | 195 036 389             | 0  | 676 945 389                  | 654 511 549                                 | 22 433 840              | 653 391 549           | 97                     | 645 773 753                   | 645 773 753             | 95                         | 645 773 753                     | 639 179 226                       | 6 594 527            |
| Transferts courants  | 254 920 000               | 0                     | 0                       | 0  | 254 920 000                  | 254 920 000                                 | 0                       | 254 920 000           | 100                    | 254 920 000                   | 254 920 000             | 100                        | 254 920 000                     | 254 920 000                       | 0                    |
| Investissements exécutés par l'état                                      | 890 000 000               | 0                     | 42 066 145              | 13 157 000                                   | 945 223 145                  | 830 970 113                                 | 114 253 032             | 830 970 113           | 88                     | 830 238 103                   | 830 238 103             | 88                         | 830 238 103                     | 830 238 103                       | 0                    |
| Transfert en capital   | 130 000 000               | 63 705 000            | 0                       | 0  | 193 705 000                  | 193 705 000                                 | 0                       | 193 705 000           | 100                    | 193 705 000                   | 193 705 000             | 100                        | 193 705 000                     | 193 705 000                       | 0                    |

NB: Crédits réservés = BE visés par COF + Avances non régularisées + Délégations émises;

Crédits engagés = BE visées par ORD (titres émis) + Délégations émises

Page 3 de 11

Système Intégré de Gestion des Finances Publiques (SIGFIP)



Loi de finances pour l'année 2015

| IMPUTATION   | AUTORISATION D'ENGAGEMENT |                       |                         |  |                              | PHASE ENGAGEMENT                            |                         |                       |                        | PHASE ORDONNANCEMENT          |                         |                            | PHASE PAIEMENT                  |                                   |                      |
|--|---------------------------|-----------------------|-------------------------|--|------------------------------|---|-------------------------|-----------------------|------------------------|-------------------------------|-------------------------|----------------------------|---------------------------------|-----------------------------------|----------------------|
|  | Budget                    | LFI<br>(1)            | Variation<br>LFR<br>(2) | Virements ou<br>ouvertures de<br>crédits (3) | Reports de<br>crédits<br>(4) | Autorisation<br>d'Engagement<br>(5=1+2+3+4) | Crédits Réservés<br>(6) | Disponible<br>(7=5-6) | Total<br>Engagé<br>(8) | Taux<br>(8=<br>(9/5)*<br>100) | Montant Liquidé<br>(10) | Montant<br>Ordonné<br>(11) | Taux<br>(12=<br>(11/5)*1<br>00) | Montant Pris en<br>charge<br>(13) | Montant Payé<br>(14) |
| <b>40 - Ministère de la Pêche et de l'Economie Maritime</b>                | <b>6 735 097 000</b>      | <b>0</b>              | <b>0</b>                | <b>196 999 975</b>                           | <b>6 932 096 975</b>         | <b>5 379 289 102</b>                        | <b>1 552 807 873</b>    | <b>5 377 263 828</b>  | <b>78</b>              | <b>5 362 897 117</b>          | <b>5 362 897 117</b>    | <b>77</b>                  | <b>5 362 897 117</b>            | <b>5 346 324 800</b>              | <b>16 572 317</b>    |
| Dépenses de fonctionnement   | 525 650 000               | 0                     | 0                       | 0  | 525 650 000                  | 434 483 062                                 | 91 166 938              | 434 483 062           | 83                     | 421 639 751                   | 421 639 751             | 80                         | 421 639 751                     | 405 067 434                       | 16 572 317           |
| Transferts courants  | 183 447 000               | 0                     | 0                       | 0  | 183 447 000                  | 182 392 000                                 | 1 055 000               | 182 392 000           | 99                     | 182 392 000                   | 182 392 000             | 99                         | 182 392 000                     | 182 392 000                       | 0                    |
| Investissements exécutés par l'état  | 3 197 900 000             | 0                     | 0                       | 196 999 975                                  | 3 394 899 975                | 2 379 314 040                               | 1 015 585 935           | 2 377 288 766         | 70                     | 2 375 765 366                 | 2 375 765 366           | 70                         | 2 375 765 366                   | 2 375 765 366                     | 0                    |
| Transfert en capital   | 2 828 100 000             | 0                     | 0                       | 0  | 2 828 100 000                | 2 383 100 000                               | 445 000 000             | 2 383 100 000         | 84                     | 2 383 100 000                 | 2 383 100 000           | 84                         | 2 383 100 000                   | 2 383 100 000                     | 0                    |
| <b>41 - Ministère des Infrastructures, des Transports Terrestres et du</b> | <b>82 370 964 000</b>     | <b>-96 000 000</b>    | <b>10 175 101 510</b>   | <b>0</b>                                     | <b>92 450 065 510</b>        | <b>87 545 476 119</b>                       | <b>4 904 589 391</b>    | <b>87 545 422 439</b> | <b>95</b>              | <b>87 541 986 869</b>         | <b>87 541 986 869</b>   | <b>95</b>                  | <b>87 541 986 869</b>           | <b>87 539 044 393</b>             | <b>2 942 476</b>     |
| Dépenses de fonctionnement   | 354 855 000               | 0                     | -2 898 490              | 0  | 351 956 510                  | 339 690 564                                 | 12 265 946              | 339 690 564           | 97                     | 336 254 994                   | 336 254 994             | 96                         | 336 254 994                     | 333 312 518                       | 2 942 476            |
| Transferts courants  | 276 109 000               | 0                     | 0                       | 0  | 276 109 000                  | 276 109 000                                 | 0                       | 276 109 000           | 100                    | 276 109 000                   | 276 109 000             | 100                        | 276 109 000                     | 276 109 000                       | 0                    |
| Investissements exécutés par l'état  | 480 000 000               | 0                     | 0                       | 0  | 480 000 000                  | 477 754 042                                 | 2 245 958               | 477 700 362           | 100                    | 477 700 362                   | 477 700 362             | 100                        | 477 700 362                     | 477 700 362                       | 0                    |
| Transfert en capital   | 81 260 000 000            | -96 000 000           | 10 178 000 000          | 0  | 91 342 000 000               | 86 451 922 513                              | 4 890 077 487           | 86 451 922 513        | 95                     | 86 451 922 513                | 86 451 922 513          | 95                         | 86 451 922 513                  | 86 451 922 513                    | 0                    |
| <b>42 - Ministère de l'Agriculture et de l'Équipement Rural</b>            | <b>75 352 076 000</b>     | <b>-746 720 000</b>   | <b>-4 700 000 000</b>   | <b>48 135 200</b>                            | <b>69 953 491 200</b>        | <b>66 360 388 535</b>                       | <b>3 593 102 665</b>    | <b>66 359 267 299</b> | <b>95</b>              | <b>65 689 499 515</b>         | <b>65 689 499 515</b>   | <b>94</b>                  | <b>65 687 749 515</b>           | <b>65 635 311 171</b>             | <b>52 438 344</b>    |
| Dépenses de fonctionnement   | 1 104 950 000             | 8 280 000             | 0                       | 0  | 1 113 230 000                | 1 062 527 511                               | 50 702 489              | 1 061 652 511         | 95                     | 953 094 011                   | 953 094 011             | 86                         | 952 594 011                     | 900 155 667                       | 52 438 344           |
| Transferts courants  | 6 262 126 000             | 0                     | 0                       | 0  | 6 262 126 000                | 6 115 126 000                               | 147 000 000             | 6 115 126 000         | 98                     | 6 115 126 000                 | 6 115 126 000           | 98                         | 6 115 126 000                   | 6 115 126 000                     | 0                    |
| Investissements exécutés par l'état  | 4 579 600 000             | -158 600 000          | 0                       | 48 135 200                                   | 4 469 135 200                | 2 264 413 271                               | 2 204 721 929           | 2 264 167 035         | 51                     | 1 702 957 751                 | 1 702 957 751           | 38                         | 1 701 707 751                   | 1 701 707 751                     | 0                    |
| Transfert en capital   | 63 405 400 000            | -596 400 000          | -4 700 000 000          | 0  | 58 109 000 000               | 56 918 321 753                              | 1 190 678 247           | 56 918 321 753        | 98                     | 56 918 321 753                | 56 918 321 753          | 98                         | 56 918 321 753                  | 56 918 321 753                    | 0                    |
| <b>43 - Ministère de l'Economie, des Finances et du plan</b>               | <b>104 022 062 271</b>    | <b>-1 500 152 691</b> | <b>-23 540 352 314</b>  | <b>11 256 861 247</b>                        | <b>90 238 418 513</b>        | <b>67 514 747 683</b>                       | <b>22 723 670 830</b>   | <b>67 395 898 744</b> | <b>75</b>              | <b>63 062 510 879</b>         | <b>62 542 516 856</b>   | <b>69</b>                  | <b>62 396 057 719</b>           | <b>62 318 348 281</b>             | <b>77 709 438</b>    |
| Dépenses de fonctionnement   | 7 787 120 891             | 224 680 524           | 513 950 616             | 0  | 8 525 752 031                | 7 312 779 719                               | 1 212 972 312           | 7 252 396 778         | 85                     | 5 775 776 370                 | 5 775 776 370           | 68                         | 5 629 317 233                   | 5 551 607 795                     | 77 709 438           |
| Transferts courants  | 4 295 941 380             | 0                     | 292 392 655             | 0  | 4 588 334 035                | 4 588 334 034                               | 1                       | 4 588 334 034         | 100                    | 4 588 334 034                 | 4 588 334 034           | 100                        | 4 588 334 034                   | 4 588 334 034                     | 0                    |

NB: Crédits réservés = BE visés par COF + Avances non régularisées + Délégations émises;

Crédits engagés = BE visées par ORD (titres émis) + Délégations émises



Loi de finances pour l'année 2015

| IMPUTATION   | AUTORISATION D'ENGAGEMENT |                      |                         |  |                              | PHASE ENGAGEMENT                            |                         |                       |                        | PHASE ORDONNANCEMENT          |                         |                            | PHASE PAIEMENT                  |                                   |                      |
|--|---------------------------|----------------------|-------------------------|--|------------------------------|---|-------------------------|-----------------------|------------------------|-------------------------------|-------------------------|----------------------------|---------------------------------|-----------------------------------|----------------------|
|  | Budget                    | LFI<br>(1)           | Variation<br>LFR<br>(2) | Virements ou<br>ouvertures de<br>crédits (3) | Reports de<br>crédits<br>(4) | Autorisation<br>d'Engagement<br>(5=1+2+3+4) | Crédits Réservés<br>(6) | Disponible<br>(7=5-6) | Total<br>Engagé<br>(8) | Taux<br>(8=<br>(9/5)*<br>100) | Montant Liquidé<br>(10) | Montant<br>Ordonné<br>(11) | Taux<br>(12=<br>(11/5)*1<br>00) | Montant Pris en<br>charge<br>(13) | Montant Payé<br>(14) |
| Investissements executés par l'état  | 53 822 299 000            | -1 772 280 560       | -19 595 463 822         | 3 126 601 895                                | 35 581 156 513               | 26 999 633 416                              | 8 581 523 097           | 26 941 173 395        | 76                     | 24 084 405 938                | 24 084 405 938          | 68                         | 24 084 405 938                  | 24 084 405 938                    | 0                    |
| Transfert en capital   | 38 116 701 000            | 47 447 345           | -4 751 231 763          | 8 130 259 352                                | 41 543 175 934               | 28 614 000 514                              | 12 929 175 420          | 28 613 994 537        | 69                     | 28 613 994 537                | 28 094 000 514          | 68                         | 28 094 000 514                  | 28 094 000 514                    | 0                    |
| <b>44 - Ministère de l'Energie et du Développement des Energies</b>        | <b>17 823 499 000</b>     | <b>2 818 000 000</b> | <b>-115 320 758</b>     | <b>82 302 050</b>                            | <b>20 608 480 292</b>        | <b>19 480 198 415</b>                       | <b>1 128 281 877</b>    | <b>19 479 898 415</b> | <b>95</b>              | <b>19 383 045 810</b>         | <b>19 383 045 810</b>   | <b>94</b>                  | <b>19 383 045 810</b>           | <b>19 379 795 830</b>             | <b>3 249 980</b>     |
| Dépenses de fonctionnement   | 190 188 000               | 0                    | -12 287 643             | 0  | 177 900 357                  | 175 468 804                                 | 2 431 553               | 175 468 804           | 99                     | 142 959 799                   | 142 959 799             | 80                         | 142 959 799                     | 139 709 819                       | 3 249 980            |
| Transferts courants  | 96 311 000                | 4 000 000 000        | 0                       | 0  | 4 096 311 000                | 3 279 181 570                               | 817 129 430             | 3 279 181 570         | 80                     | 3 279 181 570                 | 3 279 181 570           | 80                         | 3 279 181 570                   | 3 279 181 570                     | 0                    |
| Investissements executés par l'état  | 2 073 000 000             | 0                    | -258 033 115            | 82 302 050                                   | 1 897 268 935                | 1 788 548 041                               | 108 720 894             | 1 788 248 041         | 94                     | 1 723 904 441                 | 1 723 904 441           | 91                         | 1 723 904 441                   | 1 723 904 441                     | 0                    |
| Transfert en capital   | 15 464 000 000            | -1 182 000 000       | 155 000 000             | 0  | 14 437 000 000               | 14 237 000 000                              | 200 000 000             | 14 237 000 000        | 99                     | 14 237 000 000                | 14 237 000 000          | 99                         | 14 237 000 000                  | 14 237 000 000                    | 0                    |
| <b>45 - Ministère du Commerce, du secteur informel, de la</b>              | <b>7 281 272 000</b>      | <b>437 058 699</b>   | <b>-573 223 328</b>     | <b>25 508 270</b>                            | <b>7 170 615 641</b>         | <b>6 419 532 977</b>                        | <b>751 082 664</b>      | <b>6 419 468 821</b>  | <b>90</b>              | <b>6 372 248 208</b>          | <b>6 372 248 208</b>    | <b>89</b>                  | <b>6 372 248 208</b>            | <b>6 363 071 798</b>              | <b>9 176 410</b>     |
| Dépenses de fonctionnement   | 426 500 000               | 0                    | -3 987 344              | 0  | 422 512 656                  | 409 811 532                                 | 12 701 124              | 409 747 376           | 97                     | 362 781 863                   | 362 781 863             | 86                         | 362 781 863                     | 353 605 453                       | 9 176 410            |
| Transferts courants  | 2 364 772 000             | 0                    | -206 711 250            | 0  | 2 158 060 750                | 2 127 105 750                               | 30 955 000              | 2 127 105 750         | 99                     | 2 127 105 750                 | 2 127 105 750           | 99                         | 2 127 105 750                   | 2 127 105 750                     | 0                    |
| Investissements executés par l'état  | 1 670 000 000             | 0                    | -563 364 734            | 25 508 270                                   | 1 132 143 536                | 594 716 996                                 | 537 426 540             | 594 716 996           | 53                     | 594 461 896                   | 594 461 896             | 53                         | 594 461 896                     | 594 461 896                       | 0                    |
| Transfert en capital   | 2 820 000 000             | 437 058 699          | 200 840 000             | 0  | 3 457 898 699                | 3 287 898 699                               | 170 000 000             | 3 287 898 699         | 95                     | 3 287 898 699                 | 3 287 898 699           | 95                         | 3 287 898 699                   | 3 287 898 699                     | 0                    |
| <b>46 - Ministère du renouveau urbain, de l'habitat et du cadre de vie</b> | <b>7 108 448 000</b>      | <b>1 200 000 000</b> | <b>0</b>                | <b>0</b>                                     | <b>8 308 448 000</b>         | <b>6 250 281 990</b>                        | <b>2 058 166 010</b>    | <b>6 245 375 190</b>  | <b>75</b>              | <b>6 003 152 801</b>          | <b>6 003 152 801</b>    | <b>72</b>                  | <b>5 994 389 801</b>            | <b>5 986 366 185</b>              | <b>8 023 616</b>     |
| Dépenses de fonctionnement   | 455 448 000               | 0                    | 0                       | 0  | 455 448 000                  | 442 235 106                                 | 13 212 894              | 441 945 106           | 97                     | 401 043 740                   | 401 043 740             | 88                         | 392 280 740                     | 384 257 124                       | 8 023 616            |
| Transferts courants  | 15 000 000                | 0                    | 0                       | 0  | 15 000 000                   | 15 000 000                                  | 0                       | 15 000 000            | 100                    | 15 000 000                    | 15 000 000              | 100                        | 15 000 000                      | 15 000 000                        | 0                    |
| Investissements executés par l'état  | 2 928 000 000             | -1 022 574 000       | 0                       | 0  | 1 905 426 000                | 1 569 046 884                               | 336 379 116             | 1 564 430 084         | 82                     | 1 363 109 061                 | 1 363 109 061           | 72                         | 1 363 109 061                   | 1 363 109 061                     | 0                    |
| Transfert en capital   | 3 710 000 000             | 2 222 574 000        | 0                       | 0  | 5 932 574 000                | 4 224 000 000                               | 1 708 574 000           | 4 224 000 000         | 71                     | 4 224 000 000                 | 4 224 000 000           | 71                         | 4 224 000 000                   | 4 224 000 000                     | 0                    |

NB: Crédits réservés = BE visés par COF + Avances non régularisées + Délégations émises;

Crédits engagés = BE visées par ORD (titres émis) + Délégations émises



Loi de finances pour l'année 2015

| IMPUTATION  | AUTORISATION D'ENGAGEMENT |                        |                         |  |                              | PHASE ENGAGEMENT                            |                         |                       |                        | PHASE ORDONNANCEMENT          |                         |                            | PHASE PAIEMENT                  |                                   |                        |                             |
|---|---------------------------|------------------------|-------------------------|--|------------------------------|---|-------------------------|-----------------------|------------------------|-------------------------------|-------------------------|----------------------------|---------------------------------|-----------------------------------|------------------------|-----------------------------|
|   | Budget                    | LFI<br>(1)             | Variation<br>LFR<br>(2) | Virements ou<br>ouvertures de<br>crédits (3) | Reports de<br>crédits<br>(4) | Autorisation<br>d'Engagement<br>(5=1+2+3+4) | Crédits Réservés<br>(6) | Disponible<br>(7=5-6) | Total<br>Engagé<br>(8) | Taux<br>(8=<br>(9/5)*<br>100) | Montant Liquidé<br>(10) | Montant<br>Ordonné<br>(11) | Taux<br>(12=<br>(11/5)*1<br>00) | Montant Pris en<br>charge<br>(13) | Montant Payé<br>(14)   | Reste à Payer<br>(14=12-15) |
| <b>47 - Ministère de l'Industrie et des Mines</b>           |                           | <b>0</b>               | <b>0</b>                | <b>1 099 384 086</b>                         | <b>0</b>                     | <b>1 099 384 086</b>                        | <b>733 540 650</b>      | <b>365 843 436</b>    | <b>733 540 650</b>     | <b>67</b>                     | <b>714 357 250</b>      | <b>714 357 250</b>         | <b>65</b>                       | <b>714 357 250</b>                | <b>711 779 920</b>     | <b>2 577 330</b>            |
| Dépenses de fonctionnement                                  |                           | 0                      | 0                       | 26 274 987                                   | 0                            | 26 274 987                                  | 24 442 128              | 1 832 859             | 24 442 128             | 93                            | 23 691 728              | 23 691 728                 | 90                              | 23 691 728                        | 21 114 398             | 2 577 330                   |
| Transferts courants   |                           | 0                      | 0                       | 206 711 250                                  | 0                            | 206 711 250                                 | 206 711 250             | 0                     | 206 711 250            | 100                           | 206 711 250             | 206 711 250                | 100                             | 206 711 250                       | 206 711 250            | 0                           |
| Investissements exécutés par l'état                         |                           | 0                      | -100 000 000            | 821 397 849                                  | 0                            | 721 397 849                                 | 457 387 272             | 264 010 577           | 457 387 272            | 63                            | 438 954 272             | 438 954 272                | 61                              | 438 954 272                       | 438 954 272            | 0                           |
| Transfert en capital  |                           | 0                      | 100 000 000             | 45 000 000                                   | 0                            | 145 000 000                                 | 45 000 000              | 100 000 000           | 45 000 000             | 31                            | 45 000 000              | 45 000 000                 | 31                              | 45 000 000                        | 45 000 000             | 0                           |
| <b>49 - Ministère du Tourisme et des Transports Aériens</b> |                           | <b>874 294 000</b>     | <b>5 325 947 000</b>    | <b>7 075 865</b>                             | <b>29 736 953</b>            | <b>6 237 053 818</b>                        | <b>5 143 877 801</b>    | <b>1 093 176 017</b>  | <b>5 142 147 299</b>   | <b>82</b>                     | <b>5 072 777 580</b>    | <b>5 072 777 580</b>       | <b>81</b>                       | <b>5 072 777 580</b>              | <b>5 072 077 740</b>   | <b>699 840</b>              |
| Dépenses de fonctionnement                                  |                           | 186 417 000            | 23 032 000              | 7 075 865                                    | 0                            | 216 524 865                                 | 211 700 240             | 4 824 625             | 211 500 240            | 98                            | 203 674 417             | 203 674 417                | 94                              | 203 674 417                       | 202 974 577            | 699 840                     |
| Transferts courants   |                           | 43 877 000             | 4 952 915 000           | 0  | 0                            | 4 996 792 000                               | 3 960 381 576           | 1 036 410 424         | 3 960 381 576          | 79                            | 3 960 381 576           | 3 960 381 576              | 79                              | 3 960 381 576                     | 3 960 381 576          | 0                           |
| Investissements exécutés par l'état                         |                           | 494 000 000            | 0                       | 0  | 29 736 953                   | 523 736 953                                 | 471 795 985             | 51 940 968            | 470 265 483            | 90                            | 408 721 587             | 408 721 587                | 78                              | 408 721 587                       | 408 721 587            | 0                           |
| Transfert en capital  |                           | 150 000 000            | 350 000 000             | 0  | 0                            | 500 000 000                                 | 500 000 000             | 0                     | 500 000 000            | 100                           | 500 000 000             | 500 000 000                | 100                             | 500 000 000                       | 500 000 000            | 0                           |
| <b>50 - Ministère de l'Education Nationale</b>              |                           | <b>146 144 241 000</b> | <b>1 800 000 000</b>    | <b>1 284 757 750</b>                         | <b>2 428 363 008</b>         | <b>151 657 361 758</b>                      | <b>132 660 197 252</b>  | <b>18 997 164 506</b> | <b>132 598 728 423</b> | <b>87</b>                     | <b>130 254 732 920</b>  | <b>130 254 732 920</b>     | <b>86</b>                       | <b>130 249 376 588</b>            | <b>122 288 794 930</b> | <b>7 960 581 658</b>        |
| Dépenses de fonctionnement                                  |                           | 120 482 836 000        | 1 800 000 000           | 241 661 000                                  | 0                            | 122 524 497 000                             | 119 857 375 157         | 2 667 121 843         | 119 796 059 078        | 26                            | 118 154 428 651         | 118 154 428 651            | 96                              | 118 149 072 319                   | 110 188 490 661        | 7 960 581 658               |
| Transferts courants   |                           | 2 017 405 000          | 0                       | 0  | 0                            | 2 017 405 000                               | 2 002 267 480           | 15 137 520            | 2 002 267 480          | 99                            | 2 002 267 480           | 2 002 267 480              | 99                              | 2 002 267 480                     | 2 002 267 480          | 0                           |
| Investissements exécutés par l'état                         |                           | 18 483 000 000         | -15 000 000             | 1 043 096 750                                | 2 428 363 008                | 21 939 459 758                              | 5 684 812 615           | 16 254 647 143        | 5 684 659 865          | 26                            | 4 982 294 789           | 4 982 294 789              | 23                              | 4 982 294 789                     | 4 982 294 789          | 0                           |
| Transfert en capital  |                           | 5 161 000 000          | 15 000 000              | 0  | 0                            | 5 176 000 000                               | 5 115 742 000           | 60 258 000            | 5 115 742 000          | 99                            | 5 115 742 000           | 5 115 742 000              | 99                              | 5 115 742 000                     | 5 115 742 000          | 0                           |
| <b>52 - Ministère des Sports</b>                            |                           | <b>4 644 515 000</b>   | <b>470 000 000</b>      | <b>671 996 095</b>                           | <b>0</b>                     | <b>5 786 511 095</b>                        | <b>5 184 608 749</b>    | <b>601 902 346</b>    | <b>4 948 579 186</b>   | <b>86</b>                     | <b>4 783 058 055</b>    | <b>4 783 058 055</b>       | <b>83</b>                       | <b>4 783 058 055</b>              | <b>4 770 187 838</b>   | <b>12 870 217</b>           |
| Dépenses de fonctionnement                                  |                           | 1 894 240 000          | 421 900 000             | 571 996 095                                  | 0                            | 2 888 136 095                               | 2 790 095 432           | 98 040 663            | 2 554 065 869          | 87                            | 2 466 972 579           | 2 466 972 579              | 85                              | 2 466 972 579                     | 2 454 102 362          | 12 870 217                  |
| Transferts courants   |                           | 500 275 000            | -11 900 000             | 0  | 0                            | 488 375 000                                 | 486 350 000             | 2 025 000             | 486 350 000            | 100                           | 486 350 000             | 486 350 000                | 100                             | 486 350 000                       | 486 350 000            | 0                           |

NB: Crédits réservés = BE visés par COF + Avances non régularisées + Délégations émises;

Crédits engagés = BE visées par ORD (titres émis) + Délégations émises



Loi de finances pour l'année 2015

| IMPUTATION  | AUTORISATION D'ENGAGEMENT |                       |                         |  |                              | PHASE ENGAGEMENT                            |                         |                       |                        | PHASE ORDONNANCEMENT          |                         |                            | PHASE PAIEMENT                  |                                   |                       |                             |
|---|---------------------------|-----------------------|-------------------------|--|------------------------------|---|-------------------------|-----------------------|------------------------|-------------------------------|-------------------------|----------------------------|---------------------------------|-----------------------------------|-----------------------|-----------------------------|
|   | Budget                    | LFI<br>(1)            | Variation<br>LFR<br>(2) | Virements ou<br>ouvertures de<br>crédits (3) | Reports de<br>crédits<br>(4) | Autorisation<br>d'Engagement<br>(5=1+2+3+4) | Crédits Réservés<br>(6) | Disponible<br>(7=5-6) | Total<br>Engagé<br>(8) | Taux<br>(8=<br>(9/5)*<br>100) | Montant Liquidé<br>(10) | Montant<br>Ordonné<br>(11) | Taux<br>(12=<br>(11/5)*1<br>00) | Montant Pris en<br>charge<br>(13) | Montant Payé<br>(14)  | Reste à Payer<br>(14=12-15) |
| Investissements executés par l'état                                     |                           | 2 250 000 000         | 60 000 000              | 100 000 000                                  | 0                            | 2 410 000 000                               | 1 908 163 317           | 501 836 683           | 1 908 163 317          | 79                            | 1 829 735 476           | 1 829 735 476              | 76                              | 1 829 735 476                     | 1 829 735 476         | 0                           |
| <b>53 - Ministère de la Culture et de la Communication</b>              |                           | <b>5 979 773 000</b>  | <b>3 727 000</b>        | <b>25 000 000</b>                            | <b>151 166 090</b>           | <b>6 159 666 090</b>                        | <b>5 098 745 555</b>    | <b>1 060 920 535</b>  | <b>5 098 551 021</b>   | <b>83</b>                     | <b>5 082 780 074</b>    | <b>5 082 780 074</b>       | <b>83</b>                       | <b>5 082 780 074</b>              | <b>5 066 077 506</b>  | <b>16 702 568</b>           |
| Dépenses de fonctionnement  |                           | 457 367 000           | 3 727 000               | 0  | 0                            | 461 094 000                                 | 422 265 737             | 38 828 263            | 422 071 203            | 92                            | 406 300 256             | 406 300 256                | 88                              | 406 300 256                       | 389 597 688           | 16 702 568                  |
| Transferts courants   |                           | 3 522 406 000         | 0                       | 25 000 000                                   | 0                            | 3 547 406 000                               | 3 490 872 000           | 56 534 000            | 3 490 872 000          | 98                            | 3 490 872 000           | 3 490 872 000              | 98                              | 3 490 872 000                     | 3 490 872 000         | 0                           |
| Investissements executés par l'état                                     |                           | 672 000 000           | 0                       | 0  | 151 166 090                  | 823 166 090                                 | 32 056 978              | 791 109 112           | 32 056 978             | 4                             | 32 056 978              | 32 056 978                 | 4                               | 32 056 978                        | 32 056 978            | 0                           |
| Transfert en capital  |                           | 1 328 000 000         | 0                       | 0  | 0                            | 1 328 000 000                               | 1 153 550 840           | 174 449 160           | 1 153 550 840          | 87                            | 1 153 550 840           | 1 153 550 840              | 87                              | 1 153 550 840                     | 1 153 550 840         | 0                           |
| <b>54 - Ministère de la Santé et de l'Action Sociale</b>                |                           | <b>68 341 930 000</b> | <b>-3 524 352 000</b>   | <b>1 000 000 000</b>                         | <b>1 617 209 430</b>         | <b>67 434 787 430</b>                       | <b>60 553 976 281</b>   | <b>6 880 811 149</b>  | <b>60 376 753 266</b>  | <b>90</b>                     | <b>57 275 704 460</b>   | <b>57 275 704 460</b>      | <b>85</b>                       | <b>57 270 707 172</b>             | <b>56 925 915 760</b> | <b>344 791 412</b>          |
| Dépenses de fonctionnement  |                           | 10 235 685 000        | 0                       | 0  | 0                            | 10 235 685 000                              | 9 886 289 695           | 349 395 305           | 9 734 498 205          | 95                            | 8 722 910 445           | 8 722 910 445              | 85                              | 8 717 913 157                     | 8 373 121 745         | 344 791 412                 |
| Transferts courants   |                           | 27 556 245 000        | 975 648 000             | 0  | 0                            | 28 531 893 000                              | 28 338 362 064          | 193 530 936           | 28 338 362 064         | 99                            | 28 338 362 064          | 28 338 362 064             | 99                              | 28 338 362 064                    | 28 338 362 064        | 0                           |
| Investissements executés par l'état                                     |                           | 16 788 000 000        | 100 000 000             | 0  | 1 617 209 430                | 18 505 209 430                              | 12 417 324 522          | 6 087 884 908         | 12 391 892 997         | 67                            | 10 302 431 951          | 10 302 431 951             | 56                              | 10 302 431 951                    | 10 302 431 951        | 0                           |
| Transfert en capital  |                           | 13 762 000 000        | -4 600 000 000          | 1 000 000 000                                | 0                            | 10 162 000 000                              | 9 912 000 000           | 250 000 000           | 9 912 000 000          | 98                            | 9 912 000 000           | 9 912 000 000              | 98                              | 9 912 000 000                     | 9 912 000 000         | 0                           |
| <b>55 - Ministère de la Jeunesse, de l'Emploi et de la construction</b> |                           | <b>2 968 212 000</b>  | <b>0</b>                | <b>0</b>                                     | <b>3 000 000</b>             | <b>2 971 212 000</b>                        | <b>2 713 457 016</b>    | <b>257 754 984</b>    | <b>2 691 516 162</b>   | <b>91</b>                     | <b>2 597 450 580</b>    | <b>2 597 450 580</b>       | <b>87</b>                       | <b>2 597 450 580</b>              | <b>2 566 962 604</b>  | <b>30 487 976</b>           |
| Dépenses de fonctionnement  |                           | 674 267 000           | 0                       | 0  | 0                            | 674 267 000                                 | 623 016 444             | 51 250 556            | 622 796 444            | 80                            | 539 041 060             | 539 041 060                | 80                              | 539 041 060                       | 508 553 084           | 30 487 976                  |
| Transferts courants   |                           | 1 048 945 000         | 0                       | 0  | 0                            | 1 048 945 000                               | 1 048 805 000           | 140 000               | 1 048 805 000          | 100                           | 1 048 805 000           | 1 048 805 000              | 100                             | 1 048 805 000                     | 1 048 805 000         | 0                           |
| Investissements executés par l'état                                     |                           | 820 000 000           | 0                       | 0  | 3 000 000                    | 823 000 000                                 | 616 635 572             | 206 364 428           | 594 914 718            | 72                            | 584 604 520             | 584 604 520                | 71                              | 584 604 520                       | 584 604 520           | 0                           |
| Transfert en capital  |                           | 425 000 000           | 0                       | 0  | 0                            | 425 000 000                                 | 425 000 000             | 0                     | 425 000 000            | 100                           | 425 000 000             | 425 000 000                | 100                             | 425 000 000                       | 425 000 000           | 0                           |

NB: Crédits réservés = BE visés par COF + Avances non régularisées + Délégations émises;

Crédits engagés = BE visées par ORD (titres émis) + Délégations émises



Loi de finances pour l'année 2015

| IMPUTATION   | AUTORISATION D'ENGAGEMENT |                       |                         |  |                              | PHASE ENGAGEMENT                            |                         |                        |                        | PHASE ORDONNANCEMENT          |                         |                            | PHASE PAIEMENT                  |                                   |                      |
|--|---------------------------|-----------------------|-------------------------|--|------------------------------|---|-------------------------|------------------------|------------------------|-------------------------------|-------------------------|----------------------------|---------------------------------|-----------------------------------|----------------------|
|  | Budget                    | LFI<br>(1)            | Variation<br>LFR<br>(2) | Virements ou<br>ouvertures de<br>crédits (3) | Reports de<br>crédits<br>(4) | Autorisation<br>d'Engagement<br>(5=1+2+3+4) | Crédits Réservés<br>(6) | Disponible<br>(7=5-6)  | Total<br>Engagé<br>(8) | Taux<br>(8=<br>(9/5)*<br>100) | Montant Liquidé<br>(10) | Montant<br>Ordonné<br>(11) | Taux<br>(12=<br>(11/5)*1<br>00) | Montant Pris en<br>charge<br>(13) | Montant Payé<br>(14) |
| <b>56 - Ministère de l'Environnement et du développement durable</b>         | <b>10 358 509 000</b>     | <b>0</b>              | <b>100 000 000</b>      | <b>307 606 937</b>                           | <b>10 766 115 937</b>        | <b>9 571 530 894</b>                        | <b>1 194 585 043</b>    | <b>9 527 385 912</b>   | <b>88</b>              | <b>8 827 168 626</b>          | <b>8 827 168 626</b>    | <b>82</b>                  | <b>8 827 168 626</b>            | <b>8 736 476 446</b>              | <b>90 692 180</b>    |
| Dépenses de fonctionnement   | 3 257 219 000             | 0                     | 0                       | 0  | 3 257 219 000                | 2 974 916 737                               | 282 302 263             | 2 960 638 486          | 90                     | 2 389 110 605                 | 2 389 110 605           | 73                         | 2 389 110 605                   | 2 298 418 425                     | 90 692 180           |
| Transferts courants  | 751 290 000               | 0                     | 0                       | 0  | 751 290 000                  | 751 290 000                                 | 0                       | 751 290 000            | 100                    | 751 290 000                   | 751 290 000             | 100                        | 751 290 000                     | 751 290 000                       | 0                    |
| Investissements executés par l'état  | 4 128 000 000             | 0                     | 100 000 000             | 307 606 937                                  | 4 535 606 937                | 3 623 824 157                               | 911 782 780             | 3 593 957 426          | 79                     | 3 465 268 021                 | 3 465 268 021           | 76                         | 3 465 268 021                   | 3 465 268 021                     | 0                    |
| Transfert en capital   | 2 222 000 000             | 0                     | 0                       | 0  | 2 222 000 000                | 2 221 500 000                               | 500 000                 | 2 221 500 000          | 100                    | 2 221 500 000                 | 2 221 500 000           | 100                        | 2 221 500 000                   | 2 221 500 000                     | 0                    |
| <b>58 - Ministère de la Femme, de la Famille et de l'Enfance</b>             | <b>8 993 312 000</b>      | <b>389 924 322</b>    | <b>1 500 000 000</b>    | <b>913 062 500</b>                           | <b>11 796 298 822</b>        | <b>8 943 389 286</b>                        | <b>2 852 909 536</b>    | <b>8 939 164 356</b>   | <b>76</b>              | <b>8 758 761 597</b>          | <b>8 758 761 597</b>    | <b>74</b>                  | <b>8 758 761 597</b>            | <b>8 749 521 918</b>              | <b>9 239 679</b>     |
| Dépenses de fonctionnement   | 973 818 000               | 0                     | 0                       | 0  | 973 818 000                  | 918 514 523                                 | 55 303 477              | 918 144 523            | 94                     | 809 998 392                   | 809 998 392             | 83                         | 809 998 392                     | 800 758 713                       | 9 239 679            |
| Transferts courants  | 1 058 494 000             | 38 000 000            | 0                       | 0  | 1 096 494 000                | 1 078 216 000                               | 18 278 000              | 1 078 216 000          | 98                     | 1 078 216 000                 | 1 078 216 000           | 98                         | 1 078 216 000                   | 1 078 216 000                     | 0                    |
| Investissements executés par l'état  | 4 229 000 000             | 0                     | 0                       | 913 062 500                                  | 5 142 062 500                | 2 362 734 441                               | 2 779 328 059           | 2 358 879 511          | 46                     | 2 286 622 883                 | 2 286 622 883           | 44                         | 2 286 622 883                   | 2 286 622 883                     | 0                    |
| Transfert en capital   | 2 732 000 000             | 351 924 322           | 1 500 000 000           | 0  | 4 583 924 322                | 4 583 924 322                               | 0                       | 4 583 924 322          | 100                    | 4 583 924 322                 | 4 583 924 322           | 100                        | 4 583 924 322                   | 4 583 924 322                     | 0                    |
| <b>59 - Ministère de la formation professionnelle, de l'apprentissage et</b> | <b>16 111 543 000</b>     | <b>-3 167 741 816</b> | <b>3 000 000 000</b>    | <b>1 890 000 000</b>                         | <b>17 833 801 184</b>        | <b>14 041 289 740</b>                       | <b>3 792 511 444</b>    | <b>14 036 700 967</b>  | <b>79</b>              | <b>13 407 800 719</b>         | <b>13 407 800 719</b>   | <b>75</b>                  | <b>13 408 393 019</b>           | <b>12 918 291 417</b>             | <b>490 101 602</b>   |
| Dépenses de fonctionnement   | 7 410 858 000             | 52 000 000            | 0                       | 0  | 7 462 858 000                | 7 326 842 757                               | 136 015 243             | 7 322 253 984          | 45                     | 7 081 190 194                 | 7 081 190 194           | 95                         | 7 081 782 494                   | 6 591 680 892                     | 490 101 602          |
| Transferts courants  | 1 276 685 000             | 0                     | 0                       | 0  | 1 276 685 000                | 1 273 075 200                               | 3 609 800               | 1 273 075 200          | 100                    | 1 273 075 200                 | 1 273 075 200           | 100                        | 1 273 075 200                   | 1 273 075 200                     | 0                    |
| Investissements executés par l'état  | 3 672 000 000             | 0                     | 0                       | 645 000 000                                  | 4 317 000 000                | 2 380 214 148                               | 1 936 785 852           | 2 380 214 148          | 55                     | 1 992 377 690                 | 1 992 377 690           | 46                         | 1 992 377 690                   | 1 992 377 690                     | 0                    |
| Transfert en capital   | 3 752 000 000             | -3 219 741 816        | 3 000 000 000           | 1 245 000 000                                | 4 777 258 184                | 3 061 157 635                               | 1 716 100 549           | 3 061 157 635          | 64                     | 3 061 157 635                 | 3 061 157 635           | 64                         | 3 061 157 635                   | 3 061 157 635                     | 0                    |
| <b>60 - Charges non Réparties</b>  | <b>216 419 925 729</b>    | <b>29 987 127 000</b> | <b>-44 330 340 734</b>  | <b>0</b>                                     | <b>202 076 711 995</b>       | <b>178 783 404 371</b>                      | <b>23 293 307 624</b>   | <b>178 772 851 491</b> | <b>88</b>              | <b>177 589 933 265</b>        | <b>177 589 933 265</b>  | <b>88</b>                  | <b>177 589 847 472</b>          | <b>177 568 003 328</b>            | <b>21 844 144</b>    |
| Dépenses de fonctionnement   | 120 849 713 479           | 10 971 916 000        | -42 267 068 734         | 0  | 89 554 560 745               | 80 232 103 820                              | 9 322 456 925           | 80 221 550 940         | 89                     | 79 038 632 714                | 79 038 632 714          | 88                         | 79 038 546 921                  | 79 016 702 777                    | 21 844 144           |
| Transferts courants  | 95 570 212 250            | 17 500 000 000        | -548 455 000            | 0  | 112 521 757 250              | 98 551 300 551                              | 13 970 456 699          | 98 551 300 551         | 88                     | 98 551 300 551                | 98 551 300 551          | 88                         | 98 551 300 551                  | 98 551 300 551                    | 0                    |

NB: Crédits réservés = BE visés par COF + Avances non régularisées + Délégations émises;

Crédits engagés = BE visées par ORD (titres émis) + Délégations émises



Loi de finances pour l'année 2015

| IMPUTATION   | AUTORISATION D'ENGAGEMENT |                      |                         |  |                              | PHASE ENGAGEMENT                            |                         |                       |                        | PHASE ORDONNANCEMENT          |                         |                            | PHASE PAIEMENT                  |                                   |                      |                             |
|--|---------------------------|----------------------|-------------------------|--|------------------------------|---|-------------------------|-----------------------|------------------------|-------------------------------|-------------------------|----------------------------|---------------------------------|-----------------------------------|----------------------|-----------------------------|
|  | Budget                    | LFI<br>(1)           | Variation<br>LFR<br>(2) | Virements ou<br>ouvertures de<br>crédits (3) | Reports de<br>crédits<br>(4) | Autorisation<br>d'Engagement<br>(5=1+2+3+4) | Crédits Réservés<br>(6) | Disponible<br>(7=5-6) | Total<br>Engagé<br>(8) | Taux<br>(8=<br>(9/5)*<br>100) | Montant Liquidé<br>(10) | Montant<br>Ordonné<br>(11) | Taux<br>(12=<br>(11/5)*1<br>00) | Montant Pris en<br>charge<br>(13) | Montant Payé<br>(14) | Reste à Payer<br>(14=12-15) |
| Investissements executés par l'état                            |                           | 0                    | 1 515 211 000           | -1 514 817 000                               | 0                            | 394 000                                     | 0                       | 394 000               | 0                      | 0                             | 0                       | 0                          | 0                               | 0                                 | 0                    | 0                           |
| <b>61 - Ministère du Plan</b>                                  |                           | <b>0</b>             | <b>5 319 476</b>        | <b>773 335 971</b>                           | <b>0</b>                     | <b>778 655 447</b>                          | <b>653 469 078</b>      | <b>125 186 369</b>    | <b>652 636 054</b>     | <b>84</b>                     | <b>648 122 519</b>      | <b>648 122 519</b>         | <b>83</b>                       | <b>648 122 519</b>                | <b>645 233 061</b>   | <b>2 889 458</b>            |
| Dépenses de fonctionnement                                     |                           | 0                    | 319 476                 | 39 287 784                                   | 0                            | 39 607 260                                  | 27 289 222              | 12 318 038            | 27 289 222             | 69                            | 22 775 687              | 22 775 687                 | 58                              | 22 775 687                        | 19 886 229           | 2 889 458                   |
| Transferts courants  |                           | 0                    | 0                       | 0  | 0                            | 0   | 0                       | 0                     | 0                      | 0                             | 0                       | 0                          | 0                               | 0                                 | 0                    | 0                           |
| Investissements executés par l'état                            |                           | 0                    | 5 000 000               | 559 210 868                                  | 0                            | 564 210 868                                 | 455 842 537             | 108 368 331           | 455 009 513            | 81                            | 455 009 513             | 455 009 513                | 81                              | 455 009 513                       | 455 009 513          | 0                           |
| Transfert en capital   |                           | 0                    | 0                       | 174 837 319                                  | 0                            | 174 837 319                                 | 170 337 319             | 4 500 000             | 170 337 319            | 97                            | 170 337 319             | 170 337 319                | 97                              | 170 337 319                       | 170 337 319          | 0                           |
| <b>62 - Ministère de l'Elevage et des Productions Animales</b> |                           | <b>6 384 307 000</b> | <b>250 000 000</b>      | <b>0</b>                                     | <b>495 761 264</b>           | <b>7 130 068 264</b>                        | <b>6 468 436 364</b>    | <b>661 631 900</b>    | <b>6 462 314 244</b>   | <b>91</b>                     | <b>6 382 289 111</b>    | <b>6 382 289 111</b>       | <b>90</b>                       | <b>6 382 289 111</b>              | <b>6 361 202 539</b> | <b>21 086 572</b>           |
| Dépenses de fonctionnement                                     |                           | 579 711 000          | 0                       | 0  | 0                            | 579 711 000                                 | 561 259 116             | 18 451 884            | 558 759 168            | 96                            | 542 321 510             | 542 321 510                | 94                              | 542 321 510                       | 521 234 938          | 21 086 572                  |
| Transferts courants  |                           | 204 596 000          | 0                       | 0  | 0                            | 204 596 000                                 | 204 596 000             | 0                     | 204 596 000            | 100                           | 204 596 000             | 204 596 000                | 100                             | 204 596 000                       | 204 596 000          | 0                           |
| Investissements executés par l'état                            |                           | 4 165 000 000        | 250 000 000             | 0  | 445 761 264                  | 4 860 761 264                               | 4 217 581 248           | 643 180 016           | 4 213 959 076          | 87                            | 4 150 371 601           | 4 150 371 601              | 85                              | 4 150 371 601                     | 4 150 371 601        | 0                           |
| Transfert en capital   |                           | 1 435 000 000        | 0                       | 0  | 50 000 000                   | 1 485 000 000                               | 1 485 000 000           | 0                     | 1 485 000 000          | 100                           | 1 485 000 000           | 1 485 000 000              | 100                             | 1 485 000 000                     | 1 485 000 000        | 0                           |
| <b>63 - Ministère des Postes et des Télécommunications</b>     |                           | <b>4 824 654 000</b> | <b>3 474 279 047</b>    | <b>1 755 957 000</b>                         | <b>11 000 000</b>            | <b>10 065 890 047</b>                       | <b>8 599 273 498</b>    | <b>1 466 616 549</b>  | <b>8 599 213 498</b>   | <b>85</b>                     | <b>8 594 130 258</b>    | <b>8 594 130 258</b>       | <b>85</b>                       | <b>8 594 130 258</b>              | <b>8 594 130 258</b> | <b>0</b>                    |
| Dépenses de fonctionnement                                     |                           | 588 284 000          | 0                       | 0  | 0                            | 588 284 000                                 | 580 568 619             | 7 715 381             | 580 508 619            | 99                            | 575 425 379             | 575 425 379                | 98                              | 575 425 379                       | 575 425 379          | 0                           |
| Transferts courants  |                           | 921 370 000          | 0                       | 100 000 000                                  | 0                            | 1 021 370 000                               | 1 021 370 000           | 0                     | 1 021 370 000          | 100                           | 1 021 370 000           | 1 021 370 000              | 100                             | 1 021 370 000                     | 1 021 370 000        | 0                           |
| Investissements executés par l'état                            |                           | 565 000 000          | 0                       | 0  | 11 000 000                   | 576 000 000                                 | 417 098 832             | 158 901 168           | 417 098 832            | 72                            | 417 098 832             | 417 098 832                | 72                              | 417 098 832                       | 417 098 832          | 0                           |
| Transfert en capital   |                           | 2 750 000 000        | 3 474 279 047           | 1 655 957 000                                | 0                            | 7 880 236 047                               | 6 580 236 047           | 1 300 000 000         | 6 580 236 047          | 84                            | 6 580 236 047           | 6 580 236 047              | 84                              | 6 580 236 047                     | 6 580 236 047        | 0                           |

NB: Crédits réservés = BE visés par COF + Avances non régularisées + Délégations émises;

Crédits engagés = BE visées par ORD (titres émis) + Délégations émises



Loi de finances pour l'année 2015

| IMPUTATION   | AUTORISATION D'ENGAGEMENT |                       |                         |  |                              | PHASE ENGAGEMENT                            |                         |                        |                        | PHASE ORDONNANCEMENT         |                         |                            | PHASE PAIEMENT                 |                                   |                      |
|--|---------------------------|-----------------------|-------------------------|--|------------------------------|---|-------------------------|------------------------|------------------------|------------------------------|-------------------------|----------------------------|--------------------------------|-----------------------------------|----------------------|
|  | Budget                    | LFI<br>(1)            | Variation<br>LFR<br>(2) | Virements ou<br>ouvertures de<br>crédits (3) | Reports de<br>crédits<br>(4) | Autorisation<br>d'Engagement<br>(5=1+2+3+4) | Crédits Réservés<br>(6) | Disponible<br>(7=5-6)  | Total<br>Engagé<br>(8) | Taux<br>(8=<br>(9/5)*<br>100 | Montant Liquidé<br>(10) | Montant<br>Ordonné<br>(11) | Taux<br>(12=<br>(11/5)*1<br>00 | Montant Pris en<br>charge<br>(13) | Montant Payé<br>(14) |
| <b>65 - Ministère de la Gouvernance Locale, du Développement et de</b>         | <b>38 644 711 000</b>     | <b>0</b>              | <b>0</b>                | <b>0</b>                                     | <b>38 644 711 000</b>        | <b>38 088 580 066</b>                       | <b>556 130 934</b>      | <b>38 088 230 066</b>  | <b>99</b>              | <b>38 067 010 918</b>        | <b>38 067 010 918</b>   | <b>99</b>                  | <b>38 067 010 918</b>          | <b>38 053 640 954</b>             | <b>13 369 964</b>    |
| Dépenses de fonctionnement   | 400 410 000               | 0                     | 0                       | 0  | 400 410 000                  | 385 314 315                                 | 15 095 685              | 384 964 315            | 96                     | 363 745 167                  | 363 745 167             | 91                         | 363 745 167                    | 350 375 203                       | 13 369 964           |
| Transferts courants  | 18 326 301 000            | 0                     | 0                       | 0  | 18 326 301 000               | 18 326 300 998                              | 2                       | 18 326 300 998         | 100                    | 18 326 300 998               | 18 326 300 998          | 100                        | 18 326 300 998                 | 18 326 300 998                    | 0                    |
| Investissements exécutés par l'état  | 990 000 000               | 0                     | 0                       | 0  | 990 000 000                  | 648 964 753                                 | 341 035 247             | 648 964 753            | 66                     | 648 964 753                  | 648 964 753             | 66                         | 648 964 753                    | 648 964 753                       | 0                    |
| Transfert en capital   | 18 928 000 000            | 0                     | 0                       | 0  | 18 928 000 000               | 18 728 000 000                              | 200 000 000             | 18 728 000 000         | 99                     | 18 728 000 000               | 18 728 000 000          | 99                         | 18 728 000 000                 | 18 728 000 000                    | 0                    |
| <b>68 - Ministère de l'Hydraulique et de l'Assainissement</b>                  | <b>25 498 430 000</b>     | <b>2 211 593 963</b>  | <b>-7 037 359 132</b>   | <b>1 152 054 495</b>                         | <b>21 824 719 326</b>        | <b>16 970 370 443</b>                       | <b>4 854 348 883</b>    | <b>16 862 192 990</b>  | <b>77</b>              | <b>16 187 414 599</b>        | <b>16 187 414 599</b>   | <b>74</b>                  | <b>16 187 414 599</b>          | <b>16 178 864 332</b>             | <b>8 550 267</b>     |
| Dépenses de fonctionnement   | 249 808 000               | 0                     | 0                       | 0  | 249 808 000                  | 245 258 276                                 | 4 549 724               | 245 258 276            | 98                     | 241 558 954                  | 241 558 954             | 97                         | 241 558 954                    | 233 008 687                       | 8 550 267            |
| Transferts courants  | 248 622 000               | 0                     | 73 200 000              | 0  | 321 822 000                  | 321 822 000                                 | 0                       | 321 822 000            | 100                    | 321 822 000                  | 321 822 000             | 100                        | 321 822 000                    | 321 822 000                       | 0                    |
| Investissements exécutés par l'état  | 7 047 000 000             | 138 000 000           | 0                       | 1 152 054 495                                | 8 337 054 495                | 5 559 305 299                               | 2 777 749 196           | 5 451 127 846          | 65                     | 4 780 048 777                | 4 780 048 777           | 57                         | 4 780 048 777                  | 4 780 048 777                     | 0                    |
| Transfert en capital   | 17 953 000 000            | 2 073 593 963         | -7 110 559 132          | 0  | 12 916 034 831               | 10 843 984 868                              | 2 072 049 963           | 10 843 984 868         | 84                     | 10 843 984 868               | 10 843 984 868          | 84                         | 10 843 984 868                 | 10 843 984 868                    | 0                    |
| <b>75 - Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche</b>           | <b>93 828 744 000</b>     | <b>13 132 627 000</b> | <b>30 110 400 000</b>   | <b>48 530 072</b>                            | <b>137 120 301 072</b>       | <b>129 794 756 718</b>                      | <b>7 325 544 354</b>    | <b>129 794 756 718</b> | <b>95</b>              | <b>129 539 981 986</b>       | <b>129 539 981 986</b>  | <b>94</b>                  | <b>129 539 981 986</b>         | <b>129 425 832 563</b>            | <b>114 149 423</b>   |
| Dépenses de fonctionnement   | 2 991 286 000             | 270 000 000           | 100 000 000             | 0  | 3 361 286 000                | 2 962 952 719                               | 398 333 281             | 2 962 952 719          | 52                     | 2 773 177 987                | 2 773 177 987           | 83                         | 2 773 177 987                  | 2 659 028 564                     | 114 149 423          |
| Transferts courants  | 80 933 458 000            | 12 564 627 000        | 23 510 400 000          | 0  | 117 008 485 000              | 111 272 864 949                             | 5 735 620 051           | 111 272 864 949        | 95                     | 111 272 864 949              | 111 272 864 949         | 95                         | 111 272 864 949                | 111 272 864 949                   | 0                    |
| Investissements exécutés par l'état  | 2 027 000 000             | -1 160 000 000        | 0                       | 48 530 072                                   | 915 530 072                  | 451 939 050                                 | 463 591 022             | 451 939 050            | 49                     | 386 939 050                  | 386 939 050             | 42                         | 386 939 050                    | 386 939 050                       | 0                    |
| Transfert en capital   | 7 877 000 000             | 1 458 000 000         | 6 500 000 000           | 0  | 15 835 000 000               | 15 107 000 000                              | 728 000 000             | 15 107 000 000         | 95                     | 15 107 000 000               | 15 107 000 000          | 95                         | 15 107 000 000                 | 15 107 000 000                    | 0                    |
| <b>80 - Ministère de la Promotion de la Bonne Gouvernance et des Relations</b> | <b>75 000 000</b>         | <b>0</b>              | <b>542 077 834</b>      | <b>0</b>                                     | <b>617 077 834</b>           | <b>559 204 617</b>                          | <b>57 873 217</b>       | <b>546 314 617</b>     | <b>89</b>              | <b>520 256 381</b>           | <b>520 256 381</b>      | <b>84</b>                  | <b>520 256 381</b>             | <b>520 256 381</b>                | <b>0</b>             |
| Dépenses de fonctionnement   | 75 000 000                | 0                     | 73 979                  | 0  | 75 073 979                   | 74 246 851                                  | 827 128                 | 74 246 851             | 99                     | 66 184 642                   | 66 184 642              | 88                         | 66 184 642                     | 66 184 642                        | 0                    |
| Investissements exécutés par l'état  | 0                         | 0                     | 542 003 855             | 0  | 542 003 855                  | 484 957 766                                 | 57 046 089              | 472 067 766            | 87                     | 454 071 739                  | 454 071 739             | 84                         | 454 071 739                    | 454 071 739                       | 0                    |

NB: Crédits réservés = BE visés par COF + Avances non régularisées + Délégations émises;

Crédits engagés = BE visées par ORD (titres émis) + Délégations émises



| IMPUTATION   | AUTORISATION D'ENGAGEMENT |                       |                         |  |                              | PHASE ENGAGEMENT                            |                         |                          |                        | PHASE ORDONNANCEMENT         |                          |                            | PHASE PAIEMENT                 |                                   |                      |
|--|---------------------------|-----------------------|-------------------------|--|------------------------------|---|-------------------------|--------------------------|------------------------|------------------------------|--------------------------|----------------------------|--------------------------------|-----------------------------------|----------------------|
|  | Budget                    | LFI<br>(1)            | Variation<br>LFR<br>(2) | Virements ou<br>ouvertures de<br>crédits (3) | Reports de<br>crédits<br>(4) | Autorisation<br>d'Engagement<br>(5=1+2+3+4) | Crédits Réservés<br>(6) | Disponible<br>(7=5-6)    | Total<br>Engagé<br>(8) | Taux<br>(8=<br>(9/5)*<br>100 | Montant Liquidé<br>(10)  | Montant<br>Ordonné<br>(11) | Taux<br>(12=<br>(11/5)*1<br>00 | Montant Pris en<br>charge<br>(13) | Montant Payé<br>(14) |
| <b>81 - Ministère de la Restructuration et de l'Aménagement des zones</b>      | <b>3 904 000 000</b>      | <b>8 032 600 000</b>  | <b>11 830 000 000</b>   | <b>0</b>                                     | <b>23 766 600 000</b>        | <b>23 743 959 702</b>                       | <b>22 640 298</b>       | <b>23 743 959 702</b>    | <b>100</b>             | <b>23 742 409 702</b>        | <b>23 742 409 702</b>    | <b>100</b>                 | <b>23 742 409 702</b>          | <b>23 742 409 702</b>             | <b>0</b>             |
| Dépenses de fonctionnement   | 90 000 000                | 0                     | 0                       | 0  | 90 000 000                   | 81 359 702                                  | 8 640 298               | 81 359 702               | 90                     | 79 809 702                   | 79 809 702               | 89                         | 79 809 702                     | 79 809 702                        | 0                    |
| Transferts courants  | 14 000 000                | 0                     | 0                       | 0  | 14 000 000                   | 0   | 14 000 000              | 0                        | 0                      | 0                            | 0                        | 0                          | 0                              | 0                                 | 0                    |
| Transfert en capital   | 3 800 000 000             | 8 032 600 000         | 11 830 000 000          | 0  | 23 662 600 000               | 23 662 600 000                              | 0                       | 23 662 600 000           | 100                    | 23 662 600 000               | 23 662 600 000           | 100                        | 23 662 600 000                 | 23 662 600 000                    | 0                    |
| <b>82 - Ministère de la Promotion des investissements, des partenariats et</b> | <b>0</b>                  | <b>0</b>              | <b>5 857 979 630</b>    | <b>0</b>                                     | <b>5 857 979 630</b>         | <b>5 723 797 429</b>                        | <b>134 182 201</b>      | <b>5 716 792 208</b>     | <b>98</b>              | <b>5 700 743 121</b>         | <b>5 700 743 121</b>     | <b>97</b>                  | <b>5 700 743 121</b>           | <b>5 700 743 121</b>              | <b>0</b>             |
| Dépenses de fonctionnement   | 0                         | 0                     | 29 728 600              | 0  | 29 728 600                   | 20 548 867                                  | 9 179 733               | 20 548 867               | 69                     | 4 499 780                    | 4 499 780                | 15                         | 4 499 780                      | 4 499 780                         | 0                    |
| Transferts courants  | 0                         | 0                     | 1 339 858 250           | 0  | 1 339 858 250                | 1 339 858 250                               | 0                       | 1 339 858 250            | 100                    | 1 339 858 250                | 1 339 858 250            | 100                        | 1 339 858 250                  | 1 339 858 250                     | 0                    |
| Investissements exécutés par l'état  | 0                         | 0                     | 263 392 780             | 0  | 263 392 780                  | 138 390 312                                 | 125 002 468             | 131 385 091              | 50                     | 131 385 091                  | 131 385 091              | 50                         | 131 385 091                    | 131 385 091                       | 0                    |
| Transfert en capital   | 0                         | 0                     | 4 225 000 000           | 0  | 4 225 000 000                | 4 225 000 000                               | 0                       | 4 225 000 000            | 100                    | 4 225 000 000                | 4 225 000 000            | 100                        | 4 225 000 000                  | 4 225 000 000                     | 0                    |
| <b>Totaux (1)</b>  | <b>1 145 600 000 000</b>  | <b>85 165 450 000</b> | <b>27 542 057 051</b>   | <b>25 765 000 000</b>                        | <b>1 284 072 507 051</b>     | <b>1 153 142 654 004</b>                    | <b>130 929 853 047</b>  | <b>1 151 293 897 324</b> | <b>90</b>              | <b>1 106 703 970 502</b>     | <b>1 106 171 452 419</b> | <b>86</b>                  | <b>1 106 001 483 169</b>       | <b>1 096 359 867 789</b>          | <b>9 641 615 380</b> |



## **SITUATION DE LA GESTION 2014 au 31 août 2014**



**SITUATION PROVISOIRE D'EXECUTION BUDGETAIRE PAR  
SECTION ET PAR TITRE (niveau central et régional) à la date du 31/08/2014**

| IMPUTATION  | AUTORISATION D'ENGAGEMENT |            |                         |  |                              | PHASE ENGAGEMENT                            |                         |                       |                        | PHASE ORDONNANCEMENT        |                         |                            | PHASE PAIEMENT                 |                                   |                      |
|---|---------------------------|------------|-------------------------|--|------------------------------|---|-------------------------|-----------------------|------------------------|-----------------------------|-------------------------|----------------------------|--------------------------------|-----------------------------------|----------------------|
|   | Budget                    | LFI<br>(1) | Variation<br>LFR<br>(2) | Virements ou<br>ouvertures de<br>crédits (3) | Reports de<br>crédits<br>(4) | Autorisation<br>d'Engagement<br>(5=1+2+3+4) | Crédits Réservés<br>(6) | Disponible<br>(7=5-6) | Total<br>Engagé<br>(8) | Taux<br>(8=<br>9/5)*<br>100 | Montant Liquidé<br>(10) | Montant<br>Ordonné<br>(11) | Taux<br>(12=<br>(11/5)*1<br>00 | Montant Pris en<br>charge<br>(13) | Montant Payé<br>(14) |
| <b>21 - Présidence de la République</b>                       | <b>38 177 988 000</b>     | <b>0</b>   | <b>9 841 664 460</b>    | <b>1 000 000 000</b>                         | <b>49 019 652 460</b>        | <b>37 897 410 555</b>                       | <b>11 122 241 905</b>   | <b>37 261 840 206</b> | <b>76</b>              | <b>36 527 996 967</b>       | <b>36 084 508 781</b>   | <b>74</b>                  | <b>35 944 941 351</b>          | <b>33 444 250 470</b>             | <b>2 500 690 881</b> |
| Dépenses de fonctionnement                                    | 9 197 538 000             | 0          | 959 471 460             | 0  | 10 157 009 460               | 8 179 852 550                               | 1 977 156 910           | 7 708 298 813         | 76                     | 7 160 255 372               | 6 957 632 186           | 69                         | 6 832 063 804                  | 4 334 255 423                     | 2 497 808 381        |
| Transferts courants   | 13 066 342 000            | 0          | 6 481 693 000           | 0  | 19 548 035 000               | 18 272 709 500                              | 1 275 325 500           | 18 272 709 500        | 93                     | 18 272 709 500              | 18 036 459 500          | 92                         | 18 036 459 500                 | 18 036 459 500                    | 0                    |
| Investissements exécutés par l'état                           | 1 948 108 000             | 0          | 1 750 500 000           | 0  | 3 698 608 000                | 594 848 505                                 | 3 103 759 495           | 530 831 893           | 14                     | 345 032 095                 | 340 417 095             | 9                          | 326 418 047                    | 323 535 547                       | 2 882 500            |
| Transfert en capital  | 13 966 000 000            | 0          | 650 000 000             | 1 000 000 000                                | 15 616 000 000               | 10 850 000 000                              | 4 766 000 000           | 10 750 000 000        | 69                     | 10 750 000 000              | 10 750 000 000          | 69                         | 10 750 000 000                 | 10 750 000 000                    | 0                    |
| <b>22 - Assemblée Nationale</b>                               | <b>8 415 506 000</b>      | <b>0</b>   | <b>0</b>                | <b>0</b>                                     | <b>8 415 506 000</b>         | <b>6 433 695 600</b>                        | <b>1 981 810 400</b>    | <b>6 433 695 600</b>  | <b>76</b>              | <b>6 433 695 600</b>        | <b>6 433 695 600</b>    | <b>76</b>                  | <b>6 433 695 600</b>           | <b>6 433 695 600</b>              | <b>0</b>             |
| Dépenses de fonctionnement                                    | 7 468 345 000             | 0          | 0                       | 0  | 7 468 345 000                | 5 836 195 600                               | 1 632 149 400           | 5 836 195 600         | 78                     | 5 836 195 600               | 5 836 195 600           | 78                         | 5 836 195 600                  | 5 836 195 600                     | 0                    |
| Transferts courants   | 91 161 000                | 0          | 0                       | 0  | 91 161 000                   | 67 500 000                                  | 23 661 000              | 67 500 000            | 74                     | 67 500 000                  | 67 500 000              | 74                         | 67 500 000                     | 67 500 000                        | 0                    |
| Transfert en capital  | 856 000 000               | 0          | 0                       | 0  | 856 000 000                  | 530 000 000                                 | 326 000 000             | 530 000 000           | 62                     | 530 000 000                 | 530 000 000             | 62                         | 530 000 000                    | 530 000 000                       | 0                    |
| <b>23 - Commission Electorale Nationale<br/>Autonome</b>      | <b>3 100 983 000</b>      | <b>0</b>   | <b>0</b>                | <b>0</b>                                     | <b>3 100 983 000</b>         | <b>2 540 983 000</b>                        | <b>560 000 000</b>      | <b>2 540 983 000</b>  | <b>82</b>              | <b>2 540 983 000</b>        | <b>2 540 983 000</b>    | <b>82</b>                  | <b>2 540 983 000</b>           | <b>2 400 000 000</b>              | <b>140 983 000</b>   |
| Transferts courants   | 3 100 983 000             | 0          | 0                       | 0  | 3 100 983 000                | 2 540 983 000                               | 560 000 000             | 2 540 983 000         | 82                     | 2 540 983 000               | 2 540 983 000           | 82                         | 2 540 983 000                  | 2 400 000 000                     | 140 983 000          |
| <b>24 - Conseil Economique, Social et<br/>Environnemental</b> | <b>2 752 087 000</b>      | <b>0</b>   | <b>0</b>                | <b>0</b>                                     | <b>2 752 087 000</b>         | <b>2 752 087 000</b>                        | <b>0</b>                | <b>2 752 087 000</b>  | <b>100</b>             | <b>2 752 087 000</b>        | <b>2 752 087 000</b>    | <b>100</b>                 | <b>2 752 087 000</b>           | <b>2 752 087 000</b>              | <b>0</b>             |
| Dépenses de fonctionnement                                    | 1 655 000 000             | 0          | 0                       | 0  | 1 655 000 000                | 1 655 000 000                               | 0                       | 1 655 000 000         | 100                    | 1 655 000 000               | 1 655 000 000           | 100                        | 1 655 000 000                  | 1 655 000 000                     | 0                    |
| Transferts courants   | 347 087 000               | 0          | 0                       | 0  | 347 087 000                  | 347 087 000                                 | 0                       | 347 087 000           | 100                    | 347 087 000                 | 347 087 000             | 100                        | 347 087 000                    | 347 087 000                       | 0                    |
| Transfert en capital  | 750 000 000               | 0          | 0                       | 0  | 750 000 000                  | 750 000 000                                 | 0                       | 750 000 000           | 100                    | 750 000 000                 | 750 000 000             | 100                        | 750 000 000                    | 750 000 000                       | 0                    |
| <b>25 - Conseil Constitutionnel</b>                           | <b>172 370 000</b>        | <b>0</b>   | <b>0</b>                | <b>0</b>                                     | <b>172 370 000</b>           | <b>172 000 000</b>                          | <b>370 000</b>          | <b>172 000 000</b>    | <b>100</b>             | <b>172 000 000</b>          | <b>172 000 000</b>      | <b>100</b>                 | <b>172 000 000</b>             | <b>172 000 000</b>                | <b>0</b>             |
| Dépenses de fonctionnement                                    | 128 370 000               | 0          | 0                       | 0  | 128 370 000                  | 128 000 000                                 | 370 000                 | 128 000 000           | 100                    | 128 000 000                 | 128 000 000             | 100                        | 128 000 000                    | 128 000 000                       | 0                    |
| Transfert en capital  | 44 000 000                | 0          | 0                       | 0  | 44 000 000                   | 44 000 000                                  | 0                       | 44 000 000            | 100                    | 44 000 000                  | 44 000 000              | 100                        | 44 000 000                     | 44 000 000                        | 0                    |

NB: Crédits réservés = BE visés par COF + Avances non régularisées + Délégations émises;

Crédits engagés = BE visées par ORD (titres émis) + Délégations émises



Loi de finances pour l'année 2015

| IMPUTATION   | AUTORISATION D'ENGAGEMENT |                       |                         |  |                              | PHASE ENGAGEMENT                            |                         |                       |                        | PHASE ORDONNANCEMENT         |                         |                            | PHASE PAIEMENT                 |                                   |                       |                             |
|--|---------------------------|-----------------------|-------------------------|--|------------------------------|---|-------------------------|-----------------------|------------------------|------------------------------|-------------------------|----------------------------|--------------------------------|-----------------------------------|-----------------------|-----------------------------|
|  | Budget                    | LFI<br>(1)            | Variation<br>LFR<br>(2) | Virements ou<br>ouvertures de<br>crédits (3) | Reports de<br>crédits<br>(4) | Autorisation<br>d'Engagement<br>(5=1+2+3+4) | Crédits Réservés<br>(6) | Disponible<br>(7=5-6) | Total<br>Engagé<br>(8) | Taux<br>(8=<br>(9/5)*<br>100 | Montant Liquidé<br>(10) | Montant<br>Ordonné<br>(11) | Taux<br>(12=<br>(11/5)*1<br>00 | Montant Pris en<br>charge<br>(13) | Montant Payé<br>(14)  | Reste à Payer<br>(14=12-15) |
| <b>27 - Cour Suprême</b>   |                           | <b>1 067 933 000</b>  | <b>0</b>                | <b>0</b>                                     | <b>0</b>                     | <b>1 067 933 000</b>                        | <b>686 967 000</b>      | <b>380 966 000</b>    | <b>686 967 000</b>     | <b>64</b>                    | <b>686 967 000</b>      | <b>686 967 000</b>         | <b>64</b>                      | <b>686 967 000</b>                | <b>686 967 000</b>    | <b>0</b>                    |
| Dépenses de fonctionnement   |                           | 915 956 000           | 0                       | 0  | 0                            | 915 956 000                                 | 686 967 000             | 228 989 000           | 686 967 000            | 75                           | 686 967 000             | 686 967 000                | 75                             | 686 967 000                       | 686 967 000           | 0                           |
| Transferts courants  |                           | 1 977 000             | 0                       | 0  | 0                            | 1 977 000                                   | 0                       | 1 977 000             | 0                      | 0                            | 0                       | 0                          | 0                              | 0                                 | 0                     | 0                           |
| Transfert en capital   |                           | 150 000 000           | 0                       | 0  | 0                            | 150 000 000                                 | 0                       | 150 000 000           | 0                      | 0                            | 0                       | 0                          | 0                              | 0                                 | 0                     | 0                           |
| <b>28 - Cour des Comptes</b>   |                           | <b>1 288 952 000</b>  | <b>0</b>                | <b>0</b>                                     | <b>0</b>                     | <b>1 288 952 000</b>                        | <b>792 594 071</b>      | <b>496 357 929</b>    | <b>765 421 101</b>     | <b>59</b>                    | <b>703 435 744</b>      | <b>703 435 744</b>         | <b>55</b>                      | <b>701 134 744</b>                | <b>701 134 744</b>    | <b>0</b>                    |
| Dépenses de fonctionnement   |                           | 263 952 000           | 0                       | 0  | 0                            | 263 952 000                                 | 151 354 071             | 112 597 929           | 144 181 101            | 55                           | 103 435 744             | 103 435 744                | 39                             | 101 134 744                       | 101 134 744           | 0                           |
| Transferts courants  |                           | 900 000 000           | 0                       | 0  | 0                            | 900 000 000                                 | 600 000 000             | 300 000 000           | 600 000 000            | 67                           | 600 000 000             | 600 000 000                | 67                             | 600 000 000                       | 600 000 000           | 0                           |
| Investissements executés par l'état                                    |                           | 125 000 000           | 0                       | 0  | 0                            | 125 000 000                                 | 41 240 000              | 83 760 000            | 21 240 000             | 17                           | 0                       | 0                          | 0                              | 0                                 | 0                     | 0                           |
| <b>30 - Primature</b>  |                           | <b>18 661 249 000</b> | <b>0</b>                | <b>2 650 000 000</b>                         | <b>0</b>                     | <b>21 311 249 000</b>                       | <b>19 111 953 950</b>   | <b>2 199 295 050</b>  | <b>17 565 919 223</b>  | <b>82</b>                    | <b>17 212 668 357</b>   | <b>17 205 983 943</b>      | <b>81</b>                      | <b>17 190 242 320</b>             | <b>16 137 464 663</b> | <b>1 052 777 657</b>        |
| Dépenses de fonctionnement   |                           | 3 416 874 000         | 0                       | 0  | 0                            | 3 416 874 000                               | 3 268 267 427           | 148 606 573           | 2 681 156 800          | 78                           | 2 548 664 492           | 2 541 980 078              | 74                             | 2 529 238 455                     | 2 368 684 582         | 160 553 873                 |
| Transferts courants  |                           | 4 197 375 000         | 0                       | 150 000 000                                  | 0                            | 4 347 375 000                               | 4 218 935 000           | 128 440 000           | 4 118 935 000          | 95                           | 4 118 935 000           | 4 118 935 000              | 95                             | 4 115 935 000                     | 3 273 500 000         | 842 435 000                 |
| Investissements executés par l'état                                    |                           | 650 000 000           | 0                       | 0  | 0                            | 650 000 000                                 | 415 251 523             | 234 748 477           | 399 327 423            | 61                           | 178 568 865             | 178 568 865                | 27                             | 178 568 865                       | 128 780 081           | 49 788 784                  |
| Transfert en capital   |                           | 10 397 000 000        | 0                       | 2 500 000 000                                | 0                            | 12 897 000 000                              | 11 209 500 000          | 1 687 500 000         | 10 366 500 000         | 80                           | 10 366 500 000          | 10 366 500 000             | 80                             | 10 366 500 000                    | 10 366 500 000        | 0                           |
| <b>31 - Ministère des Affaires<br/>Étrangères et des Senegalais de</b> |                           | <b>33 960 555 000</b> | <b>0</b>                | <b>2 795 300 000</b>                         | <b>0</b>                     | <b>36 755 855 000</b>                       | <b>31 851 370 612</b>   | <b>4 904 484 388</b>  | <b>30 105 007 849</b>  | <b>82</b>                    | <b>7 425 361 016</b>    | <b>7 239 444 566</b>       | <b>20</b>                      | <b>6 727 421 930</b>              | <b>6 678 612 596</b>  | <b>48 809 334</b>           |
| Dépenses de fonctionnement   |                           | 21 969 921 000        | 0                       | 2 345 300 000                                | 0                            | 24 315 221 000                              | 21 449 932 862          | 2 865 288 138         | 20 941 330 702         | 9                            | 2 062 463 260           | 1 946 427 150              | 8                              | 1 931 390 810                     | 1 882 581 476         | 48 809 334                  |
| Transferts courants  |                           | 5 710 634 000         | 0                       | 450 000 000                                  | 0                            | 6 160 634 000                               | 5 912 910 520           | 247 723 480           | 4 680 149 577          | 76                           | 4 664 225 800           | 4 594 345 460              | 75                             | 4 554 312 314                     | 4 554 312 314         | 0                           |
| Investissements executés par l'état                                    |                           | 4 980 000 000         | 0                       | 0  | 0                            | 4 980 000 000                               | 3 838 527 230           | 1 141 472 770         | 3 833 527 570          | 1                            | 48 671 956              | 48 671 956                 | 1                              | 41 718 806                        | 41 718 806            | 0                           |
| Transfert en capital   |                           | 1 300 000 000         | 0                       | 0  | 0                            | 1 300 000 000                               | 650 000 000             | 650 000 000           | 650 000 000            | 50                           | 650 000 000             | 650 000 000                | 50                             | 200 000 000                       | 200 000 000           | 0                           |

NB: Crédits réservés = BE visés par COF + Avances non régularisées + Délégations émises;

Crédits engagés = BE visées par ORD (titres émis) + Délégations émises



| IMPUTATION   | AUTORISATION D'ENGAGEMENT |            |                         |  |                              | PHASE ENGAGEMENT                            |                         |                       |                        | PHASE ORDONNANCEMENT          |                         |                            | PHASE PAIEMENT                  |                                   |                      |
|--|---------------------------|------------|-------------------------|--|------------------------------|---|-------------------------|-----------------------|------------------------|-------------------------------|-------------------------|----------------------------|---------------------------------|-----------------------------------|----------------------|
|  | Budget                    | LFI<br>(1) | Variation<br>LFR<br>(2) | Virements ou<br>ouvertures de<br>crédits (3) | Reports de<br>crédits<br>(4) | Autorisation<br>d'Engagement<br>(5=1+2+3+4) | Crédits Réservés<br>(6) | Disponible<br>(7=5-6) | Total<br>Engagé<br>(8) | Taux<br>(8=<br>(9/5)*<br>100) | Montant Liquidé<br>(10) | Montant<br>Ordonné<br>(11) | Taux<br>(12=<br>(11/5)*1<br>00) | Montant Pris en<br>charge<br>(13) | Montant Payé<br>(14) |
| <b>32 - Ministère des Forces Armées</b>                                  | <b>51 485 375 000</b>     | <b>0</b>   | <b>3 137 375 039</b>    | <b>1 655 933 663</b>                         | <b>56 278 683 702</b>        | <b>44 895 877 512</b>                       | <b>11 382 806 190</b>   | <b>44 792 048 712</b> | <b>80</b>              | <b>39 672 175 682</b>         | <b>37 569 335 593</b>   | <b>67</b>                  | <b>37 399 864 291</b>           | <b>29 322 273 422</b>             | <b>8 077 590 869</b> |
| Dépenses de fonctionnement   | 23 575 688 000            | 0          | 2 025 000 000           | 0  | 25 600 688 000               | 20 800 011 495                              | 4 800 676 505           | 20 696 182 695        | 79                     | 18 255 902 699                | 17 052 052 178          | 67                         | 16 882 580 876                  | 14 317 868 203                    | 2 564 712 673        |
| Transferts courants  | 2 359 687 000             | 0          | 0                       | 0  | 2 359 687 000                | 1 928 116 900                               | 431 570 100             | 1 928 116 900         | 82                     | 1 928 116 900                 | 1 928 116 900           | 82                         | 1 928 116 900                   | 1 811 088 200                     | 117 028 700          |
| Investissements exécutés par l'état                                      | 24 686 000 000            | 0          | 867 375 039             | 1 655 933 663                                | 27 209 308 702               | 21 308 749 117                              | 5 900 559 585           | 21 308 749 117        | 78                     | 18 629 156 083                | 17 730 166 515          | 65                         | 17 730 166 515                  | 12 626 317 019                    | 5 103 849 496        |
| Transfert en capital   | 864 000 000               | 0          | 245 000 000             | 0  | 1 109 000 000                | 859 000 000                                 | 250 000 000             | 859 000 000           | 77                     | 859 000 000                   | 859 000 000             | 77                         | 859 000 000                     | 567 000 000                       | 292 000 000          |
| <b>33 - Ministère de l'Intérieur et de la sécurité publique</b>          | <b>29 550 214 000</b>     | <b>0</b>   | <b>3 535 000 000</b>    | <b>2 938 167 173</b>                         | <b>36 023 381 173</b>        | <b>29 003 180 175</b>                       | <b>7 020 200 998</b>    | <b>26 173 127 154</b> | <b>73</b>              | <b>18 140 420 424</b>         | <b>17 367 723 385</b>   | <b>48</b>                  | <b>16 420 028 959</b>           | <b>14 733 641 794</b>             | <b>1 686 387 165</b> |
| Dépenses de fonctionnement   | 10 450 214 000            | 0          | 2 975 000 000           | 0  | 13 425 214 000               | 10 193 450 432                              | 3 231 763 568           | 8 651 449 319         | 55                     | 5 873 356 987                 | 5 154 836 652           | 38                         | 4 315 844 988                   | 3 136 842 883                     | 1 179 002 105        |
| Transferts courants  | 4 000 000 000             | 0          | 0                       | 0  | 4 000 000 000                | 4 000 000 000                               | 0                       | 4 000 000 000         | 100                    | 4 000 000 000                 | 4 000 000 000           | 100                        | 4 000 000 000                   | 4 000 000 000                     | 0                    |
| Investissements exécutés par l'état                                      | 13 280 000 000            | 0          | 0                       | 2 938 167 173                                | 16 218 167 173               | 13 230 029 743                              | 2 988 137 430           | 12 441 977 835        | 77                     | 7 187 363 437                 | 7 133 186 733           | 44                         | 7 024 483 971                   | 6 517 098 911                     | 507 385 060          |
| Transfert en capital   | 1 820 000 000             | 0          | 560 000 000             | 0  | 2 380 000 000                | 1 579 700 000                               | 800 300 000             | 1 079 700 000         | 45                     | 1 079 700 000                 | 1 079 700 000           | 45                         | 1 079 700 000                   | 1 079 700 000                     | 0                    |
| <b>34 - Ministère de la Justice</b>                                      | <b>11 286 829 000</b>     | <b>0</b>   | <b>500 000 000</b>      | <b>162 311 691</b>                           | <b>11 949 140 691</b>        | <b>6 926 609 881</b>                        | <b>5 022 530 810</b>    | <b>6 481 253 112</b>  | <b>54</b>              | <b>5 298 545 022</b>          | <b>5 296 205 367</b>    | <b>44</b>                  | <b>5 099 687 429</b>            | <b>4 677 956 863</b>              | <b>421 730 566</b>   |
| Dépenses de fonctionnement   | 5 842 967 000             | 0          | 400 000 000             | 0  | 6 242 967 000                | 4 234 828 167                               | 2 008 138 833           | 3 846 011 618         | 59                     | 3 117 085 076                 | 3 114 745 421           | 50                         | 2 942 217 483                   | 2 546 653 683                     | 395 563 800          |
| Transferts courants  | 1 443 862 000             | 0          | 100 000 000             | 0  | 1 543 862 000                | 1 405 924 000                               | 137 938 000             | 1 404 556 000         | 91                     | 1 404 556 000                 | 1 404 556 000           | 91                         | 1 404 556 000                   | 1 404 556 000                     | 0                    |
| Investissements exécutés par l'état                                      | 3 600 000 000             | 0          | 0                       | 162 311 691                                  | 3 762 311 691                | 1 231 857 714                               | 2 530 453 977           | 1 176 685 494         | 31                     | 722 903 946                   | 722 903 946             | 19                         | 698 913 946                     | 672 747 180                       | 26 166 766           |
| Transfert en capital   | 400 000 000               | 0          | 0                       | 0  | 400 000 000                  | 54 000 000                                  | 346 000 000             | 54 000 000            | 14                     | 54 000 000                    | 54 000 000              | 14                         | 54 000 000                      | 54 000 000                        | 0                    |
| <b>35 - Ministère de la Fonction Publique, de la Rationalisation des</b> | <b>2 011 079 000</b>      | <b>0</b>   | <b>-474 422 960</b>     | <b>63 828 995</b>                            | <b>1 600 485 035</b>         | <b>1 130 198 625</b>                        | <b>470 286 410</b>      | <b>1 056 198 625</b>  | <b>66</b>              | <b>946 056 430</b>            | <b>934 562 520</b>      | <b>58</b>                  | <b>922 828 414</b>              | <b>831 478 075</b>                | <b>91 350 339</b>    |
| Dépenses de fonctionnement   | 476 159 000               | 0          | -63 668 275             | 0  | 412 490 725                  | 231 027 770                                 | 181 462 955             | 207 027 770           | 50                     | 184 201 209                   | 182 701 209             | 44                         | 175 466 343                     | 160 825 014                       | 14 641 329           |
| Transferts courants  | 254 920 000               | 0          | -80 765 000             | 0  | 174 155 000                  | 174 155 000                                 | 0                       | 124 155 000           | 71                     | 124 155 000                   | 124 155 000             | 71                         | 124 155 000                     | 124 155 000                       | 0                    |

NB: Crédits réservés = BE visés par COF + Avances non régularisées + Délégations émises;

Crédits engagés = BE visées par ORD (titres émis) + Délégations émises

Page 3 de 12

Système Intégré de Gestion des Finances Publiques (SIGFIP)



Loi de finances pour l'année 2015

| IMPUTATION   | AUTORISATION D'ENGAGEMENT |            |                         |  |                              | PHASE ENGAGEMENT                            |                         |                       |                        | PHASE ORDONNANCEMENT          |                         |                            | PHASE PAIEMENT                  |                                   |                      |
|--|---------------------------|------------|-------------------------|--|------------------------------|---|-------------------------|-----------------------|------------------------|-------------------------------|-------------------------|----------------------------|---------------------------------|-----------------------------------|----------------------|
|  | Budget                    | LFI<br>(1) | Variation<br>LFR<br>(2) | Virements ou<br>ouvertures de<br>crédits (3) | Reports de<br>crédits<br>(4) | Autorisation<br>d'Engagement<br>(5=1+2+3+4) | Crédits Réservés<br>(6) | Disponible<br>(7=5-6) | Total<br>Engagé<br>(8) | Taux<br>(8=<br>(9/5)*<br>100) | Montant Liquidé<br>(10) | Montant<br>Ordonné<br>(11) | Taux<br>(12=<br>(11/5)*1<br>00) | Montant Pris en<br>charge<br>(13) | Montant Payé<br>(14) |
| Investissements executés par l'état  | 1 120 000 000             | 0          | -259 989 685            | 63 828 995                                   | 923 839 310                  | 635 015 855                                 | 288 823 455             | 635 015 855           | 69                     | 547 700 221                   | 537 706 311             | 58                         | 533 207 071                     | 456 498 061                       | 76 709 010           |
| Transfert en capital   | 160 000 000               | 0          | -70 000 000             | 0  | 90 000 000                   | 90 000 000                                  | 0                       | 90 000 000            | 100                    | 90 000 000                    | 90 000 000              | 100                        | 90 000 000                      | 90 000 000                        | 0                    |
| <b>37 - Ministère du Travail, du dialogue social, des organisations</b>    | <b>0</b>                  | <b>0</b>   | <b>749 670 703</b>      | <b>0</b>                                     | <b>749 670 703</b>           | <b>49 769 249</b>                           | <b>699 901 454</b>      | <b>10 577 357</b>     | <b>1</b>               | <b>2 915 873</b>              | <b>2 915 873</b>        | <b>0</b>                   | <b>0</b>                        | <b>0</b>                          | <b>0</b>             |
| Dépenses de fonctionnement   | 0                         | 0          | 90 731 279              | 0  | 90 731 279                   | 15 568 757                                  | 75 162 522              | 10 577 357            | 12                     | 2 915 873                     | 2 915 873               | 3                          | 0                               | 0                                 | 0                    |
| Transferts courants  | 0                         | 0          | 109 920 000             | 0  | 109 920 000                  | 0   | 109 920 000             | 0                     | 0                      | 0                             | 0                       | 0                          | 0                               | 0                                 | 0                    |
| Investissements executés par l'état  | 0                         | 0          | 479 019 424             | 0  | 479 019 424                  | 34 200 492                                  | 444 818 932             | 0                     | 0                      | 0                             | 0                       | 0                          | 0                               | 0                                 | 0                    |
| Transfert en capital   | 0                         | 0          | 70 000 000              | 0  | 70 000 000                   | 0   | 70 000 000              | 0                     | 0                      | 0                             | 0                       | 0                          | 0                               | 0                                 | 0                    |
| <b>38 - Ministère de l'intégration Africaine, du NEPAD et de la</b>        | <b>0</b>                  | <b>0</b>   | <b>899 642 167</b>      | <b>0</b>                                     | <b>899 642 167</b>           | <b>15 642 887</b>                           | <b>883 999 280</b>      | <b>0</b>              | <b>0</b>               | <b>0</b>                      | <b>0</b>                | <b>0</b>                   | <b>0</b>                        | <b>0</b>                          | <b>0</b>             |
| Dépenses de fonctionnement   | 0                         | 0          | 428 212 721             | 0  | 428 212 721                  | 595 000                                     | 427 617 721             | 0                     | 0                      | 0                             | 0                       | 0                          | 0                               | 0                                 | 0                    |
| Investissements executés par l'état  | 0                         | 0          | 471 429 446             | 0  | 471 429 446                  | 15 047 887                                  | 456 381 559             | 0                     | 0                      | 0                             | 0                       | 0                          | 0                               | 0                                 | 0                    |
| <b>40 - Ministère de la Pêche et de l'Economie Maritime</b>                | <b>6 640 765 000</b>      | <b>0</b>   | <b>-1 249 952</b>       | <b>490 939 787</b>                           | <b>7 130 454 835</b>         | <b>3 847 747 154</b>                        | <b>3 282 707 681</b>    | <b>3 716 094 689</b>  | <b>52</b>              | <b>3 182 681 011</b>          | <b>3 131 276 661</b>    | <b>44</b>                  | <b>3 084 030 836</b>            | <b>2 927 813 234</b>              | <b>156 217 602</b>   |
| Dépenses de fonctionnement   | 557 318 000               | 0          | -1 249 952              | 0  | 556 068 048                  | 273 577 970                                 | 282 490 078             | 273 427 970           | 49                     | 219 896 817                   | 217 353 176             | 39                         | 206 687 911                     | 162 731 985                       | 43 955 926           |
| Transferts courants  | 183 447 000               | 0          | 0                       | 0  | 183 447 000                  | 177 821 000                                 | 5 626 000               | 177 821 000           | 97                     | 177 821 000                   | 175 112 000             | 95                         | 175 112 000                     | 175 112 000                       | 0                    |
| Investissements executés par l'état  | 3 472 400 000             | 0          | 0                       | 490 939 787                                  | 3 963 339 787                | 2 087 848 184                               | 1 875 491 603           | 1 956 345 719         | 49                     | 1 476 463 194                 | 1 430 311 485           | 36                         | 1 393 730 925                   | 1 281 469 249                     | 112 261 676          |
| Transfert en capital   | 2 427 600 000             | 0          | 0                       | 0  | 2 427 600 000                | 1 308 500 000                               | 1 119 100 000           | 1 308 500 000         | 54                     | 1 308 500 000                 | 1 308 500 000           | 54                         | 1 308 500 000                   | 1 308 500 000                     | 0                    |
| <b>41 - Ministère des Infrastructures, des Transports Terrestres et du</b> | <b>82 331 220 000</b>     | <b>0</b>   | <b>3 287 897 000</b>    | <b>1 800 000 000</b>                         | <b>87 419 117 000</b>        | <b>42 563 692 206</b>                       | <b>44 855 424 794</b>   | <b>42 524 936 876</b> | <b>49</b>              | <b>42 425 638 588</b>         | <b>42 425 596 588</b>   | <b>49</b>                  | <b>42 152 800 767</b>           | <b>42 135 497 274</b>             | <b>17 303 493</b>    |
| Dépenses de fonctionnement   | 385 220 000               | 0          | -137 103 000            | 0  | 248 117 000                  | 165 298 918                                 | 82 818 082              | 159 298 918           | 64                     | 153 204 840                   | 153 162 840             | 62                         | 149 286 204                     | 147 454 816                       | 1 831 388            |

NB: Crédits réservés = BE visés par COF + Avances non régularisées + Délégations émises;

Crédits engagés = BE visées par ORD (titres émis) + Délégations émises



| IMPUTATION  | AUTORISATION D'ENGAGEMENT |            |                         |  |                              | PHASE ENGAGEMENT                            |                         |                       |                        | PHASE ORDONNANCEMENT          |                         |                            | PHASE PAIEMENT                  |                                   |                      |
|---|---------------------------|------------|-------------------------|--|------------------------------|---|-------------------------|-----------------------|------------------------|-------------------------------|-------------------------|----------------------------|---------------------------------|-----------------------------------|----------------------|
|   | Budget                    | LFI<br>(1) | Variation<br>LFR<br>(2) | Virements ou<br>ouvertures de<br>crédits (3) | Reports de<br>crédits<br>(4) | Autorisation<br>d'Engagement<br>(5=1+2+3+4) | Crédits Réservés<br>(6) | Disponible<br>(7=5-6) | Total<br>Engagé<br>(8) | Taux<br>(8=<br>(9/5)*<br>100) | Montant Liquidé<br>(10) | Montant<br>Ordonné<br>(11) | Taux<br>(12=<br>(11/5)*1<br>00) | Montant Pris en<br>charge<br>(13) | Montant Payé<br>(14) |
| Investissements executés par l'état                                 | 3 500 000 000             | 0          | 0                       | 0  | 3 500 000 000                | 335 366 458                                 | 3 164 633 542           | 302 611 128           | 9                      | 209 406 918                   | 209 406 918             | 6                          | 190 487 733                     | 175 015 628                       | 15 472 105           |
| Transfert en capital  | 78 446 000 000            | 0          | 3 425 000 000           | 1 800 000 000                                | 83 671 000 000               | 42 063 026 830                              | 41 607 973 170          | 42 063 026 830        | 50                     | 42 063 026 830                | 42 063 026 830          | 50                         | 41 813 026 830                  | 41 813 026 830                    | 0                    |
| <b>42 - Ministère de l'Agriculture et de l'Équipement Rural</b>     | <b>67 574 576 000</b>     | <b>0</b>   | <b>0</b>                | <b>714 859 033</b>                           | <b>68 289 435 033</b>        | <b>37 231 744 309</b>                       | <b>31 057 690 724</b>   | <b>37 016 453 972</b> | <b>54</b>              | <b>36 543 592 536</b>         | <b>36 513 163 701</b>   | <b>53</b>                  | <b>36 145 688 920</b>           | <b>32 288 519 988</b>             | <b>3 857 168 932</b> |
| Dépenses de fonctionnement  | 1 167 450 000             | 0          | 0                       | 0  | 1 167 450 000                | 696 596 457                                 | 470 853 543             | 695 796 457           | 60                     | 632 145 285                   | 615 655 200             | 53                         | 599 372 012                     | 515 240 671                       | 84 131 341           |
| Transferts courants   | 6 807 126 000             | 0          | 0                       | 0  | 6 807 126 000                | 6 479 672 500                               | 327 453 500             | 6 479 672 500         | 95                     | 6 479 672 500                 | 6 479 672 500           | 95                         | 6 310 197 000                   | 6 310 197 000                     | 0                    |
| Investissements executés par l'état                                 | 5 045 000 000             | 0          | 0                       | 714 859 033                                  | 5 759 859 033                | 2 023 494 100                               | 3 736 364 933           | 1 809 003 763         | 31                     | 1 399 793 499                 | 1 385 854 749           | 24                         | 1 289 866 656                   | 1 124 529 071                     | 165 337 585          |
| Transfert en capital  | 54 555 000 000            | 0          | 0                       | 0  | 54 555 000 000               | 28 031 981 252                              | 26 523 018 748          | 28 031 981 252        | 51                     | 28 031 981 252                | 28 031 981 252          | 51                         | 27 946 253 252                  | 24 338 553 246                    | 3 607 700 006        |
| <b>43 - Ministère de l'Économie, des Finances et du plan</b>        | <b>65 227 956 231</b>     | <b>0</b>   | <b>4 519 710 825</b>    | <b>6 440 558 098</b>                         | <b>76 188 225 154</b>        | <b>57 997 310 329</b>                       | <b>18 190 914 825</b>   | <b>56 368 458 498</b> | <b>74</b>              | <b>51 530 352 160</b>         | <b>51 304 186 424</b>   | <b>67</b>                  | <b>50 923 659 489</b>           | <b>49 715 310 588</b>             | <b>1 208 348 901</b> |
| Dépenses de fonctionnement  | 11 276 140 451            | 0          | 298 178 555             | 0  | 11 574 319 006               | 5 957 394 656                               | 5 616 924 350           | 5 726 279 718         | 49                     | 4 773 073 160                 | 4 733 519 768           | 41                         | 4 479 335 955                   | 4 251 235 676                     | 228 100 279          |
| Transferts courants   | 1 871 840 780             | 0          | 689 260 000             | 0  | 2 561 100 780                | 1 871 840 780                               | 689 260 000             | 1 871 840 780         | 73                     | 1 871 840 780                 | 1 871 840 780           | 73                         | 1 871 840 780                   | 1 871 840 780                     | 0                    |
| Investissements executés par l'état                                 | 27 128 975 000            | 0          | 1 101 599 615           | 2 664 680 753                                | 30 895 255 368               | 30 153 179 933                              | 742 075 435             | 29 956 153 665        | 97                     | 26 071 253 885                | 25 884 641 541          | 84                         | 25 857 587 794                  | 25 377 339 172                    | 480 248 622          |
| Transfert en capital  | 24 951 000 000            | 0          | 2 430 672 655           | 3 775 877 345                                | 31 157 550 000               | 20 014 894 960                              | 11 142 655 040          | 18 814 184 335        | 60                     | 18 814 184 335                | 18 814 184 335          | 60                         | 18 714 894 960                  | 18 214 894 960                    | 500 000 000          |
| <b>44 - Ministère de l'Énergie et du Développement des Énergies</b> | <b>25 665 638 000</b>     | <b>0</b>   | <b>3 525 877 345</b>    | <b>257 862 522</b>                           | <b>29 449 377 867</b>        | <b>19 772 475 795</b>                       | <b>9 676 902 072</b>    | <b>19 169 014 466</b> | <b>65</b>              | <b>19 151 517 590</b>         | <b>19 146 261 590</b>   | <b>65</b>                  | <b>18 985 295 129</b>           | <b>18 223 485 007</b>             | <b>761 810 122</b>   |
| Dépenses de fonctionnement  | 146 556 000               | 0          | 0                       | 0  | 146 556 000                  | 39 962 340                                  | 106 593 660             | 36 750 852            | 25                     | 31 954 776                    | 29 198 776              | 20                         | 27 101 504                      | 25 901 504                        | 1 200 000            |
| Transferts courants   | 7 533 082 000             | 0          | 0                       | 0  | 7 533 082 000                | 6 553 004 461                               | 980 077 539             | 6 553 004 461         | 87                     | 6 553 004 461                 | 6 553 004 461           | 87                         | 6 553 004 461                   | 5 794 744 339                     | 758 260 122          |
| Investissements executés par l'état                                 | 1 205 000 000             | 0          | 0                       | 57 862 522                                   | 1 262 862 522                | 969 508 994                                 | 293 353 528             | 369 259 153           | 29                     | 356 558 353                   | 354 058 353             | 28                         | 195 189 164                     | 192 839 164                       | 2 350 000            |
| Transfert en capital  | 16 781 000 000            | 0          | 3 525 877 345           | 200 000 000                                  | 20 506 877 345               | 12 210 000 000                              | 8 296 877 345           | 12 210 000 000        | 60                     | 12 210 000 000                | 12 210 000 000          | 60                         | 12 210 000 000                  | 12 210 000 000                    | 0                    |

NB: Crédits réservés = BE visés par COF + Avances non régularisées + Délégations émises;

Crédits engagés = BE visées par ORD (titres émis) + Délégations émises



Loi de finances pour l'année 2015

| IMPUTATION  | AUTORISATION D'ENGAGEMENT |            |                         |  |                              | PHASE ENGAGEMENT                            |                         |                       |                        | PHASE ORDONNANCEMENT         |                         |                            | PHASE PAIEMENT                 |                                   |                      |
|---|---------------------------|------------|-------------------------|--|------------------------------|---|-------------------------|-----------------------|------------------------|------------------------------|-------------------------|----------------------------|--------------------------------|-----------------------------------|----------------------|
|   | Budget                    | LFI<br>(1) | Variation<br>LFR<br>(2) | Virements ou<br>ouvertures de<br>crédits (3) | Reports de<br>crédits<br>(4) | Autorisation<br>d'Engagement<br>(5=1+2+3+4) | Crédits Réservés<br>(6) | Disponible<br>(7=5-6) | Total<br>Engagé<br>(8) | Taux<br>(8=<br>(9/5)*<br>100 | Montant Liquidé<br>(10) | Montant<br>Ordonné<br>(11) | Taux<br>(12=<br>(11/5)*1<br>00 | Montant Pris en<br>charge<br>(13) | Montant Payé<br>(14) |
| <b>45 - Ministère du Commerce, du secteur informel, de la</b>                   | <b>6 665 398 000</b>      | <b>0</b>   | <b>-165 000 000</b>     | <b>151 623 246</b>                           | <b>6 652 021 246</b>         | <b>4 052 219 145</b>                        | <b>2 599 802 101</b>    | <b>4 021 741 362</b>  | <b>60</b>              | <b>3 877 171 029</b>         | <b>3 715 921 029</b>    | <b>56</b>                  | <b>3 677 213 615</b>           | <b>3 617 261 076</b>              | <b>59 952 539</b>    |
| Dépenses de fonctionnement  | 419 916 000               | 0          | 0                       | 0  | 419 916 000                  | 268 273 777                                 | 151 642 223             | 267 094 214           | 64                     | 232 546 531                  | 232 546 531             | 55                         | 226 128 917                    | 201 802 938                       | 24 325 979           |
| Transferts courants   | 1 645 482 000             | 0          | -165 000 000            | 0  | 1 480 482 000                | 1 193 659 000                               | 286 823 000             | 1 193 659 000         | 81                     | 1 193 659 000                | 1 134 909 000           | 77                         | 1 134 909 000                  | 1 134 909 000                     | 0                    |
| Investissements exécutés par l'état   | 1 655 000 000             | 0          | 0                       | 151 623 246                                  | 1 806 623 246                | 620 286 368                                 | 1 186 336 878           | 590 988 148           | 33                     | 480 965 498                  | 480 965 498             | 27                         | 448 675 698                    | 413 049 138                       | 35 626 560           |
| Transfert en capital  | 2 945 000 000             | 0          | 0                       | 0  | 2 945 000 000                | 1 970 000 000                               | 975 000 000             | 1 970 000 000         | 67                     | 1 970 000 000                | 1 867 500 000           | 63                         | 1 867 500 000                  | 1 867 500 000                     | 0                    |
| <b>46 - Ministère du renouvellement urbain, de l'habitat et du cadre de vie</b> | <b>8 138 448 000</b>      | <b>0</b>   | <b>9 425 367 122</b>    | <b>1 349 020 132</b>                         | <b>18 912 835 254</b>        | <b>4 646 333 540</b>                        | <b>14 266 501 714</b>   | <b>4 641 636 569</b>  | <b>25</b>              | <b>4 509 701 773</b>         | <b>4 413 397 704</b>    | <b>23</b>                  | <b>4 402 835 717</b>           | <b>4 317 178 424</b>              | <b>85 657 293</b>    |
| Dépenses de fonctionnement  | 523 448 000               | 0          | 8 784 821               | 0  | 532 232 821                  | 269 703 629                                 | 262 529 192             | 265 894 244           | 50                     | 200 328 820                  | 191 854 470             | 36                         | 185 292 483                    | 162 617 476                       | 22 675 007           |
| Transferts courants   | 15 000 000                | 0          | 14 000 000              | 0  | 29 000 000                   | 15 000 000                                  | 14 000 000              | 15 000 000            | 52                     | 15 000 000                   | 15 000 000              | 52                         | 15 000 000                     | 15 000 000                        | 0                    |
| Investissements exécutés par l'état   | 2 116 000 000             | 0          | 102 582 301             | 199 020 132                                  | 2 417 602 433                | 460 629 911                                 | 1 956 972 522           | 459 742 325           | 19                     | 393 372 953                  | 305 543 234             | 13                         | 301 543 234                    | 238 560 948                       | 62 982 286           |
| Transfert en capital  | 5 484 000 000             | 0          | 9 300 000 000           | 1 150 000 000                                | 15 934 000 000               | 3 901 000 000                               | 12 033 000 000          | 3 901 000 000         | 24                     | 3 901 000 000                | 3 901 000 000           | 24                         | 3 901 000 000                  | 3 901 000 000                     | 0                    |
| <b>47 - Ministère de l'Industrie et des Mines</b>                               | <b>3 357 636 000</b>      | <b>0</b>   | <b>-50 000 000</b>      | <b>0</b>                                     | <b>3 307 636 000</b>         | <b>2 011 644 127</b>                        | <b>1 295 991 873</b>    | <b>2 010 593 927</b>  | <b>61</b>              | <b>1 829 052 865</b>         | <b>1 794 148 835</b>    | <b>54</b>                  | <b>1 771 294 475</b>           | <b>1 747 327 858</b>              | <b>23 966 617</b>    |
| Dépenses de fonctionnement  | 235 716 000               | 0          | 0                       | 0  | 235 716 000                  | 130 084 317                                 | 105 631 683             | 129 034 117           | 55                     | 117 127 548                  | 117 127 548             | 50                         | 113 361 812                    | 105 576 377                       | 7 785 435            |
| Transferts courants   | 917 920 000               | 0          | 0                       | 0  | 917 920 000                  | 715 291 250                                 | 202 628 750             | 715 291 250           | 78                     | 715 291 250                  | 715 291 250             | 78                         | 715 291 250                    | 715 291 250                       | 0                    |
| Investissements exécutés par l'état   | 1 622 000 000             | 0          | -50 000 000             | 0  | 1 572 000 000                | 707 268 560                                 | 864 731 440             | 707 268 560           | 45                     | 537 634 067                  | 502 730 037             | 32                         | 483 641 413                    | 467 460 231                       | 16 181 182           |
| Transfert en capital  | 582 000 000               | 0          | 0                       | 0  | 582 000 000                  | 459 000 000                                 | 123 000 000             | 459 000 000           | 79                     | 459 000 000                  | 459 000 000             | 79                         | 459 000 000                    | 459 000 000                       | 0                    |
| <b>49 - Ministère du Tourisme et des Transports Aériens</b>                     | <b>10 363 978 000</b>     | <b>0</b>   | <b>137 103 000</b>      | <b>8 233 300</b>                             | <b>10 509 314 300</b>        | <b>6 087 250 456</b>                        | <b>4 422 063 844</b>    | <b>5 889 627 456</b>  | <b>56</b>              | <b>5 820 655 286</b>         | <b>5 748 681 615</b>    | <b>55</b>                  | <b>5 716 687 075</b>           | <b>5 611 406 299</b>              | <b>105 280 776</b>   |
| Dépenses de fonctionnement  | 193 101 000               | 0          | 137 103 000             | 0  | 330 204 000                  | 216 622 800                                 | 113 581 200             | 100 424 800           | 30                     | 80 772 405                   | 79 088 705              | 24                         | 77 540 955                     | 69 061 041                        | 8 479 914            |
| Transferts courants   | 1 020 877 000             | 0          | 0                       | 0  | 1 020 877 000                | 915 377 000                                 | 105 500 000             | 915 377 000           | 90                     | 915 377 000                  | 915 377 000             | 90                         | 915 377 000                    | 915 377 000                       | 0                    |

NB: Crédits réservés = BE visés par COF + Avances non régularisées + Délégations émises;

Crédits engagés = BE visées par ORD (titres émis) + Délégations émises



Loi de finances pour l'année 2015

| IMPUTATION   | AUTORISATION D'ENGAGEMENT |            |                         |  |                              | PHASE ENGAGEMENT                            |                         |                       |                        | PHASE ORDONNANCEMENT          |                         |                            | PHASE PAIEMENT                  |                                   |                       |
|--|---------------------------|------------|-------------------------|--|------------------------------|---|-------------------------|-----------------------|------------------------|-------------------------------|-------------------------|----------------------------|---------------------------------|-----------------------------------|-----------------------|
|  | Budget                    | LFI<br>(1) | Variation<br>LFR<br>(2) | Virements ou<br>ouvertures de<br>crédits (3) | Reports de<br>crédits<br>(4) | Autorisation<br>d'Engagement<br>(5=1+2+3+4) | Crédits Réservés<br>(6) | Disponible<br>(7=5-6) | Total<br>Engagé<br>(8) | Taux<br>(8=<br>(9/5)*<br>100) | Montant Liquidé<br>(10) | Montant<br>Ordonné<br>(11) | Taux<br>(12=<br>(11/5)*1<br>00) | Montant Pris en<br>charge<br>(13) | Montant Payé<br>(14)  |
| Investissements executés par l'état                        | 1 298 000 000             | 0          | 0                       | 8 233 300                                    | 1 306 233 300                | 703 250 656                                 | 602 982 644             | 621 825 656           | 48                     | 572 505 881                   | 562 215 910             | 43                         | 556 769 120                     | 459 968 258                       | 96 800 862            |
| Transfert en capital                                       | 7 852 000 000             | 0          | 0                       | 0  | 7 852 000 000                | 4 252 000 000                               | 3 600 000 000           | 4 252 000 000         | 54                     | 4 252 000 000                 | 4 192 000 000           | 53                         | 4 167 000 000                   | 4 167 000 000                     | 0                     |
| <b>50 - Ministère de l'Education Nationale</b>             | <b>148 400 241 000</b>    | <b>0</b>   | <b>0</b>                | <b>2 954 159 643</b>                         | <b>151 354 400 643</b>       | <b>87 441 211 553</b>                       | <b>63 913 189 090</b>   | <b>87 025 323 929</b> | <b>57</b>              | <b>72 019 482 283</b>         | <b>71 930 630 190</b>   | <b>48</b>                  | <b>68 747 607 267</b>           | <b>57 592 357 291</b>             | <b>11 155 249 976</b> |
| Dépenses de fonctionnement                                 | 121 982 836 000           | 0          | 0                       | 0  | 121 982 836 000              | 71 823 954 590                              | 50 158 881 410          | 71 590 696 148        | 8                      | 63 470 842 221                | 63 382 650 128          | 52                         | 60 271 475 129                  | 51 903 779 037                    | 8 367 696 092         |
| Transferts courants  | 2 017 405 000             | 0          | 0                       | 0  | 2 017 405 000                | 1 897 736 940                               | 119 668 060             | 1 897 736 940         | 94                     | 1 897 736 940                 | 1 897 736 940           | 94                         | 1 897 736 940                   | 1 897 736 940                     | 0                     |
| Investissements executés par l'état                        | 17 755 000 000            | 0          | 0                       | 2 954 159 643                                | 20 709 159 643               | 13 169 520 023                              | 7 539 639 620           | 12 986 890 841        | 63                     | 6 100 903 122                 | 6 100 243 122           | 29                         | 6 028 395 198                   | 3 240 841 314                     | 2 787 553 884         |
| Transfert en capital                                       | 6 645 000 000             | 0          | 0                       | 0  | 6 645 000 000                | 550 000 000                                 | 6 095 000 000           | 550 000 000           | 8                      | 550 000 000                   | 550 000 000             | 8                          | 550 000 000                     | 550 000 000                       | 0                     |
| <b>52 - Ministère des Sports</b>                           | <b>6 262 515 000</b>      | <b>0</b>   | <b>345 519 117</b>      | <b>334 816 095</b>                           | <b>6 942 850 212</b>         | <b>4 455 668 888</b>                        | <b>2 487 181 324</b>    | <b>4 036 179 740</b>  | <b>58</b>              | <b>2 633 703 192</b>          | <b>2 630 765 862</b>    | <b>38</b>                  | <b>2 582 670 963</b>            | <b>2 113 598 505</b>              | <b>469 072 458</b>    |
| Dépenses de fonctionnement                                 | 1 919 240 000             | 0          | 255 519 117             | 0  | 2 174 759 117                | 1 758 203 359                               | 416 555 758             | 1 431 598 737         | 66                     | 1 270 053 471                 | 1 267 116 141           | 58                         | 1 249 021 242                   | 1 187 564 064                     | 61 457 178            |
| Transferts courants  | 500 275 000               | 0          | 90 000 000              | 0  | 590 275 000                  | 443 171 111                                 | 147 103 889             | 443 171 111           | 75                     | 443 171 111                   | 443 171 111             | 75                         | 413 171 111                     | 413 171 111                       | 0                     |
| Investissements executés par l'état                        | 2 350 000 000             | 0          | 0                       | 334 816 095                                  | 2 684 816 095                | 2 254 294 418                               | 430 521 677             | 2 161 409 892         | 81                     | 920 478 610                   | 920 478 610             | 34                         | 920 478 610                     | 512 863 330                       | 407 615 280           |
| Transfert en capital                                       | 1 493 000 000             | 0          | 0                       | 0  | 1 493 000 000                | 0   | 1 493 000 000           | 0                     | 0                      | 0                             | 0                       | 0                          | 0                               | 0                                 | 0                     |
| <b>53 - Ministère de la Culture et de la Communication</b> | <b>8 949 573 000</b>      | <b>0</b>   | <b>12 475 065 044</b>   | <b>73 586 216</b>                            | <b>21 498 224 260</b>        | <b>17 378 175 836</b>                       | <b>4 120 048 424</b>    | <b>17 142 806 937</b> | <b>80</b>              | <b>16 863 135 341</b>         | <b>16 479 974 483</b>   | <b>77</b>                  | <b>16 450 636 227</b>           | <b>16 370 181 591</b>             | <b>80 454 636</b>     |
| Dépenses de fonctionnement                                 | 457 167 000               | 0          | 50 091 514              | 0  | 507 258 514                  | 239 332 574                                 | 267 925 940             | 231 487 675           | 46                     | 191 250 661                   | 184 452 933             | 36                         | 179 568 053                     | 135 596 797                       | 43 971 256            |
| Transferts courants  | 3 522 406 000             | 0          | 141 370 000             | 0  | 3 663 776 000                | 3 321 837 000                               | 341 939 000             | 3 213 267 000         | 88                     | 3 213 267 000                 | 3 213 267 000           | 88                         | 3 213 267 000                   | 3 206 067 000                     | 7 200 000             |
| Investissements executés par l'état                        | 1 072 000 000             | 0          | 25 786 400              | 73 586 216                                   | 1 171 372 616                | 323 689 132                                 | 847 683 484             | 323 689 132           | 28                     | 84 254 550                    | 84 254 550              | 7                          | 59 801 174                      | 30 517 794                        | 29 283 380            |
| Transfert en capital                                       | 3 898 000 000             | 0          | 12 257 817 130          | 0  | 16 155 817 130               | 13 493 317 130                              | 2 662 500 000           | 13 374 363 130        | 83                     | 13 374 363 130                | 12 998 000 000          | 80                         | 12 998 000 000                  | 12 998 000 000                    | 0                     |

NB: Crédits réservés = BE visés par COF + Avances non régularisées + Délégations émises;

Crédits engagés = BE visées par ORD (titres émis) + Délégations émises



Loi de finances pour l'année 2015

| MPUTATION   | AUTORISATION D'ENGAGEMENT |            |                         |  |                              | PHASE ENGAGEMENT                            |                         |                       |                        | PHASE ORDONNANCEMENT         |                         |                            | PHASE PAIEMENT                 |                                   |                      |
|---|---------------------------|------------|-------------------------|--|------------------------------|---|-------------------------|-----------------------|------------------------|------------------------------|-------------------------|----------------------------|--------------------------------|-----------------------------------|----------------------|
|   | Budget                    | LFI<br>(1) | Variation<br>LFR<br>(2) | Virements ou<br>ouvertures de<br>crédits (3) | Reports de<br>crédits<br>(4) | Autorisation<br>d'Engagement<br>(5=1+2+3+4) | Crédits Réservés<br>(6) | Disponible<br>(7=5-6) | Total<br>Engagé<br>(8) | Taux<br>(8=<br>(9/5)*<br>100 | Montant Liquidé<br>(10) | Montant<br>Ordonné<br>(11) | Taux<br>(12=<br>(11/5)*1<br>00 | Montant Pris en<br>charge<br>(13) | Montant Payé<br>(14) |
| <b>54 - Ministère de la Santé et de l'Action Sociale</b>                | <b>72 081 415 000</b>     | <b>0</b>   | <b>3 438 150 000</b>    | <b>1 671 813 388</b>                         | <b>77 191 378 388</b>        | <b>45 549 682 229</b>                       | <b>31 641 696 159</b>   | <b>45 340 255 119</b> | <b>59</b>              | <b>38 218 132 964</b>        | <b>38 210 813 238</b>   | <b>50</b>                  | <b>36 841 196 698</b>          | <b>34 778 914 332</b>             | <b>2 062 282 366</b> |
| Dépenses de fonctionnement  | 10 325 170 000            | 0          | 1 750 000 000           | 0  | 12 075 170 000               | 6 601 813 942                               | 5 473 356 058           | 6 405 295 442         | 53                     | 5 565 454 694                | 5 558 184 968           | 46                         | 5 338 886 662                  | 4 365 459 569                     | 973 427 093          |
| Transferts courants   | 28 756 245 000            | 0          | 1 550 000 000           | 0  | 30 306 245 000               | 22 619 126 402                              | 7 687 118 598           | 22 619 126 402        | 75                     | 22 619 126 402               | 22 619 126 402          | 75                         | 21 576 660 402                 | 20 676 660 402                    | 900 000 000          |
| Investissements exécutés par l'état                                     | 20 331 000 000            | 0          | 138 150 000             | 1 671 813 388                                | 22 140 963 388               | 9 602 541 783                               | 12 538 421 605          | 9 589 633 173         | 43                     | 3 307 351 766                | 3 307 301 766           | 15                         | 3 199 449 532                  | 3 036 794 361                     | 162 655 171          |
| Transfert en capital  | 12 669 000 000            | 0          | 0                       | 0  | 12 669 000 000               | 6 726 200 102                               | 5 942 799 898           | 6 726 200 102         | 53                     | 6 726 200 102                | 6 726 200 102           | 53                         | 6 726 200 102                  | 6 700 000 000                     | 26 200 102           |
| <b>55 - Ministère de la Jeunesse, de l'Emploi et de la construction</b> | <b>4 585 667 000</b>      | <b>0</b>   | <b>1 777 853 883</b>    | <b>171 818 657</b>                           | <b>6 535 339 540</b>         | <b>3 893 698 063</b>                        | <b>2 641 641 477</b>    | <b>3 578 885 757</b>  | <b>55</b>              | <b>3 371 775 215</b>         | <b>3 371 775 215</b>    | <b>52</b>                  | <b>3 328 171 724</b>           | <b>3 245 295 640</b>              | <b>82 876 084</b>    |
| Dépenses de fonctionnement  | 710 767 000               | 0          | 157 853 883             | 0  | 868 620 883                  | 529 527 501                                 | 339 093 382             | 354 869 070           | 41                     | 241 858 743                  | 241 858 743             | 28                         | 216 847 643                    | 195 743 043                       | 21 104 600           |
| Transferts courants   | 1 334 900 000             | 0          | 165 000 000             | 0  | 1 499 900 000                | 1 393 410 000                               | 106 490 000             | 1 393 410 000         | 93                     | 1 393 410 000                | 1 393 410 000           | 93                         | 1 393 410 000                  | 1 393 410 000                     | 0                    |
| Investissements exécutés par l'état                                     | 1 425 000 000             | 0          | 0                       | 171 818 657                                  | 1 596 818 657                | 715 760 562                                 | 881 058 095             | 575 606 687           | 36                     | 481 506 472                  | 481 506 472             | 30                         | 462 914 081                    | 401 142 597                       | 61 771 484           |
| Transfert en capital  | 1 115 000 000             | 0          | 1 455 000 000           | 0  | 2 570 000 000                | 1 255 000 000                               | 1 315 000 000           | 1 255 000 000         | 49                     | 1 255 000 000                | 1 255 000 000           | 49                         | 1 255 000 000                  | 1 255 000 000                     | 0                    |
| <b>56 - Ministère de l'Environnement et du développement durable</b>    | <b>10 632 009 000</b>     | <b>0</b>   | <b>147 249 952</b>      | <b>475 183 184</b>                           | <b>11 254 442 136</b>        | <b>6 899 974 065</b>                        | <b>4 354 468 071</b>    | <b>6 796 032 448</b>  | <b>60</b>              | <b>6 168 927 140</b>         | <b>6 168 927 140</b>    | <b>55</b>                  | <b>5 861 215 831</b>           | <b>5 402 945 643</b>              | <b>458 270 188</b>   |
| Dépenses de fonctionnement  | 3 280 719 000             | 0          | 1 249 952               | 0  | 3 281 968 952                | 2 120 010 173                               | 1 161 958 779           | 2 066 401 798         | 63                     | 1 871 539 424                | 1 871 539 424           | 57                         | 1 741 729 986                  | 1 542 533 587                     | 199 196 399          |
| Transferts courants   | 851 290 000               | 0          | 0                       | 0  | 851 290 000                  | 652 217 500                                 | 199 072 500             | 652 217 500           | 77                     | 652 217 500                  | 652 217 500             | 77                         | 652 217 500                    | 652 217 500                       | 0                    |
| Investissements exécutés par l'état                                     | 4 483 000 000             | 0          | 146 000 000             | 475 183 184                                  | 5 104 183 184                | 2 727 496 392                               | 2 376 686 792           | 2 677 163 150         | 52                     | 2 244 920 216                | 2 244 920 216           | 44                         | 2 067 018 345                  | 1 807 944 556                     | 259 073 789          |
| Transfert en capital  | 2 017 000 000             | 0          | 0                       | 0  | 2 017 000 000                | 1 400 250 000                               | 616 750 000             | 1 400 250 000         | 69                     | 1 400 250 000                | 1 400 250 000           | 69                         | 1 400 250 000                  | 1 400 250 000                     | 0                    |
| <b>58 - Ministère de la Femme, de la Famille et de l'Enfance</b>        | <b>9 406 812 000</b>      | <b>0</b>   | <b>0</b>                | <b>1 431 485 308</b>                         | <b>10 838 297 308</b>        | <b>7 277 183 034</b>                        | <b>3 561 114 274</b>    | <b>7 039 048 237</b>  | <b>65</b>              | <b>6 211 968 577</b>         | <b>6 113 053 978</b>    | <b>56</b>                  | <b>6 075 041 500</b>           | <b>5 802 090 896</b>              | <b>272 950 604</b>   |
| Dépenses de fonctionnement  | 1 010 318 000             | 0          | 0                       | 0  | 1 010 318 000                | 546 614 749                                 | 463 703 251             | 546 029 410           | 54                     | 473 368 094                  | 467 788 101             | 46                         | 450 593 477                    | 420 695 852                       | 29 897 625           |
| Transferts courants   | 1 096 494 000             | 0          | 0                       | 0  | 1 096 494 000                | 968 440 000                                 | 128 054 000             | 764 064 000           | 70                     | 764 064 000                  | 764 064 000             | 70                         | 764 064 000                    | 764 064 000                       | 0                    |

NB: Crédits réservés = BE visés par COF + Avances non régularisées + Délégations émises;

Crédits engagés = BE visées par ORD (titres émis) + Délégations émises



Loi de finances pour l'année 2015

| IMPUTATION   | AUTORISATION D'ENGAGEMENT |            |                         |  |                              | PHASE ENGAGEMENT                            |                         |                        |                        | PHASE ORDONNANCEMENT          |                         |                            | PHASE PAIEMENT                  |                                   |                      |
|--|---------------------------|------------|-------------------------|--|------------------------------|---|-------------------------|------------------------|------------------------|-------------------------------|-------------------------|----------------------------|---------------------------------|-----------------------------------|----------------------|
|  | Budget                    | LFI<br>(1) | Variation<br>LFR<br>(2) | Virements ou<br>ouvertures de<br>crédits (3) | Reports de<br>crédits<br>(4) | Autorisation<br>d'Engagement<br>(5=1+2+3+4) | Crédits Réservés<br>(6) | Disponible<br>(7=5-6)  | Total<br>Engagé<br>(8) | Taux<br>(8=<br>(9/5)*<br>100) | Montant Liquidé<br>(10) | Montant<br>Ordonné<br>(11) | Taux<br>(12=<br>(11/5)*1<br>00) | Montant Pris en<br>charge<br>(13) | Montant Payé<br>(14) |
| Investissements exécutés par l'état  | 4 304 600 000             | 0          | 0                       | 1 431 485 308                                | 5 736 085 308                | 3 491 728 285                               | 2 244 357 023           | 3 458 554 827          | 60                     | 2 704 136 483                 | 2 635 801 877           | 46                         | 2 614 984 023                   | 2 371 931 044                     | 243 052 979          |
| Transfert en capital   | 2 995 400 000             | 0          | 0                       | 0  | 2 995 400 000                | 2 270 400 000                               | 725 000 000             | 2 270 400 000          | 76                     | 2 270 400 000                 | 2 245 400 000           | 75                         | 2 245 400 000                   | 2 245 400 000                     | 0                    |
| <b>59 - Ministère de la formation professionnelle, de l'apprentissage et</b> | <b>19 785 543 000</b>     | <b>0</b>   | <b>0</b>                | <b>1 582 708 730</b>                         | <b>21 368 251 730</b>        | <b>10 036 722 052</b>                       | <b>11 331 529 678</b>   | <b>10 013 242 922</b>  | <b>47</b>              | <b>8 690 143 525</b>          | <b>8 684 668 525</b>    | <b>41</b>                  | <b>8 553 474 920</b>            | <b>7 795 792 318</b>              | <b>757 682 602</b>   |
| Dépenses de fonctionnement   | 7 420 858 000             | 0          | 0                       | 0  | 7 420 858 000                | 5 316 557 541                               | 2 104 300 459           | 5 312 578 411          | 29                     | 4 651 978 737                 | 4 646 503 737           | 63                         | 4 518 983 302                   | 3 831 828 434                     | 687 154 868          |
| Transferts courants  | 1 364 685 000             | 0          | 0                       | 0  | 1 364 685 000                | 1 111 512 000                               | 253 173 000             | 1 111 512 000          | 81                     | 1 111 512 000                 | 1 111 512 000           | 81                         | 1 110 826 000                   | 1 104 685 116                     | 6 140 884            |
| Investissements exécutés par l'état  | 3 264 000 000             | 0          | 0                       | 1 581 328 730                                | 4 845 328 730                | 2 149 091 129                               | 2 696 237 601           | 2 129 591 129          | 44                     | 1 467 091 406                 | 1 467 091 406           | 30                         | 1 464 104 236                   | 1 399 717 386                     | 64 386 850           |
| Transfert en capital   | 7 736 000 000             | 0          | 0                       | 1 380 000                                    | 7 737 380 000                | 1 459 561 382                               | 6 277 818 618           | 1 459 561 382          | 19                     | 1 459 561 382                 | 1 459 561 382           | 19                         | 1 459 561 382                   | 1 459 561 382                     | 0                    |
| <b>60 - Charges non Réparties</b>  | <b>260 105 753 194</b>    | <b>0</b>   | <b>-62 843 988 442</b>  | <b>0</b>                                     | <b>197 261 764 752</b>       | <b>123 465 183 110</b>                      | <b>73 796 581 642</b>   | <b>123 328 183 910</b> | <b>63</b>              | <b>118 276 781 404</b>        | <b>112 791 602 576</b>  | <b>57</b>                  | <b>112 770 648 664</b>          | <b>112 597 160 447</b>            | <b>173 488 217</b>   |
| Dépenses de fonctionnement   | 126 713 149 974           | 0          | -26 515 300 460         | 0  | 100 197 849 514              | 62 143 669 431                              | 38 054 180 083          | 62 006 670 231         | 62                     | 56 955 267 725                | 54 653 443 209          | 55                         | 54 632 489 297                  | 54 459 001 080                    | 173 488 217          |
| Transferts courants  | 96 617 603 220            | 0          | -3 368 292 000          | 0  | 93 249 311 220               | 61 321 513 679                              | 31 927 797 541          | 61 321 513 679         | 66                     | 61 321 513 679                | 58 138 159 367          | 62                         | 58 138 159 367                  | 58 138 159 367                    | 0                    |
| Investissements exécutés par l'état  | 36 775 000 000            | 0          | -32 960 395 982         | 0  | 3 814 604 018                | 0   | 3 814 604 018           | 0                      | 0                      | 0                             | 0                       | 0                          | 0                               | 0                                 | 0                    |
| <b>61 - Ministère du Plan</b>  | <b>6 861 625 495</b>      | <b>0</b>   | <b>-2 458 241 063</b>   | <b>0</b>                                     | <b>4 403 384 432</b>         | <b>4 320 192 631</b>                        | <b>83 191 801</b>       | <b>4 320 192 631</b>   | <b>98</b>              | <b>4 291 252 464</b>          | <b>4 285 906 946</b>    | <b>97</b>                  | <b>4 276 684 597</b>            | <b>4 245 374 431</b>              | <b>31 310 166</b>    |
| Dépenses de fonctionnement   | 307 585 495               | 0          | -72 202 391             | 0  | 235 383 104                  | 152 191 303                                 | 83 191 801              | 152 191 303            | 65                     | 138 020 304                   | 132 674 786             | 56                         | 128 250 876                     | 109 258 430                       | 18 992 446           |
| Transferts courants  | 2 757 040 000             | 0          | -689 260 000            | 0  | 2 067 780 000                | 2 067 780 000                               | 0                       | 2 067 780 000          | 100                    | 2 067 780 000                 | 2 067 780 000           | 100                        | 2 067 780 000                   | 2 067 780 000                     | 0                    |
| Investissements exécutés par l'état  | 1 232 450 000             | 0          | -412 228 672            | 0  | 820 221 328                  | 820 221 328                                 | 0                       | 820 221 328            | 100                    | 805 452 160                   | 805 452 160             | 98                         | 800 653 721                     | 788 336 001                       | 12 317 720           |
| Transfert en capital   | 2 564 550 000             | 0          | -1 284 550 000          | 0  | 1 280 000 000                | 1 280 000 000                               | 0                       | 1 280 000 000          | 100                    | 1 280 000 000                 | 1 280 000 000           | 100                        | 1 280 000 000                   | 1 280 000 000                     | 0                    |

NB: Crédits réservés = BE visés par COF + Avances non régularisées + Délégations émises;

Crédits engagés = BE visées par ORD (titres émis) + Délégations émises



Loi de finances pour l'année 2015

| IMPUTATION   | AUTORISATION D'ENGAGEMENT |          |                       |                                    |                       | PHASE ENGAGEMENT          |                       |                       |              | PHASE ORDONNANCEMENT  |                       |                 | PHASE PAIEMENT        |                        |                      |
|--|---------------------------|----------|-----------------------|------------------------------------|-----------------------|---------------------------|-----------------------|-----------------------|--------------|-----------------------|-----------------------|-----------------|-----------------------|------------------------|----------------------|
|  | Budget                    | LFI      | Variation LFR         | Virements ou ouvertures de crédits | Reports de crédits    | Autorisation d'Engagement | Crédits Réservés      | Disponible            | Total Engagé | Taux (8=(9/5)*100)    | Montant Liquidé       | Montant Ordonné | Taux (12=(11/5)*100)  | Montant Pris en charge | Montant Payé         |
|  | (1)                       | (2)      | (3)                   | (4)                                | (5=1+2+3+4)           | (6)                       | (7=5-6)               | (8)                   |              | (10)                  | (11)                  |                 | (13)                  | (14)                   | (14=12-15)           |
| <b>62 - Ministère de l'Elevage et des Productions Animales</b>         | <b>6 855 807 000</b>      | <b>0</b> | <b>0</b>              | <b>245 218 305</b>                 | <b>7 101 025 305</b>  | <b>3 663 328 919</b>      | <b>3 437 696 386</b>  | <b>3 629 104 116</b>  | <b>51</b>    | <b>3 276 382 294</b>  | <b>3 274 746 984</b>  | <b>46</b>       | <b>3 249 969 594</b>  | <b>3 144 818 130</b>   | <b>105 151 464</b>   |
| Dépenses de fonctionnement   | 626 211 000               | 0        | 0                     | 0                                  | 626 211 000           | 378 821 709               | 247 389 291           | 362 193 709           | 58           | 274 005 397           | 274 005 397           | 44              | 255 726 807           | 214 803 286            | 40 923 521           |
| Transferts courants  | 229 596 000               | 0        | 0                     | 0                                  | 229 596 000           | 229 596 000               | 0                     | 229 596 000           | 100          | 229 596 000           | 229 596 000           | 100             | 229 596 000           | 229 596 000            | 0                    |
| Investissements executés par l'état                                    | 3 906 000 000             | 0        | 0                     | 245 218 305                        | 4 151 218 305         | 1 105 911 210             | 3 045 307 095         | 1 088 314 407         | 26           | 823 780 897           | 822 145 587           | 20              | 815 646 787           | 751 418 844            | 64 227 943           |
| Transfert en capital   | 2 094 000 000             | 0        | 0                     | 0                                  | 2 094 000 000         | 1 949 000 000             | 145 000 000           | 1 949 000 000         | 93           | 1 949 000 000         | 1 949 000 000         | 93              | 1 949 000 000         | 1 949 000 000          | 0                    |
| <b>63 - Ministère des Postes et des Télécommunications</b>             | <b>10 059 654 000</b>     | <b>0</b> | <b>-2 052 247 914</b> | <b>614 181 000</b>                 | <b>8 621 587 086</b>  | <b>7 363 357 949</b>      | <b>1 258 229 137</b>  | <b>7 363 357 949</b>  | <b>85</b>    | <b>7 344 099 909</b>  | <b>7 344 099 909</b>  | <b>85</b>       | <b>7 319 138 685</b>  | <b>7 289 339 686</b>   | <b>29 798 999</b>    |
| Dépenses de fonctionnement   | 488 284 000               | 0        | -50 091 514           | 0                                  | 438 192 486           | 268 212 665               | 169 979 821           | 268 212 665           | 61           | 254 146 625           | 254 146 625           | 58              | 229 185 401           | 206 036 402            | 23 148 999           |
| Transferts courants  | 1 021 370 000             | 0        | -101 370 000          | 0                                  | 920 000 000           | 920 000 000               | 0                     | 920 000 000           | 100          | 920 000 000           | 920 000 000           | 100             | 920 000 000           | 920 000 000            | 0                    |
| Investissements executés par l'état                                    | 1 200 000 000             | 0        | -25 786 400           | 114 181 000                        | 1 288 394 600         | 200 145 284               | 1 088 249 316         | 200 145 284           | 16           | 194 953 284           | 194 953 284           | 15              | 194 953 284           | 188 303 284            | 6 650 000            |
| Transfert en capital   | 7 350 000 000             | 0        | -1 875 000 000        | 500 000 000                        | 5 975 000 000         | 5 975 000 000             | 0                     | 5 975 000 000         | 100          | 5 975 000 000         | 5 975 000 000         | 100             | 5 975 000 000         | 5 975 000 000          | 0                    |
| <b>65 - Ministère de la Gouvernance Locale, du Développement et de</b> | <b>40 759 898 000</b>     | <b>0</b> | <b>0</b>              | <b>311 406 692</b>                 | <b>41 071 304 692</b> | <b>27 963 409 697</b>     | <b>13 107 894 995</b> | <b>27 947 952 339</b> | <b>68</b>    | <b>27 619 581 539</b> | <b>27 613 997 454</b> | <b>67</b>       | <b>22 701 567 508</b> | <b>22 301 738 632</b>  | <b>399 828 876</b>   |
| Dépenses de fonctionnement   | 400 410 000               | 0        | 0                     | 0                                  | 400 410 000           | 247 975 771               | 152 434 229           | 246 326 083           | 62           | 222 360 911           | 222 360 911           | 56              | 202 271 065           | 176 777 375            | 25 493 690           |
| Transferts courants  | 18 613 571 000            | 0        | 0                     | 0                                  | 18 613 571 000        | 18 613 570 998            | 2                     | 18 613 570 998        | 100          | 18 613 570 998        | 18 613 570 998        | 100             | 18 613 570 998        | 18 613 570 998         | 0                    |
| Investissements executés par l'état                                    | 1 117 917 000             | 0        | 0                     | 311 406 692                        | 1 429 323 692         | 1 331 862 928             | 97 460 764            | 1 318 055 258         | 92           | 1 013 649 630         | 1 008 065 545         | 71              | 845 725 445           | 621 390 259            | 224 335 186          |
| Transfert en capital   | 20 628 000 000            | 0        | 0                     | 0                                  | 20 628 000 000        | 7 770 000 000             | 12 858 000 000        | 7 770 000 000         | 38           | 7 770 000 000         | 7 770 000 000         | 38              | 3 040 000 000         | 2 890 000 000          | 150 000 000          |
| <b>68 - Ministère de l'Hydraulique et de l'Assainissement</b>          | <b>19 336 130 000</b>     | <b>0</b> | <b>250 000 000</b>    | <b>1 554 945 846</b>               | <b>21 141 075 846</b> | <b>14 092 498 734</b>     | <b>7 048 577 112</b>  | <b>13 908 226 205</b> | <b>66</b>    | <b>12 904 054 503</b> | <b>11 976 827 716</b> | <b>57</b>       | <b>11 639 273 575</b> | <b>10 537 427 829</b>  | <b>1 101 845 746</b> |
| Dépenses de fonctionnement   | 267 308 000               | 0        | 0                     | 0                                  | 267 308 000           | 167 082 075               | 100 225 925           | 167 082 075           | 63           | 150 280 975           | 149 780 975           | 56              | 143 144 557           | 131 826 763            | 11 317 794           |
| Transferts courants  | 381 822 000               | 0        | 0                     | 0                                  | 381 822 000           | 381 822 000               | 0                     | 381 822 000           | 100          | 381 822 000           | 381 822 000           | 100             | 381 822 000           | 381 822 000            | 0                    |

NB: Crédits réservés = BE visés par COF + Avances non régularisées + Délégations émises;

Crédits engagés = BE visées par ORD (titres émis) + Délégations émises



Loi de finances pour l'année 2015

| IMPUTATION   | AUTORISATION D'ENGAGEMENT |            |                         |  |                              | PHASE ENGAGEMENT                            |                         |                       |                        | PHASE ORDONNANCEMENT         |                         |                            | PHASE PAIEMENT                 |                                   |                      |
|--|---------------------------|------------|-------------------------|--|------------------------------|---|-------------------------|-----------------------|------------------------|------------------------------|-------------------------|----------------------------|--------------------------------|-----------------------------------|----------------------|
|  | Budget                    | LFI<br>(1) | Variation<br>LFR<br>(2) | Virements ou<br>ouvertures de<br>crédits (3) | Reports de<br>crédits<br>(4) | Autorisation<br>d'Engagement<br>(5=1+2+3+4) | Crédits Réservés<br>(6) | Disponible<br>(7=5-6) | Total<br>Engagé<br>(8) | Taux<br>(8=<br>(9/5)*<br>100 | Montant Liquidé<br>(10) | Montant<br>Ordonné<br>(11) | Taux<br>(12=<br>(11/5)*1<br>00 | Montant Pris en<br>charge<br>(13) | Montant Payé<br>(14) |
| Investissements exécutés par l'état  | 7 163 000 000             | 0          | 0                       | 1 120 862 846                                | 8 283 862 846                | 4 780 011 659                               | 3 503 851 187           | 4 595 739 130         | 55                     | 3 608 368 528                | 3 431 641 741           | 41                         | 3 326 724 018                  | 2 236 196 066                     | 1 090 527 952        |
| Transfert en capital   | 11 524 000 000            | 0          | 250 000 000             | 434 083 000                                  | 12 208 083 000               | 8 763 583 000                               | 3 444 500 000           | 8 763 583 000         | 72                     | 8 763 583 000                | 8 013 583 000           | 66                         | 7 787 583 000                  | 7 787 583 000                     | 0                    |
| <b>75 - Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche</b>           | <b>114 469 744 000</b>    | <b>0</b>   | <b>10 000 000 000</b>   | <b>395 339 296</b>                           | <b>124 865 083 296</b>       | <b>90 711 806 163</b>                       | <b>34 153 277 133</b>   | <b>90 248 531 163</b> | <b>72</b>              | <b>89 743 095 075</b>        | <b>89 741 265 075</b>   | <b>72</b>                  | <b>89 650 162 856</b>          | <b>88 939 012 326</b>             | <b>711 150 530</b>   |
| Dépenses de fonctionnement   | 2 991 286 000             | 0          | 0                       | 0  | 2 991 286 000                | 1 086 032 731                               | 1 905 253 269           | 712 757 731           | 24                     | 559 420 489                  | 557 590 489             | 19                         | 547 931 690                    | 490 376 610                       | 57 555 080           |
| Transferts courants  | 93 258 458 000            | 0          | 10 000 000 000          | 0  | 103 258 458 000              | 83 904 965 866                              | 19 353 492 134          | 83 814 965 866        | 81                     | 83 814 965 866               | 83 814 965 866          | 81                         | 83 746 041 866                 | 83 144 208 116                    | 601 833 750          |
| Investissements exécutés par l'état  | 2 045 000 000             | 0          | 0                       | 395 339 296                                  | 2 440 339 296                | 633 307 566                                 | 1 807 031 730           | 633 307 566           | 26                     | 281 208 720                  | 281 208 720             | 12                         | 268 689 300                    | 216 927 600                       | 51 761 700           |
| Transfert en capital   | 16 175 000 000            | 0          | 0                       | 0  | 16 175 000 000               | 5 087 500 000                               | 11 087 500 000          | 5 087 500 000         | 31                     | 5 087 500 000                | 5 087 500 000           | 31                         | 5 087 500 000                  | 5 087 500 000                     | 0                    |
| <b>80 - Ministère de la Promotion de la Bonne Gouvernance et des Relations</b> | <b>1 340 050 000</b>      | <b>0</b>   | <b>-845 734 910</b>     | <b>0</b>                                     | <b>494 315 090</b>           | <b>493 001 736</b>                          | <b>1 313 354</b>        | <b>493 001 736</b>    | <b>100</b>             | <b>429 177 426</b>           | <b>415 346 470</b>      | <b>84</b>                  | <b>397 183 539</b>             | <b>335 119 642</b>                | <b>62 063 897</b>    |
| Dépenses de fonctionnement   | 300 050 000               | 0          | -155 275 725            | 0  | 144 774 275                  | 144 774 275                                 | 0                       | 144 774 275           | 100                    | 137 527 575                  | 137 527 575             | 95                         | 123 363 664                    | 103 572 278                       | 19 791 386           |
| Investissements exécutés par l'état  | 1 040 000 000             | 0          | -690 459 185            | 0  | 349 540 815                  | 348 227 461                                 | 1 313 354               | 348 227 461           | 100                    | 291 649 851                  | 277 818 895             | 79                         | 273 819 875                    | 231 547 364                       | 42 272 511           |
| <b>81 - Ministère de la Restructuration et de l'Aménagement des zones</b>      | <b>32 834 000 000</b>     | <b>0</b>   | <b>-9 425 367 122</b>   | <b>0</b>                                     | <b>23 408 632 878</b>        | <b>23 341 847 788</b>                       | <b>66 785 090</b>       | <b>23 341 847 788</b> | <b>100</b>             | <b>23 341 847 788</b>        | <b>23 335 077 538</b>   | <b>100</b>                 | <b>23 333 667 538</b>          | <b>23 333 667 538</b>             | <b>0</b>             |
| Dépenses de fonctionnement   | 120 000 000               | 0          | -8 784 821              | 0  | 111 215 179                  | 44 430 089                                  | 66 785 090              | 44 430 089            | 40                     | 44 430 089                   | 44 430 089              | 40                         | 44 430 089                     | 44 430 089                        | 0                    |
| Transferts courants  | 14 000 000                | 0          | -14 000 000             | 0  | 0                            | 0   | 0                       | 0                     | 0                      | 0                            | 0                       | 0                          | 0                              | 0                                 | 0                    |
| Investissements exécutés par l'état  | 180 000 000               | 0          | -102 582 301            | 0  | 77 417 699                   | 77 417 699                                  | 0                       | 77 417 699            | 100                    | 77 417 699                   | 70 647 449              | 91                         | 69 237 449                     | 69 237 449                        | 0                    |
| Transfert en capital   | 32 520 000 000            | 0          | -9 300 000 000          | 0  | 23 220 000 000               | 23 220 000 000                              | 0                       | 23 220 000 000        | 100                    | 23 220 000 000               | 23 220 000 000          | 100                        | 23 220 000 000                 | 23 220 000 000                    | 0                    |
| <b>82 - Ministère de la Promotion des investissements, des partenariats et</b> | <b>15 776 828 080</b>     | <b>0</b>   | <b>5 533 623 836</b>    | <b>0</b>                                     | <b>21 310 451 916</b>        | <b>15 090 329 756</b>                       | <b>6 220 122 160</b>    | <b>15 090 329 756</b> | <b>71</b>              | <b>15 087 331 376</b>        | <b>15 085 840 446</b>   | <b>71</b>                  | <b>15 081 367 066</b>          | <b>15 081 367 066</b>             | <b>0</b>             |
| Dépenses de fonctionnement   | 139 527 080               | 0          | -21 376 164             | 0  | 118 150 916                  | 29 854 006                                  | 88 296 910              | 29 854 006            | 25                     | 26 855 626                   | 25 364 696              | 21                         | 20 891 316                     | 20 891 316                        | 0                    |

NB: Crédits réservés = BE visés par COF + Avances non régularisées + Délégations émises;

Crédits engagés = BE visées par ORD (titres émis) + Délégations émises



| IMPUTATION           | AUTORISATION D'ENGAGEMENT |            |                         |  |                             | PHASE ENGAGEMENT                            |                         |                        |                        | PHASE ORDONNANCEMENT         |                         |                            | PHASE PAIEMENT                 |                                   |                       |
|----------------------|---------------------------|------------|-------------------------|--|-----------------------------|---|-------------------------|------------------------|------------------------|------------------------------|-------------------------|----------------------------|--------------------------------|-----------------------------------|-----------------------|
|                      | Budget                    | LFI<br>(1) | Variation<br>LFR<br>(2) | Virements ou<br>ouvertures de<br>crédits (3) | Report de<br>crédits<br>(4) | Autorisation<br>d'Engagement<br>(5=1+2+3+4) | Crédits Réservés<br>(6) | Disponible<br>(7=5-6)  | Total<br>Engagé<br>(8) | Taux<br>(8=<br>(9/5)*<br>100 | Montant Liquidé<br>(10) | Montant<br>Ordonné<br>(11) | Taux<br>(12=<br>(11/5)*1<br>00 | Montant Pris en<br>charge<br>(13) | Montant Payé<br>(14)  |
| Transferts courants  | 1 867 301 000             | 0          | 0                       | 0  | 1 867 301 000               | 1 385 475 750                               | 481 825 250             | 1 385 475 750          | 74                     | 1 385 475 750                | 1 385 475 750           | 74                         | 1 385 475 750                  | 1 385 475 750                     | 0                     |
| Transfert en capital | 13 770 000 000            | 0          | 5 555 000 000           | 0  | 19 325 000 000              | 13 675 000 000                              | 5 650 000 000           | 13 675 000 000         | 71                     | 13 675 000 000               | 13 675 000 000          | 71                         | 13 675 000 000                 | 13 675 000 000                    | 0                     |
| <b>Totaux (1)</b>    | <b>1 266 400 000 000</b>  | <b>0</b>   | <b>655 817 130</b>      | <b>28 850 000 000</b>                        | <b>1 295 905 817 130</b>    | <b>855 908 029 381</b>                      | <b>439 997 787 749</b>  | <b>842 798 186 436</b> | <b>65</b>              | <b>763 876 542 968</b>       | <b>752 637 802 264</b>  | <b>58</b>                  | <b>738 711 066 813</b>         | <b>700 461 563 918</b>            | <b>38 249 502 895</b> |



### **III.- EVOLUTION DES DEPENSES DU BUDGET GENERAL**

**TABLEAU III EVOLUTION DES DEPENSES DU BUDGET GENERAL**

En millions de francs

| LIBELLES                        | LFI 2014         | LOI DE FINANCES 2015 |                      |                  | ECART                     |                  |
|---------------------------------|------------------|----------------------|----------------------|------------------|---------------------------|------------------|
|                                 |                  | SERVICES<br>VOTES    | MESURES<br>NOUVELLES | TOTAL            | Val. Absolue<br>LF15/LF14 | Val. Relat.<br>% |
| <b>DEPENSES<br/>ORDINAIRES</b>  |                  |                      |                      |                  |                           |                  |
| TITRE 1 dette publique          | 523 410          | 598 010              |                      | 598 010          | 74 600                    | 14,25%           |
| TITRE 2 personnel               | 491 600          | 505 414              | 4 586                | 510 000          | 18 400                    | 3,74%            |
| TITRE 3 achat biens et services | 379 727          | 328 079              | 31 416               | 359 495          | -20 232                   | -5,33%           |
| TITRE 4 Transfert               | 309 673          | 311 835              | 35 256               | 347 091          | 37 418                    | 12,08%           |
| <b>TOTAL</b>                    |                  |                      |                      |                  |                           |                  |
| <b>DEP. ORDINAIRES</b>          | <b>1 704 410</b> | <b>1 743 338</b>     | <b>71 258</b>        | <b>1 814 596</b> | <b>110 186</b>            | <b>6,46%</b>     |
| dont Titre 3,4 =                | 689 400          | 639 914              | 66 672               | 706 586          | 17 186                    | 2,49%            |
| TITRE 5 et 6 Investissements    | <b>942 000</b>   | <b>962 186</b>       | <b>0</b>             | <b>962 186</b>   | <b>20 186</b>             | <b>2,14%</b>     |
| INTERIEURE                      | 577 000          | 557 186              | 0                    | 557 186          | -19 814                   | -3,43%           |
| EXTERIEUR                       | 365 000          | 405 000              | 0                    | 405 000          | 40 000                    | 10,96%           |
| <b>TOTAL</b>                    |                  |                      |                      |                  |                           |                  |
| <b>DEP ORD. + DEP CAP</b>       | <b>2 646 410</b> | <b>2 705 524</b>     | <b>71 258</b>        | <b>2 776 782</b> | <b>130 372</b>            | <b>4,93%</b>     |
| INVESTISSEMENTS                 |                  |                      |                      |                  |                           |                  |
| Aut de Prog et Financem. Acquis | <b>9 887 662</b> | <b>9 911 329</b>     | <b>0</b>             | <b>9 911 329</b> | <b>23 667</b>             | <b>0,24%</b>     |



#### **IV.- COMPTES SPECIAUX DU TRESOR**

**TABLEAU IV : RECAPITULATION GENERALE DES COMPTES SPECIAUX DU TRESOR**

En Millions de FCFA

| LIBELLES                            | LOI DE FINANCES 2014 |                |              |                   | LOI DE FINANCES 2015 |                |              |                   |
|-------------------------------------|----------------------|----------------|--------------|-------------------|----------------------|----------------|--------------|-------------------|
|                                     | RECETTES             | DEPENSES       |              |                   | RECETTES             | DEPENSES       |              |                   |
|                                     |                      | SERVICES VOTES | VARIATIONS   | TOTAL SERV, VOTES |                      | SERVICES VOTES | VARIATIONS   | TOTAL SERV, VOTES |
| COMPTE D'AFFECT. SPECIALE           | 69 360               | 64 216         | 5 144        | 69 360            | 69 650               | 69 360         | 290          | 69 650            |
| dont:                               |                      |                |              |                   |                      |                |              |                   |
| - FONDS NATIONAL RETRAITE           | 68 000               | 62 000         | 6 000        | 68 000            | 68 000               | 68 000         | 0            | 68 000            |
| - CEPIA                             | 950                  | 950            | 0            | 950               | 950                  | 950            | 0            | 950               |
| - AUTRES CPTES AFFECTATION SPECIALE | 410                  | 1 266          | -856         | 410               | 700                  | 410            | 290          | 700               |
| COMPTE DE COMMERCE                  | 150                  | 150            | 0            | 150               | 150                  | 150            | 0            | 150               |
| COMPTES DE PRETS                    | 15 300               | 15 300         | 0            | 15 300            | 17 650               | 15 300         | 2 350        | 17 650            |
| COMPTES D'AVANCES                   | 800                  | 800            | 0            | 800               | 800                  | 800            | 0            | 800               |
| COMPTE DE GARANTIE ET AVAL          | 0                    | 0              | 0            | 0                 | 4 000                | 0              | 4 000        | 4 000             |
| <b>TOTAL GENERAL</b>                | <b>85 610</b>        | <b>80 466</b>  | <b>5 144</b> | <b>85 610</b>     | <b>92 250</b>        | <b>85 610</b>  | <b>2 640</b> | <b>92 250</b>     |



## **V. - DEFICIT BUDGETAIRE STANDARD**



**TABLEAU V**  
**DEFICIT BUDGETAIRE**

**Hors ressources d'emprunt et de remboursement de dette en principal**  
**Engagement ISPE 16, a**

| En milliards de FCFA                              | LFI 2015        |         |  | % PIB          |
|---|-----------------|---------|--|----------------|
| <b>Ressources</b>                                 | <b>1 977,7</b>  |         |  | <b>24,02%</b>  |
| Recettes ordinaires hors dons                     | <b>1 679,70</b> |         |  |                |
| recettes fiscales                                 |                 | 1601,7  |  |                |
| recettes non fiscales                             |                 | 78,0    |  |                |
| FSE   | 44,0            |         |  |                |
| Recettes exceptionnelles (ressources Mital)       | 25,0            |         |  |                |
| Autres recettes (Remboursement prêts rétrocedés ) |                 |         |  |                |
|   |                 |         |  |                |
| <b>Dons budgétaires</b>                           | <b>35,0</b>     |         |  |                |
| <b>Ressources externes</b>                        | <b>194,0</b>    |         |  |                |
| Tirages sur subventions                           |                 | 194     |  |                |
| <b>Charges</b>                                    | <b>2361,1</b>   |         |  | <b>28,67%</b>  |
| Dettes publiques (intérêt + commissions)          | 148,1           |         |  |                |
| Intérêts et commission dette extérieure           |                 | 74,1    |  |                |
| Intérêts et commission dette intérieure           |                 | 74      |  |                |
| Dépenses de personnel                             | 510             |         |  |                |
| Autres dépenses courantes                         | 691,514         |         |  |                |
| Dépenses de fonctionnement                        |                 | 371,314 |  |                |
| Dépenses de Transfert                             |                 | 320,2   |  |                |
| Dépenses en capital sur ressources internes       | 557,186         |         |  |                |
| Dépenses en capital sur ressources externes       | 405             |         |  |                |
| FSE   | 42              |         |  |                |
|   |                 |         |  |                |
| Prêts rétrocedés                                  | 7,3             |         |  |                |
| <b>DEFICIT BUDGETAIRE GLOBAL</b>                  | <b>-383,40</b>  |         |  | <b>-4,7%</b>   |
| <b>PIB 2015</b>                                   |                 |         |  | <b>8 234,3</b> |



# **PROJET DE LOI**

## **PREMIERE PARTIE : CONDITIONS GENERALES DE L'EQUILIBRE**

### **TITRE PREMIER : DISPOSITIONS RELATIVES AUX RESSOURCES ET AUX CHARGES**

#### **A – DISPOSITIONS RELATIVES AUX RESSOURCES**

##### **ARTICLE PREMIER : Evaluation et autorisation de perception des ressources.**

*I – La perception des impôts, produits et revenus affectés à l'Etat, aux collectivités locales et aux divers organismes habilités à les percevoir, continue d'être effectuée pendant l'année 2015 conformément aux lois et règlements en vigueur et aux dispositions de la présente loi de finances.*

*II – Les ressources internes du budget général sont évaluées dans la loi de finances pour l'année 2015, à la somme de 2.371.182.000.000 de FCFA conformément à l'annexe 1 de la présente loi.*

*III – Les ressources externes du budget général sont évaluées dans la loi de finances pour l'année 2015, à la somme de 405.000.000.000 de FCFA conformément à l'annexe 1 de la présente loi.*

*IV – Les ressources totales du budget général sont ainsi prévues à 2.776.782.000.000 de FCFA.*

#### **B – DISPOSITIONS RELATIVES AUX CHARGES**

##### **ARTICLE 2 : Evaluation des charges**

*Les charges du budget général sont évaluées dans la loi de finances pour l'année 2015, à la somme de 2.776.782.000.000 de FCFA conformément aux annexes 3, 4 et 5 de la présente loi. »*

### **TITRE II : DISPOSITIONS RELATIVES A L'EQUILIBRE DES RESSOURCES ET DES CHARGES**

#### **ARTICLE 3 : Equilibre général du Budget**

*I - Pour l'année 2015, les ressources évaluées dans l'annexe I de la présente loi, les plafonds des charges de l'Etat et l'équilibre qui en résulte, sont fixés aux montants suivants :*

| <b>RESSOURCES</b>                     | <b>Montant</b>   | <b>CHARGES</b>                                | <b>Montant</b>   | <b>SOLDE</b> |
|---------------------------------------|------------------|---|------------------|--------------|
| <b>I - BUDGET GENERAL</b>             |                  |   |                  |              |
| <b>A - Ressources internes</b>        |                  | <b>A- Dépenses sur ressources internes</b>    |                  |              |
| Recettes fiscales                     | 1 601 700        | Dettes publiques                              | 598 010          |              |
| Recettes non fiscales                 | 78 000           | Dépenses de personnel                         | 510 000          |              |
| Recettes Exceptionnelles              | 84 000           | Autres dépenses courantes                     | 706 586          |              |
| Remboursements Prêts et avances       | 3 000            | Dépenses en capital sur ressources internes   | 557 186          |              |
| Dons budgétaires                      | 35 000           |   |                  |              |
| Emprunts                              | 570 082          |   |                  |              |
| <b>Total ressources internes</b>      | <b>2 371 782</b> | <b>Total dépenses sur ressources internes</b> | <b>2 371 782</b> | <b>0</b>     |
| <b>B - Ressources externes</b>        |                  | <b>B - Dépenses sur ressources externes</b>   |                  |              |
| Tirage Dons et emprunts               | 405 000          | Dépenses en capital sur ressources externes   | 405 000          |              |
| <b>Total B</b>                        | <b>405 000</b>   | <b>Total B</b>                                | <b>405 000</b>   |              |
| <b>TOTAL I= (A + B)</b>               | <b>2 776 782</b> | <b>TOTAL I = (A + B)</b>                      | <b>2 776 782</b> | <b>0</b>     |
| <b>2 - COMPTES SPECIAUX DU TRESOR</b> |                  |   |                  |              |
| Recettes                              | 92 250           | Dépenses                                      | 92 250           | 0            |
| <b>TOTAL RESSOURCES = (1 + 2)</b>     | <b>2 869 032</b> | <b>TOTAL CHARGES = (1 + 2)</b>                | <b>2 869 032</b> | <b>0</b>     |

II. – Pour l'année 2015, le Président de la République est autorisé à contracter des emprunts et à recevoir des dons au nom de l'Etat du Sénégal d'un montant de 1010.082. 000. 000 de FCFA.

Ces emprunts pourront être contractés soit sur le marché national, soit sur le marché extérieur auprès de pays ou organismes étrangers et auprès d'organismes internationaux, à des conditions fixées par décret ou par convention.

III - Le Président de la République est autorisé à procéder, dans les conditions fixées par décret, à des émissions de titres et à des emprunts à court et moyen terme pour couvrir l'ensemble des charges de trésorerie.»



**DEUXIEME PARTIE :**  
**MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS DIVERSES**

**TITRE PREMIER : MOYENS DES SERVICES****A – BUDGET GENERAL****A-1 DEPENSES COURANTES****ARTICLE 4 : Services votés**

*Le montant des crédits ouverts pour la loi de finances pour l'année 2015, au titre des services votés réévalués des dépenses courantes, est fixé à la somme de*

*1 743 338 470 000 de FCFA conformément à l'annexe 3 et selon la répartition par titre suivante :*

|   |                            |
|---|----------------------------|
| - Titre 1 Amortissement et charges de la dette publique | 598 010 000 000 francs CFA |
| - Titre 2 dépenses de personnel                         | 505 414 449 000 francs CFA |
| - Titre 3 dépenses de fonctionnement                    | 328 078 791 000 francs CFA |
| - Titre 4 transferts courants                           | 311 835 230 000 francs CFA |

**ARTICLE 5 : mesures nouvelles**

*Il est ouvert, pour la loi de finances pour l'année 2014, au titre des mesures nouvelles sur les dépenses courantes, des crédits d'un montant de 71 257 530 000 FCFA ainsi répartis :*

|                                      |                           |
|--------------------------------------|---------------------------|
| - Titre 2 dépenses de personnel      | 4 585 551 000 francs CFA  |
| - Titre 3 dépenses de fonctionnement | 31 416 145 000 francs CFA |
| - Titre 4 transferts courants        | 35 255 834 000 francs CFA |

*Ces crédits sont répartis par ministère conformément à l'annexe 4 de la présente loi.*

**A –2 DEPENSES D'INVESTISSEMENT****ARTICLE 6 : Dépenses en capital sur ressources internes**

*I – Il est ouvert pour l'année 2015, au titre des dépenses en capital du budget général, les crédits de paiement d'un montant de 557.186.000.000 de FCFA ainsi répartis :*

|   |                            |
|---|----------------------------|
| - Titre 5: Investissement exécutés par l'Etat | 191 731 405 000 francs CFA |
| - Titre 6: Tranfert en capital                | 365 454 595 000 francs CFA |

*II – Il est ouvert pour la loi de finances 2015, au titre des dépenses en capital du budget général, des autorisations de programmes d'un montant de 5.413.345.000.000 de FCFA.*

*Ces autorisations de programme (AP) sont reprises conformément à l'annexe 5 jointe à la présente loi.*

#### **ARTICLE 7 : Dépenses en capital sur ressources externes**

*I Les prévisions de tirage (emprunts et subventions), pour la loi de finances pour l'année 2015, affectées à des dépenses en capital sur ressources extérieures, sont évaluées à 405.000.000.000 de FCFA ainsi réparties :*

|              |                            |
|--------------|----------------------------|
| - Emprunt    | 211 000 000 000 francs CFA |
| - Subvention | 194 000 000 000 francs CFA |

*II Les financements acquis affectés à des dépenses en capital sont évalués à 4.497.984.000.000 FCFA ainsi répartis :*

|              |                              |
|--------------|------------------------------|
| - Emprunt    | 3 036 756 000 000 francs CFA |
| - Subvention | 1 461 228 000 000 francs CFA |

*Ces prévisions de tirage (PT) et financements acquis (FA) sont repris conformément à l'annexe 5 jointe à la présente loi.*

## **B –COMPTES SPECIAUX DU TRESOR**

### **B-1 – COMPTES D’AFFECTATION SPECIALE**

#### **ARTICLE 8 :**

*I.- Conformément au développement qui en est donné à l'annexe 2 jointe à la présente loi, les ressources des comptes d'affectation spéciale pour la loi de finances pour l'année 2015 sont évaluées à 69.650.000.000 de FCFA.*

*II – Les plafonds applicables aux comptes d'affectation spéciale pour la loi de finances pour l'année 2015, s'élèvent à 69.650.000.000 de FCFA.*

*III – Est autorisé le paiement direct des indemnités et traitements dus au personnel qui concourt à la réalisation des objectifs des comptes d'affectation spéciale suivants :*

- Caisse d'encouragement à la pêche et industries annexes ;
- Frais de contrôle des sociétés à participation publique.

#### **ARTICLE 9 : Autorisation de report**

*Les soldes des comptes d'affectation spéciale, au 31 décembre 2015, ne seront pas reportés à l'exception du solde créditeur du compte « Fonds national de Retraite.*

### **B-2 – COMPTES DE COMMERCE**

**ARTICLE 10 :**

*I.- Conformément au développement qui en est donné à l'annexe 2 jointe à la présente loi, les ressources des comptes de commerce pour la loi de finances pour l'année 2015 sont évaluées à 150.000.000 de FCFA.*

*II – Les plafonds de crédits applicables aux comptes de commerce, pour la loi de finances pour l'année 2015, s'élèvent à 150.000.000 de FCFA.*

*III- Il est prévu, pour le compte de commerce « Opérations à caractère industrielle et commerciale des armées », un découvert fixé à un montant de 50 000 000 de FCFA.*

**B-3 – COMPTES DE PRETS.****ARTICLE 11:**

*I – Conformément au développement qui en est donné à l'annexe 2 jointe à la présente loi, les ressources des comptes de prêts, pour la loi de finances 2015, sont évaluées à 17.650.000.000 de FCFA.*

*II – Les plafonds de crédits applicables aux comptes de prêts, pour la loi de finances 2015, s'élèvent à 17.650.000.000 de FCFA ».*

**B-4 – COMPTES D'AVANCES.****ARTICLE 12:**

*I – Conformément au développement qui en est donné à l'annexe 2 jointe à la présente loi, les ressources des comptes d'avances sont évaluées à 800.000.000 de FCFA.*

*II – Les plafonds de crédits applicables aux comptes d'avances, pour la loi de finances 2015, s'élèvent à 800.000.000 de FCFA. »*

**B-5- Affectations comptables****ARTICLE 13:**

*Compte tenu des dispositions des articles 8 à 12, les prévisions de recettes pour l'ensemble des comptes spéciaux du Trésor s'élèvent à 92.250.000.000 de FCFA comme indiqué à l'annexe 2 jointe à la présente loi.*

*Les charges des comptes spéciaux du Trésor pour la loi de finances pour l'année 2015 sont évaluées à la somme de 92.250.000.000 de FCFA. »*

**TITRE II : DISPOSITIONS DIVERSES****ARTICLE 14 : Taxes parafiscales**

*La perception des taxes parafiscales dont la liste figure en annexe 6, jointe à la présente loi continuera d'être opérée pendant l'année 2015.*

**ARTICLE 15 : Crédits évaluatifs**

*Aux termes de l'article 11 de la loi organique relative aux lois de finances, la liste des chapitres ou comptes spéciaux du Trésor dotés de crédits évaluatifs est donnée en annexe 7.*

**ARTICLE 16: Respect des règles organisant les dépenses publiques**

*Tout acte de dépenses qui engage les finances de l'Etat est subordonné à l'engagement préalable et à l'existence d'une couverture financière suffisante, dans le respect des règles organisant les dépenses publiques.*

*Les modalités d'application des dispositions de cet alinéa, notamment le contenu de la notion de couverture financière et les conditions d'approbation des marchés publics, sont précisées par instruction du Ministre chargé des Finances.*

*L'agent de l'Etat, qui viole ces dispositions, est puni des peines applicables par la Cour des comptes, sans préjudice d'autres sanctions administratives prévues par la réglementation.*

*Par dérogation à l'alinéa 2 de l'article 17 du Code des Obligations de l'Administration, la personne qui conclut et exécute un contrat avec l'Administration sans s'assurer de l'existence de couverture financière suffisante, par la délivrance d'une attestation à cet effet, ou qui effectue des prestations pour le compte de l'Etat en violation manifeste des règles organisant les dépenses publiques, ne pourra obtenir le paiement de l'intégralité de sa créance.*

*De même, lorsque des prestations ont été fournies à l'Administration en l'absence d'un marché public régulier, alors que l'application du Code des Marchés publics était requise, l'indemnité prévue à l'article 45 du Code des Obligations de l'Administration ne devra pas couvrir la totalité de la créance réclamée à titre de contrepartie.*

**ARTICLE 17: autorisation de régulation des dépenses**

*Le Président de la République est autorisé à opérer, par décret, des abattements sur les dotations applicables aux divers chapitres de crédits de fonctionnement et de dépenses en capital.*

## **ARTICLE 18 : Centralisation des transferts dans le compte unique du Trésor**

*Les subventions, dons et autres concours financiers alloués par l'Etat aux établissements publics, agences et autres entités publiques similaires ou assimilés sont versés dans des comptes de dépôt ouverts au Trésor.*

*La mobilisation des fonds, soit pour payer directement des tiers, soit pour alimenter des comptes ouverts au nom des dites entités dans les banques, est faite selon un planning arrêté en accord avec le Trésor.*

## **ARTICLE 19 : Institution d'une contribution spéciale sur les produits des mines et carrières (CSMC)**

*Il est institué au profit du budget de l'Etat une Contribution Spéciale sur les Produits des Mines et Carrières (CSMC).*

*Cette contribution s'applique aux livraisons sur le marché intérieur, aux importations et aux exportations de substances minérales et fossiles visées à l'article 4 du Code minier et au ciment.*

*Sont exonérés de la CSMC :*

- *Les produits des mines et carrières lorsqu'ils sont utilisés dans la production de biens soumis à cette même contribution ;*
- *les exportations de ciment.*

*La base imposable est déterminée :*

- *à la vente, par le prix de cession des produits livrés tous frais et taxes compris, à l'exclusion de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) et de la CSMC elle-même ;*
- *à l'importation, par la valeur en douane augmentée de tous les droits et taxes liquidés par la Douane, à l'exclusion de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) et de la CSMC elle-même ;*
- *dans tous les autres cas, par la valeur normale des produits tous frais et taxes compris, à l'exclusion de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) et de la CSMC elle-même.*

*Le fait générateur de la CSMC est constitué :*

- *pour les substances extraites ou produites au Sénégal, par la première cession effectuée à titre onéreux ou à titre gratuit ou par la livraison à soi-même pour la consommation personnelle ;*
- *pour les substances importées, par la mise à la consommation matérielle ou juridique sur le territoire du Sénégal.*
- *pour l'or, le taux de la contribution spéciale est fixé comme suit :*
  - *4% pour l'année 2014 ;*
  - *3% pour l'année 2015 ;*
  - *2% à partir de l'année 2016.*



- *Pour les autres produits, le taux de la contribution est fixé à 3%.*

*Les règles relatives à la liquidation, au recouvrement et au contentieux en matière de Taxe sur la valeur ajoutée s'appliquent à la CSMC. »*



## ANNEXE 1

### Prévisions des recettes du Budget général

En milliers de FCFA

| NOMENCLATURE ET NATURE DE LA RECETTE   | PREVISIONS LFI 2014  | REALISATIONS AU 31 AOÛT 2014 | PREVISIONS LFI 2015  | ECARTS: LFI 2014/2015 | TAUX ECART |
|--|----------------------|------------------------------|----------------------|-----------------------|------------|
| <b>ARTICLE 71- RECETTES FISCALES</b>   |                      |                              |                      |                       |            |
| <b>Paragraphe 0711</b> - Impôts sur le revenu, les bénéfices et gains en capital | 171 200 000          | 160 100 000                  | 187 500 000          | 16 300 000            | 9,52%      |
| <b>Paragraphe 0712</b> - impôts sur les salaires et autres rémunérations         | 266 100 000          | 153 100 000                  | 274 000 000          | 7 900 000             | 2,97%      |
| <b>Paragraphe 0713</b> - Impôts sur le patrimoine (droit d'enregistrement)       | 21 600 000           | 18 400 000                   | 24 600 000           | 3 000 000             | 13,89%     |
| <b>Paragraphe 0714</b> - Autres impôts directs (dont CGU)                        | 1 000 000            | 100 000                      | 600 000              | -400 000              |            |
| <b>TOTAL IMPOTS DIRECTS</b>  | <b>459 900 000</b>   | <b>331 700 000</b>           | <b>486 700 000</b>   | 26 800 000            | 5,83%      |
| <b>Paragraphe 0715</b> - Impôts et taxes intérieures sur les biens et services   | 805 100 000          | 461 900 000                  | 801 700 000          | -3 400 000            | -0,42%     |
| <b>Paragraphe 0716</b> - Droits de timbre et d'enregistrement                    | 37 200 000           | 18 200 000                   | 37 300 000           | 100 000               | 0,27%      |
| <b>Paragraphe 0717</b> - Droits et taxes à l'importation                         | 236 400 000          | 134 900 000                  | 242 800 000          | 6 400 000             | 2,71%      |
| <b>Paragraphe 0719</b> - Autres recettes fiscales****                            | 22 400 000           | 37 500 000                   | 33 200 000           | 10 800 000            | 48,21%     |
| <b>TOTAL IMPOTS INDIRECTS</b>  | <b>1 101 100 000</b> | <b>652 500 000</b>           | <b>1 115 000 000</b> | 13 900 000            | 1,26%      |
| <b>071 - TOTAL RECETTES FISCALES</b>   | <b>1 561 000 000</b> | <b>984 200 000</b>           | <b>1 601 700 000</b> | 40 700 000            | 2,61%      |
| <b>ARTICLE 72 - RECETTES NON FISCALES</b>  |                      |                              |                      |                       |            |
| <b>Paragraphe 0721</b> - Revenu de l'Entreprise et du Domaine                    | 13 000 000           | 15 400 000                   | 17 000 000           | 4 000 000             | 30,77%     |
| <b>Paragraphe 0722</b> - Droits et frais administratifs                          | 100 000              | 200 000                      | 100 000              | 0                     | 0,00%      |
| <b>Paragraphe 0723</b> - Amendes et Condamnations pécuniaires                    | 100 000              | 0                            | 100 000              | 0                     | 0,00%      |
| <b>Paragraphe 0724</b> - Produits financiers                                     | 56 800 000           | 32 900 000                   | 51 900 000           | -4 900 000            | -8,63%     |
| <b>Paragraphe 0729</b> - Autres recettes non fiscales                            | 2 000 000            | 300 000                      | 8 900 000            | 6 900 000             | 345,00%    |
| <b>072 - TOTAL RECETTES NON FISCALES</b>   | <b>72 000 000</b>    | <b>48 800 000</b>            | <b>78 000 000</b>    | 6 000 000             | 8,33%      |
| <b>TOTAL RECETTES FISCALES ET NON FISCALES</b>                                   | <b>1 633 000 000</b> | <b>1 033 000 000</b>         | <b>1 679 700 000</b> | 46 700 000            | 2,86%      |
| 074 - DONS PROGRAMMES  | 42 000 000           | 24 400 000                   | 35 000 000           | -7 000 000            | -16,67%    |
| 076 - RECETTES EXCEPTIONNELLES***  | 59 000 000           | 33 500 000                   | 84 000 000           | 25 000 000            | 42,37%     |
| 729 - REMBOURSEMENT DE PRÊTS ET AVANCES (PRETS RETROCEDES)                       | 3 000 000            | 0                            | 3 000 000            | 0                     | 0,00%      |
| <b>014</b> - EMISSIONS DE BONS DU TRESOR A PLUS D'UN AN                          | 136 390 000          | 105 000 000                  | 170 613 000          | 34 223 000            | 25,09%     |
| 016 - EMPRUNTS PROGRAMMES  | 50 000 000           | 0                            | 38 000 000           | -12 000 000           | -24,00%    |
| 017 AUTRES EMPRUNTS****  | 358 020 000          | 303 000 000                  | 361 469 000          | 3 449 000             | 0,96%      |
| Total emprunts   | 544 410 000          | 408 000 000                  | 570 082 000          | 25 672 000            | 4,72%      |
| <b>TOTAL ARTICLES 74, 76, 729, 14, 16 et 17</b>                                  | <b>648 410 000</b>   | <b>465 900 000</b>           | <b>692 082 000</b>   | 43 672 000            | 6,74%      |

|  |                      |                      |                      |                    |              |
|--|----------------------|----------------------|----------------------|--------------------|--------------|
| <b>TOTAL RESSOURCES INTERNES (ARTICLES 71 - 72 - 76 - 29 - 14-16 et 17)</b>      | <b>2 281 410 000</b> | <b>1 498 900 000</b> | <b>2 371 782 000</b> | 90 372 000         | 3,96%        |
| <b>012 - DONS PROJETS ET LEGS</b>  | 181 000 000          | 0                    | 194 000 000          | 13 000 000         | 7,18%        |
| <b>015 - TIRAGES SUR EMPRUNTS PROJETS</b>  | 184 000 000          | 0                    | 211 000 000          | 27 000 000         | 14,67%       |
| <b>TOTAL RESSOURCES EXTERNES (ARTICLES 12, et 15)</b>                            | <b>365 000 000</b>   | <b>0</b>             | <b>405 000 000</b>   | 40 000 000         | 10,96%       |
| <b>TOTAL RESSOURCES BUDGET GENERAL</b>   | <b>2 646 410 000</b> | <b>1 498 900 000</b> | <b>2 776 782 000</b> | 130 372 000        | 4,93%        |
| <b>TOTAL COMPTES SPECIAUX DU TRESOR</b>  | <b>85 610 000</b>    |                      | <b>92 250 000</b>    | 6 640 000          | 7,76%        |
| <b>TOTAL RESSOURCES LOI DE FIN (Budget général + Comptes spéciaux du trésor)</b> | <b>2 732 020 000</b> | <b>1 498 900 000</b> | <b>2 869 032 000</b> | <b>137 012 000</b> | <b>5,02%</b> |



## ANNEXE 2 Comptes spéciaux du Trésor

En FCFA

| LIBELLES  | RECETTES              | DEPENSES              |
|---|-----------------------|-----------------------|
| <b>COMPTES D'AFFECTATION SPECIALE</b>                       |                       |                       |
| Fonds National de retraite                                  | 68 000 000 000        | 68 000 000 000        |
| Fonds de Lutte contre incendies                             | 200 000 000           | 200 000 000           |
| Caisse d'encouragement à la Pêche et Industries Annexes     | 950 000 000           | 950 000 000           |
| Frais de contrôle des Sociétés à participation Publique     | 500 000 000           | 500 000 000           |
| <b>s/total</b>  | <b>69 650 000 000</b> | <b>69 650 000 000</b> |
| <b>COMPTES DE COMMERCE</b>                                  |                       |                       |
| Opér. A caractère industriel et Commerc. Des Armées         | 150 000 000           | 150 000 000           |
| <b>s/total</b>  | <b>150 000 000</b>    | <b>150 000 000</b>    |
| <b>COMPTES DE PRETS</b>                                     |                       |                       |
| Consolid.d'avances en prêts Etab.Pub.Soc. À Part. Pub. Maj. |                       |                       |
| prêts aux Collectivités locales                             | 800 000 000           | 800 000 000           |
| prêts à divers organismes                                   | 850 000 000           | 850 000 000           |
| prêts à divers particuliers                                 | 16 000 000 000        | 16 000 000 000        |
| <b>s/total</b>  | <b>17 650 000 000</b> | <b>17 650 000 000</b> |
| <b>COMPTES D'AVANCES</b>                                    |                       |                       |
| Avance à 1 an aux collectivités locales                     | 800 000 000           | 800 000 000           |
| <b>s/total</b>  | <b>800 000 000</b>    | <b>800 000 000</b>    |
| <b>COMPTE DE GARANTIE ET AVAL</b>                           |                       |                       |
| garantie et aval  | 4 000 000 000         | 4 000 000 000         |
| <b>s/total</b>  | <b>4 000 000 000</b>  | <b>4 000 000 000</b>  |
| <b>RECAPITULATION GENERALE</b>                              |                       |                       |
| COMPTES D'AFFECTATION SPECIALE                              | 69 650 000 000        | 69 650 000 000        |
| COMPTES DE COMMERCE   | 150 000 000           | 150 000 000           |
| COMPTES DE PRETS  | 17 650 000 000        | 17 650 000 000        |
| COMPTES D'AVANCES   | 800 000 000           | 800 000 000           |
| COMPTE DE GARANTIE ET AVAL                                  | 4 000 000 000         | 4 000 000 000         |
| <b>total</b>  | <b>92 250 000 000</b> | <b>92 250 000 000</b> |



## ANNEXE 3 RECAPITULATION PAR SECTION ET PAR TITRE

(Ne tient pas compte des CST)

| Pouvoirs Publics ou Ministères  | Crédits Ouverts en LFI<br>2014 | Loi de Finances pour l'année 2015 |
|---|--------------------------------|-----------------------------------|
|   |                                | Réévaluation<br>Services Votés    |
| <b>10 Dette Publique</b>  |                                |                                   |
| <b>DETTE PUBLIQUE</b>   |                                |                                   |
| <b>Dette Publique</b>   |                                |                                   |
| Titre 1 - 10 Amortissement et charge de la dette publique et dépenses | 523 410 000 000                | 598 010 000 000                   |
| <b>Total Dette Publique</b>   | <b>523 410 000 000</b>         | <b>598 010 000 000</b>            |
| <b>TOTAL DETTE PUBLIQUE</b>   | <b>523 410 000 000</b>         | <b>598 010 000 000</b>            |
| <b>Total Général Section 10</b>                                       | <b>523 410 000 000</b>         | <b>598 010 000 000</b>            |
| <b>21 Présidence de la République</b>                                 |                                |                                   |
| <b>BUDGET GENERAL</b>   |                                |                                   |
| <b>Budget de Fonctionnement</b>                                       |                                |                                   |
| Titre 2 - 21 Dépenses de personnel                                    | 4 837 127 540                  | 7 203 389 320                     |
| Titre 3 - 21 Dépenses de fonctionnement                               | 9 197 538 000                  | 8 506 045 000                     |
| Titre 4 - 21 Transferts courants                                      | 13 066 342 000                 | 17 089 857 000                    |
| <b>Total Budget de Fonctionnement</b>                                 | <b>27 101 007 540</b>          | <b>32 799 291 320</b>             |
| <b>TOTAL BUDGET GENERAL</b>   | <b>27 101 007 540</b>          | <b>32 799 291 320</b>             |
| <b>Total Général Section 21</b>                                       | <b>27 101 007 540</b>          | <b>32 799 291 320</b>             |
| <b>22 Assemblée Nationale</b>   |                                |                                   |
| <b>BUDGET GENERAL</b>   |                                |                                   |
| <b>Budget de Fonctionnement</b>                                       |                                |                                   |
| Titre 2 - 22 Dépenses de personnel                                    | 8 566 571 440                  | 8 600 583 520                     |
| Titre 3 - 22 Dépenses de fonctionnement                               | 7 468 345 000                  | 0                                 |
| Titre 4 - 22 Transferts courants                                      | 91 161 000                     | 4 934 506 000                     |
| <b>Total Budget de Fonctionnement</b>                                 | <b>16 126 077 440</b>          | <b>13 535 089 520</b>             |
| <b>TOTAL BUDGET GENERAL</b>   | <b>16 126 077 440</b>          | <b>13 535 089 520</b>             |
| <b>Total Général Section 22</b>                                       | <b>16 126 077 440</b>          | <b>13 535 089 520</b>             |
| <b>23 Commission Electorale Nationale Autonome</b>                    |                                |                                   |
| <b>BUDGET GENERAL</b>   |                                |                                   |
| <b>Budget de Fonctionnement</b>                                       |                                |                                   |
| Titre 4 - 23 Transferts courants                                      | 3 100 983 000                  | 1 600 983 000                     |
| <b>Total Budget de Fonctionnement</b>                                 | <b>3 100 983 000</b>           | <b>1 600 983 000</b>              |
| <b>TOTAL BUDGET GENERAL</b>   | <b>3 100 983 000</b>           | <b>1 600 983 000</b>              |
| <b>Total Général Section 23</b>                                       | <b>3 100 983 000</b>           | <b>1 600 983 000</b>              |



## ANNEXE 3

### RECAPITULATION PAR SECTION ET PAR TITRE

(Ne tient pas compte des CST)

| Pouvoirs Publics ou Ministères                          | Crédits Ouverts en LFI<br>2014 | Loi de Finances pour l'année 2015 |
|---|--------------------------------|-----------------------------------|
|   |                                | Réévaluation<br>Services Votés    |
| <b>24 Conseil Economique, Social et Environnemental</b> |                                |                                   |
| <b>BUDGET GENERAL</b>                                   |                                |                                   |
| <b>Budget de Fonctionnement</b>                         |                                |                                   |
| Titre 2 - 24 Dépenses de personnel                      | 1 782 000 000                  | 6 851 874 724                     |
| Titre 3 - 24 Dépenses de fonctionnement                 | 1 655 000 000                  | 0                                 |
| Titre 4 - 24 Transferts courants                        | 347 087 000                    | 1 681 753 000                     |
| <b>Total Budget de Fonctionnement</b>                   | <b>3 784 087 000</b>           | <b>8 533 627 724</b>              |
| <b>TOTAL BUDGET GENERAL</b>                             | <b>3 784 087 000</b>           | <b>8 533 627 724</b>              |
| <b>Total Général Section 24</b>                         | <b>3 784 087 000</b>           | <b>8 533 627 724</b>              |
| <b>25 Conseil Constitutionnel</b>                       |                                |                                   |
| <b>BUDGET GENERAL</b>                                   |                                |                                   |
| <b>Budget de Fonctionnement</b>                         |                                |                                   |
| Titre 2 - 25 Dépenses de personnel                      | 207 528 000                    | 246 868 200                       |
| Titre 3 - 25 Dépenses de fonctionnement                 | 128 370 000                    | 107 830 000                       |
| Titre 4 - 25 Transferts courants                        | 0                              | 0                                 |
| <b>Total Budget de Fonctionnement</b>                   | <b>335 898 000</b>             | <b>354 698 200</b>                |
| <b>TOTAL BUDGET GENERAL</b>                             | <b>335 898 000</b>             | <b>354 698 200</b>                |
| <b>Total Général Section 25</b>                         | <b>335 898 000</b>             | <b>354 698 200</b>                |
| <b>27 Cour Suprême</b>                                  |                                |                                   |
| <b>BUDGET GENERAL</b>                                   |                                |                                   |
| <b>Budget de Fonctionnement</b>                         |                                |                                   |
| Titre 2 - 27 Dépenses de personnel                      | 826 213 000                    | 906 014 620                       |
| Titre 3 - 27 Dépenses de fonctionnement                 | 915 956 000                    | 769 403 000                       |
| Titre 4 - 27 Transferts courants                        | 1 977 000                      | 1 660 000                         |
| <b>Total Budget de Fonctionnement</b>                   | <b>1 744 146 000</b>           | <b>1 677 077 620</b>              |
| <b>TOTAL BUDGET GENERAL</b>                             | <b>1 744 146 000</b>           | <b>1 677 077 620</b>              |
| <b>Total Général Section 27</b>                         | <b>1 744 146 000</b>           | <b>1 677 077 620</b>              |
| <b>28 Cour des Comptes</b>                              |                                |                                   |
| <b>BUDGET GENERAL</b>                                   |                                |                                   |
| <b>Budget de Fonctionnement</b>                         |                                |                                   |
| Titre 2 - 28 Dépenses de personnel                      | 765 192 400                    | 851 379 520                       |
| Titre 3 - 28 Dépenses de fonctionnement                 | 263 952 000                    | 220 879 000                       |
| Titre 4 - 28 Transferts courants                        | 900 000 000                    | 900 000 000                       |
| <b>Total Budget de Fonctionnement</b>                   | <b>1 929 144 400</b>           | <b>1 972 258 520</b>              |
| <b>TOTAL BUDGET GENERAL</b>                             | <b>1 929 144 400</b>           | <b>1 972 258 520</b>              |
| <b>Total Général Section 28</b>                         | <b>1 929 144 400</b>           | <b>1 972 258 520</b>              |



## ANNEXE 3

### RECAPITULATION PAR SECTION ET PAR TITRE

(Ne tient pas compte des CST)

| Pouvoirs Publics ou Ministères   | Crédits Ouverts en LFI<br>2014 | Loi de Finances pour l'année 2015 |
|--|--------------------------------|-----------------------------------|
|  |                                | Réévaluation<br>Services Votés    |
| <b>30 Primature</b>  |                                |                                   |
| <b>BUDGET GENERAL</b>  |                                |                                   |
| <b>Budget de Fonctionnement</b>  |                                |                                   |
| Titre 2 - 30 Dépenses de personnel   | 1 547 034 120                  | 1 287 465 400                     |
| Titre 3 - 30 Dépenses de fonctionnement                                      | 3 416 874 000                  | 3 143 224 000                     |
| Titre 4 - 30 Transferts courants   | 4 197 375 000                  | 3 880 700 000                     |
| <b>Total Budget de Fonctionnement</b>  | <b>9 161 283 120</b>           | <b>8 311 389 400</b>              |
| <b>TOTAL BUDGET GENERAL</b>  | <b>9 161 283 120</b>           | <b>8 311 389 400</b>              |
| <b>Total Général Section 30</b>  | <b>9 161 283 120</b>           | <b>8 311 389 400</b>              |
| <b>31 Ministère des Affaires Etrangères et des Sénégalais de l'Extérieur</b> |                                |                                   |
| <b>BUDGET GENERAL</b>  |                                |                                   |
| <b>Budget de Fonctionnement</b>  |                                |                                   |
| Titre 2 - 31 Dépenses de personnel   | 17 200 370 340                 | 16 895 589 720                    |
| Titre 3 - 31 Dépenses de fonctionnement                                      | 21 969 921 000                 | 19 584 298 000                    |
| Titre 4 - 31 Transferts courants   | 5 710 634 000                  | 5 710 634 000                     |
| <b>Total Budget de Fonctionnement</b>  | <b>44 880 925 340</b>          | <b>42 190 521 720</b>             |
| <b>TOTAL BUDGET GENERAL</b>  | <b>44 880 925 340</b>          | <b>42 190 521 720</b>             |
| <b>Total Général Section 31</b>  | <b>44 880 925 340</b>          | <b>42 190 521 720</b>             |
| <b>32 Ministère des Forces Armées</b>  |                                |                                   |
| <b>BUDGET GENERAL</b>  |                                |                                   |
| <b>Budget de Fonctionnement</b>  |                                |                                   |
| Titre 2 - 32 Dépenses de personnel   | 67 122 237 060                 | 71 310 135 900                    |
| Titre 3 - 32 Dépenses de fonctionnement                                      | 23 575 688 000                 | 21 330 975 000                    |
| Titre 4 - 32 Transferts courants   | 2 359 687 000                  | 2 359 687 000                     |
| <b>Total Budget de Fonctionnement</b>  | <b>93 057 612 060</b>          | <b>95 000 797 900</b>             |
| <b>TOTAL BUDGET GENERAL</b>  | <b>93 057 612 060</b>          | <b>95 000 797 900</b>             |
| <b>Total Général Section 32</b>  | <b>93 057 612 060</b>          | <b>95 000 797 900</b>             |
| <b>33 Ministère de l'Intérieur et de la sécurité publique</b>                |                                |                                   |
| <b>BUDGET GENERAL</b>  |                                |                                   |
| <b>Budget de Fonctionnement</b>  |                                |                                   |
| Titre 2 - 33 Dépenses de personnel   | 26 858 895 000                 | 30 344 513 600                    |
| Titre 3 - 33 Dépenses de fonctionnement                                      | 10 450 214 000                 | 4 350 075 000                     |
| Titre 4 - 33 Transferts courants   | 4 000 000 000                  | 4 000 000 000                     |
| <b>Total Budget de Fonctionnement</b>  | <b>41 309 109 000</b>          | <b>38 694 588 600</b>             |
| <b>TOTAL BUDGET GENERAL</b>  | <b>41 309 109 000</b>          | <b>38 694 588 600</b>             |
| <b>Total Général Section 33</b>  | <b>41 309 109 000</b>          | <b>38 694 588 600</b>             |



## ANNEXE 3

### RECAPITULATION PAR SECTION ET PAR TITRE

(Ne tient pas compte des CST)

| Pouvoirs Publics ou Ministères  | Crédits Ouverts en LFI<br>2014 | Loi de Finances pour l'année 2015 |
|---|--------------------------------|-----------------------------------|
|   |                                | Réévaluation<br>Services Votés    |
| <b>34 Ministère de la Justice</b>   |                                |                                   |
| <b>BUDGET GENERAL</b>   |                                |                                   |
| <b>Budget de Fonctionnement</b>   |                                |                                   |
| Titre 2 - 34 Dépenses de personnel  | 17 565 489 640                 | 18 022 702 660                    |
| Titre 3 - 34 Dépenses de fonctionnement   | 5 842 967 000                  | 4 636 589 000                     |
| Titre 4 - 34 Transferts courants  | 1 443 862 000                  | 1 443 862 000                     |
| <b>Total Budget de Fonctionnement</b>   | <b>24 852 318 640</b>          | <b>24 103 153 660</b>             |
| <b>TOTAL BUDGET GENERAL</b>   | <b>24 852 318 640</b>          | <b>24 103 153 660</b>             |
| <b>Total Général Section 34</b>   | <b>24 852 318 640</b>          | <b>24 103 153 660</b>             |
| <b>35 Ministère de la Fonction Publique, de la Rationalisation des effectifs et du renouveau du service public</b>            |                                |                                   |
| <b>BUDGET GENERAL</b>   |                                |                                   |
| <b>Budget de Fonctionnement</b>   |                                |                                   |
| Titre 2 - 35 Dépenses de personnel  | 1 476 181 400                  | 729 539 880                       |
| Titre 3 - 35 Dépenses de fonctionnement   | 476 159 000                    | 340 089 000                       |
| Titre 4 - 35 Transferts courants  | 254 920 000                    | 0                                 |
| <b>Total Budget de Fonctionnement</b>   | <b>2 207 260 400</b>           | <b>1 069 628 880</b>              |
| <b>TOTAL BUDGET GENERAL</b>   | <b>2 207 260 400</b>           | <b>1 069 628 880</b>              |
| <b>Total Général Section 35</b>   | <b>2 207 260 400</b>           | <b>1 069 628 880</b>              |
| <b>37 Ministère du Travail, du dialogue social, des organisations professionnelles et des relations avec les institutions</b> |                                |                                   |
| <b>BUDGET GENERAL</b>   |                                |                                   |
| <b>Budget de Fonctionnement</b>   |                                |                                   |
| Titre 2 - 37 Dépenses de personnel  | 0                              | 944 500 160                       |
| Titre 3 - 37 Dépenses de fonctionnement   | 0                              | 186 120 000                       |
| Titre 4 - 37 Transferts courants  | 0                              | 254 920 000                       |
| <b>Total Budget de Fonctionnement</b>   | <b>0</b>                       | <b>1 385 540 160</b>              |
| <b>TOTAL BUDGET GENERAL</b>   | <b>0</b>                       | <b>1 385 540 160</b>              |
| <b>Total Général Section 37</b>   | <b>0</b>                       | <b>1 385 540 160</b>              |
| <b>38 Ministère de l'intégration Africaine, du NEPAD et de la Promotion de la Bonne Gouvernance</b>                           |                                |                                   |
| <b>BUDGET GENERAL</b>   |                                |                                   |
| <b>Budget de Fonctionnement</b>   |                                |                                   |
| Titre 2 - 38 Dépenses de personnel  | 0                              | 162 331 180                       |
| Titre 3 - 38 Dépenses de fonctionnement   | 0                              | 250 000 000                       |
| <b>Total Budget de Fonctionnement</b>   | <b>0</b>                       | <b>412 331 180</b>                |
| <b>TOTAL BUDGET GENERAL</b>   | <b>0</b>                       | <b>412 331 180</b>                |
| <b>Total Général Section 38</b>   | <b>0</b>                       | <b>412 331 180</b>                |



## ANNEXE 3

### RECAPITULATION PAR SECTION ET PAR TITRE

(Ne tient pas compte des CST)

| Pouvoirs Publics ou Ministères                                | Crédits Ouverts en LFI<br>2014 | Loi de Finances pour l'année 2015 |
|---|--------------------------------|-----------------------------------|
|   |                                | Réévaluation<br>Services Votés    |
| <b>40 Ministère de la Pêche et de l'Economie Maritime</b>     |                                |                                   |
| <b>BUDGET GENERAL</b>   |                                |                                   |
| <b>Budget de Fonctionnement</b>                               |                                |                                   |
| Titre 2 - 40 Dépenses de personnel                            | 1 148 649 000                  | 1 147 614 160                     |
| Titre 3 - 40 Dépenses de fonctionnement                       | 557 318 000                    | 554 999 000                       |
| Titre 4 - 40 Transferts courants                              | 183 447 000                    | 183 447 000                       |
| <b>Total Budget de Fonctionnement</b>                         | <b>1 889 414 000</b>           | <b>1 886 060 160</b>              |
| <b>TOTAL BUDGET GENERAL</b>                                   | <b>1 889 414 000</b>           | <b>1 886 060 160</b>              |
| <b>Total Général Section 40</b>                               | <b>1 889 414 000</b>           | <b>1 886 060 160</b>              |
| <b>41 Min. Infr. Transp. Terrestres et du Désencl.</b>        |                                |                                   |
| <b>BUDGET GENERAL</b>   |                                |                                   |
| <b>Budget de Fonctionnement</b>                               |                                |                                   |
| Titre 2 - 41 Dépenses de personnel                            | 563 731 940                    | 555 982 020                       |
| Titre 3 - 41 Dépenses de fonctionnement                       | 385 220 000                    | 265 875 000                       |
| Titre 4 - 41 Transferts courants                              | 0                              | 0                                 |
| <b>Total Budget de Fonctionnement</b>                         | <b>948 951 940</b>             | <b>821 857 020</b>                |
| <b>TOTAL BUDGET GENERAL</b>                                   | <b>948 951 940</b>             | <b>821 857 020</b>                |
| <b>Total Général Section 41</b>                               | <b>948 951 940</b>             | <b>821 857 020</b>                |
| <b>42 Ministère de l'Agriculture et de l'Equipement Rural</b> |                                |                                   |
| <b>BUDGET GENERAL</b>   |                                |                                   |
| <b>Budget de Fonctionnement</b>                               |                                |                                   |
| Titre 2 - 42 Dépenses de personnel                            | 1 984 484 140                  | 1 946 471 740                     |
| Titre 3 - 42 Dépenses de fonctionnement                       | 1 167 450 000                  | 752 253 000                       |
| Titre 4 - 42 Transferts courants                              | 6 807 126 000                  | 20 407 126 000                    |
| <b>Total Budget de Fonctionnement</b>                         | <b>9 959 060 140</b>           | <b>23 105 850 740</b>             |
| <b>TOTAL BUDGET GENERAL</b>                                   | <b>9 959 060 140</b>           | <b>23 105 850 740</b>             |
| <b>Total Général Section 42</b>                               | <b>9 959 060 140</b>           | <b>23 105 850 740</b>             |
| <b>43 Ministère de l'Economie, des Finances et du plan</b>    |                                |                                   |
| <b>BUDGET GENERAL</b>   |                                |                                   |
| <b>Budget de Fonctionnement</b>                               |                                |                                   |
| Titre 2 - 43 Dépenses de personnel                            | 17 072 163 920                 | 18 986 452 980                    |
| Titre 3 - 43 Dépenses de fonctionnement                       | 11 276 140 451                 | 10 136 166 000                    |
| Titre 4 - 43 Transferts courants                              | 1 871 840 780                  | 4 628 880 000                     |
| <b>Total Budget de Fonctionnement</b>                         | <b>30 220 145 151</b>          | <b>33 751 498 980</b>             |
| <b>TOTAL BUDGET GENERAL</b>                                   | <b>30 220 145 151</b>          | <b>33 751 498 980</b>             |
| <b>Total Général Section 43</b>                               | <b>30 220 145 151</b>          | <b>33 751 498 980</b>             |



## ANNEXE 3

### RECAPITULATION PAR SECTION ET PAR TITRE

(Ne tient pas compte des CST)

| Pouvoirs Publics ou Ministères   | Crédits Ouverts en LFI<br>2014 | Loi de Finances pour l'année 2015 |
|--|--------------------------------|-----------------------------------|
|  |                                | Réévaluation<br>Services Votés    |
| <b>44 Ministère de l'Energie et du Développement des Energies Renouvelables</b>  |                                |                                   |
| <b>BUDGET GENERAL</b>  |                                |                                   |
| <b>Budget de Fonctionnement</b>  |                                |                                   |
| Titre 2 - 44 Dépenses de personnel   | 218 860 340                    | 196 524 060                       |
| Titre 3 - 44 Dépenses de fonctionnement  | 146 556 000                    | 876 784 000                       |
| Titre 4 - 44 Transferts courants   | 7 533 082 000                  | 72 681 000                        |
| <b>Total Budget de Fonctionnement</b>  | <b>7 898 498 340</b>           | <b>1 145 989 060</b>              |
| <b>TOTAL BUDGET GENERAL</b>  | <b>7 898 498 340</b>           | <b>1 145 989 060</b>              |
| <b>Total Général Section 44</b>  | <b>7 898 498 340</b>           | <b>1 145 989 060</b>              |
| <b>45 Ministère du Commerce, du secteur informel, de la Consommation, de la Promotion des produits locaux et des PME</b> |                                |                                   |
| <b>BUDGET GENERAL</b>  |                                |                                   |
| <b>Budget de Fonctionnement</b>  |                                |                                   |
| Titre 2 - 45 Dépenses de personnel   | 1 325 669 280                  | 1 381 843 820                     |
| Titre 3 - 45 Dépenses de fonctionnement  | 419 916 000                    | 247 014 000                       |
| Titre 4 - 45 Transferts courants   | 1 645 482 000                  | 1 480 482 000                     |
| <b>Total Budget de Fonctionnement</b>  | <b>3 391 067 280</b>           | <b>3 109 339 820</b>              |
| <b>TOTAL BUDGET GENERAL</b>  | <b>3 391 067 280</b>           | <b>3 109 339 820</b>              |
| <b>Total Général Section 45</b>  | <b>3 391 067 280</b>           | <b>3 109 339 820</b>              |
| <b>46 Ministère du renouveau urbain, de l'habitat et du cadre de vie</b>   |                                |                                   |
| <b>BUDGET GENERAL</b>  |                                |                                   |
| <b>Budget de Fonctionnement</b>  |                                |                                   |
| Titre 2 - 46 Dépenses de personnel   | 1 357 587 740                  | 1 224 942 160                     |
| Titre 3 - 46 Dépenses de fonctionnement  | 523 448 000                    | 322 121 000                       |
| Titre 4 - 46 Transferts courants   | 15 000 000                     | 115 000 000                       |
| <b>Total Budget de Fonctionnement</b>  | <b>1 896 035 740</b>           | <b>1 662 063 160</b>              |
| <b>TOTAL BUDGET GENERAL</b>  | <b>1 896 035 740</b>           | <b>1 662 063 160</b>              |
| <b>Total Général Section 46</b>  | <b>1 896 035 740</b>           | <b>1 662 063 160</b>              |
| <b>47 Ministère de l'Industrie et des Mines</b>  |                                |                                   |
| <b>BUDGET GENERAL</b>  |                                |                                   |
| <b>Budget de Fonctionnement</b>  |                                |                                   |
| Titre 2 - 47 Dépenses de personnel   | 260 724 940                    | 253 485 780                       |
| Titre 3 - 47 Dépenses de fonctionnement  | 235 716 000                    | 168 843 000                       |
| Titre 4 - 47 Transferts courants   | 917 920 000                    | 916 745 000                       |
| <b>Total Budget de Fonctionnement</b>  | <b>1 414 360 940</b>           | <b>1 339 073 780</b>              |
| <b>TOTAL BUDGET GENERAL</b>  | <b>1 414 360 940</b>           | <b>1 339 073 780</b>              |
| <b>Total Général Section 47</b>  | <b>1 414 360 940</b>           | <b>1 339 073 780</b>              |



## ANNEXE 3

### RECAPITULATION PAR SECTION ET PAR TITRE

(Ne tient pas compte des CST)

| Pouvoirs Publics ou Ministères                           | Crédits Ouverts en LFI<br>2014 | Loi de Finances pour l'année 2015 |
|--|--------------------------------|-----------------------------------|
|  |                                | Réévaluation<br>Services Votés    |
| <b>49 Min. Tourisme et Transp. Aériens</b>               |                                |                                   |
| <b>BUDGET GENERAL</b>                                    |                                |                                   |
| <b>Budget de Fonctionnement</b>                          |                                |                                   |
| Titre 2 - 49 Dépenses de personnel                       | 456 046 160                    | 471 642 240                       |
| Titre 3 - 49 Dépenses de fonctionnement                  | 193 101 000                    | 251 099 000                       |
| Titre 4 - 49 Transferts courants                         | 1 020 877 000                  | 775 000 000                       |
| <b>Total Budget de Fonctionnement</b>                    | <b>1 670 024 160</b>           | <b>1 497 741 240</b>              |
| <b>TOTAL BUDGET GENERAL</b>                              | <b>1 670 024 160</b>           | <b>1 497 741 240</b>              |
| <b>Total Général Section 49</b>                          | <b>1 670 024 160</b>           | <b>1 497 741 240</b>              |
| <b>50 Ministère de l'Education Nationale</b>             |                                |                                   |
| <b>BUDGET GENERAL</b>                                    |                                |                                   |
| <b>Budget de Fonctionnement</b>                          |                                |                                   |
| Titre 2 - 50 Dépenses de personnel                       | 201 431 863 040                | 212 271 959 060                   |
| Titre 3 - 50 Dépenses de fonctionnement                  | 121 982 836 000                | 115 869 697 000                   |
| Titre 4 - 50 Transferts courants                         | 2 017 405 000                  | 4 509 905 000                     |
| <b>Total Budget de Fonctionnement</b>                    | <b>325 432 104 040</b>         | <b>332 651 561 060</b>            |
| <b>TOTAL BUDGET GENERAL</b>                              | <b>325 432 104 040</b>         | <b>332 651 561 060</b>            |
| <b>Total Général Section 50</b>                          | <b>325 432 104 040</b>         | <b>332 651 561 060</b>            |
| <b>52 Ministère des Sports</b>                           |                                |                                   |
| <b>BUDGET GENERAL</b>                                    |                                |                                   |
| <b>Budget de Fonctionnement</b>                          |                                |                                   |
| Titre 2 - 52 Dépenses de personnel                       | 1 047 142 120                  | 1 045 813 540                     |
| Titre 3 - 52 Dépenses de fonctionnement                  | 1 919 240 000                  | 1 587 777 000                     |
| Titre 4 - 52 Transferts courants                         | 500 275 000                    | 500 275 000                       |
| <b>Total Budget de Fonctionnement</b>                    | <b>3 466 657 120</b>           | <b>3 133 865 540</b>              |
| <b>TOTAL BUDGET GENERAL</b>                              | <b>3 466 657 120</b>           | <b>3 133 865 540</b>              |
| <b>Total Général Section 52</b>                          | <b>3 466 657 120</b>           | <b>3 133 865 540</b>              |
| <b>53 Ministère de la Culture et de la Communication</b> |                                |                                   |
| <b>BUDGET GENERAL</b>                                    |                                |                                   |
| <b>Budget de Fonctionnement</b>                          |                                |                                   |
| Titre 2 - 53 Dépenses de personnel                       | 810 297 160                    | 982 448 520                       |
| Titre 3 - 53 Dépenses de fonctionnement                  | 457 167 000                    | 311 868 000                       |
| Titre 4 - 53 Transferts courants                         | 3 522 406 000                  | 6 143 776 000                     |
| <b>Total Budget de Fonctionnement</b>                    | <b>4 789 870 160</b>           | <b>7 438 092 520</b>              |
| <b>TOTAL BUDGET GENERAL</b>                              | <b>4 789 870 160</b>           | <b>7 438 092 520</b>              |
| <b>Total Général Section 53</b>                          | <b>4 789 870 160</b>           | <b>7 438 092 520</b>              |



## ANNEXE 3

### RECAPITULATION PAR SECTION ET PAR TITRE

(Ne tient pas compte des CST)

| Pouvoirs Publics ou Ministères  | Crédits Ouverts en LFI<br>2014 | Loi de Finances pour l'année 2015 |
|---|--------------------------------|-----------------------------------|
|   |                                | Réévaluation<br>Services Votés    |
| <b>54 Ministère de la Santé et de l'Action Sociale</b>                          |                                |                                   |
| <b>BUDGET GENERAL</b>   |                                |                                   |
| <b>Budget de Fonctionnement</b>   |                                |                                   |
| Titre 2 - 54 Dépenses de personnel  | 35 879 390 760                 | 35 983 860 980                    |
| Titre 3 - 54 Dépenses de fonctionnement   | 10 325 170 000                 | 6 594 197 000                     |
| Titre 4 - 54 Transferts courants  | 28 756 245 000                 | 32 756 245 000                    |
| <b>Total Budget de Fonctionnement</b>   | <b>74 960 805 760</b>          | <b>75 334 302 980</b>             |
| <b>TOTAL BUDGET GENERAL</b>   | <b>74 960 805 760</b>          | <b>75 334 302 980</b>             |
| <b>Total Général Section 54</b>   | <b>74 960 805 760</b>          | <b>75 334 302 980</b>             |
| <b>55 Ministère de la Jeunesse, de l'Emploi et de la construction citoyenne</b> |                                |                                   |
| <b>BUDGET GENERAL</b>   |                                |                                   |
| <b>Budget de Fonctionnement</b>   |                                |                                   |
| Titre 2 - 55 Dépenses de personnel  | 1 198 090 000                  | 1 285 210 660                     |
| Titre 3 - 55 Dépenses de fonctionnement   | 710 767 000                    | 411 209 000                       |
| Titre 4 - 55 Transferts courants  | 1 334 900 000                  | 1 499 900 000                     |
| <b>Total Budget de Fonctionnement</b>   | <b>3 243 757 000</b>           | <b>3 196 319 660</b>              |
| <b>TOTAL BUDGET GENERAL</b>   | <b>3 243 757 000</b>           | <b>3 196 319 660</b>              |
| <b>Total Général Section 55</b>   | <b>3 243 757 000</b>           | <b>3 196 319 660</b>              |
| <b>56 Ministère de l'Environnement et du développement durable</b>              |                                |                                   |
| <b>BUDGET GENERAL</b>   |                                |                                   |
| <b>Budget de Fonctionnement</b>   |                                |                                   |
| Titre 2 - 56 Dépenses de personnel  | 4 362 570 800                  | 4 931 463 440                     |
| Titre 3 - 56 Dépenses de fonctionnement   | 3 280 719 000                  | 3 295 231 000                     |
| Titre 4 - 56 Transferts courants  | 851 290 000                    | 851 290 000                       |
| <b>Total Budget de Fonctionnement</b>   | <b>8 494 579 800</b>           | <b>9 077 984 440</b>              |
| <b>TOTAL BUDGET GENERAL</b>   | <b>8 494 579 800</b>           | <b>9 077 984 440</b>              |
| <b>Total Général Section 56</b>   | <b>8 494 579 800</b>           | <b>9 077 984 440</b>              |
| <b>58 Min. Femme, Famille et Enfance</b>  |                                |                                   |
| <b>BUDGET GENERAL</b>   |                                |                                   |
| <b>Budget de Fonctionnement</b>   |                                |                                   |
| Titre 2 - 58 Dépenses de personnel  | 1 132 229 240                  | 1 191 672 300                     |
| Titre 3 - 58 Dépenses de fonctionnement   | 1 010 318 000                  | 522 575 000                       |
| Titre 4 - 58 Transferts courants  | 1 096 494 000                  | 1 096 494 000                     |
| <b>Total Budget de Fonctionnement</b>   | <b>3 239 041 240</b>           | <b>2 810 741 300</b>              |
| <b>TOTAL BUDGET GENERAL</b>   | <b>3 239 041 240</b>           | <b>2 810 741 300</b>              |
| <b>Total Général Section 58</b>   | <b>3 239 041 240</b>           | <b>2 810 741 300</b>              |



## ANNEXE 3

### RECAPITULATION PAR SECTION ET PAR TITRE

(Ne tient pas compte des CST)

| Pouvoirs Publics ou Ministères  | Crédits Ouverts en LFI<br>2014 | Loi de Finances pour l'année 2015 |
|---|--------------------------------|-----------------------------------|
|   |                                | Réévaluation<br>Services Votés    |
| <b>59 Ministère de la formation professionnelle, de l'apprentissage et de l'artisanat</b> |                                |                                   |
| <b>BUDGET GENERAL</b>   |                                |                                   |
| <b>Budget de Fonctionnement</b>   |                                |                                   |
| Titre 2 - 59 Dépenses de personnel  | 6 897 962 060                  | 7 048 179 440                     |
| Titre 3 - 59 Dépenses de fonctionnement   | 7 420 858 000                  | 6 680 165 000                     |
| Titre 4 - 59 Transferts courants  | 1 364 685 000                  | 1 364 685 000                     |
| <b>Total Budget de Fonctionnement</b>   | <b>15 683 505 060</b>          | <b>15 093 029 440</b>             |
| <b>TOTAL BUDGET GENERAL</b>   | <b>15 683 505 060</b>          | <b>15 093 029 440</b>             |
| <b>Total Général Section 59</b>   | <b>15 683 505 060</b>          | <b>15 093 029 440</b>             |
| <b>60 Charges non Réparties</b>   |                                |                                   |
| <b>BUDGET GENERAL</b>   |                                |                                   |
| <b>Budget de Fonctionnement</b>   |                                |                                   |
| Titre 2 - 60 Dépenses de personnel  | 59 831 991 600                 | 45 265 701 116                    |
| Titre 3 - 60 Dépenses de fonctionnement   | 126 713 149 974                | 111 754 995 000                   |
| Titre 4 - 60 Transferts courants  | 96 617 603 220                 | 74 735 212 000                    |
| <b>Total Budget de Fonctionnement</b>   | <b>283 162 744 794</b>         | <b>231 755 908 116</b>            |
| <b>TOTAL BUDGET GENERAL</b>   | <b>283 162 744 794</b>         | <b>231 755 908 116</b>            |
| <b>Total Général Section 60</b>   | <b>283 162 744 794</b>         | <b>231 755 908 116</b>            |
| <b>61 Ministère du Plan</b>   |                                |                                   |
| <b>BUDGET GENERAL</b>   |                                |                                   |
| <b>Budget de Fonctionnement</b>   |                                |                                   |
| Titre 2 - 61 Dépenses de personnel  | 567 372 000                    | 0                                 |
| Titre 3 - 61 Dépenses de fonctionnement   | 307 585 495                    | 0                                 |
| Titre 4 - 61 Transferts courants  | 2 757 040 000                  | 0                                 |
| <b>Total Budget de Fonctionnement</b>   | <b>3 631 997 495</b>           | <b>0</b>                          |
| <b>TOTAL BUDGET GENERAL</b>   | <b>3 631 997 495</b>           | <b>0</b>                          |
| <b>Total Général Section 61</b>   | <b>3 631 997 495</b>           | <b>0</b>                          |
| <b>62 Ministère de l'Elevage et des Productions Animales</b>                              |                                |                                   |
| <b>BUDGET GENERAL</b>   |                                |                                   |
| <b>Budget de Fonctionnement</b>   |                                |                                   |
| Titre 2 - 62 Dépenses de personnel  | 1 702 474 000                  | 1 802 197 060                     |
| Titre 3 - 62 Dépenses de fonctionnement   | 626 211 000                    | 849 215 000                       |
| Titre 4 - 62 Transferts courants  | 229 596 000                    | 229 596 000                       |
| <b>Total Budget de Fonctionnement</b>   | <b>2 558 281 000</b>           | <b>2 881 008 060</b>              |
| <b>TOTAL BUDGET GENERAL</b>   | <b>2 558 281 000</b>           | <b>2 881 008 060</b>              |
| <b>Total Général Section 62</b>   | <b>2 558 281 000</b>           | <b>2 881 008 060</b>              |



## ANNEXE 3

### RECAPITULATION PAR SECTION ET PAR TITRE

(Ne tient pas compte des CST)

| Pouvoirs Publics ou Ministères   | Crédits Ouverts en LFI<br>2014 | Loi de Finances pour l'année 2015 |
|--|--------------------------------|-----------------------------------|
|  |                                | Réévaluation<br>Services Votés    |
| <b>63 Ministère des Postes et des Télécommunications</b>   |                                |                                   |
| <b>BUDGET GENERAL</b>  |                                |                                   |
| <b>Budget de Fonctionnement</b>  |                                |                                   |
| Titre 2 - 63 Dépenses de personnel   | 282 863 860                    | 336 658 040                       |
| Titre 3 - 63 Dépenses de fonctionnement  | 488 284 000                    | 164 096 000                       |
| Titre 4 - 63 Transferts courants   | 1 021 370 000                  | 0                                 |
| <b>Total Budget de Fonctionnement</b>  | <b>1 792 517 860</b>           | <b>500 754 040</b>                |
| <b>TOTAL BUDGET GENERAL</b>  | <b>1 792 517 860</b>           | <b>500 754 040</b>                |
| <b>Total Général Section 63</b>  | <b>1 792 517 860</b>           | <b>500 754 040</b>                |
| <b>65 Ministère de la Gouvernance Locale, du Développement et de l'Aménagement du Territoire</b> |                                |                                   |
| <b>BUDGET GENERAL</b>  |                                |                                   |
| <b>Budget de Fonctionnement</b>  |                                |                                   |
| Titre 2 - 65 Dépenses de personnel   | 1 546 908 840                  | 1 332 674 060                     |
| Titre 3 - 65 Dépenses de fonctionnement  | 400 410 000                    | 220 687 000                       |
| Titre 4 - 65 Transferts courants   | 18 613 571 000                 | 18 613 571 000                    |
| <b>Total Budget de Fonctionnement</b>  | <b>20 560 889 840</b>          | <b>20 166 932 060</b>             |
| <b>TOTAL BUDGET GENERAL</b>  | <b>20 560 889 840</b>          | <b>20 166 932 060</b>             |
| <b>Total Général Section 65</b>  | <b>20 560 889 840</b>          | <b>20 166 932 060</b>             |
| <b>68 Ministère de l'Hydraulique et de l'Assainissement</b>                                      |                                |                                   |
| <b>BUDGET GENERAL</b>  |                                |                                   |
| <b>Budget de Fonctionnement</b>  |                                |                                   |
| Titre 2 - 68 Dépenses de personnel   | 762 363 620                    | 801 637 300                       |
| Titre 3 - 68 Dépenses de fonctionnement  | 267 308 000                    | 158 456 000                       |
| Titre 4 - 68 Transferts courants   | 381 822 000                    | 653 822 000                       |
| <b>Total Budget de Fonctionnement</b>  | <b>1 411 493 620</b>           | <b>1 613 915 300</b>              |
| <b>TOTAL BUDGET GENERAL</b>  | <b>1 411 493 620</b>           | <b>1 613 915 300</b>              |
| <b>Total Général Section 68</b>  | <b>1 411 493 620</b>           | <b>1 613 915 300</b>              |
| <b>75 Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche</b>                               |                                |                                   |
| <b>BUDGET GENERAL</b>  |                                |                                   |
| <b>Budget de Fonctionnement</b>  |                                |                                   |
| Titre 2 - 75 Dépenses de personnel   | 547 937 000                    | 490 052 440                       |
| Titre 3 - 75 Dépenses de fonctionnement  | 2 991 286 000                  | 2 554 972 000                     |
| Titre 4 - 75 Transferts courants   | 93 258 458 000                 | 93 105 458 000                    |
| <b>Total Budget de Fonctionnement</b>  | <b>96 797 681 000</b>          | <b>96 150 482 440</b>             |
| <b>TOTAL BUDGET GENERAL</b>  | <b>96 797 681 000</b>          | <b>96 150 482 440</b>             |
| <b>Total Général Section 75</b>  | <b>96 797 681 000</b>          | <b>96 150 482 440</b>             |



## ANNEXE 3

### RECAPITULATION PAR SECTION ET PAR TITRE

(Ne tient pas compte des CST)

| Pouvoirs Publics ou Ministères   | Crédits Ouverts en LFI<br>2014 | Loi de Finances pour l'année 2015 |                                |
|--|--------------------------------|-----------------------------------|--------------------------------|
|  |                                |                                   | Réévaluation<br>Services Votés |
| <b>80 Min. Promotion Bne Gouv. et Relations avec Inst.</b>   |                                |                                   |                                |
| <b>BUDGET GENERAL</b>  |                                |                                   |                                |
| <b>Budget de Fonctionnement</b>  |                                |                                   |                                |
| Titre 2 - 80 Dépenses de personnel   | 172 316 540                    |                                   | 0                              |
| Titre 3 - 80 Dépenses de fonctionnement  | 300 050 000                    |                                   | 0                              |
| <b>Total Budget de Fonctionnement</b>  | <b>472 366 540</b>             |                                   | <b>0</b>                       |
| <b>TOTAL BUDGET GENERAL</b>  | <b>472 366 540</b>             |                                   | <b>0</b>                       |
| <b>Total Général Section 80</b>  | <b>472 366 540</b>             |                                   | <b>0</b>                       |
| <b>81 Ministère de la Restructuration et de l'Aménagement des zones d'inondation</b>                                     |                                |                                   |                                |
| <b>BUDGET GENERAL</b>  |                                |                                   |                                |
| <b>Budget de Fonctionnement</b>  |                                |                                   |                                |
| Titre 2 - 81 Dépenses de personnel   | 149 555 960                    |                                   | 0                              |
| Titre 3 - 81 Dépenses de fonctionnement  | 120 000 000                    |                                   | 0                              |
| Titre 4 - 81 Transferts courants   | 14 000 000                     |                                   | 0                              |
| <b>Total Budget de Fonctionnement</b>  | <b>283 555 960</b>             |                                   | <b>0</b>                       |
| <b>TOTAL BUDGET GENERAL</b>  | <b>283 555 960</b>             |                                   | <b>0</b>                       |
| <b>Total Général Section 81</b>  | <b>283 555 960</b>             |                                   | <b>0</b>                       |
| <b>82 Ministère de la Promotion des investissements, des partenariats et du développement des Téléservices de l'Etat</b> |                                |                                   |                                |
| <b>BUDGET GENERAL</b>  |                                |                                   |                                |
| <b>Budget de Fonctionnement</b>  |                                |                                   |                                |
| Titre 2 - 82 Dépenses de personnel   | 133 914 000                    | 123 073 680                       |                                |
| Titre 3 - 82 Dépenses de fonctionnement  | 139 527 080                    | 102 970 000                       |                                |
| Titre 4 - 82 Transferts courants   | 1 867 301 000                  | 3 337 078 000                     |                                |
| <b>Total Budget de Fonctionnement</b>  | <b>2 140 742 080</b>           | <b>3 563 121 680</b>              |                                |
| <b>TOTAL BUDGET GENERAL</b>  | <b>2 140 742 080</b>           | <b>3 563 121 680</b>              |                                |
| <b>Total Général Section 82</b>  | <b>2 140 742 080</b>           | <b>3 563 121 680</b>              |                                |
| <b>TOTAL GENERAL TOUTES SECTIONS:</b>  | <b>1 704 410 000 000</b>       | <b>1 743 338 470 000</b>          |                                |



**ANNEXE 4**  
**Répartition des mesures nouvelles par Pouvoir public ou Ministère et par titre**  
**En FCFA**

| code | POUV. PUBL. ET MINISTRES  | Titre 2<br>PERSONNEL | Titre 3<br>FONCTIONNEMENT | Titre 4<br>TRANSFERTS<br>COURANTS | TOTAL                 |
|------|---|----------------------|---------------------------|-----------------------------------|-----------------------|
|      | POUVOIRS PUBLICS  |                      |                           |                                   |                       |
| 21   | Présidence de la République   | 28 557 000           | 982 000 000               | 1 923 000 000                     | 2 933 557 000         |
| 22   | Assemblée Nationale   | 94 560 000           |                           |                                   | 94 560 000            |
| 23   | Commission Electorale Nationale Autonome  |                      |                           |                                   | -                     |
| 24   | Conseil Economique Social et Environnemental  |                      |                           | 320 334 000                       | 320 334 000           |
| 25   | Conseil Constitutionnel   |                      | 3 000 000                 | 500 000                           | 3 500 000             |
| 27   | COUR SUPREME  |                      |                           |                                   | -                     |
| 28   | Cour des Comptes  |                      | 22 000 000                |                                   | 22 000 000            |
| 29   | SENAT   |                      |                           |                                   | -                     |
| 30   | PRIMATURE   |                      |                           | 380 000 000                       | 380 000 000           |
|      | <b>S/TOTAL POUVOIRS PUBLICS</b>   | <b>123 117 000</b>   | <b>1 007 000 000</b>      | <b>2 623 834 000</b>              | <b>3 753 951 000</b>  |
| 31   | Affaires étrangères et Sénégalais de l'Extérieur  |                      | 1 745 000 000             |                                   | 1 745 000 000         |
| 32   | Forces armées   |                      | 1 059 000 000             |                                   | 1 059 000 000         |
| 33   | Ministère de l'Intérieur et de la Sécurité publique   | 4 178 603 000        | 1 900 000 000             |                                   | 6 078 603 000         |
| 34   | Ministère de Justice  | 192 000 000          | 655 350 000               | 100 000 000                       | 947 350 000           |
| 35   | Ministère de la Fonction Publique, de la Rationalisation des effectifs et du renouveau du service public            |                      | 35 000 000                | 65 000 000                        | 100 000 000           |
| 37   | Ministère du Travail, du dialogue social, des organisations professionnelles et des relations avec les institutions |                      | 59 750 000                | 15 000 000                        | 74 750 000            |
| 38   | Ministère de l'intégration Africaine, du NEPAD et de la Promotion de la Bonne Gouvernance                           |                      | 10 000 000                |                                   | 10 000 000            |
| 40   | Ministère de la Pêche et de l'Economie Maritime   |                      | 2 000 000                 |                                   | 2 000 000             |
| 41   | Ministère des Infrastructures, des Transports Terrestres et du Désenclavement                                       |                      | 24 356 000                | 250 000 000                       | 274 356 000           |
| 42   | Ministère de l'Agriculture et de l'Equipeement Rural  |                      | 337 500 000               | 200 000 000                       | 537 500 000           |
| 43   | Ministère de l'Economie, des Finances et du plan  |                      | 392 737 000               | 600 000 000                       | 992 737 000           |
| 44   | Ministère de l'Energie et du Développement des Energies Renouvelables   |                      |                           | 7 500 000 000                     | 7 500 000 000         |
| 45   | Ministère du Commerce, du secteur informel, de la Consommation, de la Promotion des produits locaux et des PME      |                      | 28 450 000                |                                   | 28 450 000            |
| 46   | Ministère du renouveau urbain, de l'habitat et du cadre de vie  |                      | 51 200 000                | 14 000 000                        | 65 200 000            |
| 47   | Ministère de l'Industrie et des Mines   |                      | 34 000 000                | 310 000 000                       | 344 000 000           |
| 49   | Ministère du Tourisme et des Transports Aériens   |                      | 15 000 000                | 211 000 000                       | 226 000 000           |
| 50   | Ministère de l'Education nationale  |                      | 15 000 000                | 500 000 000                       | 515 000 000           |
| 52   | ministère des Sports  |                      |                           |                                   | -                     |
| 53   | Ministère de la culture et de la communication  |                      | 35 000 000                |                                   | 35 000 000            |
| 54   | Ministère de la Santé et de l'Action Sociale  |                      | 921 400 000               | 1 367 000 000                     | 2 288 400 000         |
| 55   | Ministère de la Jeunesse, de l'Emploi et de la construction citoyenne   |                      | 150 000 000               |                                   | 150 000 000           |
| 56   | Ministère de l'Environnement et du développement durable  |                      | 20 000 000                | 250 000 000                       | 270 000 000           |
| 58   | Ministère de la Femme, de la Famille et de l'Enfance  |                      | 41 000 000                |                                   | 41 000 000            |
| 59   | Ministere de la formation professionnelle, de l'apprentissage et de l'artisanat                                     |                      | 701 000 000               | 500 000 000                       | 1 201 000 000         |
| 60   | Charges non Réparties   |                      | 21 888 162 000            | 16 850 000 000                    | 38 738 162 000        |
| 62   | Ministère de l'Elevage et des Productions Animales  |                      | 60 000 000                | 50 000 000                        | 110 000 000           |
| 63   | Ministère des Postes et des Télécommunications  |                      | 27 000 000                |                                   | 27 000 000            |
| 65   | Ministère de la Gouvernance Locale, du Développement et de l'Aménagement du Territoire                              |                      | 38 715 000                | 2 000 000 000                     | 2 038 715 000         |
| 68   | Ministère de l'Hydraulique et de l'Assainissement   | 79 831 000           | 80 525 000                | 50 000 000                        | 210 356 000           |
| 75   | Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche  |                      | 45 000 000                | 150 000 000                       | 195 000 000           |
| 82   | Ministère de la Promotion des investissements, des partenariats et du développement des Téléservices de l'Etat      | 12 000 000           | 37 000 000                | 1 650 000 000                     | 1 699 000 000         |
|      | <b>S/TOTAL MINISTERES</b>   | <b>4 462 434 000</b> | <b>30 409 145 000</b>     | <b>32 632 000 000</b>             | <b>67 503 579 000</b> |
|      | <b>TOTAL</b>  | <b>4 585 551 000</b> | <b>31 416 145 000</b>     | <b>35 255 834 000</b>             | <b>71 257 530 000</b> |



| ANNEXE 5<br>Répartition des crédits de paiement et des<br>prévisions de tirages par Pouvoir<br>public ou Ministère et par titre | RESSOURCES<br>INTERNES |                  | RESSOURCES EXTERNES |            | TOTAL             |
|---|------------------------|------------------|---------------------|------------|-------------------|
|   | CP                     | PT               | EMPRUNTS            | SUBVENTION | PT+CP             |
|   |                        |                  | PT                  | PT         |                   |
| <b>21 Présidence de la République</b>   |                        |                  |                     |            |                   |
| 5 Investissements exécutés par l'état   | 472 900                | 0                | 262 000             |            | 734 900           |
| 6 Transfert en capital  | 27 047 000             | 0                | 0                   |            | 27 047 000        |
| <b>Total Section:</b>   | <b>27 519 900</b>      | <b>0</b>         | <b>262 000</b>      |            | <b>27 781 900</b> |
| <b>22 Assemblée Nationale</b>   |                        |                  |                     |            |                   |
| 5 Investissements exécutés par l'état   | 0                      | 0                | 0                   |            | 0                 |
| 6 Transfert en capital  | 500 000                | 0                | 0                   |            | 500 000           |
| <b>Total Section:</b>   | <b>500 000</b>         | <b>0</b>         | <b>0</b>            |            | <b>500 000</b>    |
| <b>24 Conseil Economique, Social et Environnemental</b>   |                        |                  |                     |            |                   |
| 6 Transfert en capital  | 500 000                | 0                | 0                   |            | 500 000           |
| <b>Total Section:</b>   | <b>500 000</b>         | <b>0</b>         | <b>0</b>            |            | <b>500 000</b>    |
| <b>25 Conseil Constitutionnel</b>   |                        |                  |                     |            |                   |
| 6 Transfert en capital  | 44 000                 | 0                | 0                   |            | 44 000            |
| <b>Total Section:</b>   | <b>44 000</b>          | <b>0</b>         | <b>0</b>            |            | <b>44 000</b>     |
| <b>27 Cour Suprême</b>  |                        |                  |                     |            |                   |
| 6 Transfert en capital  | 75 000                 | 0                | 0                   |            | 75 000            |
| <b>Total Section:</b>   | <b>75 000</b>          | <b>0</b>         | <b>0</b>            |            | <b>75 000</b>     |
| <b>28 Cour des Comptes</b>  |                        |                  |                     |            |                   |
| 5 Investissements exécutés par l'état   | 100 000                | 0                | 0                   |            | 100 000           |
| 6 Transfert en capital  | 793 000                | 0                | 0                   |            | 793 000           |
| <b>Total Section:</b>   | <b>893 000</b>         | <b>0</b>         | <b>0</b>            |            | <b>893 000</b>    |
| <b>30 Primature</b>   |                        |                  |                     |            |                   |
| 5 Investissements exécutés par l'état   | 0                      | 0                | 4 841 000           |            | 4 841 000         |
| 6 Transfert en capital  | 6 900 000              | 0                | 0                   |            | 6 900 000         |
| <b>Total Section:</b>   | <b>6 900 000</b>       | <b>0</b>         | <b>4 841 000</b>    |            | <b>11 741 000</b> |
| <b>31 Ministère des Affaires Etrangères et des Sénégalais de l'Extérieur</b>  |                        |                  |                     |            |                   |
| 5 Investissements exécutés par l'état   | 2 450 000              | 0                | 0                   |            | 2 450 000         |
| 6 Transfert en capital  | 2 000 000              | 0                | 0                   |            | 2 000 000         |
| <b>Total Section:</b>   | <b>4 450 000</b>       | <b>0</b>         | <b>0</b>            |            | <b>4 450 000</b>  |
| <b>32 Ministère des Forces Armées</b>   |                        |                  |                     |            |                   |
| 5 Investissements exécutés par l'état   | 30 500 000             | 0                | 0                   |            | 30 500 000        |
| 6 Transfert en capital  | 500 000                | 0                | 0                   |            | 500 000           |
| <b>Total Section:</b>   | <b>31 000 000</b>      | <b>0</b>         | <b>0</b>            |            | <b>31 000 000</b> |
| <b>33 Ministère de l'Intérieur et de la sécurité publique</b>   |                        |                  |                     |            |                   |
| 5 Investissements exécutés par l'état   | 13 980 000             | 4 476 000        | 580 000             |            | 19 036 000        |
| 6 Transfert en capital  | 1 020 000              | 0                | 0                   |            | 1 020 000         |
| <b>Total Section:</b>   | <b>15 000 000</b>      | <b>4 476 000</b> | <b>580 000</b>      |            | <b>20 056 000</b> |
| <b>34 Ministère de la Justice</b>   |                        |                  |                     |            |                   |
| 5 Investissements exécutés par l'état   | 1 954 000              | 569 000          | 70 000              |            | 2 593 000         |
| 6 Transfert en capital  | 46 000                 | 0                | 0                   |            | 46 000            |
| <b>Total Section:</b>   | <b>2 000 000</b>       | <b>569 000</b>   | <b>70 000</b>       |            | <b>2 639 000</b>  |



| ANNEXE 5<br>Répartition des crédits de paiement et des<br>prévisions de tirages par Pouvoir<br>public ou Ministère et par titre | RESSOURCES<br>INTERNES |                   | RESSOURCES EXTERNES |            | TOTAL              |
|---|------------------------|-------------------|---------------------|------------|--------------------|
|   | CP                     | PT                | EMPRUNTS            | SUBVENTION | PT+CP              |
|   |                        |                   | PT                  | PT         |                    |
| <b>35 Ministère de la Fonction Publique, de la Rationalisation des effectifs et du renouveau du service public</b>              |                        |                   |                     |            |                    |
| 5 Investissements exécutés par l'état   | 310 000                | 0                 | 0                   | 0          | 310 000            |
| 6 Transfert en capital  | 0                      | 0                 | 0                   | 0          | 0                  |
| <b>Total Section:</b>   | <b>310 000</b>         | <b>0</b>          | <b>0</b>            | <b>0</b>   | <b>310 000</b>     |
| <b>37 Ministère du Travail, du dialogue social, des organisations professionnelles et des relations avec les</b>                |                        |                   |                     |            |                    |
| 5 Investissements exécutés par l'état   | 445 000                | 0                 | 0                   | 0          | 445 000            |
| 6 Transfert en capital  | 0                      | 0                 | 0                   | 0          | 0                  |
| <b>Total Section:</b>   | <b>445 000</b>         | <b>0</b>          | <b>0</b>            | <b>0</b>   | <b>445 000</b>     |
| <b>38 Ministère de l'intégration Africaine, du NEPAD et de la Promotion de la Bonne Gouvernance</b>                             |                        |                   |                     |            |                    |
| 5 Investissements exécutés par l'état   | 514 000                | 0                 | 0                   | 0          | 514 000            |
| <b>Total Section:</b>   | <b>514 000</b>         | <b>0</b>          | <b>0</b>            | <b>0</b>   | <b>514 000</b>     |
| <b>40 Ministère de la Pêche et de l'Economie Maritime</b>   |                        |                   |                     |            |                    |
| 5 Investissements exécutés par l'état   | 1 304 000              | 3 820 000         | 2 900 000           | 0          | 8 024 000          |
| 6 Transfert en capital  | 3 721 000              | 0                 | 0                   | 0          | 3 721 000          |
| <b>Total Section:</b>   | <b>5 025 000</b>       | <b>3 820 000</b>  | <b>2 900 000</b>    | <b>0</b>   | <b>11 745 000</b>  |
| <b>41 Ministère des Infrastructures, des Transports Terrestres et du Désenclavement</b>   |                        |                   |                     |            |                    |
| 5 Investissements exécutés par l'état   | 1 166 000              | 40 000 000        | 40 000 000          | 0          | 81 166 000         |
| 6 Transfert en capital  | 85 855 000             | 0                 | 0                   | 0          | 85 855 000         |
| <b>Total Section:</b>   | <b>87 021 000</b>      | <b>40 000 000</b> | <b>40 000 000</b>   | <b>0</b>   | <b>167 021 000</b> |
| <b>42 Ministère de l'Agriculture et de l'Equipeement Rural</b>  |                        |                   |                     |            |                    |
| 5 Investissements exécutés par l'état   | 2 785 000              | 40 673 000        | 52 500 000          | 0          | 95 958 000         |
| 6 Transfert en capital  | 46 035 000             | 0                 | 0                   | 0          | 46 035 000         |
| <b>Total Section:</b>   | <b>48 820 000</b>      | <b>40 673 000</b> | <b>52 500 000</b>   | <b>0</b>   | <b>141 993 000</b> |
| <b>43 Ministère de l'Economie, des Finances et du plan</b>  |                        |                   |                     |            |                    |
| 5 Investissements exécutés par l'état   | 17 045 600             | 0                 | 348 000             | 0          | 17 393 600         |
| 6 Transfert en capital  | 19 945 000             | 0                 | 0                   | 0          | 19 945 000         |
| <b>Total Section:</b>   | <b>36 990 600</b>      | <b>0</b>          | <b>348 000</b>      | <b>0</b>   | <b>37 338 600</b>  |
| <b>44 Ministère de l'Energie et du Développement des Energies Renouvelables</b>   |                        |                   |                     |            |                    |
| 5 Investissements exécutés par l'état   | 7 130 205              | 45 000 000        | 21 500 000          | 0          | 73 630 205         |
| 6 Transfert en capital  | 17 369 795             | 0                 | 0                   | 0          | 17 369 795         |
| <b>Total Section:</b>   | <b>24 500 000</b>      | <b>45 000 000</b> | <b>21 500 000</b>   | <b>0</b>   | <b>91 000 000</b>  |
| <b>45 Ministère du Commerce, du secteur informel, de la Consommation, de la Promotion des produits locaux et des PME</b>        |                        |                   |                     |            |                    |
| 5 Investissements exécutés par l'état   | 376 000                | 0                 | 3 500 000           | 0          | 3 876 000          |
| 6 Transfert en capital  | 4 756 000              | 0                 | 0                   | 0          | 4 756 000          |
| <b>Total Section:</b>   | <b>5 132 000</b>       | <b>0</b>          | <b>3 500 000</b>    | <b>0</b>   | <b>8 632 000</b>   |
| <b>46 Ministère du renouveau urbain, de l'habitat et du cadre de vie</b>  |                        |                   |                     |            |                    |
| 5 Investissements exécutés par l'état   | 10 393 500             | 0                 | 2 000 000           | 0          | 12 393 500         |
| 6 Transfert en capital  | 17 483 000             | 0                 | 0                   | 0          | 17 483 000         |
| <b>Total Section:</b>   | <b>27 876 500</b>      | <b>0</b>          | <b>2 000 000</b>    | <b>0</b>   | <b>29 876 500</b>  |



| ANNEXE 5<br>Répartition des crédits de paiement et des<br>prévisions de tirages par Pouvoir<br>public ou Ministère et par titre | RESSOURCES<br>INTERNES |                  | RESSOURCES EXTERNES |            | TOTAL             |
|---|------------------------|------------------|---------------------|------------|-------------------|
|   | CP                     | PT               | EMPRUNTS            | SUBVENTION | PT+CP             |
|   |                        |                  | PT                  | PT         |                   |
| <b>47 Ministère de l'Industrie et des Mines</b>   |                        |                  |                     |            |                   |
| 5 Investissements executés par l'état   | 1 358 000              | 0                | 400 000             |            | 1 758 000         |
| 6 Transfert en capital  | 18 460 000             | 0                | 0                   |            | 18 460 000        |
| <b>Total Section:</b>   | <b>19 818 000</b>      | <b>0</b>         | <b>400 000</b>      |            | <b>20 218 000</b> |
| <b>49 Ministère du Tourisme et des Transports Aériens</b>   |                        |                  |                     |            |                   |
| 5 Investissements executés par l'état   | 80 000                 | 1 500 000        | 810 000             |            | 2 390 000         |
| 6 Transfert en capital  | 17 750 000             | 0                | 0                   |            | 17 750 000        |
| <b>Total Section:</b>   | <b>17 830 000</b>      | <b>1 500 000</b> | <b>810 000</b>      |            | <b>20 140 000</b> |
| <b>50 Ministère de l'Education Nationale</b>  |                        |                  |                     |            |                   |
| 5 Investissements executés par l'état   | 16 935 000             | 5 000 000        | 12 610 000          |            | 34 545 000        |
| 6 Transfert en capital  | 3 031 000              | 0                | 0                   |            | 3 031 000         |
| <b>Total Section:</b>   | <b>19 966 000</b>      | <b>5 000 000</b> | <b>12 610 000</b>   |            | <b>37 576 000</b> |
| <b>52 Ministère des Sports</b>  |                        |                  |                     |            |                   |
| 5 Investissements executés par l'état   | 2 250 000              | 0                | 0                   |            | 2 250 000         |
| 6 Transfert en capital  | 500 000                | 0                | 0                   |            | 500 000           |
| <b>Total Section:</b>   | <b>2 750 000</b>       | <b>0</b>         | <b>0</b>            |            | <b>2 750 000</b>  |
| <b>53 Ministère de la Culture et de la Communication</b>  |                        |                  |                     |            |                   |
| 5 Investissements executés par l'état   | 580 000                | 0                | 1 045 000           |            | 1 625 000         |
| 6 Transfert en capital  | 3 408 000              | 0                | 0                   |            | 3 408 000         |
| <b>Total Section:</b>   | <b>3 988 000</b>       | <b>0</b>         | <b>1 045 000</b>    |            | <b>5 033 000</b>  |
| <b>54 Ministère de la Santé et de l'Action Sociale</b>  |                        |                  |                     |            |                   |
| 5 Investissements executés par l'état   | 17 581 000             | 5 129 000        | 24 040 000          |            | 46 750 000        |
| 6 Transfert en capital  | 10 194 000             | 0                | 0                   |            | 10 194 000        |
| <b>Total Section:</b>   | <b>27 775 000</b>      | <b>5 129 000</b> | <b>24 040 000</b>   |            | <b>56 944 000</b> |
| <b>55 Ministère de la Jeunesse, de l'Emploi et de la construction citoyenne</b>   |                        |                  |                     |            |                   |
| 5 Investissements executés par l'état   | 570 000                | 3 000 000        | 300 000             |            | 3 870 000         |
| 6 Transfert en capital  | 3 430 000              | 0                | 0                   |            | 3 430 000         |
| <b>Total Section:</b>   | <b>4 000 000</b>       | <b>3 000 000</b> | <b>300 000</b>      |            | <b>7 300 000</b>  |
| <b>56 Ministère de l'Environnement et du développement durable</b>  |                        |                  |                     |            |                   |
| 5 Investissements executés par l'état   | 5 183 000              | 976 000          | 4 632 000           |            | 10 791 000        |
| 6 Transfert en capital  | 2 017 000              | 0                | 0                   |            | 2 017 000         |
| <b>Total Section:</b>   | <b>7 200 000</b>       | <b>976 000</b>   | <b>4 632 000</b>    |            | <b>12 808 000</b> |
| <b>58 Ministère de la Femme, de la Famille et de l'Enfance</b>  |                        |                  |                     |            |                   |
| 5 Investissements executés par l'état   | 2 011 200              | 2 324 000        | 5 800 000           |            | 10 135 200        |
| 6 Transfert en capital  | 3 058 800              | 0                | 0                   |            | 3 058 800         |
| <b>Total Section:</b>   | <b>5 070 000</b>       | <b>2 324 000</b> | <b>5 800 000</b>    |            | <b>13 194 000</b> |
| <b>59 Ministère de la formation professionnelle, de l'apprentissage et de l'artisanat</b>                                       |                        |                  |                     |            |                   |
| 5 Investissements executés par l'état   | 4 199 000              | 1 000 000        | 3 500 000           |            | 8 699 000         |
| 6 Transfert en capital  | 5 380 000              | 0                | 0                   |            | 5 380 000         |
| <b>Total Section:</b>   | <b>9 579 000</b>       | <b>1 000 000</b> | <b>3 500 000</b>    |            | <b>14 079 000</b> |
| <b>60 Charges non Réparties</b>   |                        |                  |                     |            |                   |
| 5 Investissements executés par l'état   | 28 000 000             | 0                | 0                   |            | 28 000 000        |
| <b>Total Section:</b>   | <b>28 000 000</b>      | <b>0</b>         | <b>0</b>            |            | <b>28 000 000</b> |



| ANNEXE 5<br>Répartition des crédits de paiement et des<br>prévisions de tirages par Pouvoir<br>public ou Ministère et par titre | RESSOURCES         | RESSOURCES EXTERNES |                    | TOTAL              |
|---|--------------------|---------------------|--------------------|--------------------|
|   | INTERNES           | EMPRUNTS            | SUBVENTION         |                    |
|   | CP                 | PT                  | PT                 | PT+CP              |
| <b>62 Ministère de l'Elevage et des Productions Animales</b>  |                    |                     |                    |                    |
| 5 Investissements exécutés par l'état   | 2 086 000          | 5 651 000           | 1 500 000          | 9 237 000          |
| 6 Transfert en capital  | 3 414 000          | 0                   | 0                  | 3 414 000          |
| <b>Total Section:</b>   | <b>5 500 000</b>   | <b>5 651 000</b>    | <b>1 500 000</b>   | <b>12 651 000</b>  |
| <b>63 Ministère des Postes et des Télécommunications</b>  |                    |                     |                    |                    |
| 5 Investissements exécutés par l'état   | 511 000            | 0                   | 0                  | 511 000            |
| <b>Total Section:</b>   | <b>511 000</b>     | <b>0</b>            | <b>0</b>           | <b>511 000</b>     |
| <b>65 Ministère de la Gouvernance Locale, du Développement et de l'Aménagement du Territoire</b>                                |                    |                     |                    |                    |
| 5 Investissements exécutés par l'état   | 446 000            | 7 000 000           | 6 000 000          | 13 446 000         |
| 6 Transfert en capital  | 21 054 000         | 0                   | 0                  | 21 054 000         |
| <b>Total Section:</b>   | <b>21 500 000</b>  | <b>7 000 000</b>    | <b>6 000 000</b>   | <b>34 500 000</b>  |
| <b>68 Ministère de l'Hydraulique et de l'Assainissement</b>   |                    |                     |                    |                    |
| 5 Investissements exécutés par l'état   | 8 300 000          | 18 000 000          | 2 700 000          | 29 000 000         |
| 6 Transfert en capital  | 19 313 000         | 0                   | 0                  | 19 313 000         |
| <b>Total Section:</b>   | <b>27 613 000</b>  | <b>18 000 000</b>   | <b>2 700 000</b>   | <b>48 313 000</b>  |
| <b>75 Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche</b>  |                    |                     |                    |                    |
| 5 Investissements exécutés par l'état   | 12 415 000         | 13 282 000          | 0                  | 25 697 000         |
| 6 Transfert en capital  | 8 155 000          | 0                   | 0                  | 8 155 000          |
| <b>Total Section:</b>   | <b>20 570 000</b>  | <b>13 282 000</b>   | <b>0</b>           | <b>33 852 000</b>  |
| <b>82 Ministère de la Promotion des investissements, des partenariats et du développement des<br/>Téléservices de l'Etat</b>    |                    |                     |                    |                    |
| 5 Investissements exécutés par l'état   | 0                  | 13 600 000          | 2 162 000          | 15 762 000         |
| 6 Transfert en capital  | 10 000 000         | 0                   | 0                  | 10 000 000         |
| <b>Total Section:</b>   | <b>10 000 000</b>  | <b>13 600 000</b>   | <b>2 162 000</b>   | <b>25 762 000</b>  |
| <b>Total Général:</b>   | <b>557 186 000</b> | <b>211 000 000</b>  | <b>194 000 000</b> | <b>962 186 000</b> |

**ANNEXE 5 bis****Financement des dépenses d'investissement**

En millions de FCFA

| Sources de financement |         |           |         |            |         |           |         |
|------------------------|---------|-----------|---------|------------|---------|-----------|---------|
| INTERIEUR              |         | EXTERIEUR |         |            |         |           |         |
| ETAT                   |         | EMPRUNT   |         | SUBVENTION |         | TOTAL     |         |
| AP                     | CP      | FA        | PT      | FA         | PT      | AP + FA   | CP + PT |
| 5 413 345              | 557 186 | 3 036 756 | 211 000 | 1 461 228  | 194 000 | 9 911 329 | 962 186 |

**AP** = autorisation de programme

Financements publics intérieurs (TRESOR)

**CP** = crédits de paiement

Financements publics intérieurs (TRESOR)

**FA** = financement acquis

Financements extérieurs

Ou en négociation très avancée

**PT** = prévisions de tirage de l'année

Financements extérieurs

Budgétaire

(1) Opérations d'investissement financées sur ressources internes

(2) Opérations d'investissement financées sur aide étrangère

**ANNEXE 6**
**Tableau des taxes parafiscales**

(Art 6 de la loi organique 2001-09 du 15 octobre 2001 relative aux lois de finances)

Art 14 du projet de loi de finances)

En FCFA

| NATURE DE LA TAXE  | ORGANISMES BENEFICIAIRES   | TAUX ET ASSIETTE  | NATURE OU OBJET DE LA TAXE   | TEXTES LEGISLATIFS OU REGLEMENTAIRES   | EVALUATION POUR L'ANNEE 2014 |
|--|--|---|--|--|------------------------------|
| Prélèvement COSEC  | <b>Conseil Sénégalais des Chargeurs (COSEC) (50%)</b>                  | 0,40% valeur des marchandises importées   | Prélèvement applicable à la valeur en douane à l'importation   | - loi n° 75-51 du 3 avril 1975<br>- Décret n° 2011-167 du 3 février 2011                   | 3.600.000.000                |
|  | <b>et Fonds spécial de Soutien au secteur de l'Energie (FSE) (50%)</b> |   |  |  | 3.600.000.000                |
| Cotisation professionnelle   | <b>COSEC</b>   | Cotisation annuelle de 10 000 francs  | Cotisation professionnelle   | décret n° 94-006 du 9 juin 1994  |                              |
| Taxe sur les usagers de la route   | <b>Fonds d'Entretien Routier Autonome du Sénégal (FERA)</b>            | - 7.090 F CFA / hectolitre pour le super carburant<br>- 6.390 F CFA / hectolitre pour l'essence ordinaire<br>- 3.190 F CFA / hectolitre pour le gasoil  | Taxe d'usage de la route   | décret n° 2008-85 du 12 février 2008   | 26.000.000.000               |
| Prélèvement de Soutien au secteur de l'Energie (PSE)   | <b>FSE</b>   | - 20.000 FCFA par mètre cube pour le gasoil<br>- 15.000 FCFA par tonne pour le diesel oil<br>- 15.000 FCFA par tonne pour le fuel oil 180<br>- 15.000 FCFA par tonne pour le fuel oil 380<br>- 15.000 FCFA par mètre cube de supercarburant<br>- 15.000 FCFA par mètre cube d'essence ordinaire | Taxe parafiscale destinée à la relance du secteur de l'Energie   | Décret n° 2011-170 du 3 février 2011 modifié par le décret n° 2011-1012 du 15 juillet 2011 | 20.400.000.000               |
| Contribution au Développement du service universel des Télécommunications et de l'Energie (CODETE) | <b>CODETE</b>  | 3% du chiffre d'affaires hors taxes des exploitants de réseaux publics de télécommunications, net des frais d'interconnexion  | Taxe parafiscale destinée à la relance du secteur de l'Energie et au développement du service universel des télécommunications | Décret n° 2011-311 du 7 mars 2011  | 18.000.000.000               |

**ANNEXE 7****Tableau des dépenses auxquelles s'appliquent des crédits  
évaluatifs**

(Art 15 du projet de loi)

| <b>IMPUTATION</b>                | <b>NATURE DES DEPENSES</b>                                    |
|----------------------------------|---|
| <b>BUDGET GENERAL</b>            |   |
| <b>Section 10 Dette Publique</b> |   |
| Titre 1 90922247010 1511         | Amortissement emprunt projet multilatéraux                    |
| Titre 1 90922247010 1521         | Amortissement emprunt projet bilatéraux                       |
| Titre 1 90922247010 1611         | Amortissement emprunt programme multilatéraux                 |
| Titre 1 90922247010 1761         | Autres emprunt Intérieurs auprès Instit...                    |
| Titre 1 90922247010 6511         | Intérêts et frais financiers dette multilatérale              |
| Titre 1 90922247010 6521         | Intérêts et frais financiers dette bilatérale                 |
| Titre 1 90922247010 6541         | Autres Intérêts et frais financiers extérieurs                |
| Titre 1 90922247010 6571         | Intérêts et frais financiers dette intérieure                 |
| <b>Toutes sections</b>           | <b>TOUS LES SERVICES</b>                                      |
| Titre 2 art 61 Parag. 1 Ligne 1  | Solde et accessoires  |
| Titre 2 art 61 Parag. 3 Ligne 2  | Indemnités de logement  |
| <b>Section 60</b>                | <b>CHARGES COMMUNES (Min. Economie,<br/>Finances et Plan)</b> |
| Titre 3 302170008011 6233        | Frais d'acte et de contentieux                                |
| Titre 3 91922529011 6295         | Impôts et taxes payés par l'Etat                              |

**ANNEXE 8****ENCOURS HORS FMI ET DEPOT KOWEITIEEN DE LA DETTE PUBLIQUE  
EXTERIEURE FIN AOUT 2014**

(Art 33 alinéa 2-5° de la loi organique)

En milliards FCFA

|   | <b>ENCOURS</b>       | <b>ENCOURS</b>       | <b>ENCOURS</b>       | <b>ENCOURS</b>       |
|---|----------------------|----------------------|----------------------|----------------------|
|   | <b>AU 31.08.2011</b> | <b>AU 31.08.2012</b> | <b>AU 31.08.2013</b> | <b>AU 31.08.2014</b> |
| <b>Crédits multilatéraux</b>            | <b>1 054,93</b>      | <b>1193,37</b>       | <b>1269,4</b>        | <b>1371,19</b>       |
| BIRD/IDA                                | 575,28               | 633,88               | 697,3                | 739,87               |
| BEI/FED/FND                             | 19,09                | 18,17                | 16,8                 | 19,09                |
| BAD/FAD                                 | 173,66               | 215,51               | 221,7                | 264,52               |
| OPEP/BADEA/BID/FASA                     | 172,99               | 193,81               | 182,3                | 188,27               |
| AUTRES                                  | 113,91               | 132                  | 151,3                | 159,44               |
| <b>Crédits Bilatéraux</b>               | <b>421,99</b>        | <b>485,7</b>         | <b>578,9</b>         | <b>610,18</b>        |
| Pays de l'OCDE                          | 157,25               | 179,05               | 224                  | 237,28               |
| Pays arabes                             | 128,17               | 150,65               | 148,1                | 164,52               |
| Autres                                  | 136,57               | 156                  | 206,8                | 208,38               |
| <b>Dettes Commerciales</b>              | <b>0</b>             |                      | <b>0</b>             | <b>98,39</b>         |
| DONT GARANTIE                           | 0                    |                      |                      |                      |
| <b>Crédits à l'exportation</b>          |                      | 1,01                 | <b>1,01</b>          | <b>26,76</b>         |
| <b>EUROBOND</b>                         | <b>228,14</b>        | <b>260</b>           | <b>247,7</b>         | <b>248,79</b>        |
| <b>Total</b>                            | <b>1 705,06</b>      | <b>1940,08</b>       | <b>2097,01</b>       | <b>2355,31</b>       |
| variation absolue sur année précédente  | -195,02              | 235,02               | 156,92               | 258,3                |
| variation relative sur année précédente | -10,26%              | 13,78%               | 8,09%                | 12,32%               |

Source : DDP/DGCPT/MEF

**ANNEXE 8 bis****ENCOURS DE LA DETTE PUBLIQUE INTERIEURE AU 31 AOÛT 2014**

|  |                |
|--|----------------|
| FMI                                      | 165,12         |
| Dépôt Koweïtien                          | 24,29          |
| Bons sur formules                        | 1,54           |
| Emprunts directs                         | 151,74         |
| Bons par adjudication                    | 141,24         |
| Obligations par adjudication             | 397,86         |
| Obligations par appel public à l'épargne | 293,44         |
| <b>TOTAL</b>                             | <b>1175,22</b> |

Source : DDP/DGCPT/MEFP

**ANNEXE 8 ter****SERVICES DE LA DETTE EXTERIEURE ET DE LA DETTE INTERIEURE**

(Art 33 alinéa 2-5° de la loi organique)

En milliards FCFA

| Service prévisionnel LFI 2015                      | 2015          |               |               |
|--|---------------|---------------|---------------|
|  | Principal     | I & C         | Total         |
| <b>Dettes extérieures</b>                          |               |               |               |
| Crédits Multilatéraux                              | 68,08         | 24,49         | 92,57         |
| dont BIRD/IDA/FIDA                                 | 38,02         | 13,98         | 52,00         |
| BAD/FAD  | 5,27          | 3,50          | 8,77          |
| OPEP/BADEA/BID                                     | 14,42         | 3,26          | 17,68         |
| Autres   | 10,38         | 3,74          | 14,11         |
| Crédits Bilatéraux                                 | 42,75         | 18,85         | 61,61         |
| Pays de l'OCDE                                     | 17,40         | 9,96          | 27,37         |
| Pays arabes  | 9,90          | 2,50          | 12,40         |
| Autres   | 15,45         | 6,39          | 21,84         |
|  |               |               | 0,00          |
| Opérations financières                             | 0,00          | 0,00          | 0,00          |
| Eurobond   | 0,00          | 38,16         | 38,16         |
| Intérêts/tirages futurs                            | 0,00          | 1,75          | 1,75          |
| Autres emprunts                                    |               | 1,33          | 1,33          |
| <b>SOUS TOTAL</b>                                  | <b>110,83</b> | <b>84,58</b>  | <b>195,41</b> |
| dont Economies PPTTE (pour mémoire)                | 12,45         | 3,88          | 16,33         |
| dont Economies IADM (pour mémoire)                 | 35,21         | 6,58          | 41,79         |
| <b>Dettes intérieures</b>                          |               |               |               |
| Rachats DTS/ FMI                                   | 30,74         | 2,28          | 33,01         |
| Dépôt koweïtien                                    | 5,39          | 0,10          | 5,49          |
| Obligations du Trésor par adjudication             | 135,40        | 22,31         | 157,71        |
| Obligations du Trésor par appel public à l'épargne | 61,82         | 22,40         | 84,22         |
| Bons du Trésor par adjudication                    | 73,31         | 0,00          | 73,31         |
| Bons sur formules                                  | 0,76          | 0,00          | 0,76          |
| Autres emprunts bancaires                          | 21,22         | 10,39         | 31,61         |
| Service prévisionnel pour les émissions de 2015    | 0,00          | 15,79         | 15,79         |
| CDC Fonds des particuliers                         | 0,00          | 0,70          | 0,70          |
| <b>SOUS TOTAL</b>                                  | <b>328,6</b>  | <b>73,97</b>  | <b>402,6</b>  |
| <b>TOTAL général</b>                               | <b>439,46</b> | <b>158,55</b> | <b>598,01</b> |

Source : DDP/DGCPT/MEFP



**ANNEXE 9**  
**Liste des dépenses de fonctionnement sur ressources**  
**PPTE/IADM**

En FCFA

| <b>Intitulés</b>                                | <b>Affectation</b><br><b>crédits PPTE /IADM</b> |
|---|---|
| PRISE EN CHARGE MAITRES CONTRACTUELS            | 10 845 750 000                                  |
| <b>Total PPTE</b>                               | <b>10 845 750 000</b>                           |
| PRISE EN CHARGE DES PROFESSEURS CONTRACTUELS    | 1 154 250 000                                   |
| <b>Total IADM</b>                               | <b>1 154 250 000</b>                            |
| <b>TOTAL EDUCATION</b>                          | <b>12 000 000 000</b>                           |
| <b>TOTAL GENERAL DEPENSES DE FONCTIONNEMENT</b> | <b>12 000 000 000</b>                           |

**ANNEXE 9 bis****LISTE DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT SUR RESSOURCES PPTE/IADM**

En FCFA

| CODE PTIP   | INTITULE DES PROJETS  | AFFECTATION RESSOURCES PPTE-IADM |
|---|---|----------------------------------|
| <b>21 PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE</b>   |   |                                  |
| 46018   | PROGRAMME D'APPUI AUX INITIATIVES DE SOLIDARITE POUR LE DEVELOPPEMENT (PAISD)             | 100 000 000                      |
| 46026   | APPUI A LA DELEGATION GENERALE A LA PROTECTION SOCIALE                                    | 80 000 000                       |
| 46038   | PROJET D'APPUI AU FONDS SOCIAL DE DEVELOPPEMENT (PAFSD)                                   | 70 000 000                       |
| <b>TOTAL SECTION</b>  |   | <b>250 000 000</b>               |
| <b>30 PRIMATURE</b>   |   |                                  |
| 44081   | PROGRAMME DE RENFORCEMENT DE LA NUTRITION   | 2 400 000 000                    |
| 44001   | PLAN STRATEGIQUE DE LUTTE CONTRE LE SIDA  | 1 000 000 000                    |
| <b>TOTAL SECTION</b>  |   | <b>3 400 000 000</b>             |
| <b>40 MINISTERE DE LA PECHE ET DES AFFAIRES MARITIMES</b>                                 |   |                                  |
| 14133   | REALISATION D'INFRASTRUCTURES ET D'EQUIPEMENT DE PECHE MARITIME (AIRES DE TRANSFORMATION) | 250 000 000                      |
| <b>TOTAL SECTION</b>  |   | <b>250 000 000</b>               |
| <b>42 MINISTERE DE L'AGRICULTURE ET DE L'EQUIPEMENT RURAL</b>                             |   |                                  |
| 11112   | FONDS DE SECURISATION DU CREDIT RURAL   | 1 500 000 000                    |
| 11101   | PROGRAMME AGRICOLE VOLET PROTECTION CULTURE   | 750 000 000                      |
| 11098   | PROGRAMME APPUI.ACTEURS COTON   | 500 000 000                      |
| <b>TOTAL SECTION</b>  |   | <b>2 750 000 000</b>             |
| <b>44 MINISTERE DE L'ENERGIE</b>  |   |                                  |
| 24034   | FONDS DE CONTREPARTIE POUR LES CONCESSIONS D'ELECTRIFICATION RURALE                       | 1 500 000 000                    |
| <b>TOTAL SECTION</b>  |   | <b>1 500 000 000</b>             |
| <b>46 MINISTERE DU RENOUVEAU URBAIN, DE L'HABITAT ET DU CADRE DE VIE</b>                  |   |                                  |
| 43134   | PROGRAMME DE CONSTRUCTION DE LOGEMENTS SOCIAUX (CONVENTION ETAT DU SENEGAL BHS)           | 7 000 000 000                    |
| <b>TOTAL SECTION</b>  |   | <b>7 000 000 000</b>             |
| <b>50 MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE</b>  |   |                                  |
| 45012   | PROJET CONSTRUCTION SALLES DE CLASSE  | 2 419 000 000                    |
| 45029   | PROJET DE CONSTRUCTION DE DAARAS MODERNES   | 1 100 000 000                    |
| 45014   | PROJET MANUELS SCOLAIRES  | 2 435 000 000                    |
| 45027   | PROJET CONSTRUCTION COLLEGES DE PROXIMITE   | 2 040 000 000                    |
| <b>TOTAL SECTION</b>  |   | <b>7 994 000 000</b>             |
| <b>54 MINISTERE DE LA SANTE ET DE L'ACTION SOCIALE</b>                                    |   |                                  |
| 44126   | PROJET D'APPUI AU PROGRAMME ELARGI DE VACCINATION   | 700 000 000                      |
| 44050   | PROGRAMME SANTE MATERNELLE, INFANTILE/SR  | 506 000 000                      |
| 44085   | PROJET HOPITAUX ZIGUINCHOR ET FATICK  | 1 280 000 000                    |
| 44009   | CONSTRUCTION ET EQUIPEMENT MATERNITE LE DANTEC  | 793 000 000                      |
| <b>TOTAL SECTION</b>  |   | <b>3 279 000 000</b>             |
| <b>59 MINISTERE DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE, DE L'APPRENTISSAGE ET DE L'ARTISANAT</b> |   |                                  |
| 45227   | PROJET DE CONSTRUCTION LYCEE PROFESSIONNEL DE SANDIARA                                    | 3 000 000 000                    |
| 45228   | PROJET DE CONSTRUCTION LYCEE PROFESSIONNEL DE FATICK                                      | 1 000 000 000                    |
| <b>TOTAL SECTION</b>  |   | <b>4 000 000 000</b>             |
| <b>68 MINISTERE DE L'HYDRAULIQUE ET DE L'ASSAINISSEMENT</b>                               |   |                                  |
| 15086   | RENOUVELLEMENT ANCIENS FORAGES  | 500 000 000                      |
| 15030   | PEPAM- DEUXIEME SOUS PROGRAMME BAD  | 300 000 000                      |
| 15521   | PEPAM-REALISATION 4000 BRANCHEMENTS SOCIAUX   | 75 000 000                       |
| 41060   | PROJET ASSAINISSEMENT FATICK  | 1 100 000 000                    |
| 41029   | TRAVAUX DE RENOVATION ET DE REHABILITATION DU COLLECTEUR HANN FANN                        | 1 000 000 000                    |
| 41048   | MECANISME COMMUNAUTAIRE DECENTRALISE DE L'ASSAINISSEMENT RURAL                            | 850 000 000                      |
| 41055   | PROGRAMME DECENNAL DE LUTTE CONTRE LES INONDATIONS/VOLET GESTION DES EAUX PLUVIALES       | 9 000 000 000                    |
| 41616   | PEPAM-REHABILITATION DE 30 KM D'ASSAINISSEMENT D'EAUX USEES                               | 700 000 000                      |
| 15046   | PROGRAMME DE REALISATION DE 300 FORAGES   | 3 000 000 000                    |
| <b>TOTAL SECTION</b>  |   | <b>16 525 000 000</b>            |
| <b>TOTAL GENERAL</b>  |   | <b>46 948 000 000</b>            |

**ANNEXE 10****SITUATION DES CREDITS DE FONCTIONNEMENT A TRANSFERER AUX AGENCES ET STRUCTURES ASSIMILEES**

| <b>STRUCTURES</b>  | <b>CREDITS TRANSFERES<br/>2015</b> |
|--|------------------------------------|
| A N R A C  | 270 000 000                        |
| Académie Scientifique et Technique   | 200 000 000                        |
| Agence Aménagement du Territoire   | 94 000 000                         |
| Agence construction des Bâtiments et Edifices publics                      | 15 000 000                         |
| Agence d'Assistance à la Sécurité de Proximité                             | 4 000 000 000                      |
| Agence de Développement et Encadrement PME                                 | 391 167 000                        |
| Agence de la Maison de l'Outil   | 150 000 000                        |
| Agence de l'Informatique de l'Etat (ADIE)                                  | 1 469 777 000                      |
| Agence Gestion Patrimoine Bâti de l'Etat                                   | 8 869 600 000                      |
| Agence Nat. de la Grande Muraille Verte                                    | 270 224 000                        |
| Agence Nat. des Eco-Villages   | 208 033 000                        |
| Agence Nat. Recherche Scientifique   | 300 000 000                        |
| AGENCE NAT. STATISTIQUE ET DEMOGRAPH                                       | 3 357 040 000                      |
| Agence Nat. Case Tout-petits   | 450 464 000                        |
| Agence nationale de l'Aquaculture  | 568 033 000                        |
| Agence national d'insertion et de développement agricole<br>(ex Plan REVA) | 700 000 000                        |
| Agence Nationale des Affaires Maritimes                                    | 157 807 000                        |
| AGENCE NATIONALE DES CHEMINS DE FER  | 250 000 000                        |
| Agence nationale pour la Promotion de l'emploi des Jeunes                  | 539 080 000                        |
| Agence Nationale pour les Energies Renouvelables                           | 14 000 000                         |
| Agence pour l'Economie et de la Maîtrise de l'Energie                      | 14 000 000                         |
| Agence pour le Développement Local   | 94 000 000                         |
| Agence pour le logement des Forces Armées                                  | 30 000 000                         |
| Agence Promotion Hydrogr. Nationale  | 154 900 000                        |
| Agence Régulation des Marchés  | 227 198 000                        |
| AGENCE REINSERT. SOC. MILITAIRES   | 143 016 000                        |
| Agence Seneg. Promotion Exportations ASEPEX                                | 188 000 000                        |
| Agence Sénégalaise de Promotion Touristique                                | 211 000 000                        |
| ANACIM   | 266 000 000                        |
| ANCAR  | 1 540 000 000                      |
| APDA   | 197 400 000                        |
| APIX   | 3 447 301 000                      |
| Appui et redevances RTS  | 1 600 000 000                      |
| APROSI   | 122 670 000                        |
| ASPIT  | 192 465 000                        |

**ANNEXE 10 (suite)**

| <b>STRUCTURES</b>   | <b>CREDITS<br/>TRANSFERES 2015</b> |
|---|------------------------------------|
| Association Sénégalaise de Normalisation  | 66 270 000                         |
| Autorité de Radioprotection et Sureté Nucléaire   | 150 000 000                        |
| Autorité nationale d'assurance qualité (ANAQ)   | 264 334 000                        |
| Commission de Protection des Données Personnelles   | 200 000 000                        |
| Commission Nationale aux Droits de l'Homme  | 50 000 000                         |
| Commission Nationale de la Concurrence  | 33 507 000                         |
| Commission sur la Réforme Foncière  | 400 000 000                        |
| CONACILSS   | 20 000 000                         |
| CONSEIL DES INFRASTRUCTURES   | 100 000 000                        |
| Conseil National de Régulation de l'Audiovisuel   | 400 000 000                        |
| COSRIS Commission de supervision et de Régulation des<br>Institutions de Sécurité Sociale | 131 600 000                        |
| COUD  | 13 073 000 000                     |
| Cour de Répression de l'Enrichissement illicite   | 485 000 000                        |
| CROUS ST LOUIS  | 3 430 915 000                      |
| Daniel Sorano   | 376 000 000                        |
| Délégation à la Promotion des Pôles urbains de Diamniadio et<br>du Lac rose               | 100 000 000                        |
| Direction des Etablissements de santé   | 12 402 984 000                     |
| Délégation générale à la protection sociale et à la solidarité                            | 700 000 000                        |
| Ecole nationale d'administration  | 911 939 000                        |
| Grand Théâtre   | 900 000 000                        |
| Haras national  | 250 454 000                        |
| INSTITUT BRITANIQUE   | 51 329 000                         |
| INSTITUT ISLAMIQUE DE DAKAR   | 160 000 000                        |
| ISRA  | 4 475 000 000                      |
| M C A   | 262 000 000                        |
| Maison de la Culture DOUTA SECK   | 45 000 000                         |
| Manufactures Sénég.des Arts Décoratifs  | 268 615 000                        |
| MIFERSO   | 20 630 000                         |
| Monument de la Renaissance Africaine  | 277 425 000                        |
| Observatoire Qualité des Services financiers  | 830 119 000                        |
| Office des pupilles de la Nation  | 115 600 000                        |
| Office national anti corruption OFNAC   | 500 000 000                        |
| Office national de prévention contre les inondations                                      | 14 000 000                         |
| Office national pour le lac de Guiers   | 226 922 000                        |
| Office Nationale Anciens Combattants  | 106 718 000                        |
| Orcheste National   | 42 223 000                         |
| Rencontr.Cinémat.de Dakar(RECIDAC)  | 71 675 000                         |
| UCAD  | 20 193 575 000                     |
| UNIVERSITE de ZIGUINCHOR  | 1 875 000 000                      |
| UNIVERSITE DE THIES   | 2 878 929 000                      |
| UNIVERSITE DE BAMBEY  | 1 700 000 000                      |
| UNIVERSITE ST LOUIS   | 4 664 391 000                      |
| Université virtuelle sénégalaise (UVS)  | 600 000 000                        |
| <b>TOTAL</b>  | <b>104 527 329 000</b>             |

**ANNEXE 10 bis**
**SITUATION DES CREDITS D'INVESTISSEMENT A TRANSFERER AUX AGENCES**
**FCFA**

| INTITULES AGENCES   | Crédits 2015          |
|---|-----------------------|
| <b>AGENCE NATIONALE CHARGEE DE LA PROMOTION DES INVESTISSEMENTS ET DES GRANDS TRAVAUX (APIX)</b>                            | <b>10 000 000 000</b> |
| Projet autoroute à péage Dakar-Diamniadio   | 5 000 000 000         |
| Prolongement autoroute à péage Diamniadio-AIBD  | 5 000 000 000         |
| <b>AGENCE AUTONOME DES TRAVAUX ROUTIERS (AGEROUTE)</b>  | <b>39 805 000 000</b> |
| Projet de réalisation de l'autoroute Thies-Touba  | 8 000 000 000         |
| Construction Boulal-Ourossogui sur 96 km (Route Linguère-Matam)   | 1 000 000 000         |
| VDN 2ème et 3ème Section CICES GOLF -Tivaoune Peulh   | 3 500 000 000         |
| Projet construction pont de Kédougou  | 800 000 000           |
| Construction de la route mandat douane Vélingara  | 1 000 000 000         |
| Aménagement et bitumage de la route JOAL-SAMBA Dia -DJIFFER (42 km)   | 1 000 000 000         |
| Construction de route MANDAT DOUANE-VELINGARA   | 1 000 000 000         |
| Réhabilitation de la RN 44 (Section DINGUIRAYE-NIORO)   | 1 000 000 000         |
| Travaux de réhabilitation du tronçon Touba Dahra Linguère   | 1 000 000 000         |
| Programme de renouvellement de Gros porteurs  | 50 000 000            |
| Travaux de construction du Pont de Ngouye-Impayés CDE   | 192 000 000           |
| Construction et Réhabilitation de la route Patte d'oie-Aéroport : Impayés GPT-CSE/BICC/EIFFAGE                              | 32 000 000            |
| Travaux d'aménagement et d'aménagement de la route aéroport-mamelles aérogare : impayés GPT/EIFFAGE                         | 102 000 000           |
| Travaux de Réhabilitation de la route MBIRKILANE-TAMBA  | 613 000 000           |
| Travaux d'entretien RN4: Ziguinchor-Senoba et R22 : Sédhiou-Médina  | 400 000 000           |
| Programme d'élargissement et de réhabilitation de la route des Niayes   | 4 500 000 000         |
| Projet de réhabilitation de la voie de contournement de Tivaouane et réalisation de 25 km de pistes dans la région de Thies | 400 000 000           |
| Aménagement de voiries pour le Centre International de conférence de Diamniado  | 500 000 000           |
| Programme de construction de pistes rurales   | 6 000 000 000         |
| Plan intégré d'infrastructures multimodales   | 100 000 000           |
| Etudes, Elaboration DAO et Recherches de Financement pour les routes rurales  | 400 000 000           |
| Route Oussouye Mlpomp-Elinkine  | 449 000 000           |
| Route Diamniado-Mbour impayés CSE   | 97 000 000            |
| Prolongement autoroute à péage AIBD-Mbour/Thies   | 3 500 000 000         |
| Travaux de construction des ponts de Gangel Souley et Windou Bosseabe   | 1 000 000 000         |
| Arrières prestataires   | 120 000 000           |
| Programme de Réhabilitation de la route Tambacounda-Mako-Kédougou   | 500 000 000           |
| Pont transgambien   | 150 000 000           |
| Programme Spécial Tivaoune  | 1 400 000 000         |
| Réhabilitation du pont Sénégal 1992   | 1 000 000 000         |

**ANNEXE 10 bis (suite)**
**SITUATION DES CREDITS D'INVESTISSEMENT A TRANSFERER AUX AGENCES**
**FCFA**

| INTITULES AGENCES  | Crédits 2015          |
|--|-----------------------|
| <b>AGENCE POUR LA REINSERTION SOCIALE DES MILITAIRES</b>   | <b>300 000 000</b>    |
| <b>AGENCE POUR LE LOGEMENT DES FORCES ARMEES</b>   | <b>100 000 000</b>    |
| <b>AGENCE NATIONALE DE LA STATISTIQUE ET DE LA DEMOGRAPHIE</b>                                     | <b>1 500 000 000</b>  |
| Programme statistique ANSD   | 1 200 000 000         |
| Construction siège ANSD  | 300 000 000           |
| <b>AGENCE NATIONALE POUR LA RELANCE DES ACTIVITES ECONOMIQUES ET SOCIALES EN CASAMANCE (ANRAC)</b> | <b>300 000 000</b>    |
| Programme Appui à la Relance Economique et Sociale en Casamance                                    | 300 000 000           |
| <b>AGENCE SENEGALAISE D'ELECTRIFICATION RURALE (ASER)</b>  | <b>10 466 000 000</b> |
| Programme d'Appui au Fonctionnement de l'ASER  | 1 900 000 000         |
| Fonds de contrepartie aux concessions d'électrification rurale                                     | 1 500 000 000         |
| Programme Urgence Electrification rurale   | 7 066 000 000         |
| <b>AGENCE SENEGALAISE POUR LA PROPRIETE INTELECTUELLE ET L'INNOVATION TECHNOLOGIQUE (ASPIT)</b>    | <b>100 000 000</b>    |
| Programme d'Acquisition et de Diffusion Technologique  | 100 000 000           |
| <b>AGENCE DE DEVELOPPEMENT ET D'ENCADREMENT DES PME (ADPME)</b>                                    | <b>265 000 000</b>    |
| Cellule entreprise en difficulté   | 85 000 000            |
| Appui ADPME  | 180 000 000           |
| <b>AGENCE DE DEVELOPPEMENT MUNICIPAL (ADM)</b>   | <b>2 000 000 000</b>  |
| Contrepartie Projet de Renforcement et d'Equipement des Collectivités locales (PRECOL)             | 300 000 000           |
| Achèvement chantiers PRECOL  | 800 000 000           |
| Projet de Gestion des Eaux Pluviales (PROGEP)  | 900 000 000           |
| <b>AGENCE DE REGULATION DES MARCHES (ARM)</b>  | <b>100 000 000</b>    |
| Projet d'Edification d'Infrastructures de Stockage   | 100 000 000           |
| <b>AGENCE POUR L'ECONOMIE ET LA MAITRISE DE L'ENERGIE</b>  | <b>350 000 000</b>    |
| Projet d'appui au fonctionnement de l'agence pour la maitrise et l'économie de l'énergie           | 100 000 000           |
| Programme de promotion à l'économie de l'énergie   | 250 000 000           |
| <b>AGENCE NATIONALE POUR LES ENERGIES RENOUVELABLES</b>  | <b>500 000 000</b>    |
| Programme Orio : Renforcement des structures de santé par voie solaire dans le bassin arachidier   | 500 000 000           |
| <b>AGENCE DE PROMOTION DU RESEAU HYDROGRAPHIQUE NATIONAL</b>                                       | <b>250 000 000</b>    |
| Maîtrise des eaux de surface sur PVB   | 250 000 000           |
| <b>AGENCE NATIONALE DE LA CASE DES TOUT PETITS (ANCTP)</b>   | <b>1 155 400 000</b>  |
| Construction et Equipement Cases des Tout Petits   | 850 000 000           |
| Achat Manuels Cases des Tout Petits  | 305 400 000           |

**ANNEXE 10 bis (suite)****SITUATION DES CREDITS D'INVESTISSEMENT A TRANSFERER AUX AGENCES****FCFA**

| <b>INTITULES AGENCES</b>   | <b>Crédits 2015</b>   |
|--|-----------------------|
| <b>AGENCE NATIONALE DES ECO-VILLAGES</b>   | <b>406 000 000</b>    |
| Programme Eco-villages   | 406 000 000           |
| <b>AGENCE NATIONALE DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE APPLIQUEE</b>                                       | <b>180 000 000</b>    |
| Centre africain de Recherche et d'Application (CARA)   | 65 000 000            |
| Projet Parc Technologie  | 90 000 000            |
| Projet laboratoire Biopole   | 25 000 000            |
| <b>AGENCE NATIONALE DE LA GRANDE MURAILLE VERTE</b>  | <b>519 000 000</b>    |
| Programme grande muraille verte  | 519 000 000           |
| <b>AGENCE NATIONALE DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE (ANAT)</b>  | <b>400 000 000</b>    |
| Programme d'Appui à l'aménagement du Territoire  | 300 000 000           |
| Programme decennal de lutte contre les inondations: Phase d'urgence/ volet aménagement du territoire | 100 000 000           |
| <b>AGENCE NATIONALE POUR LA PROMOTION DE L'EMPLOI DES JEUNES</b>                                     | <b>680 000 000</b>    |
| Projet Appui ANEJ  | 680 000 000           |
| <b>AGENCE DE CONSTRUCTION DES BATIMENTS ET EDIFICES PUBLICS (ACBEP)</b>                              | <b>500 000 000</b>    |
| Projet d'Appui à l'Agence de Construction des Bâtiments et Edifices publics                          | 500 000 000           |
| <b>AGENCE DE LA GESTION DU PATRIMOINE BATI DE L'ETAT</b>   | <b>100 000 000</b>    |
| <b>AGENCE NATIONALE DES AFFAIRES MARITIMES (ANAM)</b>  | <b>937 000 000</b>    |
| Projet de Développement du Port de Ziguinchor  | 937 000 000           |
| <b>AGENCE NATIONALE DE LA MAISON DE L'OUTIL</b>  | <b>310 000 000</b>    |
| Projet de la Maison de l'Outil   | 310 000 000           |
| <b>TOTAL</b>   | <b>71 223 400 000</b> |

## ANNEXE 11

### OPERATIONS BUDGETAIRES DES AGENCES ET ENTITES PUBLIQUES BENEFICIANT D'UNE SUBVENTION DE PLUS DE CINQ (5) MILLIARDS

| Structures | Libelles                    | Prévisions 2013        | Exécution 2013         | Prévision 2014         | Exécution au 31/08/2014 |
|------------|-----------------------------|------------------------|------------------------|------------------------|-------------------------|
| APIX       | Report à nouveau            |                        |                        |                        |                         |
|            | Transfert courant (Etat)    | 3 059 433 000          | 2 659 433 000          | 1 847 301 000          | 1 385 475 750           |
|            | Transfert en Capital (Etat) | 16 900 000 000         | 16 900 000 000         | 18 100 000 000         | 13 400 000 000          |
|            | Bailleurs de Fonds          | 22 684 708 986         | 10 278 670 089         | 10 730 078 802         | 6 303 890 420           |
|            | Ressources propres          | 170 000 000            | 233 775 350            | 414 769 415            | 223 555 015             |
|            | <b>Total Recettes</b>       | <b>42 814 141 986</b>  | <b>30 071 878 439</b>  | <b>31 092 149 217</b>  | <b>21 312 921 185</b>   |
|            | Fonctionnement              | 2 736 929 400          | 3 161 112 754          | 3 534 508 510          | 2 321 176 017           |
|            | Investissement              | 65 389 361 536         | 34 434 815 864         | 92 010 810 768         | 52 214 007 341          |
|            | <b>Total Dépenses</b>       | <b>68 126 290 936</b>  | <b>37 595 928 618</b>  | <b>95 545 319 278</b>  | <b>54 535 183 358</b>   |
| AGEROUTE   | Report à nouveau            | 30 249 582 099         | 30 249 582 099         | 70 922 300 101         | 51 800 000 000          |
|            | Transfert courant (Etat)    | 3 500 000 000          | 3 319 338 500          | 3 500 000 000          | 2 250 661 500           |
|            | Transfert en Capital (Etat) | 118 729 118 119        | 80 962 105 950         | 100 090 600 000        | 55 082 727 483          |
|            | Bailleurs de Fonds          | 103 882 207 184        | 45 450 850 558         | 173 959 021 498        | 33 817 836 752          |
|            | Ressources propres          | 232 000 000            | 148 370 503            | 232 000 000            | 70 928 303              |
|            | <b>Total Recettes</b>       | <b>256 592 907 402</b> | <b>160 130 247 610</b> | <b>348 703 921 599</b> | <b>143 022 154 038</b>  |
|            | Fonctionnement              | 3 732 000 000          | 3 393 668 045          | 3 732 000 000          | 2 084 165 107           |
|            | Investissement              | 252 860 907 402        | 111 883 522 993        | 344 971 921 599        | 99 611 176 173          |
|            | <b>Total Dépenses</b>       | <b>256 592 907 402</b> | <b>115 277 191 038</b> | <b>348 703 921 599</b> | <b>101 695 341 280</b>  |
| ASER       | Report à nouveau            |                        |                        |                        |                         |
|            | Transfert courant (Etat)    | 3 296 201 709          | 1 458 000 000          | 2 282 000 000          | 1 711 500 000           |
|            | Transfert en Capital (Etat) | 2 994 176 577          | 3 400 000 000          | 4 664 000 000          | 3 377 500 000           |
|            | Bailleurs de Fonds          | 11 168 251 543         | 4 361 266 268          | 7 020 347 744          | 1 764 692 100           |
|            | Autres recettes             |                        | 920 000                |                        |                         |
|            | <b>Total Recettes</b>       | <b>17 458 629 829</b>  | <b>9 220 186 268</b>   | <b>13 966 347 744</b>  | <b>6 853 692 100</b>    |
|            | Fonctionnement              | 3 654 295 157          | 3 203 468 611          | 2 944 517 060          | 1 390 494 915           |
|            | Investissement              | 13 804 334 692         | 4 566 240 716          | 11 021 830 684         | 1 944 154 386           |
|            | <b>Total Dépenses</b>       | <b>17 458 629 849</b>  | <b>7 769 709 327</b>   | <b>13 966 347 744</b>  | <b>3 334 649 301</b>    |

**ANNEXE 11 (suite)**
**OPERATIONS BUDGETAIRES DES AGENCES ET ENTITES PUBLIQUES BENEFICIANT D'UNE SUBVENTION DE PLUS DE CINQ (5) MILLIARDS**

| Structures | Libelles                               | Prévisions 2013       | Exécution 2013        | Prévision 2014        | Exécution au 31/08/2014 |
|------------|--|-----------------------|-----------------------|-----------------------|-------------------------|
| COUD       | Report à nouveau                       |                       |                       |                       |                         |
|            | Transfert courant (Etat)               | 15 278 000 000        | 15 145 115 891        | 13 205 584 109        | 13 073 000 000          |
|            | Transfert en Capital (Etat)            |                       |                       |                       |                         |
|            | Contribution Autres Etats et Organisme | 20 000 000            | 2 000 000             | 20 000 000            |                         |
|            | Contributions personnelles             | 15 000 000            | 16 250 000            | 20 000 000            |                         |
|            | <b>Ressources propres</b>              |                       |                       |                       |                         |
|            | Recettes d'exploitation interne        | 1 817 400 000         | 1 261 501 607         | 1 904 400 000         | 597 059 546             |
|            | Reprise subvention d'investissement    | 1 719 855 421         | 1 716 795 418         | 1 716 795 418         |                         |
|            | <b>Total Recettes</b>                  | <b>18 850 255 421</b> | <b>18 141 662 916</b> | <b>16 866 779 527</b> | <b>13 670 059 546</b>   |
|            | <b>Fonctionnement</b>                  |                       |                       |                       |                         |
|            | Charges d'exploitation interne         | 15 706 328 640        | 15 427 559 108        | 14 050 684 109        | 12 840 129 556          |
|            | Dotations aux amortissements           | 1 719 855 421         | 1 422 933 937         | 1 716 795 418         |                         |
|            | <b>Investissement</b>                  | 1 424 071 360         | 1 291 169 871         | 1 099 300 000         | 829 929 990             |
|            | <b>Total Dépenses</b>                  | <b>18 850 255 421</b> | <b>18 141 662 916</b> | <b>16 866 779 527</b> | <b>13 670 059 546</b>   |
| UCAD       | Report à nouveau                       |                       |                       |                       |                         |
|            | Transfert courant (Etat)               | 21 353 337 796        | 24 755 956 863        | 20 565 237 508        | 19 818 573 800          |
|            | Transfert en Capital (Etat)            |                       |                       |                       |                         |
|            | Autres recettes                        | 6 926 329 177         | 3 430 020 618         | 9 189 912 969         | 4 659 172 288           |
|            | Ressources propres                     |                       |                       |                       |                         |
|            | <b>Total Recettes</b>                  | <b>28 279 666 973</b> | <b>28 185 977 481</b> | <b>29 755 150 477</b> | <b>24 477 746 088</b>   |
|            | Fonctionnement                         | 26 929 232 252        | 26 868 682 657        | 28 058 366 442        | 19 385 405 054          |
|            | Investissement                         | 1 350 434 721         | 428 865 038           | 1 696 784 035         | 64 000 835              |
|            | <b>Total Dépenses</b>                  | <b>28 279 666 973</b> | <b>27 297 547 695</b> | <b>29 755 150 477</b> | <b>19 449 405 889</b>   |

## ANNEXE 12

### RISQUES BUDGETAIRES

#### (Cautions, garanties, autres risques contingents)

##### 1- Cautions

**Producteur Indépendant d'Electricité (Kounoune Power) : risque de mise en jeu de caution faible.**

##### 2- Capital social appelé non versé :

**Néant.**

##### 3- Actions en justice :

Montants des risques susceptibles d'être réclamés en 2015 au titre des contentieux pendants devant les tribunaux internationaux et nationaux : **5 milliards FCFA.**

##### 4- Autres obligations contingentes :

Eu égard aux difficultés de certaines entreprises du secteur parapublic liées au niveau trop élevé de leur endettement et à l'insuffisance de leurs ressources d'exploitation, L'Etat pourrait, bien qu'aucune forme de garantie ne l'y oblige, venir en aide à ces structures en difficulté, dans la limite de ses disponibilités financières.

## **ANNEXE 13**

### **MISE EN ŒUVRE DU PLAN DE RESTRUCTURATION DES AGENCES D'EXECUTION**

Dans le cadre de la mise en œuvre du plan de restructuration des agences d'exécution, l'Etat du Sénégal a pris une série de mesures en vue d'asseoir une meilleure organisation des agences et structures assimilées et d'optimiser leur coût de fonctionnement.

Ainsi, des contrats de performance ont été signés avec cinq agences :

- Agence des travaux et de gestion des Routes (AGEROUTE)
- Agence Nationale de la Statistique et de la Démographie (ANSD);
- Fonds d'Entretien Routier Autonome (FERA);
- Agence Nationale des Affaires Maritimes (ANAM);
- Agence de l'Informatique de l'Etat (ADIE);

Par ailleurs, il a été procédé à la fusion de 3 agences dont les missions et objectifs étaient similaires. Il s'agit de :

- l'Agence Nationale pour l'Emploi des jeunes (ANEJ) ;
- l'Agence pour l'Emploi des Jeunes de la Banlieue (AJEB)
- l'Agence nationale des Marchands ambulants (ANAMA) ;

Ces entités ont été remplacées par l'Agence nationale pour la Promotion de l'Emploi des Jeunes (ANPEJ).

En outre, sur un total de 18 fonds, deux ont été supprimés :

- le Fonds national de Promotion des Jeunes (FNPJ) ;
- le Fonds de soutien aux initiatives féminines (FSIF)

Ce travail de restructuration sera poursuivi en 2015 avec la fusion d'autres agences, la rationalisation des fonds et leur organisation en pôle.

**ANNEXE 14**  
**SOUTIEN BUDGETAIRE DIRECT ET INDIRECT**  
**AU SECTEUR DE L'ENERGIE POUR 2015**

| <b>Nature</b>  | <b>Montant (en milliards FCFA)</b> | <b>Observations</b>  |
|--|------------------------------------|--|
| Compensation tarifaire SENELEC (FSE et budget Etat)          | 66                                 | Sur les 66 milliards, 19,4 milliards font l'objet de transferts directs au FSE, le reste étant financé par les taxes parafiscales du FSE.                                  |
| Subvention du blocage du prix du gaz butane                  | 4                                  |  |
| Arriérés de remboursements de pertes commerciales sur le gaz | 3,5                                |  |
| Compense Senelec SAR (Marge de soutien à la SAR)             | 9                                  |  |
| Remboursement différentiel transport produits pétroliers     | 0,8                                |  |
| Investissements  | 54,046                             | Dont 50,6 milliards sur financement extérieur. En outre, le FSE prend en charge 12,6 milliards de ce montant au titre des extensions des centrales, notamment de Boutoute. |
| <b>Total</b>   | <b>137,346</b>                     |  |

**Source** : Prévisions budgétaires de la LFI 2015 et du budget du FSE.

Soutien budgétaire indirect cumulé en milliards de FCFA à fin août 2014 :

| <b>Nature</b>      | <b>Montant</b> |
|--------------------|----------------|
| Dettes douanières  | 85,9           |
| Dettes fiscales    | 6,7            |
| Dettes rétrocédées | 0,03           |
| <b>Total</b>       | <b>92,6</b>    |

**Source** : DGID, DGD, DGCPT.